

« Sans Visa » : Albanie



Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14848 - 7 F

SAMEDI 24 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LEBOURN

Le Libéria de la discorde

La population libérienne, encore sous le traumatisme d'une guerre civile particulièrement sanglante, se trouve à nouveau face au spectre d'un conflit meurtrier. Depuis une semaine, les combats font rage à la périphérie de Monrovia, la capitale de ce petit pays ouest-africain. Mais, cette fois, c'est l'ensemble de l'Ouest africain qui risque d'être impliqué dans la guerre, tous les pays de la région étant engagés, à des degrés divers, auprès de l'un ou l'autre des protagonistes.

Malgré le cessez-le-feu signé en novembre 1989, le Libéria n'a jamais connu, en deux ans, de véritable paix. A l'époque, en empêchant les rebelles menés par Charles Taylor de reprendre Monrovia, les pays voisins, avec l'intervention de la Force onusienne d'interposition (l'ECOMOG), ont imposé un « statu quo » difficilement viable. Un gouvernement intérimaire a été mis en place dans la capitale, tandis que M. Taylor gardait le contrôle du reste du pays et, surtout, de ses ressources : fer, diamant, hévéa, etc.

En dehors de Monrovia, dans le « Taylorland », la population est toujours sous le joug de rebelles peu enclins à abandonner leur méthode de gouvernement durant la guerre civile : le terreur. A un retour au pays, six cent mille libériens ont dû se réfugier en Guinée, où ils sont toujours. Il y a deux ans, 25 autres sont toujours en Côte d'Ivoire. Les soldats de l'ancien président Samuel Doe - exécuté en septembre 1990 - ont, quant à eux, établi en Sierra-Léone un sanctuaire « où il se représente » peu à peu du terrain au Front national patriotique du Libéria (FNPL) de M. Taylor. Son gré mal gré, ces trois pays limitrophes sont donc impliqués dans le conflit.

Face à un Charles Taylor qui a toujours refusé de démissionner ses hommes, malgré de multiples accords conclus au niveau régional, la force d'interposition onusienne semble aujourd'hui déterminée à agir. Selon des diplomates, l'ECOMOG aurait bombardé jeudi 22 octobre le quartier général du FNPL à Gbongbong. En fin de semaine dernière, c'est le port de Buchanan, « port » du FNPL, qui était la cible des bombes lâchées par les avions nigériens de la force d'interposition.

Les « casques blancs » prennent donc l'initiative après avoir subi pendant deux ans les exactions des rebelles. M. Taylor exigeait des soldats onusiens dans cette force onusienne ? Dakar en a envoyé. En mai, six d'entre eux étaient tués par les rebelles. Et ceux-ci, il y a un mois, n'ont pas hésité à prendre en otage quatre cents des sept mille « casques blancs ». Le chef des rebelles n'a, en fait, jamais accepté que des Nigériens l'empêche de contrôler le Libéria dans sa totalité (les troupes de l'ECOMOG sont composées de Guinéens, Ghanéens, Sénégalais, Sierra-Léonais, Maliens, Gambiens, mais, surtout, de Nigériens). L'intervention de l'ECOMOG est d'ailleurs loin d'être consensuelle. « Il ne lui revient pas d'organiser une sorte d'administration du territoire », affirmait jeudi le président du Burkina-Faso, M. Blaise Compaoré. Une affirmation qui apporte de l'eau au moulin des pays anglophones de la région, qui accusent le Burkina et la Côte d'Ivoire d'aider M. Taylor, en agissant en sous-main pour le compte de la France. La recrudescence des combats risque, en tout cas, de couvrir le front qui divise l'Ouest africain en deux camps.

M0147 - 1024 0 - 7.00 F



Milliardaire sunnite, proche de l'Arabie saoudite

M. Rafic Hariri dirigera le gouvernement libanais

Attendu comme un « sauveur » par la plupart de ses compatriotes, M. Rafic Hariri, un milliardaire qui a fait fortune en Arabie saoudite, a été chargé, jeudi 22 octobre, par le président Elias Hraoui, de former le nouveau gouvernement libanais. Le précédent cabinet, dirigé par M. Rachid Solh, avait démissionné le 15 octobre après l'élection du nouveau Parlement. M. Hariri, musulman sunnite, a obtenu le « feu vert » de Damas où il s'était rendu, mercredi, pour y rencontrer le président syrien. Pour M. H. Lubrani, responsable libanais des « affaires libanaises », « M. Hariri est plus indépendant que ceux à qui il succède ».

Une ascension fulgurante

BEYROUTH

de notre correspondant

Assurément, M. Rafic Hariri est l'homme le plus riche du Liban. Et l'un des plus riches du monde. Il possède 3 à 4 milliards de dollars « en liquidités », précise un banquier. Quel brillant. Ce qui porte son chiffre total de sa fortune à 10 milliards. « A ce niveau-là, il est impossible d'évaluer sérieusement sa fortune », souligne un autre homme d'affaires qui sait de quoi il parle.

C'est par là qu'il faut commencer pour définir le nouveau premier ministre. Cet « émir » de richesses peut choquer certains. En tout cas pas les Libanais. Et c'est bien là tout le secret de M. Hariri.

Le premier étant, bien sûr, son talent à bâtir en dix ans une aussi fabuleuse fortune, faite d'entreprises et de biens fonciers.

Pour les Libanais, y compris pour les moins bien lotis, cet ultra-riche ne suscite ni envie, mais espoir. Il symbolise, aujourd'hui, leur rêve de voir de nouveau leur Etat respecté, leur administration productive, leurs services publics... efficaces. Cet homme, ne disent-ils, qui a si bien réussi, saura aussi résoudre la quadrature du cercle que constitue la relance de l'économie. Ils espèrent qu'il favorisera la naissance de ce fameux Fonds international d'aide au Liban.

LUCIEN GEORGE

Lire la suite page 3

La conférence des évêques à Saint-Domingue

Divergences entre les évêques qui mettent l'accent sur « l'option pour les pauvres » et ceux dont l'enseignement se veut plus moral que social.

Lire page 11

l'article d'HENRI TINCQ

DÉSARROIS AMÉRICAINS

« Criminalité » : David, Goliath et les armes à feu, par MARTINE JACOT

page 6

POINT

La Fédération canadienne

page 7

Le jugement dans l'affaire du sang contaminé

Le docteur Garretta est condamné à quatre ans de prison

Ancien directeur général du CNTS, le docteur Michel Garretta a été condamné, le 23 octobre, à quatre ans de prison ferme et 500 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Paris, dans l'affaire du sang contaminé. Un mandat d'arrêt a été délivré, en raison de son absence à l'audience. Le docteur Jean-Pierre Allain, ancien directeur de la recherche au CNTS, a été condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, et M. Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, à quatre ans avec sursis. M. Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, a été relaxé.

Ethique et décision

par Bruno Frappat

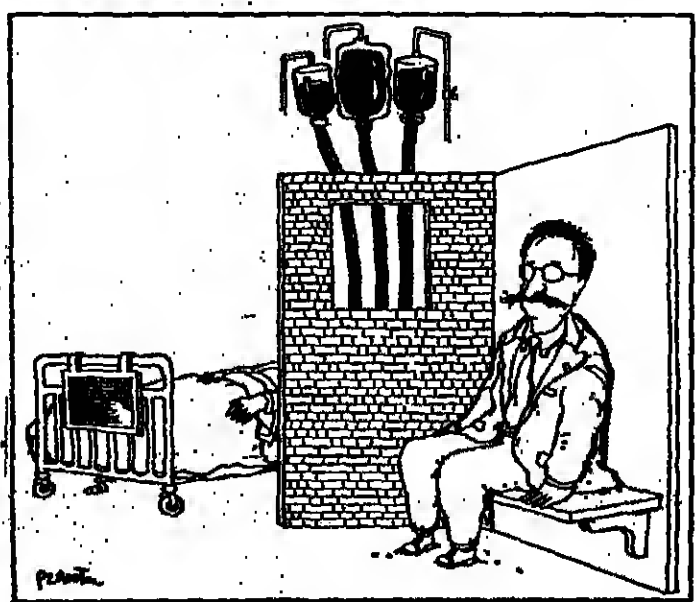
L'affaire du sang contaminé restera, dans l'histoire de la société française, celle que soient ses développements futurs, une tragédie multiforme.

Un drame humain pour ceux qui sont morts, pour leurs proches, et pour ceux qui souffrent et vont mourir. Des hommes, des femmes, des enfants, ont perdu la vie pour avoir eu foi en la thérapeutique. Le sang des autres devait les sauver, il les a condamnés. Peut-on imaginer plus insupportable injustice que cette loterie de mort ?

Une déroute des experts et un désastre pour l'idée que les Français se faisaient de la médecine. Depuis trois décennies, les médecins étaient parvenus, dans l'exercice général de « l'autorité » (judiciaire, religieuse, politique, militaire, intellectuelle, etc.), à conserver un grand équilibre.

Lire la suite page 10

et l'article de LAURENT GRELSAMER page 20



Gibraltar, détroit de la mort

Des milliers d'Africains risquent leur vie pour tenter d'en bâtir une autre en Europe

TANGER

de notre envoyé spécial

Abdou était marin-pêcheur, il est devenu marin-passeur. Depuis cette année et surtout cet été, ce petit moustachu au regard vif a remis ses filets pour faire la navette entre les deux continents. Le détroit de Gibraltar, il connaît. Rien de plus facile que de convoier, de l'autre côté, tous ceux qui veulent goûter aux délices de l'Europe. Au mois d'août, Abdou a organisé plusieurs voyages par jour. Depuis, cela s'est un peu tassé.

Pourtant, ce 15 octobre, il encombrait encore dix-huit victimes des mirages de l'Europe. Des Noirs et des Marocains. Le départ est prévu à minuit. La mer est calme. Pas de problème pour un passager supplémentaire : il peut en prendre un ou deux. Il suffit de verser la moitié à l'avance et le reste à l'embarquement. « C'est normal, personne ne met le pied sur mon bateau sans avoir payé. C'est comme dans le train. » Le prix : 10 000 dirhams (6 000 francs). La somme convenue avec l'intermédiaire n'était cependant que de

7 000 dirhams plus 1 000 dirhams de commission pour le rabatteur. Les temps sont devenus plus durs. Les prix ont baissé. Le rabais est accepté. « C'est mon homme de confiance, vous lui donnerez la moitié de la somme et le reste à moi sur le bateau. »

Abdou est sûr de lui, rassurant. Il explique qu'il fait d'abord une boucle vers l'Ouest, le grand large, et qu'il revient ensuite vers les côtes espagnoles qu'il connaît par cœur. La Guardia civil ? Il ne la craint pas. La police marocaine ? C'est son affaire. Les périls de la traversée ? Le marin

s'offusque. Tout baigne. Une promenade au clair de lune. Pour Abdou, le business marche bien. Il explique que la vie de pêcheur ne nourrit pas son homme. « Ce n'est pas avec la pêche que je pourrais me payer cela », dit-il, en brandissant ses clefs de voiture. Il se vante même d'avoir récemment acheté un hôtel.

En moins de dix minutes, les assurances sont données et le contrat conclu.

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 4

FRANCE HUSER

La Colline rouge

ROMAN

EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

Le reflux rose

Vingt-cinq des élus de 1981, qui ne reviendront pas devant les électeurs, se souviennent...

par Pascale Robert-Diard

Député socialiste, 1981-1993 ; ni fleurs ni couronnes. Il est, entre élus de la « vague rose » de 1981, à avoir voulu choisir eux-mêmes la date de leur décès parlementaire. Quoi qu'il advienne, out-ils décidé, ils ne se présenteront pas aux prochaines élections législatives et ne laisseront pas aux électeurs le loisir de trancher pour eux. Prudence, lassitude, lâcheté, fatigue, amertume ? Les avis de grosse tempête politique sont souvent propices à de profondes remises en cause. Beaucoup le nient, certains l'admettent. Mais, si elle n'est jamais présentée comme l'unique raison, la perspective de devoir livrer dans quelques

mois une bataille électorale à l'issue plus qu'incertaine a sans doute facilité leur décision.

« J'ai perdu ma motivation et mon enthousiasme pour cette fonction », reconnaît M^{me} Christiane Mora, députée d'Indre-et-Loire, et je sais que ce sont les deux qualités essentielles qui font l'élection. « C'est comme dans les vieux couples, observe M. Michel Lambert (Orne). On prend ses distances lentement, et puis, tout à coup, on se sépare. Et ça ne fait pas mal. » D'autres s'y sont préparés depuis longtemps : dès 1988, pour M. Pierre Métais (Vendée) qui, le soir de sa réélection, a confié à ses proches : « Il faudra que je m'arrête en 1993. »

Lire la suite page 8

[illegible]

ÉTRANGER

IRAK : réunie au Kurdistan

L'opposition veut se doter d'une direction collégiale

Le quotidien *Babel*, édité par M. Oudai Hussein, fils du président irakien, a indiqué, mercredi 21 octobre, que des affrontements entre tribus chiites ont fait 286 morts et 422 blessés, la semaine dernière, dans le sud de l'Irak. Ces « révolutions » ont été faites trois jours avant une importante réunion, dans le Kurdistan irakien, de tous les mouvements d'opposition au régime de Bagdad.

L'annonce des affrontements entre chiites « n'est pas un hasard », estime un Irakien exilé, qui, pour des raisons de sécurité, souhaite garder l'anonymat. A son avis, l'information vise à « tourner en dérision » notamment la fraction chiite de l'opposition et à démontrer que même entre membres d'une même commun-

auté on ne peut pas s'entendre. Selon cet opposant, la « révélation » est d'autant plus « perverse » que c'est le régime du président Saddam Hussein qui a lui-même récemment armé certaines tribus chiites mais elle n'en révèle pas moins l'immaturité politique d'une fraction au moins de la population irakienne, un fait sur lequel le régime de Bagdad peut encore compter.

Cependant, l'opposition estime qu'il ne faut pas baisser les bras et les assises organisées au Kurdistan d'en prennent que davantage d'importance. Elles sont à proprement parler « historiques », car, pour la première fois, c'est une sorte d'assemblée constituante qui se réunit, avec la participation des courants politiques, religieux (chiites, sunnites et chrétiens) et ethniques (Koude et Ambe) les plus divers. L'objectif est de créer une direction collégiale : un « Conseil exécutif » et une « Assemblée nationale », représentatifs de

tout le spectre de la société irakienne. S'agit-il de proposer un gouvernement et d'un Parlement en exil ? « Appelez-les comme vous voulez ; ce qui compte pour nous c'est de créer un cadre commun, unifié, qui bénéficie d'un soutien régional, principalement de la part des trois grands voisins de l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie », nous a déclaré à ce sujet M. Moaffak Al Rabi, l'un des responsables du parti islamiste chiite Al Da'awa. « Ainsi sera créé un climat propice à un coup d'Etat militaire », ajoute-t-il.

Le rôle de l'armée
L'armée, dans l'esprit des dirigeants de l'opposition, apparaît comme l'élément principal d'un changement de régime. « Je suis profondément convaincu que la troupe a un rôle très important à jouer », affirme de son côté M. Laithi Qob'a, l'un des dirigeants du Congrès national irakien (CNI). Un changement de régime se fera par un « édit populaire », « à condition que l'armée de Bagdad soit neutralisée » par des moyens pacifiques et gagnée à la cause des insurgés, indiquait récemment au *Washington Post* l'un des principaux chefs religieux de l'opposition chiite, Fayzallah Mohammed Baker Al Hakim.

Mais, pour le moment, nombre d'observateurs ne voient même pas les prémices d'une telle évolution à cause de la politique de terreur et de corruption que pratique le régime de M. Saddam Hussein avec l'armée. Plusieurs questions se posent avant les assises du Kurdistan, préparées en septembre dernier par un comité de dix-huit membres. Le seul dénominateur commun entre des

forces d'opposition aussi diverses est-il l'hostilité au pouvoir en place ? L'unité résistera-t-elle à un éventuel changement de régime. Et auparavant existe-t-il un ou plusieurs dirigeants sunnites (islam orthodoxe) unanimement reconnus ? Les opposants sunnites sont pour la plupart d'anciens officiers qui n'appartiennent pas à un parti politique. Autre question : de quelle popularité ou de quelle « base » jouissent, à l'intérieur d'un Irak terrorisé par le régime, ces opposants qui vivent en exil depuis plusieurs années. La méfiance, sinon les divergences qui existent entre les libéraux - généralement considérés comme pro-occidentaux (qu'il s'agisse des Kurdes ou des indépendants membres du CNI) - et les formations islamistes proches de l'Iran sera-t-elle surmontée ?

Déjà, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRI) de Fayzallah Hakim a menacé de ne pas participer à la réunion si les Kurdes demandaient un soutien à l'Etat fédéral kurde qu'ils ont récemment proclamé, décision qui, estime le CSRI, porte en elle les germes du séparatisme.

Atterrissage d'un avion-cargo soudanais. Un avion-cargo soudanais, transportant 36 tonnes de viande congelée, a atterri, jeudi 22 octobre, sur l'aéroport de Habbaniyah, à 60 kilomètres à l'ouest de Bagdad. Il s'agit du premier avion civil étranger qui se pose en Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, au mois de février 1991. De tels vols ont été autorisés par le comité des sanctions de l'ONU à condition que les avions utilisés ne soient pas irakiens. - (AFP)

Avec l'accord de Jérusalem

L'ONU participera « de plein droit » aux négociations de paix israélo-arabes

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à l'ONU, les pays hôtes et les coparrains (Russie et Etats-Unis) de la conférence de paix sur le Proche-Orient ont transmis, jeudi 22 octobre, au secrétaire général des Nations unies une « invitation orale » à se faire représenter « en tant que membre de plein droit » aux différentes réunions des négociations israélo-arabes. A cette occasion, M. Boutros Boutros-Ghali a indiqué que l'ONU était prête à jouer un « rôle important » qui, selon lui, est à mettre en parallèle avec son implication dans le règlement de la crise de l'ex-Yougoslavie.

Pour le secrétaire général, il s'agit d'une « invitation » qu'il s'agit de négocier avec les représentants des deux camps. M. Shimon Peres, le nouveau ministre des affaires étrangères, lui avait confirmé ce changement d'attitude de Jérusalem, au mois de septembre, lors d'un tête-à-tête, à New-York.

Dans un premier temps, le secrétaire général semble se satisfaire de cette réhabilitation. Mais en proposant, d'ores et déjà, d'abriter, dans les installations des Nations unies, les négociations israélo-arabes, il laisse entendre que l'ONU doit jouer un rôle beaucoup plus actif, celui de véritable coordinateur de la conférence de paix. Idée rejetée par le précédent gouvernement israélien mais qui a les faveurs de la plupart des pays arabes.

Le document écrit

Israël confirme l'éventualité d'un « retrait » du Golan

Les Israéliens ont remis aux Syriens, jeudi 22 octobre, un document écrit évoquant un « retrait » du plateau du Golan, sans mentionner le sort des colonies de peuplement installées sur ce territoire qu'ils avaient annexé en 1981. « Cette notion (de retrait) n'est pas nécessairement rigide », a indiqué le chef de la délégation israélienne, M. Itamar Rabinovitch.

La référence israélienne par écrit à un retrait du Golan est sans précédent. Jusqu'à présent, l'état hébreu se contentait de faire allusion à une « dimension territoriale » de son conflit avec la Syrie. En faisant ce geste en direction de Damas, Jérusalem souhaite, selon M. Rabinovitch, parvenir à la mise au point d'une « déclaration de principe » commune qui servirait de base à la suite des négociations.

Commentant le document israélien, M. Moaffak Al Rabi, chef de la délégation syrienne, a estimé que « tout est suspendu à un accord sur les piliers essentiels de la paix », ces deux piliers étant « le retrait total (israélien) des territoires occupés et l'échange des territoires contre la paix ». Il s'est dit « plus que jamais convaincu qu'il n'y a rien de nouveau dans le document israélien, qu'il ne s'agit, malheureusement, que d'une formulation différente ».

Le secrétaire général nommera ensuite un « représentant spécial » qui, selon certaines sources, pourrait être M. Brunner, ambassadeur de Suisse aux Etats-Unis. Celui-ci avait joué le rôle d'« observateur muet » lors de la conférence de Madrid, le seul rôle qu'Israël avait alors accepté de consentir à l'ONU, sous le mandat de M. Javier Perez de Cuellar.

M. Boutros-Ghali avait indiqué que les Nations unies ne participeraient aux réunions bilatérales et multilatérales « qu'après avoir été formellement invitées » et en tant que membre de plein droit. L'arrivée des travailleurs au pouvoir en Israël, au mois de juin dernier, lui a permis d'obtenir satisfaction. M. Shimon Peres, le nouveau ministre des affaires étrangères, lui avait confirmé ce changement d'attitude de Jérusalem, au mois de septembre, lors d'un tête-à-tête, à New-York.

Dans un premier temps, le secrétaire général semble se satisfaire de cette réhabilitation. Mais en proposant, d'ores et déjà, d'abriter, dans les installations des Nations unies, les négociations israélo-arabes, il laisse entendre que l'ONU doit jouer un rôle beaucoup plus actif, celui de véritable coordinateur de la conférence de paix. Idée rejetée par le précédent gouvernement israélien mais qui a les faveurs de la plupart des pays arabes.

SERGE MARTI

Signature avec l'ONU d'un accord sur l'assistance humanitaire

Un protocole d'accord entre l'ONU et l'Irak sur le programme humanitaire des Nations unies, couvrant l'ensemble du territoire irakien et valable jusqu'au 31 mars prochain, a été paraphé, jeudi 22 octobre, à New-York, par le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, et par l'ambassadeur irakien auprès des Nations unies, M. Nizar Hamdoun.

Le document prévoit la présence de 300 « bécots bleus », dont 292 dans le sud irakien et la mise en place d'un taux de change spé-

cial pour faciliter les opérations d'aide humanitaire. Le secrétaire général de l'ONU a demandé à la communauté internationale de « répondre généreusement » aux besoins identifiés dans le plan d'action et estimés à quelque 200 millions de dollars. Les Etats-Unis avaient émis des réserves sur ce nouveau protocole d'accord, estimant qu'il réduisait la « liberté de mouvement » du personnel de l'ONU. Ils avaient en vain cherché le soutien de la France et de la Grande-Bretagne pour le modifier (le Monde du 23 octobre). - (AFP)

M. Rafic Hariri dirigera le gouvernement libanais

Suite de la page 1.
Mais à travers M. Hariri et ses amis saoudiens, ce sont les investissements privés sur lesquels les Libanais comptent pour remettre la machine libanaise en marche.

La bonne quarantaine, à peine grisonnant mais bien bedonnant, M. Hariri, fils d'un ouvrier syrien, fut à la fois étudiant et jeune comptable dans une entreprise de commercialisation d'agrumes dans sa ville de Saïda avant de tenter, en 1967, l'aventure saoudienne. Un compatriote, entrepreneur dans ce royaume de sables et de pétrole, l'y emmena. Le destin fait que cet entrepreneur-là n'est pas très gourmand : il décide donc, quatre ans plus tard, fortune faite, de rentrer au pays.

Le jeune Hariri, qui n'en est même pas à son premier million, pense le suivre, et tous deux vont prendre congé de leur « sponsor » saoudien, la famille Al Rachid. « Pourquoi ne restez-vous pas ? Vous êtes jeune, je ne financerai à la place de ton patron », lui dit cette famille. L'appel du destin. Il reste. Et fonde une entreprise de sous-traitance.

Le premier chantier

La chance lui sourit en 1977 sous forme d'un énorme chantier, un complexe pour le Congrès islamique de Taëf que les « géants » mondiaux des travaux publics refusent de réaliser en moins de trois ans, alors que le roi d'Arabie le veut en neuf mois. Le coup de génie de Hariri consiste à s'adresser à une entreprise en difficulté mais qui possède l'infrastructure humaine. C'est Oger-France, qu'il rachètera ensuite.

M. Hariri organise un chantier fou. Le matériel arrive sur les lieux par avion et par hélicoptère, les équipes - ingénieurs en tête - se plient à la règle des trois-buits et du sept sur sept. Le contrat est rempli, avec quelques jours d'avance. Au prix fort, avec en prime la confiance du prince héritier Fahd, qui, peu après, montera sur le trône. Cette confiance ne se démentira jamais. Et, lors de la réception qu'offre, au mois de novembre 1990, le président Mitterrand en l'honneur du roi Fahd, le seul invité auquel celui-ci donne l'accolade n'est autre que M. Hariri.

M. Hariri restera reconnaissant aux ingénieurs français qui lui auront permis de réaliser l'impossible. Et c'est en France qu'il installera le quartier général de l'em-

pire financier et immobilier qu'il va bâtir, dont les participations de 2,73 % à l'Indosud, il sera en train de les porter à 5 % et de 3 % à Paribas sont deux des plus beaux fleurons.

Au Liban, le nom de Hariri apparaît au grand jour en 1982 après l'invasion israélienne et les travaux qu'il entreprend pour en effacer les effets destructeurs. Son nom est, d'emblée, synonyme de richesse mais aussi de mécénat. D'abord pour sa « bonne ville » de Saïda, ensuite pour le pays tout entier grâce surtout à sa fondation, qui distribue 20 000 bourses universitaires dont plus du tiers à l'étranger, essentiellement en France et aux Etats-Unis, et investit des centaines de millions de dollars, à fonds perdus, pour l'avenir des Libanais.

L'image prend corps : l'avenir du Liban s'identifie à ce « bâtisseur ». Dont le rêve - pharaonique mais contesté - est de devenir précisément, à travers son projet de reconstruction du centre-ville, le bâtisseur du Beyrouth du troisième millénaire.

LUCIEN GEORGE

DIPLOMATIE

En visite à Pékin

M. Patten n'a obtenu aucun assouplissement de la position chinoise sur Hongkong

Le gouverneur de Hongkong a indiqué, à l'issue de sa visite à Pékin, vendredi 23 octobre, n'avoir obtenu de la Chine populaire aucune concession en faveur de ses projets de démocratisation dans la colonie britannique.

PÉKIN

de notre correspondant

M. Chris Patten a résumé le bilan de ses dix heures d'entretiens par un constat auquel il s'attendait vraisemblablement : « Nos divergences n'ont ni augmenté ni rétréci ». Alors que ses prédécesseurs étaient normalement repus par le premier ministre, il n'a pu voir, outre le chef du bureau des affaires de Hongkong, M. Lu Ping, avec qui ont eu lieu l'essentiel des discussions, que les ministres des affaires étrangères et du commerce extérieur, MM. Qian Qichen et Li Lanqing.

Ces deux personnalités se sont nullement en mesure de formuler des changements d'orientation sur une question aussi sensible que celle de Hongkong. Hormis les politesses d'usage, les Chinois se sont bornés à répéter, sur un ton courtois mais ferme, leur opposition à toute interprétation qui ne serait pas la leur des textes fixant les règles de la rétrocession de la colonie. Le dialogue de sourds s'est relancé dans des domaines techniques comme le flaoecement du nouvel aéroport, ou, selon M. Patten, « rien de nouveau n'a fait surface » après les retus successifs de Pékin d'accepter les formules suggérées par Hongkong.

Toutefois, la Chine restait intéressée à ce que l'ordre et la prospérité continuent de régner dans la colonie. M. Patten a fait état de « progrès » sur le dossier de la sécurité : il a proposé, et dit avoir été écouté, des actions de police concertées et une collaboration dans l'échange d'informations contre la piraterie, ainsi qu'un effort de démarcation de la frontière, jusqu'à présent mal définie. Cette collaboration est nécessaire après divers incidents récents entre policiers hongkongais et chinois dans les parages frontaliers. La Chine a aussi accepté le principe de la création à Pékin d'un centre de formation des fonctionnaires qui seront amenés, en 1997, à prendre en main l'administration de Hongkong.

Si l'échec de cette première visite de M. Patten ne constitue pas une surprise, le nouveau gouverneur s'est efforcé de présenter une image de confiance en lui à laquelle l'autorité se soumet, pour l'instant total, de l'opinion de Hongkong. « Le gouverneur de Hongkong ne menace pas la stabilité politique de Hongkong. Je ne propose pas un chambardement total. Je ne défie personne. Je remplis mes obligations en tant que gouverneur. Je crois le peuple de Hongkong parfaitement capable de prendre en charge ses propres affaires (après 1997) », a-t-il dit. « Je serais enchanté d'entendre des propositions concrètes de la part de ceux qui me critiquent », a-t-il ajouté, en précisant que, pour le moment, « les deux parties sont d'accord pour continuer à parler ». La partie de bras de fer ne fait que commencer.

FRANCIS DERON

A TRAVERS LE MONDE

BRESIL

Le massacre délibéré d'une centaine de prisonniers a été confirmé par un rapport officiel

Les 111 détenus de la prison de São Paulo ont été assassinés délibérément le 2 octobre après s'être rendus, à conelu, mercredi 21 octobre, un rapport du Conseil national de la politique criminelle et pénitentiaire.

L'auteur du rapport, M. Rubens Approbato Machado, a confirmé que les prisonniers, qui n'étaient pas armés, étaient nus au moment de leur exécution, en qui signifiait qu'ils « s'étaient définitivement rendus », contrairement à la version de la police militaire. Les photos publiées dans la presse ont corroboré la version du rapport. Un officier, M. Sergio Salgado, a reconnu avoir donné l'ordre à ses hommes de tirer sur les détenus. Avant lui, deux colonels et trois lieutenants-colonels avaient nié avoir fait usage de leurs armes. Les autorités maintiennent un bilan de 111 morts et 130 blessés, dont 35 policiers. - (AFP)

SOMALIE

250 morts de faim par jour à Bardera

Près de 250 personnes sont mortes de faim quotidiennement ces derniers jours dans la ville de Bardera située dans le sud-ouest de la Somalie, a indiqué, jeudi 22 octobre, un porte-parole de l'UNICEF. Bardera a été prise, il y a dix jours, par le général Morgan et ses alliés du clan Marehan aux forces du général Mohammed Farah Aidid qui le tenait depuis avril dernier. Le départ du personnel des organismes humanitaires qui distribuaient nourriture et soins à une population particulièrement touchée par la guerre civile, a accentué la situation déjà catastrophique dans la ville.

D'autre part, la Peimpoise, le bateau français affecté par le secrétaire à l'action humanitaire, est arrivé, jeudi, dans le port de Mogadiscio après dix jours d'attente au large. Il transporte notamment 3 600 tonnes de nourriture (maïs, riz, haricots et huile) destinées à l'UNICEF. Le déchargement du bâtiment devrait prendre huit jours. - (AFP)

Tome 2 : La structure du sujet Une synthèse magistrale


Joël Dor

Introduction à la lecture de Lacan

2. La structure du sujet

Denoël

L'ESPACE ANALYTIQUE



EUROPE

A l'initiative d'Amnesty International, de l'ONU et de Washington

Plusieurs rapports dénoncent les atrocités commises pendant le conflit yougoslave

Le pont aérien humanitaire vers Sarajevo a repris, jeudi 22 octobre, après une suspension d'une journée due à l'intensification des combats entre Croates et Musulmans de Bosnie-Herzégovine. Les affrontements entre les deux communautés, en principe alliées contre les forces serbes, se sont poursuivis dans plusieurs villes de l'ex-République yougoslave. Cependant, les atrocités commises tout au long du conflit yougoslave sont dénoncées dans une série de rapports rendus publics jeudi par Amnesty International, l'ONU et Washington. Une commission d'enquête de l'ONU a, en outre, découvert des traces de charnier dans la ville de Vukovar.

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi, qu'ils avaient transmis à l'ONU un nouveau rapport sur les atrocités commises en Bosnie, dont le porte-parole du Département d'Etat, M. Richard Boucher, a indiqué que la lecture «soulèverait le cœur». Le Département d'Etat s'est appuyé, pour la compilation de ce rapport, sur ses propres sources ainsi que sur des informations confirmées, publiées dans la presse. Il s'agit d'une liste de meurtres, de tortures, de mutilations, de viols et de traitements inhumains pratiqués sur une grande échelle par les forces serbes contre les populations musulmanes de Bosnie. La publication de ce rapport intervient alors qu'Amnesty Interna-

tional a conclu à la poursuite des violations des droits de l'homme dans cette République de l'ex-Yougoslavie dont l'indépendance a été reconnue en avril par la communauté internationale.

Les Etats-Unis avaient déjà publié en septembre un rapport décrivant des atrocités serbes en Bosnie. Depuis le début des combats dans cette République, il y a six mois, les milices serbes qui se réclament d'une entité territoriale purement serbe, dont ils demandent le rattachement à la Serbie, ont pris le contrôle de quelque 70 % de la Bosnie.

En six mois, les combats ont fait des dizaines de milliers de victimes et contraint à l'exode deux millions de Bosniaques, créant au cœur de l'Europe le problème de réfugiés le plus grave depuis la seconde guerre mondiale. D'autre part, la Croix Rouge internationale (CICR) a procédé au recensement des prisonniers internés dans des camps serbes, mais a récemment accusé les pays occidentaux de refuser de les accueillir, prolongeant ainsi leur captivité.

Charniers à Vukovar

Des enquêteurs d'Amnesty International ont interrogé «une quantité de réfugiés qui ont fui les tueries, les violences et les arrestations en Bosnie-Herzégovine ou qui ont été expulsés de force». Leurs conclusions font état, exemples à l'appui, de «massacres et de traitements dans les camps de détention et de meurtres commis par les forces serbes», et apportent de «nouvelles informations sur des violations des droits de l'homme commises contre des Serbes». L'organisation se dit également «de plus en plus inquiète» au regard d'autres «informations fai-

sant quotidiennement état d'actes de répression, d'arrestations et de violences au Kosovo, menées surtout par les forces de sécurité serbes contre les Albanais». Ces derniers, majoritaires dans la province, refusent de reconnaître l'autorité serbe, rappelle Amnesty. Ces tensions entre Serbes et Albanais de souche «risquent de s'enflammer et de se transformer en violence inter-ethnique catastrophique du genre de celle qui s'est produite en Bosnie-Herzégovine», redoute Amnesty International.

Enfin, des cadavres «qui, apparemment, marquent un charnier» ont été découverts à Vukovar (Est de la Croatie) par des enquêteurs de la commission de l'ONU des droits de l'homme, a annoncé jeudi à Zagreb le Dr Clyde Snow, un médecin légiste membre de la délégation du rapporteur spécial de l'ONU, M. Tadusz Mazowiecki. Le Dr Snow a indiqué avoir suivi les traces de témoignages concernant des «exécutions extra-judiciaires» à Vukovar et avoir trouvé «sur le site indiqué par les témoins plusieurs squelettes qui apparaissent marquer un charnier pouvant contenir beaucoup plus de corps».

Le Dr Snow a également indiqué avoir suivi la trace de témoignages indiquant une dizaine d'autres charniers possibles. «Les enquêteurs, a-t-il dit, ont visité la plupart des sites impliqués, et moi-même en ai inspecté un ou deux, et je peux dire que cinq à six d'entre eux semblent être des charniers».

Depuis la chute de Vukovar, conquise par les Serbes après un siège de trois mois, plus de 3 000 habitants de la ville sont toujours portés disparus, dont 300 patients de l'hôpital, selon des sources médicales croates. — (AFP, Reuters)

Visite symbolique de la reine d'Angleterre à Dresde

DRESDE

Quelques milliers de personnes s'étaient déplacées, jeudi 22 octobre, sur la grande place de Dresde, pour accueillir la reine Elizabeth II d'Angleterre, venue pour la première fois dans l'ancienne capitale de la Saxe afin d'assister à un office religieux de réconciliation dans la Kreuzkirche, le temple de la Croix. Le cœur de Dresde, qui se relève lentement de ses ruines, avait été réduit en poussière à la fin de la guerre, les 13 et 14 février 1945, lors de deux nuits de bombardements qui avaient fait des dizaines de milliers de victimes.

Ce geste symbolique constituait le moment fort de la visite officielle de la reine en Allemagne. Depuis des années, Dresde est jumelée avec la ville britannique de Coventry, qui avait elle aussi été détruite, par des bombardements allemands au début de la deuxième guerre mondiale. L'évêque de Coventry a accueilli, jeudi, l'office avec les responsables des Eglises protestante et catholique de Saxe.

En d'autres temps, cette visite

aurait pu sembler presque banale. Mais les récents développements de la construction européenne, l'influence accrue de l'Allemagne sur l'échiquier des Douze, la résurgence du nationalisme allemand dans les nouveaux Länder de l'Est, ont entraîné une crispation dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Le geste de réconciliation de la reine avait donc une valeur particulière. Les habitants de Dresde, qui s'étaient vivement indignés, au début de l'année, de l'érection en Grande-Bretagne d'une statue du général britannique Harris, responsable du bombardement, lui en ont su gré, dans leur majorité. Mais, signe des temps, il s'est trouvé dans la foule des manifestants suffisamment nombreux pour faire entendre des voix discordantes et refuser la maie tendue.

La visite de la souveraine britannique s'ajouta peu, comme par magie, tous les problèmes actuels entre Bonn et Londres. En témoigne la nouvelle tempête soulevée par les remarques peu diplomatiques du ministre allemand de la défense, M. Volker Rühe, qui a estimé, mercredi 21 octobre, que le gouvernement britannique ferait mieux d'occuper ses mineurs plutôt que de chercher à obliger les Allemands à poursuivre le programme de l'avion de combat européen. En élevant le débat, en affirmant clairement, comme mercredi à Leipzig, que la place de la Grande-Bretagne est en Europe, la reine, qui a été reçue par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, aura néanmoins réussi à redonner à ces difficultés leur juste proportion.

HENRI DE BRESSON

Nouvelles attaques racistes

Un jeune homme de dix-neuf ans a été condamné, jeudi 22 octobre, à un an de prison, à la suite des émeutes racistes de Lichtenhagen, près de Rostock. Il était accusé d'avoir lancé des pierres, mais surtout d'avoir frappé un policier et mis le feu à une voiture de police. Malgré quelques actions résolues des forces de l'ordre contre des groupes organisés, la répression des attaques dont sont victimes les étrangers et les immigrés reste hésitante. Une vingtaine de jeunes, poursuivis en liaison avec les émeutes de Rostock, ont été condamnés à des peines de quelques semaines d'emprisonnement seulement.

Parallèlement, les attaques quotidiennes deviennent de la routine. Deux bébés ont failli brûler mercredi, en Basse-Saxe, dans un foyer occupé par des étrangers et incendié par des émeutiers. Ils ont été légèrement intoxiqués par la fumée. Un foyer d'étudiants étrangers a été attaqué, jeudi, dans la ville universitaire de Greifswald. — (Corresp.)

□ L'Union des étudiants juifs dénonce les incidents de Rostock. — L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a exprimé, mardi 20 octobre, sa désapprobation des incidents provoqués à Rostock, la veille, par des militants du mouvement sioniste d'extrême droite Tagar-Betar (le Monde du 21 octobre), car «la violence ne saurait en rien résoudre les problèmes de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie que connaît actuellement l'Allemagne». L'UEJF appelle à se rassembler «dignement» devant l'ambassade d'Allemagne, à Paris, le 8 novembre prochain, pour marquer le cinquantième anniversaire de la Nuit de cristal.

Gibraltar détroit de la mort

Suite de la première page

Abdou repart déjà. Il faut préparer le voyage de ce soir. Il charge son associé, Ahmed, de régler les questions de détail. L'intermédiaire accepte de montrer le bateau. Prudence oblige : pas question de rentrer ensemble dans le port. La barque est solide, bâtie sur l'eau, impeccable. Renséigné, le client dans une heure et demi avec la moitié de la somme.

Manque de chance : à l'heure dite, l'ami censé fournir les fonds n'a pu être joint. Que faire ? Soit on laisse tomber, soit on se retrouve sur le «cou d'embarquement au moment convenu, avec la totalité de l'argent et le client. Mais encore faut-il connaître le point de ralliement. Ahmed renchérit. Il n'a pas l'habitude de travailler ainsi. C'est contraire à ses principes. Finalement, il accepte à contre-cœur. Un taxi nous conduit à 3 kilomètres de Tanger. C'est là, à l'abri des rochers, que l'ultime rendez-vous est fixé pour 22 h 30. «Tu viens avec ta voiture, ton gars et l'argent et tu repars immédiatement. Je ne veux pas que quelqu'un puisse nous voir ensemble.»

«Nager, c'est quoi, ça ?»

Ahmed est reparti sous la pluie non sans avoir prévenu que, si le rendez-vous était manqué, il faudrait lui payer le prix de sa commission. Les dix-huit candidats à la traversée sont-ils partis ? Sont-ils arrivés à bon port ? Le lendemain, le bateau était à l'ancre. Le vent secouait la mer. Ahmed n'a plus été revu. Avec Abdou, il vaque à d'autres affaires. Cet ancien employé d'une pension a vite compris le parti qu'il pouvait tirer de tous ces Africains, échoués dans la Méditerranée dans l'espoir d'atteindre la terre promise. La situation a fait le laron.

Ahmed, qui se vante d'avoir fait passer, cet été, la plus grande partie des Africains, s'insurge quand l'hypothèse est émise qu'il puisse disparaître avec l'avance versée. «Jamais on ne lui a dit cela. Comment est-il possible de penser ainsi», s'indigne-t-il. «Des Africains lui ont téléphoné depuis l'autre côté pour le remercier.» Ahmed est un gars sérieux. Il parle de son «travail», de «sa compagnie», des personnes qu'il faut arroser pour pouvoir «faire son job».

Dans les pensions de la Médina, les clients attendent de l'argent, un

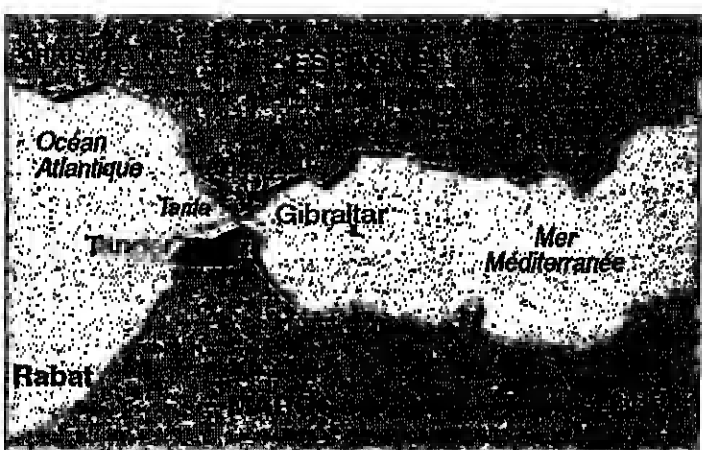
bateau, un espoir. Les temps sont devenus difficiles depuis que le trafic a été dénoncé et que les autorités marocaines ont décidé de sévir. Des rafles ont été effectuées et le café Manara s'est vidé. Mais les Noirs logent toujours à la pension Oud, à la pension Fuentes et dans bien d'autres. La plupart refusent de parler. La police vient de leur confisquer leur passeport et ne le leur rendra que lorsqu'ils auront l'argent nécessaire à l'achat d'un billet de retour. Omar le Malien est désespéré car il voudrait repartir mais n'a pas un sou. Son hôte, il se l'est fait voler à Casablanca ainsi qu'une partie de son argent.

Un voyage au bout de l'angoisse

Youssef est un Sénégalais plutôt fataliste. Il sait que le passage est désormais très difficile mais il est coincé. Pas d'argent pour partir pour repartir. Vingt-quatre heures qu'il est là, au terme d'une dérive à travers le continent. Parti du Sénégal en 1989, il a vécu pendant deux ans en Côte d'Ivoire, gagnant suffisamment d'argent pour entreprendre la traversée du Burkina, du Niger, du Sahara, de l'Algérie et d'une partie du Maroc et venir s'échouer à 14 kilomètres de son rêve.

Trois ou quatre heures seulement et des eaux tumultueuses le sépareraient d'une vie qu'il espère meilleure. Mourir dans le détroit ne l'effraie pas. «Certains passent, d'autres pas. Alors, pourquoi pas moi ?» Il compte sur Dieu et la chance. «Si je meurs, eh bien c'est fini !» Youssef n'a pas peur de se retrouver dans une prison espagnole, d'affronter les courants traîtres du détroit, d'être culbuté par un tanker. Sait-il au moins nager ? «Nager, c'est quoi ça ?», répond-il.

Depuis quinze jours, Youssef ne peut plus payer sa chambre (20 dirhams par jour, soit 12 francs) et se nourrit grâce aux amis. Il attend de l'argent d'un proche pour repartir chez lui mais avoue qu'il reviendra parce qu'il n'a pas d'autres solutions. Il a déjà appris à éviter un certain nombre de pièges ; il sait comment entrer en contact avec un intermédiaire sûr qui ne part pas avec l'argent ; il sait que le grand saut se fait sans aucun papier, sans rien, et qu'il suffit de tout faire venir après, une fois à l'abri dans l'autre de l'Europe nû, malgré la crise, il y aura toujours, pense-t-il, plus de chances de travail que n'importe où ailleurs en Afrique.



Tous ne sont pas aussi avertis que lui. Les exemples des victimes d'escrocs sont légion. De ceux qui se sont fait dépouiller, de ceux qui ont fait des ronds en mer avant de revenir sur la côte marocaine, de ceux qui croyaient arriver à Barcelone, de ceux qui en venant à Tanger ne savaient pas qu'il fallait franchir ce trait d'union entre deux océans.

Dialo, qui se dit libérien, a réussi. Il a attendu deux mois que l'occasion se présente. Il était vingt-deux dans «une pirogue trouée» qu'il a fait écoper pendant les quatre heures d'un voyage au bout de l'angoisse. Dialo a payé 80 000 pesetas (4 000 francs) pour ce passage vers «la liberté» comme il l'appelle. «Les vagues venaient frapper la barque comme des avions. Elles nous soulevaient et derrière il y avait un grand trou noir. J'ai cru que j'allais être enterré dedans.» Dialo explique qu'il était à côté du passager et remplit le réservoir du moteur. Il a souvent cru que la pirogue (barque) allait chavirer et tenait fermement un bide d'essence vide, avec l'idée de s'en servir comme en cas de naufrage.

Des inconnus sans sépulture

Dialo n'en a pas eu besoin. Il a finalement débarqué dans un terrain militaire. Pas grave pour ce diplômé de mécanique de vingt-neuf ans qui a décidé de «vendre sa vie» pour s'en bâtir une autre. «Avec tous ces kilomètres derrière moi, je ne pouvais plus reculer. J'étais sûr que j'allais mourir mais je n'avais pas le choix. Il fallait mourir ou arriver.» Dialo s'est retrouvé en prison sur le port de Tarifa (Espagne) mais il était en Europe. Et aujourd'hui, six mois plus tard, il y est encore. Vivant, légal et revendiquant le droit de vivre chez les Européens puisqu'il s'est bien installé chez nous auparavant sans nous demander notre permission. Chacun son tour.

Tous n'ont pas eu sa chance. Le détroit rend difficilement les cadavres. «Seulement 5 % des corps des

naufages sont retrouvés», précise M. José-Maria Caballero, responsable de l'équipe de secours de la Croix-Rouge à Tarifa. Ce boulevard maritime est une faille profonde traversée par des courants puissants, un goulet étroit dans lequel s'engouffrent les vagues. Ceux qui échappent à ces dangers ne sont pas certains de s'en tirer. Des passagers ont largué leur «marchandise» — quelques fois sous la menace — à plusieurs dizaines de mètres du rivage, provoquant d'innombrables noyades. La plupart des clandestins ne savent pas nager. «Nager, c'est réservé aux gens riches, à ceux qui ont le temps», souligne Dialo.

«Une victoire contre l'égoïsme européen»

Depuis le premier naufrage officiellement recensé par la Croix-Rouge, le 2 novembre 1988, plusieurs centaines d'aspirants à un monde meilleur se sont retrouvés dans l'autre. Des anonymes qui se sont dissous dans ce cimetière marin. Des inconnus sans sépulture, des non-comptabilisés d'un commerce de la misère. Les estimations les plus sérieuses sont d'environ quatre cents morts ou disparus.

Le 12 octobre, deux cents personnes se sont rassemblées sur la plaza Alta à Algérie, à l'initiative d'une association d'entraide aux clandestins, Algérie-accueils (accueilli). Julio Martinez a plaidé pour «une Méditerranée solidaire», s'insurgeant contre l'attitude des autorités qui ont ouvert grand leurs bras aux visiteurs étrangers de l'exposition universelle de Séville parce qu'ils avaient de l'argent et rejettent les autres, venus du Sud, parce qu'ils sont pauvres. Des brèves d'ouïes ont été lancées dans les eaux grasses du port à la mémoire des disparus et pour que cesse l'écoulement.

Cette transhumance de déshérités ne date pas d'aujourd'hui mais elle a pris de l'ampleur à partir du mois de mai 1991, lorsque les autorités espagnoles ont imposé un visa en application de la législation européenne. «Un nouveau mur de Ber-

lin», s'indignent les défenseurs de ces croisés à la conquête d'un travail. «J'étais condamné. Pour moi, c'est une victoire contre la nature contre l'égoïsme de l'Europe», explique cet autre clandestin qui se déclare «sans pays, apatride». Depuis que la barrière s'est abaissée, tous les moyens sont bons pour franchir cette ceinture de sécurité : cargaison, faux plancher, faux plafond, containers, rames de canoë. Comme un croquant illicite, comme la drogue qui emprunte souvent les mêmes voies. Un nouveau filon pour les argousins en tout genre des deux côtés du détroit.

Le lieutenant-colonel Mariann Jorge, de la Guardia civil, étale les chiffres : 2 848 immigrants illégaux arrêtés depuis 1989 dont plus de la moitié (1 547) seulement en 1992. Le vague prend de l'ampleur. La répression aussi. Douze marins-pêcheurs ont été appréhendés depuis le début de l'année 1990. Une dizaine d'autres sont sur la liste des suspects. Le lieutenant-colonel n'«ouche» du renfort : quatre vedettes libérées par la fin des Jeux olympiques et un hélicoptère. Un deuxième a été attribué à la police. Désormais, les pêcheurs ne peuvent plus reprendre le large en faisant un bras d'honneur à la Guardia civil, cloûée sur la côte par manque d'embarcation, comme c'était le cas il y a encore quelques mois.

Sur le port de Tarifa, le bâtiment transformé en centre de détention a fait le plein. Quelques visages quémandent quelque clémence. L'important est de tenir quarante jours, au terme desquels, selon la loi, ils seront relâchés avec un mandat d'expulsion exécutoire dans les trente jours. Une période plus que suffisante pour disparaître dans la nature.

Parfois, on les retrouve à l'un, à la frontière française, dissimulés dans un camion ou dans une fourgonnette immatriculée en Italie, sur une route du sud de l'Espagne. En d'autres points de la côte, de plus grandes embarcations déversent d'autres clandestins, ce trop-plein d'Afrique échoué dans les ports du nord du Maroc. Il n'y a pas que des Noirs. Des Marocains font aussi la traversée vers ce nouvel Eldorado qu'ils caractérisent sur les écrans de la télévision espagnole. Ils se retrouvent dans les exploitations agricoles d'Almería et de Murcia à récolter les fraises ou les légumes. Cette immigration a toujours existé mais elle s'est maintenant grossie d'un flot de Noirs.

«On ne va pas construire un mur autour de nous, s'écrit un officiel marocain. Notre pays est ouvert, hospitalier. Pourtant, le pouvoir royal a décidé de sévir. Le 7 octobre, Hassan II a donné des directives précises pour lutter de façon «implacable»

ble et sans répit» contre l'immigration clandestine et le trafic de drogue. Le roi a demandé au ministre de la Justice d'accélérer les procédures et d'étudier les moyens de renforcer la répression.

Deux jours plus tard, Rabat ratifiait la convention de l'ONU de 1988 contre la drogue et le blanchiment de l'argent provenant de ce trafic. Hassan II n'a pas caché qu'il fallait «sauvegarder la crédibilité et l'honorabilité internationale» de son pays vis-à-vis d'une Europe dont le royaume aspire à être partie prenante.

Le Colombo du Rif

La surveillance a donc été renforcée dans le détroit. Un PC a été créé à Rabat pour coordonner cette action. Un policier marocain s'est installé à Algérie et un homologue espagnol va être dépêché à Tanger. Les deux pays échangent des informations régulièrement. Enfin, le gouvernement marocain a envoyé un «super-flic» pour faire le ménage dans les eaux troubles de Tanger. Déjà surnommé Colombo, ce commissaire suscite les rumeurs les plus folles dans la capitale du Rif. «La volonté politique existe et les moyens sont en place», assure un officiel. La douane, de son côté, répertorie toutes les embarcations et, par ailleurs, tous les moteurs pouvant les propulser.

Les malfrats n'ont plus qu'à bien se tenir. Que ce soit ceux de la drogue ou ceux de l'immigration illégale. Deux mondes qui n'en font souvent qu'un, du moins au niveau des petits exécutants. Des petits convoyeurs de drogue se sont reconvertis dans le négoce plus lucratif des mollusques (les petits moules), un «super-flic» pour faire le ménage dans les eaux troubles de Tanger. Déjà surnommé Colombo, ce commissaire suscite les rumeurs les plus folles dans la capitale du Rif. «La volonté politique existe et les moyens sont en place», assure un officiel. La douane, de son côté, répertorie toutes les embarcations et, par ailleurs, tous les moteurs pouvant les propulser.

Le calcul est facile à faire. Vingt millions de dirhams, soit 120 000 francs. Un beau paquet alors que le convoyage de quelques centaines de kilos de drogue rapporte 20 000 francs, soit dix fois moins et risque de coûter beaucoup plus cher. Dans ces conditions, le chint est facile et la tentation grande. Il n'est pas trop difficile de faire fabriquer des barques à la chaîne et d'offrir ensuite ses services à une clientèle insatiable. Le marché est prometteur. Et ce n'est pas demain que le pont projeté au-dessus du détroit sera construit. Bien des vies se perdront encore entre ces deux extrémités de continent, seulement séparées par une petite parcelle de rêve.

MICHEL BOLE-RICHARD

L'essient De Klerk apparaît

AMÉRIQUES

SALVADOR : l'application des accords de paix

La démobilisation complète de la guérilla est reportée

Reconnaissant que la démobilisation totale de la guérilla ne pourrait pas intervenir le 31 octobre, comme le prévoyaient les accords de paix signés au début de l'année à Mexico, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a annoncé, mercredi 21 octobre, à New-York, qu'il allait soumettre de nouvelles propositions aux parties en présence. A peine 3 000 rebelles du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), sur un total de plus de 8 000, ont en effet remis leurs armes. Jusqu'à présent, le gouvernement de M. Alfredo Cristiani a refusé l'idée de tout nouveau délai, estimant même que l'ONU commettait « une erreur » en envisageant ce report, dix jours avant la date limite du 31 octobre.

L'ONU a confirmé les réserves exprimées depuis quelques semaines par les dirigeants de la guérilla, qui attribuent les retards de la démobilisation à un « manque de volonté politique du gouvernement » de M. Cristiani. Ils lui reprochent en particulier de ne pas avoir encore établi les conditions de transfert des terres agricoles en faveur des anciens combattants du FMLN.

« Faire dérailler le processus de paix »

Le commandant Shafick Handal, secrétaire général du Parti communiste salvadorien, estime par ailleurs que certains secteurs, à l'intérieur de l'armée et du parti au pouvoir, l'ARENA (Alliance républicaine nationale, droite), rejettent les accords et ont entrepris, sans concertation, une campagne d'assassinats contre des spécialistes des militants des droits de l'homme et même contre des officiers de l'armée.

« Le but de la provocation, insistait-il, est de faire dérailler le processus de paix, mais le FMLN ne s'y laissera pas prendre », a-t-il déclaré.

n'a pas perdu sa capacité de défense. Un autre dirigeant de la guérilla, le commandant Joaquín Villalobos, a confié : « Nous nous sommes limités pour l'instant à remettre nos plus vieux fusils et à démobiliser nos combattants du troisième âge ; nous ne touchons qu'en tout dernier lieu au noyau dur de nos troupes, les quelques 1 500 hommes qui ont toujours été la vraie force du FMLN ».

La guérilla accepterait un nouveau calendrier qui pourrait reporter à la fin de l'année le démantèlement complet de sa structure militaire. Selon les dirigeants du FMLN, le gouvernement disposerait ainsi de plus de temps pour remplir ses engagements sur la redistribution des terres, mais aussi sur l'épuration de l'armée, qui e déjà substantiellement réduit ses effectifs. Le gouvernement a repoussé à la fin de l'année le rapport de la commission indépendante chargée d'évaluer la responsabilité de plus de 1 200 officiers dans la violation des droits de l'homme au cours des dix années de guerre civile. « Le gouvernement oserait alors pour appliquer les recommandations de la commission », rappelle M. Handal. Nous allons voir s'il le fait.

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE : une offensive de la guérilla a fait vingt-cinq morts. Des affrontements opposant les forces de sécurité et la guérilla colombiennes ont fait vingt-cinq morts et une vingtaine de blessés, mardi 20 et mercredi 21 octobre, en divers endroits du pays. La guérilla a lancé une nouvelle offensive, depuis la fin de l'été, pour protester contre la célébration du 500^e anniversaire de la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb. La guérilla bloque plusieurs axes routiers, dans un pays traumatisé par deux semaines de week-end dernier. (AFP, UPI)

ÉTATS-UNIS : le vote noir pouvant être décisif

M. Bill Clinton lance une offensive en direction des communautés ethniques de Californie

Le candidat démocrate Bill Clinton a voulu faire de sa dernière réunion politique en Californie, jeudi 22 octobre, un événement qui, à lui seul, aurait été inimaginable : une grande fête multiculturelle dans la grande banlieue blanche et républicaine de Los Angeles, avec en tête le souci de consolider ses positions auprès de l'électorat noir.

LOS ANGELES

correspondance

Grande vedette d'une réunion démocrate organisée à Costa Mesa (banlieue sud de Los Angeles), au cœur même de l'ancien bastion républicain du comté d'Orange, M. Clinton s'est permis une sorte de pied de nez. Il est arrivé entouré de sept chasseurs noirs pour rapporter, devant une foule hétéroclite de 15 000 personnes, que « les démocrates étaient une espèce en voie de disparition », lors de son dernier passage dans ces quartiers blancs, juste après les pires émeutes multi-ethniques de l'histoire des États-Unis, en avril.

Tout au long de leur campagne, les candidats républicains ou démocrates ont soigneusement évité de passer par les ghettos de Los Angeles. Mais pour ce dernier meeting démocrate en Californie avant le scrutin du 3 novembre, les résidents noirs hispaniques sont venus en nombre à la rencontre de M. Clinton, de même que les membres d'autres communautés ethniques.

La présence de plusieurs vedettes des minorités a peut-être aidé à la chanteuse Linda Ronstadt, qui, avec son orchestre mexicain et l'acteur Whoopi Goldberg, a présenté un chœur de nonnes noires vêtues de blanc, avant que de la country music ne vienne s'ajouter à ce cocktail. Des inscriptions en vietnamien demandaient aux Asiatiques de « Lutte Solidaire », quartier tout proche, de ne pas oublier de voter. (AFP, UPI)

Même avec des grand-messes de ce type, le candidat démocrate obtiendra-t-il pas le soutien plein et entier de la communauté noire, en partie représentée par le pasteur Jesse Jackson. Ces militants reprochent à M. Clinton de ne pas s'être assez engagé pour la défense de leurs droits et de ne pas avoir prononcé, au lendemain des émeutes de South Central, un grand discours sur les droits civiques, à la manière de Robert Kennedy en 1968, après la mort de Martin Luther King. Ils acceptent mal que le gouverneur de l'Arkansas soutienne la peine de mort, à laquelle 75 % des Américains sont favorables. Ne vient-il pas tout juste de refuser de

gracier, dans son Etat, un Noir lobbysé qui avait été condamné à mort ? M. Clinton s'était déjà franchement démarqué de la fraction noire la plus militante au printemps dernier en s'opposant à la chaise de rap noir, Sister Souljah.

Celle-ci avait déclaré, à propos des émeutes qui ont fait cinquante morts : « Si le Nord tue des Noirs tous les jours, pourquoi ne pas prendre une semaine pour tuer des Blancs ? » « L'inverse serait-il acceptable ? » avait lancé M. Clinton, dans un discours destiné à rassurer l'électorat blanc centriste.

Le calcul de M. Clinton semble être le bon : les sondages montrent que l'électorat noir, qui a voté à plus

de 85 % pour le Parti démocrate en 1988, ne se désolidarise pas de lui le 3 novembre. Les membres de cette communauté se sont même inscrits en plus grand nombre sur les registres électoraux cette année qu'en 1988. Le vote de quelque douze millions d'« Afro-Américains » et des cinq millions d'Hispaniques inscrits est important : il pourrait faire la différence dans plusieurs Etats du Sud, où l'avance de M. Clinton est très courte (comme en Louisiane, en Virginie, dans le Mississippi et dans les Carolines par exemple). Il sera aussi précieux dans plusieurs Etats du Nord-Est industrialisés, où 10 à 12 % des électeurs sont noirs.

RÉGIS NAVARRE

En ouvrant ses archives sur les militaires américains disparus

Le Vietnam vient au secours du président Bush

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les dirigeants vietnamiens, qui ignorent pas l'enjeu que représente, pour leur régime, l'élection présidentielle américaine, ont fait au moment opportun un geste important en livrant aux enquêteurs américains sur les disparus de la deuxième guerre d'Indochine, plus de quatre mille clichés de soldats tués, ainsi que des archives de guerre. M. John Vessey, ancien chef d'état-major général et envoyé spécial du président Bush, a donc effectué une nouvelle visite à Hanoï, le week-end dernier, pour mesurer l'intérêt de ces documents, découverts, selon le Washington Post, « par des moyens que les officiels refusent de révéler ».

L'enquête sur les MIA (missing in action) demeure le principal obstacle à l'établissement de relations diplomatiques entre Hanoï et Washington et à la levée d'un embargo américain depuis 1975, à la suite de

l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. Le cas de 2 266 Américains disparus pendant le conflit, dont 1 658 au Vietnam, n'a toujours pas été résolu. Tout en relâchant très légèrement leur embargo, les États-Unis font du résultat des enquêtes sur leurs disparus la condition préalable à tout rapprochement sérieux.

Cette fois cependant, M. Bush n'a pas attendu de rencontrer, ce vendredi 22 octobre, le général Vessey, pour évoquer la « perte majeure » d'un président jugé « un peu optimiste » sur les informations du Los Angeles Times, selon lesquelles une normalisation vietnam-américaine pourrait intervenir avant l'expiration, en janvier, de son mandat présidentiel. En mettant à la disposition des Américains leurs archives de guerre, les Vietnamiens ont cependant fait un geste crucial.

Le calcul de Hanoï est transparent. M. Bill Clinton représente une inconnue aux yeux des communistes vietnamiens. Quel que soient les positions, celles du candidat

démocrate, son équipe prendra du temps à se mettre en place et entendra sans doute remettre les choses à plat. Il y a donc un risque, pense-t-on à Hanoï, que la négociation avec une nouvelle équipe s'amorce lentement et que de longs mois soient de nouveau perdus.

Même si les républicains se sont montrés systématiquement hostiles à Hanoï, accomplir un geste en faveur d'un président qui tente désespérément de se faire réécrire ne coûte pas grand-chose et peut rapporter quelques dividendes. Sans se faire trop d'illusions sur la possibilité d'une reprise rapide des relations, les dirigeants vietnamiens, avant tout, désireux d'aboutir à la levée de l'embargo, espèrent dégrader suffisamment le terrain avant le 3 novembre pour que le prochain locataire de la Maison Blanche, quel qu'il soit, soit mieux en mesure d'ouvrir un chapitre plus heureux dans les relations entre les deux pays.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : soumis aux critiques de ses amis comme de ses ennemis

Le président De Klerk apparaît de plus en plus isolé

Trois ans après son accession à la tête de l'Etat, le 20 septembre 1989, le président Frederik De Klerk affronte sans doute l'un des moments les plus difficiles de sa carrière politique. Hier tout semblait lui réussir. Aujourd'hui, il paraît chanceler, comme si la complexité de la situation sud-africaine avait eu raison de sa réputation de magicien.

JOHANNESBOURG
de notre correspondant

Que reste-t-il de la baraka politique du président De Klerk ? Apparemment pas grand-chose, si l'on en juge par les critiques qui montent de tous côtés. Il e pourtant accompli le plus gros de ce qu'il avait annoncé le 2 février 1990, en ouvrant une session parlementaire historique qui allait bouleverser le paysage politique de son pays. Il a libéré M. Nelson Mandela, légalisé les partis et les organisations politiques jusque-là interdits, engagé des pourparlers avec le Congrès national africain (ANC), mais officiellement fin à l'apartheid et lancé un processus de négociations devant ouvrir la voie à une nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale.

« Un événement par semaine », avaient alors prédit les théoriciens du Parti national (NP), au pouvoir depuis 1948. Poudaot deux ans l'équipe présidentielle n'a soutenu le rythme, gardant l'initiative politique jusqu'au 16 mai de cette année, date à laquelle est réunie la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

Mais les travaux de ce forum se sont conclus sur un échec qui a freiné l'élan gouvernemental. Erreur tactique. Braqués sur une triviale question de majorité qualifiée et de pourcentages qui devaient permettre l'adoption de la future Constitution, les stratèges du Parti national ont enrayé la belle mécanique qu'ils avaient ex-

ménée. Pour le président De Klerk, l'affaire de Boipatong, le 17 juin, au cours duquel quarante-deux personnes furent massacrées, a soulevé la fin de l'état de grâce. Prenant en compte le mécontentement de ses troupes, l'ANC s'est subitement raidi. Bientôt, il se retirait des négociations et lançait un ultimatum au régime en déclin, exigeant d'impressionnantes actions de masses.

Front commun

Il a fallu attendre le 26 septembre pour que M. Mandela accepte de rencontrer à nouveau M. De Klerk. Replié sur des positions défensives, le gouvernement a beaucoup concédé, s'engageant, surtout, à libérer tous les prisonniers politiques avant le 15 novembre. Ce faisant, le chef de l'Etat s'est instantanément attiré les foudres d'une large fraction de la communauté blanche, colère qui a trouvé écho jusqu'au sein de son propre parti.

Pis, le président a perdu le soutien jusque-là inconditionnel de M. Mangosuthu Buthe, l'indéfectible patron de l'Inkatha, parti conservateur à dominante zouloue, ainsi que de MM. Mangope et Gozo, chefs des « homelands » indépendants du Bophuthatswana et du Ciskei, tous deux farouchement opposés à l'ANC.

Le courroux de M. Buthe a favorisé la création d'un front commun avec MM. Mangope et Gozo, alliance que bientôt rejoindra le pasteur Andries Treurnicht, chef d'un Parti conservateur (CP) crispé sur les ressentiments et les peurs de l'extrême droite blanche. Privé de ses traditionnels alliés au sein de la communauté noire, M. De Klerk se retrouve seul face à l'ANC.

Dans un élan de cooptation et certainement par honnêteté, le président De Klerk a fait un geste symbolique : le 9 octobre, il s'est publiquement excusé des dommages causés par l'apartheid aux communautés non blanches. Bravo ! ont alors dit les libéraux,

qui espéraient ce moment depuis longtemps. Insuffisant ! a jugé l'ANC qui attendait une condamnation sans équivoque. Trahissoir ! a crié la droite blanche conservatrice. La manifestation de bonne volonté devenait maladresse. Elle s'est finalement retournée contre M. De Klerk.

L'ensemble de la classe politique sud-africaine attendait avec intérêt l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, le 12 octobre, qui devaient être adoptées les nouvelles lois indispensables à la poursuite des réformes. La montagne a en fait, accouché d'une souris. Jamais le président De Klerk a paru aussi pitoyable qu'il le fut en prononçant ses discours d'ouverture, texte sans véritables lignes de force, essentiellement marqué par la détermination de l'Etat d'être de l'ANC et des communistes.

La sagesse de l'ANC

En fait, la session que, deux semaines plus tôt, M. De Klerk présentait comme un moment crucial de l'histoire de son pays, a surtout montré la faiblesse de son gouvernement. Le système tricaméral, représentant les Blancs, les métis et les Indiens mais niant les droits civiques des Noirs, e mis en évidence les cuisantes humiliations à celui qui, il y a près de dix ans, en était l'un des initiateurs.

La semaine dernière, une première loi qui devait permettre d'amender la Constitution qui

interdit la cooptation de ministres qui ne sont pas parlementaires était rejetée par la Chambre des représentants (métis). Quelques jours plus tard, un second texte organisant la libération des prisonniers politiques de tous bords était à son tour repoussé, cette fois par la Chambre des députés (indiennois), contraignant M. De Klerk à recourir au conseil présidentiel, équilibre sud-africain du 49-3 français.

La pragmatisme du président De Klerk, érigé en panacée politique, se suffit plus. Une succession de boîtes malencontreuses, conjuguées à une violence endémique et à une sévère récession économique, ont coté le capital-confiance dont jouissait le chef de l'Etat faisant souffler un vent de fronde jusqu'au sein même du Parti national dont l'aile dure devient de plus en plus critique.

Copé de ses alliés traditionnels, soumis au feu de ses ennemis, critiqué par ses amis, le président sud-africain, paradoxalement, ne peut plus guère compter que sur la sagesse d'un Congrès national africain en position de force. Car l'organisation de M. Mandela croit, elle, toujours aux négociations. C'est finalement la chance du gouvernement De Klerk. Apparemment la seule qui lui reste pour ramener autour du tapis vert ceux qui l'ont déserté.

FREDERIC FRITSCHER

ALGERIE : suspension d'un hebdomadaire. La parution de l'hebdomadaire indépendant l'Observateur a été suspendue, jeudi 22 octobre, pour une période indéterminée. On lui reproche d'avoir publié un entretien avec une militante islamiste anonyme qui a appelé à la « guerre sainte » contre le pouvoir. Dans un communiqué, le ministère de la culture et de la communication estime que cette « interview anonyme incite à la violence et encourage les actes terroristes ». La militante, qui se réclame de l'ex-Front islamique du salut

(FIS), jugeait notamment que le temps de la lutte armée est arrivé. (AFP)

MAROC : 31 morts dans un accident de la route. Dans une collision entre un autocar et un camion semi-remorque, 31 Marocains ont été tués et 27 autres blessés, mercredi 21 octobre, à Khemis Zemama, à mi-chemin entre El Jadida et Sefi, à 150 kilomètres au sud de Casablanca. L'autocar a heurté de plein fouet le poids-lourd qui était en train de dépasser un autre camion sur une route assez étroite. (AFP)

TOGO : nouveau coup de force de l'armée

Des militaires ont pris en otages les membres de l'assemblée législative de transition

Une centaine de militaires ont pris en otages, jeudi 22 octobre, trente-neuf membres du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée législative de transition), réunis au Palais des congrès, à Lomé. Dans la soirée, un attentat à l'explosif a gravement endommagé la mission de coopération française dans la capitale togolaise, située à proximité du Palais des congrès.

Peu après cet attentat, qui n'a pas fait de victimes, un communiqué de l'armée diffusé par la radio a annoncé la fermeture des frontières terrestres du Togo. Quelques minutes après l'explosion, plusieurs coups de feu ont été entendus dans le centre-ville, dans le périmètre du Palais des congrès, interdit d'accès par des soldats appuyés par deux blindés et plusieurs jeeps, mitrailleuses lourdes en batterie.

L'armée, selon le communiqué, exige que le gouvernement « prenne ses responsabilités » en débloquent des fonds du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) qui avaient été gelés par la Conférence nationale (juillet-août 1991). Le commando demande que

les militaires, policiers et gendarmes, qui, comme tous les Togolais, ont dû cotiser de 1980 à 1990 au RPT, soient remboursés dans les plus brefs délais.

Les militaires ont séquestré les membres du HCR pour que l'assemblée débloque ces fonds, estimés à 6,5 milliards de francs CFA (130 millions de francs). Le président de l'Assemblée, Mgr Philippe Fankpo Kpodzo, qui figure parmi les trente-neuf otages, a annoncé dans une déclaration radiodiffusée que le HCR avait décidé le « dégel » de ces fonds.

Dans un communiqué, la présidence de la République a condamné ce nouveau coup de force de l'armée togolaise. Le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadema, a demandé aux militaires de « regagner leurs casernes » et leur indiquant que le problème doit être réglé politiquement. De source proche de la présidence, on indiquait que les soldats qui ont pris l'initiative de cette action font partie « de toutes les unités » des forces armées togolaises. (AFP)

CAMEROUN

Le candidat de l'opposition affirme avoir remporté l'élection présidentielle

Alors que dans l'attente de la publication des résultats officiels de l'élection présidentielle du 11 octobre par la Cour suprême - qui s'apprête à proclamer élu le président sortant, M. Paul Biya - la tension monte au Cameroun, le candidat de l'opposition a proclamé, mardi 20 octobre, sa victoire.

Selon de « véritables résultats du scrutin », M. John Fru Ndi aurait obtenu 1 177 209 voix (38,67 %), contre 1 125 103 voix (36,86 %) à M. Biya. M. Mafgari Bello Boubou arrivait en troisième position avec 501 806 voix (18,61 %), et les trois

autres candidats se partageaient les quelque 4 % de suffrages restants. Le candidat de l'Union pour le changement e appelé le peuple camerounais à attendre la proclamation de ces résultats par la Cour suprême. « Mais, a-t-il prévenu, dans le cas où la Cour viendrait à ne pas respecter le résultat des urnes, nous invitons le vaillant peuple camerounais à défendre avec la dernière énergie cette victoire durablement acquise si le régime Biya tentait de la voler, et la communauté internationale à reconnaître le nouveau pouvoir ».

ENQUÊTE

Désarrois américains

V. - Criminalité : David, Goliath et les armes à feu



Les quatre premiers articles de la série ont été consacrés aux causes et aux symptômes du déclin américain, à la crise économique, au désenchantement des classes moyennes, à l'éducation, enfin à la misère urbaine (le Monde des 20, 21, 22 et 23 octobre).

MORTON-GROVE (Illinois)

de notre envoyée spéciale

Neil Cashman, fier septuagénaire, raconte ces souvenirs-là avec le rire de ceux qui en ont vu d'autres. « Communiste! Staline! Hitler! », avaient scandé à son endroit les quelque 1 500 manifestants rassemblés devant la mairie de Morton-Grove. Ils étaient venus de tous les coins de l'Illinois, et même des États voisins du Wyoming et de l'Indiana. Du jamais vu dans cette ville paisible de 23 000 habitants, verte banlieue pavillonnaire du grand Chicago, typique de la classe moyenne blanche de la côte est des États-Unis.

C'était en février 1981. Le conseil municipal, à l'initiative de M. Cashman, son doyen, s'appropriait à lancer un véritable défi aux traditions d'un pays bâti à la pointe du fusil contre les Anglais, les Indiens, les sudistes sécessionnistes et tous les hors-la-loi du folklore western. En dépit des pressions des protestataires, il fut décidé, par quatre voix contre deux, que Morton-Grove serait la première cité des États-Unis à interdire non seulement la vente, mais aussi la possession d'armes de poing sur son territoire.

Les journaux regorgeaient de faits divers. Chicago allait boucler cette année 1981 avec un record

(dépassé depuis) en matière de criminalité : 877 personnes tuées, soit 29,2 homicides pour 100 000 habitants, trois fois le taux des pires années de la prohibition. Neil Cashman avait l'appui de la grande majorité de ses électeurs. Ces descendants de catholiques irlandais — comme lui, — de protestants allemands ou de juifs d'Europe de l'Est, craignaient la contagion, à Morton-Grove, à l'heure où arrivaient les premières demandes d'ouverture d'armureries dans la commune, toutes rejetées en conseil.

« Il fallait qu'un jour, commente M. Cashman, quelqu'un commence à faire quelque chose non pas contre les carabines ou les fusils des chasseurs, mais contre les pistolets et revolvers avec lesquels la plupart des crimes sont commis entre trop de jeunes, délinquants au pas. » Ces armes sont en effet relativement abordables (60 dollars, soit environ 300 francs, pour les moins chères), et n'importe quel adulte peut les acheter, même en grande quantité, chez n'importe quel armurier, dans la plupart des villes américaines.

Menaces de mort

La réaction à l'interdiction des armes de poing ne se fit pas attendre. Neil Cashman et sa famille — huit enfants, dix petits-enfants — reçurent des menaces de mort. L'autre bout du pays, le conseil municipal de Kennewick, près d'Atlanta (Géorgie), adopta un arrêté obligeant tous les chefs de famille de ce village de 9 000 habitants (bisnes en majorité) à « avoir chez eux un fusil en état de marche ».

« Sans ça, comment voulez-vous protéger votre propre maison contre les intrus? », dit l'instigateur de cette décision, Dent « Wild Man » Myer, qui affirme ne jamais sortir de chez lui sans ses deux pistolets à la ceinture. M. Myer, gérant d'un magasin de souvenirs de la guerre de sécession, « est un peu excentrique », confie, comme pour l'excuser, le secrétaire de mairie de Kennewick, où l'arrêté, toujours officiellement en vigueur, n'a jamais été appliqué dans les faits.

Renonçant à un huitième mandat au conseil municipal, où il siégeait depuis 1960, Neil Cashman a pris sa retraite à moitié déçu. Certes, aucun meurtre ni vol à main armée n'a été commis en dix ans dans sa ville. La police de Morton-Grove saisi, le plus souvent sur dénonciation et après des jeunes gens, les pistolets ou revolvers illégaux, en infligeant une amende de 500 dollars. Certes aussi, quelques municipalités ont imité Morton-Grove. A Winnetka, par exemple, le même *handgun ban* a été adopté en 1989, après qu'une jeune femme souffrant de troubles mentaux, armée d'un 357 magnum, eut pénétré dans une classe d'école primaire, tué un enfant de huit ans et blessé grièvement six autres. Mais le mouvement ne s'est guère étendu, pour le moment, au-delà des limites de l'Illinois.

David Jouant contre Goliath, M. Cashman peut néanmoins se targuer d'avoir infligé une défaite tactique à la toute-puissante National Rifle Association (NRA), 3 millions de membres, chasseurs, tireurs sportifs, collectionneurs ou simples détenteurs d'armes. La NRA avait organisé la manifestation de Morton-Grove; elle a mobilisé ses bataillons d'avocats pour tenter l'obtention d'une annulation de ce premier arrêté limitant la sacro-sainte liberté du citoyen. Elle n'a pas obtenu gain de cause devant les tribunaux, pour le moment du moins. Car la NRA, avec son budget annuel de 90 millions de dollars, n'est pas du genre à renoncer.

« Il ne pourra être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes », est-il écrit en lettres d'or à l'extérieur du siège de la NRA, 1600 Rhode Island Avenue à Washington. Ce n'est que le deuxième membre de phrase du second amendement de la Constitution américaine, adopté en 1791. Le premier a été volontairement oublié : « Une milice bien organisée est nécessaire à la sécurité de l'État... » A quatre reprises déjà, la Cour suprême a estimé que le second amendement ne protégeait que le « droit collectif » des citoyens servant dans l'organisation militaire d'un État (1).

Le plus haut tribunal américain a parallèlement reconnu que le gouvernement fédéral était habilité à réglementer la vente et la possession privée d'armes à feu. Même chose pour les États ou les municipalités, en vertu de leur droit de « protéger la santé publique et la sécurité des citoyens ». La Californie et le New-Jersey ont ainsi interdit en 1990 la vente des armes dites d'assaut semi-automatiques et automatiques. Les villes de Washington et Chicago se sont, elles, contentées d'interdire le port d'armes sur la voie publique, ainsi que la vente des revolvers ou pistolets.

Mais, du bout de ses quartiers généraux, la NRA n'en démord pas : « Le droit de posséder une arme est garanti par la Constitution. Il a été donné aux individus par les Pères fondateurs parce qu'ils avaient peur qu'une armée fédérale permanente soit utilisée contre le peuple en tant que police, dans une dictature », martèle l'un des idéologues de l'association, M. Mark Overstreet, costume bleu et bottes rouges de cow-boy aux pieds. « Quand le peuple est complètement désarmé, comme en Chine, et que les militaires ont le pouvoir, il se produit des massacres comme ceux de la place Tiananmen », ajoute-t-il.

« Nous défendons nos droits, nous nous opposons avec la dernière énergie à l'idée d'un registre fédéral décrivant les armes que possède chaque citoyen. C'est à partir d'un tel registre que Hitler a confié les armes du peuple, après son arrivée au pouvoir », poursuit M. Overstreet, faisant flèche de tout bois pour étayer ses thèses. « Accepter plus de contrôle du gouvernement sur les armes, c'est glisser vers le communisme », ajoute-t-il. La NRA affirme bien bas qu'il n'y a « aucun lien » entre la vente pratiquement libre des armes à feu, leur inévitante prolifération (voir encadré) et la hausse de la criminalité. Cette dernière est attribuée à la « grande délinquance » de la justice, accusée de relâcher trop souvent ou trop tôt les « délinquants professionnels ». Comme les prisons sont pleines, il faut tout simplement en construire d'autres.

« Puissance de feu politique »

Sous la direction d'un homme un peu peu modéré, M. Warren Cassidy, l'association-lobby eut très difficilement accepté, en 1984 et 1988, l'interdiction de belles spéciales — baptisées *cop killer bullets* (tueuses de flics) parce qu'elles pouvaient traverser les gilets pare-balles — ou l'arrêt de la fabrication de l'importation d'armes de poing en plastique, invisibles par les détecteurs des aéroports. Mais, depuis que MM. James Jey Berger et Wayne Lapierre ont pris les rênes de la NRA, en 1991, ce genre de compromis n'est plus d'actualité.

Tout a été entrepris pour blo-

quer, avec succès jusqu'à présent, une timide proposition de loi déposée devant le Congrès, qui imposerait un délai de cinq jours ouvrables entre l'achat et la prise de possession d'une arme. Ce délai laisserait le temps à l'armurier de vérifier les antécédents judiciaires de son client, dans les États où cela est possible. Le parrain du projet est pourtant M. James Brady, l'ancien porte-parole de la Maison Blanche, blessé lors de l'attentat contre le président Reagan en 1981 et handicapé depuis. Même M. Reagan, membre de la NRA, a soutenu le texte.

Mais la NRA, qui a fait élire ou battu quantité de parlementaires, garde une immense « puissance de feu politique », selon ses propres termes. Le même arsenal est utilisé dès qu'un projet de loi relatif aux armes est déposé à Washington ou devant le Parlement d'un État : la NRA mobilise ses membres, qui inondent députés et sénateurs de centaines de milliers de lettres et d'appels téléphoniques. Se trouve ainsi gonflée l'opposition à un texte, que les sondages démentent souvent totalement.

Il arrive aussi que ces campagnes dépassent. Des tracts indiquant « Contrôle des armes — solution finale » ont été récemment distribués à Springfield, capitale de l'Illinois, au moment où le démocrate William Marovitz, membre du Sénat de cet État, avait déposé une proposition de loi pour interdire la vente des armes d'assaut. « La NRA joue sans cesse sur les peurs des gens », mais les gens, surtout dans les villes, sont las de la criminalité, dit M. Mark Karlin, président du comité de l'Illinois contre les armes de poing. « Le coût social de la violence due aux armes à feu s'élève chaque année à 2,5 milliards

de dollars ou minimum, un montant égal à celui des revenus de l'industrie américaine des armes à feu », affirme-t-il.

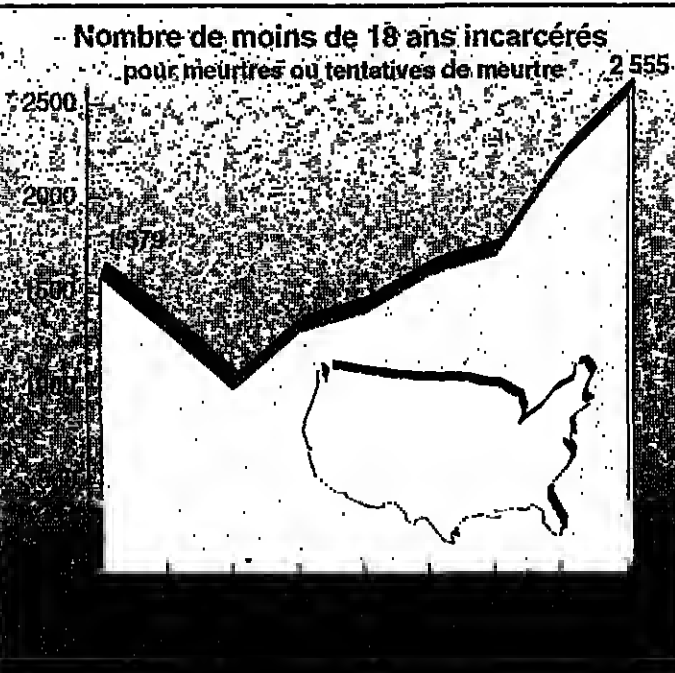
La NRA, qui soutient qu'un tiers seulement de son budget vient de cette industrie, s'est refusé cette année d'apporter son appui au président Bush (2), coupable d'avoir interdit l'importation de pistolets-mitrailleurs du type Kalachnikov ou Uzi après qu'un homme eut, avec une de ces armes, tué 5 enfants et blessé 29 autres à Stockton (Californie), en 1989. Des copies de ces guns étrangers continuent pourtant d'être légalement produites aux États-Unis par des firmes locales. Quant au candidat démocrate Bill Clinton, qui est favorable à la loi Brady et à l'interdiction des armes d'assaut, ce serait, pour la NRA, « le pire président de l'histoire des États-Unis ».

MARTINE JACOT

- (1) Encore traumatisés par les excès tyranniques de l'Angleterre, puissance coloniale, les révolutionnaires américains, au sortir de la guerre d'indépendance, voulaient donner aux États la possibilité de protéger leur souveraineté, dans le cas où le gouvernement fédéral américain aurait été tenté de la menacer indûment.
- (2) Membre lui aussi de la NRA, M. Bush avait déclaré en 1989 que « les hommes et les femmes libres ont le droit de posséder une arme à feu pour protéger leur maison ».

PROCHAIN ARTICLE :

Religion : une vague de fondamentalisme, par Henri Tincq



Près de dix homicides pour 100 000 habitants

D'après les estimations du bureau (fédéral) des alcools, tabacs et armes à feu, il y a actuellement aux États-Unis (population : 254 millions d'habitants) plus de 210 millions d'armes à feu en circulation, soit deux fois plus qu'en 1970. Environ 73 millions de ces armes seraient des armes de poing (pistolets ou revolvers), contre 30 millions en 1970.

Selon la National Rifle Association, 70 à 90 millions d'Américains posséderaient des armes à feu, mais souvent beaucoup plus d'une. Il y a actuellement aux États-Unis

241 700 armuriers, auquel le bureau fédéral a accordé des permis de trois ans, 1 500 maoufacturiers et 7 400 fabricants de munitions.

Sur les 24 700 meurtres enregistrés aux États-Unis en 1991, 16 400 ont été commis avec des armes à feu, dont 13 100 avec des armes de poing. Le taux des homicides, quatre à neuf fois plus élevé que dans les pays européens, a atteint 9,8 pour 100 000 habitants (contre 2,8 pour le Canada et 2,3 pour la France). Ce taux a augmenté de 18% depuis 1987.

Les écrans envahis par la violence

NEW-YORK

correspondance

Pas une semaine ne s'écoule sans que s'affichent, grand comme un immeuble, la torse bien huilé d'un acteur macho caressant son épaule. *Prédicateur, Commando, Rambo, Terminator, Cobra, l'Arme fatale...* Les scores comme les sondages le prouvent : les flics font des fautes, la violence au cinéma et à la télévision.

Les Américains sont depuis toujours fascinés par les armes à feu, notamment dans les westerns (*Winchester 73*, d'Anthony Mann) ou les films de guerre urbaine (*The French Connection*, de William Friedkin). C'est par le Josh Randall de Steve McQueen que les téléspectateurs des années 50 découvrirent le canon. Et le Dirty Harry de Clint Eastwood fait grimper les ventes du 44 magnum...

Par la suite, les armes se font plus grosses et plus spectaculaires. Le Christopher Walken des *Chinois de guerre* joue du lance-grenades comme si c'était ses clés de voiture; les rescapés d'Aden 1 et 2 amportent des canons à laser plus gros que Sigourney Weaver. Et même si comme le dit Rambo, « l'esprit est la meilleure des armes », il n'osait jamais — ni Schwarzenegger ni Chuck Norris — sortir sans leur arsenal de plus en plus fétichiste.

De Spike Lee (*Do the Right Thing*) à John Singleton (*Boyz n the Hood*) en passant par Melvin van Peebles (*New Jack City*) et Ernest Dickerson (*Juice*, encore inédit en France), le nouveau cinéma black, urbain, épreu, est venu bouleverser la jauge. La violence décrite dans *Boyz n the Hood* est aux antipodes de celle, propre et totalement irréaliste, des *Terminator* (aventure) ou *Vendredi 13* (horreur) et autres *Arrête ou maman va t'en tirer* (comédie). Il s'agit ici d'une violence que nombre de spectateurs connaissent bien pour la vivre, sinon la pratiquer, quotidiennement.

Tout peut donner matière à un film pour le petit écran. Combien de producteurs de télévision se sont-ils vu proposer Los Angeles : le feu dans la ville? Combien ont, dès le premier jour, offert de produire, au network, *Rodney King, the Movie*? Le vidéo amateur de Rodney King, un Noir passé à tabac par quatre policiers blancs,

déclenche, avec l'assassinat de Lee Harvey Oswald par Jack Ruby, le record absolu de passages dans toute l'histoire de la télévision.

Depuis que les unités d'information sont incorporées, sur le plan comptable, dans l'évaluation publicitaire — donc, la santé financière — des networks, c'est à qui, en particulier à l'échelon des stations locales, ouvrira le journal sur le crime le plus horrible, le plus sanglant, avec interview de la famille éplorée. Naissances de l'infotainment, des *reality-shows* (*Cops*, *Rescue 911*), et aurenchura sur les crime-stories.

Définir la violence

Pourquoi? L'audience... Trente à quarante pour cent des films de télévision traitent désormais de crimes et de malheurs « inspirés de faits réels ». Les producteurs épilchent les journaux à la recherche du moindre meurtre en série ou du moindre abus sexuel. Certains ont sifflés des acropulsa — plusieurs producteurs ont jugé l'affaire de Jeffrey Dahmer, le cannibale de Milwaukee, trop répugnante pour la télévision, d'autres font moins la fine bouche (*Jeffrey Dahmer, the Movie* est actuellement en tournage), tous se battent pour obtenir les droits de quiconque peut être tenu pour un insider ou fait divers, les grandes agences dites « de talents » (acteurs, réalisateurs, etc.) se mettant à représenter qui l'assassin, qui la victime, qui le garde-barrière qui s'est vu passer le train où s'est déroulé le crime, ou la famille, ou l'avocat, ou le fils qui a découvert le cadavre. Il importe de négocier avec le procès — les minutes sont du domaine public, — et on se partage du mal à obtenir un bon prix s'il n'y a pas eu mort d'homme. A quand le meurtre payé par avance, se demande, dans le New York Times, un cadre supérieur de network. A quand cette petite annonce : « Vous envisagez d'assassiner votre femme/votre amant/votre parent? Appelez tel numéro? »

« Il me paraît clair, déclarait en 1972 le ministre de la santé américain, que le rapport de cause à effet entre la violence à la télévision et un comportement antisocial est suffisamment vérifié pour qu'il soit impératif d'agir immédiatement et de manière appropriée. »

Dire qu'il y a trop de violence à la télévision (films et émissions) est une simplification que de définir ce qu'est la violence. L'ouragan Andrew? La tornade du *Magicien d'Oz*? Le Scud rakien sur CNN? Le coup de bazooka de *Terminator*? Les sévices infligés par les nazis de la série *Holocauste*?

Certaines études mesurent le niveau de violence au nombre de coups de feu, de gifles, de coups de coute, de gros mots et de mors. A ce compte-là, Shakespeare serait interdit de télévision. Et Jésus de Nazareth (flagellation, crucifixion)? A ce décompte-là, les dessins animés — de Bugs Bunny à Tom et Jerry — détiennent le record de violence.

Quant à la notion d'exemplarité, comment celle se passerait-elle l'invention de la télévision, a-t-elle influencé David Bianculli dans son livre *Teletext*? Si, comme on l'a dit, c'est la violence à la télévision qui aurait en partie conduit John Hinckley à tenter d'assassiner le président Reagan, le producteur de « Soixante minutes », Don Hewitt, demande : « Combien de télévision John Wilkes Booth a-t-il regardé avant d'assassiner Lincoln, ou Calhoun avant de tuer son frère Abel? »

A moins que John Wilkes Booth ait été influencé par le Jules César de Shakespeare. Et fut-il incriminé J.D. Selinger parce qu'un exemplaire de *l'Arche-Cœur* était en possession de Mark David Chapman, l'assassin de John Lennon? Les Beatles et *Heiter Skeller* sont-ils responsables des tueries de Charles Manson? Jodie Foster, Robert De Niro et Martin Scorsese sont-ils responsables de John Hinckley? « *Taxi Driver* était-il le seul film violent que Hinckley ait jamais vu? » demande Tom O'Brien dans *The Screening of America*. Vénérat-il auparavant les portraits de flingues? Quels autres événements de sa vie ont contribué à sa démente? Si l'on veut blâmer Taxi Driver pour John Hinckley, il faut alors, aussi, incriminer (...) le Bananas de Woody Allen. »

HENRI BÉHAR

POINT/LA

rendum
un compromis

accord du lac Meech

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

Le 24 octobre 1992, le Parlement canadien a adopté l'accord du lac Meech, qui vise à renforcer l'unité du pays en reconnaissant le statut de « nation » aux provinces canadiennes.

POINT / LA FÉDÉRATION CANADIENNE

Référendum sur un compromis

DOSSIER RÉALISÉ PAR MARTINE JACOT ET CATHERINE LÉCONTE

De l'accord du lac Meech à celui de Charlottetown Cent vingt-cinq ans après

Le projet de réforme constitutionnelle arrêté en août à Charlottetown entre les représentants politiques du Canada et ceux des Amérindiens (1) est la seconde tentative visant à amener le Québec — seule province à majorité francophone du pays — à ratifier la Constitution canadienne, modifiée en 1982 sans son aval. La première tentative s'appuyait sur un accord conclu en 1987 sur les bords du lac Meech, près d'Ottawa. Elle satisfaisait les cinq « conditions minimales » posées par le premier ministre québécois, Robert Bourassa, pour que sa province réintègre le giron canadien, à savoir :

- reconnaissance du caractère de « société distincte » du Québec, dans une clause assez vague lui donnant le droit de « protéger et promouvoir » sa spécificité francophone ;
- droit de veto pour toute modification constitutionnelle relative aux institutions fédérales ;
- droit de retrait avec compensation financière pour toute province décidant de ne pas participer à un programme fédéral, pourvu que celle-ci mette en œuvre des mesures compatibles avec les objectifs nationaux ;
- droit de regard dans la nomination des juges à la Cour suprême (trois de ses neuf membres restant québécois) ;
- pouvoirs accrues en matière de sélection des immigrants.

Ces quatre derniers privilèges, que le Québec réclamait pour son propre compte, avaient aussi été accordés aux neuf autres provinces.

Cette tentative de réforme a échoué en 1990 pour quatre raisons :

- 1) l'opposition au statut de « société distincte » était allée croissant ;
- 2) les provinces de l'Ouest voulaient qu'un nouvel accord prenne en compte une réforme du Sénat, tandis que les Amérindiens souhaitaient qu'un droit à l'autonomie gouvernementale leur soit accordé ;
- 3) le compromis négocié à Charlottetown reprend la substance de l'accord du lac Meech, avec les

ajouts ou les modifications suivantes :

- le caractère « distinct » du Québec est défini par sa langue et sa culture françaises, ainsi que par son code civil d'inspiration napoléonienne, dans une clause interprétative de la Constitution. Cette clause protège par ailleurs la minorité anglophone du Québec et les minorités francophones hors Québec, les gouvernements fédéral et provinciaux devant veiller à leur « développement » ;
- réforme du Sénat : six sénateurs pour chaque province. Actuellement, le Québec et l'Ontario ont chacun le quart des sièges du Sénat, où la représentation de chaque province est fonction de sa population. Ces deux provinces, les plus peuplées, ont, à titre de compensation, dix-huit sièges supplémentaires à la Chambre des communes. Le Québec

« Acceptez-vous que la Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente conclue le 28 août ? » Telle est la question à laquelle les Canadiens sont invités à répondre, lundi 28 octobre. De leur vote dépendra en partie le sort de la Fédération canadienne, vieille dame fatiguée qui fête cette année son 125^e anniversaire.

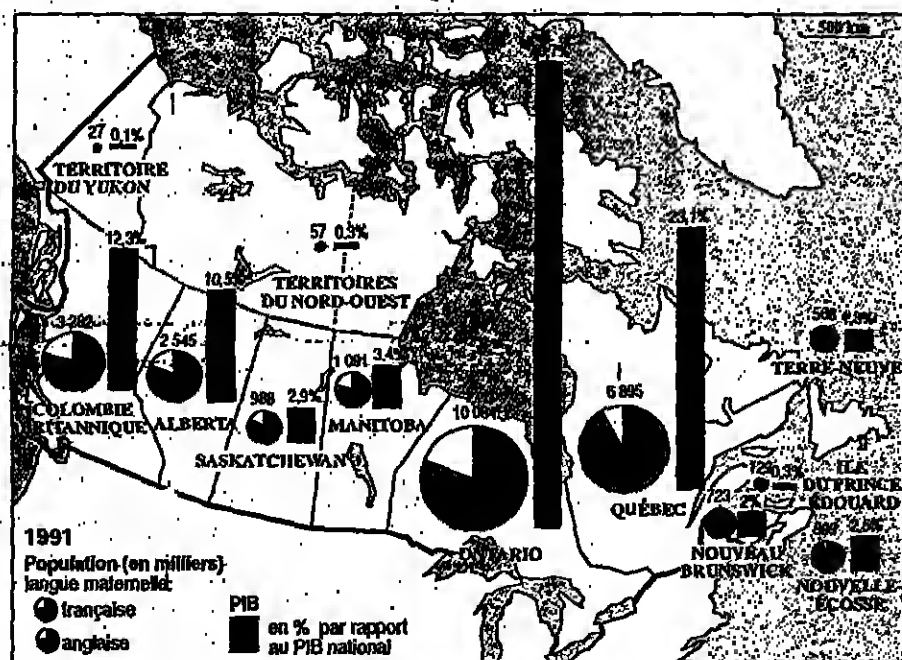
Réformer les structures politiques du Canada requiert patience et persévérance. Le projet arrêté le 28 août à Charlottetown (île du Prince-Édouard) est la dixième tentative en ce sens depuis le début du siècle. Aucune, jusqu'à présent, n'a reçu l'agrément

de chacune des dix provinces, qui composent le plus grand pays du monde après la Russie. En 1982, la Constitution canadienne de 1867 a bien été, pour la première fois, modifiée. Mais le premier ministre fédéral de l'époque, Pierre Elliott Trudeau, s'était passé, pour ce faire, de l'aval du Québec, qui n'a toujours pas ratifié la loi fondamentale du Canada.

Pour réparer ce « gâchis », son successeur, M. Brian Mulroney, avait obtenu, en 1987, l'accord de tous les gouvernements provinciaux autour d'un texte prévoyant notamment un statut de « société distincte » pour

le Québec. Le refus en 1990 des Parlements de deux petites provinces de le ratifier l'a obligé à revoir sa copie, en tenant compte des revendications des anglophones de l'Ouest et des Amérindiens.

Patiemment négocié, le projet de Charlottetown est un délicat compromis entre des aspirations opposées : celles des Québécois et des Amérindiens qui veulent plus d'autonomie et celles des autres Canadiens qui, eux, n'entendent pas la Fédération que centralisée, les provinces étant sur un pied d'égalité.



Les principaux protagonistes

BRIAN MULRONEY : un conciliateur essouffé

Le premier ministre du Canada l'avait promis à ses électeurs québécois en 1984 : ils allaient, avec lui, Brian Mulroney, réintégrer le giron constitutionnel canadien « dans l'honneur et l'enthousiasme ».

Descendant d'immigrants irlandais, né et élevé dans un petit village francophone de la côte nord du golfe Saint-Laurent, il croyait bien être l'homme de cette situation très compliquée. Ne s'était-il pas bâti la réputation d'un conciliateur-né, après avoir désarmé, en tant qu'avocat, les conflits sociaux les plus explosifs ?

Un soir d'avril 1987, où les chefs de gouvernement de toutes les provinces canadiennes, réunis sans tambour ni trompette près du lac Meech, avaient reconnu un statut de « société distincte » au Québec, il avait bien cru tenir en main un « compromis historique », scellé dans la grande tradition de l'histoire de la Fédération canadienne. Les 11 Le processus de ratification de l'accord a échoué au dernier moment.

Accusé d'avoir négocié au sein d'un « cénacle fermé », Brian Mulroney a consulté tous azimuts, avant de soumettre un nouveau projet de réforme constitutionnelle à référendum. Cette entente sur un « fédéralisme révisé », « réconcilie les minorités », dit-il, et garantit que « l'on parlera français au Canada jusqu'à la nuit des temps ». Si elle est rejetée, a averti ce premier ministre au plus

bas dans les sondages (parce que trop conciliant ?), il n'en proposera plus d'autres, au moins jusqu'aux élections de l'an prochain.

ROBERT BOURASSA : le pragmatisme du « oui »

« Voter « non » au référendum, c'est prendre des risques, c'est franchir un pas vers la rupture et l'incertitude », a scandé Robert Bourassa, résumant ainsi une bonne partie de ce qu'il exhorta. Pour le premier ministre du Québec, le projet de Charlottetown qu'il a négocié s'impose au « bon sens » : sa province réalise « des gains importants pour sa sécurité culturelle et économique » sans rien perdre.

Francophone issu d'un milieu modeste, Robert Bourassa est animé d'un grand pragmatisme, auquel ses convictions fédéralistes (tempérées) et ses élans nationalistes (modérés) n'ont toujours été que subordonnés. Une seule constante dans le discours de ce diplômé de Harvard, passionné par le processus de construction de l'Europe : le Québec doit absolument « baser sa force politique sur sa force économique ». Il y a travaillé. Durant ses deux premiers mandats, entre 1970 et 1976, il a lancé la gigantesque complexe hydroélectrique de la baie James, qui a permis aux entreprises francophones québécoises de s'affirmer. A son retour au pouvoir en 1985, il a remis l'économie au premier rang des priorités, à un moment où les Québécois se désolent de la politique pour investir le monde des affaires.

Avec une habileté un rien

machivélique, il a calmé les passions indépendantistes, qui se sont exprimées, y compris dans son parti, après l'échec de l'accord du lac Meech. Brandissant la menace d'un référendum sur la souveraineté, il s'est attaché au reste du Canada des concessions, moins importantes — ses collaborateurs l'ont reconnu — que ce qu'il avait espéré.

OVIDE MERCREDI : les voix des « premières nations »

Avocat et indien Cri du Manitoba, Ovide Mercredi a fortement contribué à torpiller l'accord du lac Meech parce qu'il ne prenait pas en compte les doléances des siens. Élu en juin 1991, grand chef de l'Assemblée des premières nations (APN), qui représente quelque cinq cent mille Amérindiens, ce petit homme à la voix douce a obtenu de haute lutte de négocier — d'égal à égal avec les premiers ministres des provinces — l'entente de Charlottetown, dont il est l'un des plus actifs prosélytes.

Les Indiens vivent hors des réserves, les métis et les Inuits résident aussi chacun un négociateur. Mais c'est M. Mercredi qui symbolise la victoire historique des « premières nations », qui ont obtenu le droit de former leurs propres gouvernements autonomes. Ovidé et Mercredi, l'APN a cependant refusé d'appuyer l'entente de Charlottetown. M. Mercredi est en réalité à faire lui-même la tournée des réserves pour convaincre leurs habitants, qui boudent généralement les scrutins des Blancs, de voter « oui ».

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU : contre le « chantage »

A soixante-trois ans, M. Pierre Elliott Trudeau, qui fut premier ministre du Canada pendant quinze ans, sort rarement de la retraite politique qu'il s'est imposée en 1984. Mais quand il le fait, tout le pays l'écoute. Il avait verbalement condamné l'accord du lac Meech ; il a fermement rejeté l'entente de Charlottetown et sa voix a porté loin parmi les anglophones.

Artisan acharné d'un État fédéral fort qu'il a rendu officiellement bilingue, il opposera, le 26 octobre, « un « non » qui ne sera pas séparatiste » à ce qu'il considère comme une dangereuse décentralisation des pouvoirs d'Ottawa. Il dénonce notamment les futurs gouvernements amérindiens comme étant « carrément racistes », parce que rien ne garantit que des Blancs puissent y participer. Destructeur des droits collectifs des citoyens, M. Trudeau a introduit une « charte des droits et libertés » des individus dans la Constitution de 1982, modifiée sans l'aval du Québec. Donner l'autonomie gouvernementale aux Amérindiens et céder au « chantage » séparatiste des Québécois en leur permettant de préserver leur « société distincte » revient, selon lui, à établir une « hiérarchie » inacceptable entre diverses catégories de citoyens et contraire à l'esprit de sa charte.

En votant « non », assure-t-il, les Canadiens « auront la paix » : le débat constitutionnel sera enterré pour longtemps. Même si son ancien bras droit Jean Chrétien, qui lui a succédé à la tête du

Parti libéral fédéral, leur dit le contraire et milite pour le « oui ».

JACQUES PARIZEAU : le « prof » de la souveraineté

Professeur d'économie, Jacques Parizeau, chef du Parti québécois (PQ, opposition) est entré en politique, dit-il, « pour une seule raison : réaliser la souveraineté du Québec ». Cet érudit a adhéré à son parti en 1969, peu après que René Lévesque l'eût fondé. A ses yeux, le cadre fédéral canadien était devenu un « frein » au développement de sa province. Un Québec « adulte » se devait donc d'être indépendant. Ce sera son credo.

Lorsque le PQ arriva au pouvoir en 1976, M. Parizeau devint logiquement le grand architecte du gouvernement Lévesque. Mais en 1980, sa déception est immense : les Québécois votent à 80 % contre la souveraineté. Tirant les leçons de cet échec, René Lévesque met cette thèse « en veilleuse » en 1984. Jacques Parizeau l'orthodoxe ne peut l'accepter. Il démissionne du gouvernement et retourne enseigner.

En 1987 toutefois, la décision de René Lévesque ravive les querelles intestines au sein du PQ, chassé du pouvoir deux ans plus tôt. Pour revenir à un programme clair, c'est le « prof » qu'un appelle à la rescousse. L'idée de la souveraineté qu'il remet en selle reçoit un précieux coup de pouce avec l'échec de l'accord du lac Meech. Le chef du PQ fait alors pression pour obtenir qu'un nouveau référendum soit organisé sur la souveraineté, pendant qu'elle se vent en poupe. Sans succès.

Durant sa campagne, ce sexagénaire aux rondeurs rassurantes s'est efforcé de convaincre d'un « non » au projet de Charlottetown n'équivalait pas à un « oui » à la souveraineté : son option n'a plus la faveur de qu'environ 40 % des Québécois, comme en 1980. Le « prof » sait qu'il lui faudra reconquérir le pouvoir, pour mieux user de ses talents de pédagogue.

PRESTON MANNING : le « non » des ultraconservateurs

Fils d'un premier ministre de l'Alberta, Preston Manning est un populiste et ne se cache pas. Contempteur du bilinguisme officiel des instances fédérales, farouche avocat de « l'égalité de toutes les provinces devant la Constitution », ce consultant en management de cinquante ans, aux convictions religieuses ancrées dans le mouvement chrétien fondamentaliste, dirige le Reform Party depuis sa création en 1987.

Ce parti, qui n'a qu'un député à Ottawa, mais dont le poids grandit dans l'ouest du pays, est soutenu d'accroître son influence dans la Fédération, notamment par une réforme du Sénat. Le compromis de Charlottetown à ce sujet ne suffit pas, aux yeux de M. Manning. Mais les arguments qui lui valent le plus franc succès sont qu'une victoire du « non » forcera le Québec à « choisir une fois pour toutes » entre le Canada ou l'indépendance et « signifiera la fin » du gouvernement du conservateur Brian Mulroney.

POLITIQUE

Le débat sur l'usure et le «dépassement» du Parti socialiste

Les fabiusiens réclament le départ de M^{me} Lienemann du gouvernement

La déclaration de M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, estimant que «le PS a fait son temps», continue à provoquer des remous au sein du Parti socialiste. La fédération de l'Aude, fabiusienne, a demandé, jeudi 22 octobre - comme M. Claude Bartolone, proche de M. Laurent Fabius, l'avait fait la veille, - le départ de M^{me} Lienemann du gouvernement.

M^{me} Lienemann et ses amis du courant Gauche socialiste ont contre-attaqué après la séance du bureau exécutif, le 21 octobre, au cours de laquelle M. Laurent Fabius avait déclaré «inadmissible» le comportement du ministre délégué au logement. Bien qu'elle précise, dans un entretien publié par le mensuel L'Unité, qu'elle n'est pas «une faible femme», M^{me} Lienemann a reçu le renfort de MM. Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, respectivement sénateur et député de l'Essonne, «Aucune évidence sociale, électorale, aucun instinct des situations ne joue pour faire bouger les cervelles étiroquées qui jouent au Meccano politique à la tête du PS», écrit M. Mélenchon dans le bulletin de leur courant, A gauche.

Le sénateur de l'Essonne estime que «jamais les conditions politiques pour mettre en œuvre la dynamique «rouges-roses-verts» n'ont été aussi propices» et il s'empresse de ne pas voir la direction du PS s'engager dans cette voie, «Fendant les frontières, la «modernisation» lui son plein», écrit-il, en accusant les dirigeants socialistes de pratiquer le «putsch» pour contrôler les fédérations et les candidatures aux élections législatives : «Putsch dans la Somme,

putsch dans l'Essonne, putsch dans l'Aisne!» Dans le Parisien de vendredi, M. Dray affirme que M. Fabius «est devenu complètement hystérique», et fait qu'il comprend que le PS ne lui appartient pas. L'ancien vice-président de SOS-Racisme, Le PS, c'est aussi mon parti. Il appartient à tous ceux qui l'ont fait et qui continuent de l'animer.

«Nous n'acceptons pas le départ de M. Fabius, ajoute M. Dray. Si l'on veut que l'on parle, qu'il prenne ses responsabilités! Nous, nous ne sommes pas partisans». Le même jour, dans Libération, le député déclare : «M. Fabius était venu pour moderniser le parti et, pour l'instant, cela se réduit à une chose aux ordres de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui, n'hésitant pas à prendre des fédérations des minorités, n'hésitant pas à demander le départ de ministres lorsqu'ils ne sont plus d'accord ou qu'ils ne sont plus sous son autorité. Je trouve que c'est insupportable.» M. Dray avait fait savoir, jeudi, qu'il avait décidé de ne plus payer ses cotisations au PS, mais au premier secrétaire fédéral, destitué par la direction du parti et qui appartient à la Gauche socialiste.

M^{me} Guigou : la nécessaire «rénovation»

M^{me} Lienemann elle-même a précisé, jeudi, à Lyon, où elle se trouvait à l'occasion d'un Tour de France de l'habit, «ne pas avoir l'intention de quitter le PS et, encore moins, le gouvernement». Cependant, le premier secrétaire de la fédération de l'Aude (fabiusienne), M. Jean-Claude Pérez, a adressé au premier ministre une lettre dans laquelle il exprime le souhait que M^{me} Lienemann quitte le gouvernement. Quant à la fédération du Val-de-Marne, à direction jospiniste, elle évoque l'affaire

des familles maliennes installées sur l'esplanade du château de Vincennes pour «constituer l'incapacité» de M^{me} Lienemann «à exercer ses talents et à placer son activisme au service d'une cause, pourtant urgente et dramatique, et qui relève de son autorité en tant que ministre».

Invité de la radio locale O'FM, M. Lionel Jospin a déclaré, jeudi, que si M^{me} Lienemann «pense vraiment que le Parti socialiste a fait son temps, elle peut créer (son parti) et se présenter sous ses couleurs, et on verra». «Les formations politiques sont indispensables à la vie démocratique», a souligné l'ancien ministre de l'Éducation nationale. Il a expliqué que «le PS (...) n'a, au fond, pas véritablement d'autre ressource, pour les mois qui viennent, que de se serrer avec le gouvernement, même si beaucoup (...) pensent qu'il faut commencer à tirer les leçons du passé et réfléchir avec un certain nombre de propositions nouvelles pour la période qui vient».

Invitée du «Grand Débat» de Radio-Silicon, jeudi, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a déclaré que pour mener à bien sa «rénovation», qui «prendra du temps», le PS «a besoin de stimulants extérieurs, c'est-à-dire de réflexions qui ne mènent non pas contre lui, mais à côté de lui». Elle a annoncé qu'elle continuera à participer aux travaux du club de M. Jacques Delors, Témoin, au lancement duquel elle avait assisté, à Lorient, au début du mois. M^{me} Guigou a souligné, d'autre part, que le président de la République «ne bien» et «qu'il n'est jamais meilleur que lorsqu'il faut être combattu». «Rien n'indique aujourd'hui, a-t-elle dit, qu'il n'ait pas l'intention d'aller au bout de son mandat.»

Devant l'ONU

Le président du FLNKS réprovoque «la résurgence des vieux démons» en Nouvelle-Calédonie

Le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, a dressé, mardi 20 octobre, à New-York, devant la quatrième commission de l'Assemblée générale de l'ONU en charge des questions de décolonisation, un bilan alarmant de l'évolution de l'application des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Le chef de la coalition indépendantiste calédonienne a notamment déclaré : «S'il est clair que des choses positives ont été enregistrées, il n'en demeure pas moins, pour nous, que cette photographie doit être nuancée et mesurée dans les risques qu'elle comporte. Il apparaît aujourd'hui que la volonté politique du mouvement kanak et des forces progressistes du pays de s'attaquer aux déséquilibres inhérents au système colonial calédonien contraste avec l'attentisme de l'Etat et la politique conservatrice d'une droite locale, majoritaire au Congrès du territoire et qui contrôle l'économie du pays (...).

«Le FLNKS est toujours demandeur de réformes dans des domaines importants», a ajouté M. Néaoutyine. Tout d'abord la réforme du régime fiscal actuel pour que la richesse créée localement serve à financer le développement du pays. Il faut savoir que, cette année, la fiscalité indirecte représente 65 % des recettes fiscales du pays contre 35 % pour la fiscalité directe. (...) L'appui au développe-

ment local demeure aussi une des clés de vote du processus. Si les initiatives et l'enthousiasme ne manquent pas de la part des populations locales, force est de constater une tendance à la monopolisation de l'économie par une classe de privilégiés du RPCR. Le mouvement que précède M. Jacques Lafleur, député RPCR, influent dans le grand Nouméa. A cela s'ajoute l'absence d'une banque de développement, qui désavantage les petits promoteurs et ce malgré la présence d'organismes financiers tels l'Institut calédonien de participation et la Banque calédonienne d'investissement qui, plutôt que de soutenir l'initiative, se gardent d'affronter les problèmes de développement que connaissent les producteurs kanaks. La tendance générale privilégie les grands projets et laisse peu de place aux initiatives locales qui sont pourtant nécessaires pour que les gens se sentent concernés par la construction du pays. (...)

«Notre inquiétude est aussi de constater que la question foncière est traitée comme si le revendication foncière kanak avait définitivement trouvé son épilogue. (...) La terre, faut-il le rappeler, reste un référent identitaire fort pour notre peuple et un symbole de la libération progressive de notre pays du passé colonial. (...) De nombreuses mesures ont été prises pour démocratiser le système éducatif calédonien, mais les résultats sont pourtant alarmants puisqu'ils montrent que si de plus en plus d'enfants kanaks sont scolarisés dans la primaire, la sélection qui s'opère dans le secondaire fait toujours réussir davantage d'enfants européens et de moins en moins d'enfants kanaks, wallisiens, tahitiens ou autres. (...) Le programme de formation des cadres périclète aujourd'hui par manque de candidats kanaks susceptibles de pouvoir suivre une telle formation du fait des critères de sélection trop élevés par rapport aux niveaux de formation existants».

«La radicalisation de la droite locale»

Le président du FLNKS a notamment conclu : «Nous sommes dans un engrenage qui ne correspond pas à ce que nous espérons de la part de la France des droits de l'homme. (...) Après avoir espéré que cette France accompagnée pour une fois, dans sa marche pour son émancipation, un peuple qu'elle a colonisé, doit-on nous dire aujourd'hui encore qu'il l'instaurer des autres peuples colonisés qui ont déjà accédé à l'indépendance la décolonisation de notre pays ne peut relever en fin de compte que de notre seule responsabilité? (...) L'année 1992 sera décisive car un bilan politique sera tiré sur les quatre années passées. (...)

«Je dois dire cependant que le climat politique actuel dans notre pays se caractérise par la résurgence des vieux démons de l'intégrisme et du mépris de la part des nantis envers ceux qui aspirent à plus de dignité et qui veulent s'affranchir de la tutelle des milieux économiques et affairistes. Notre inquiétude est de voir dans cette radicalisation de la droite locale le prélude d'une politique qui remettrait en cause les acquis de ces dernières années à la faveur d'un retour de la droite au gouvernement de la France, à l'issue des prochaines élections législatives de mars 1993».

De retour à Paris, mercredi 21 octobre, M. Néaoutyine devait avoir une nouvelle série d'entretiens politiques.

Le reflux rose

Suite de la première page

«Heureusement que j'ai annoncé ma décision ce jour-là, observe M. Métais aujourd'hui, car, sinon, je me serais sans doute à nouveau laissé tenter. Ça me gêne de partir au moment où le bateau coule...»

Le même soir, M. Jean Giovannelli (Morbihan) se promettait, lui aussi, de «tourner la page» en 1993, parce que, explique-t-il, «la chose publique est une mission, pas un métier». Et ce quinquagénaire grisonnant, qui a toujours prôné le renouvellement et le rejetissement de la classe politique, a pensé que le moment était venu de «s'appliquer ses propres principes». Pour M. Jean-Michel Belorgey (Allier), c'est la grille de la session parlementaire de l'automne 1991 qui a été décisive. Auteur d'un livre-réquisitoire sur le fonctionnement du Parlement (1), le président de la commission des affaires sociales, familiales et culturelles de l'Assemblée nationale a fait lucidement ses comptes. «La dose d'énergie dépensée pour le produire l'on obtient très vraiment peu d'un bon rapport qualité-prix», déclarait-il en novembre 1991, pour justifier sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat.

Quant à M. Freddy Deschaux-Beaume (Eure), dont la résolution ne date que du mois d'août, il confie, tout simplement, qu'il lui a fallu «l'insistance d'une fillette de trois ans et quatre semaines de vacances en famille pour se convaincre de passer la main...»

«Ce fut sans doute mon plus beau jour...»

Car on ne baisse pas comme cela le rideau sur «l'aventure giscardienne» de onze ans de vie parlementaire. Même si, à l'exception de M. Belorgey, qui a exercé de hautes responsabilités au sein de l'Assemblée nationale pendant cette législature, la plupart sont restés de modestes députés de base. Huit d'entre eux étaient instituteurs ou professeurs en 1981. M. Lambert, en gauchiste, la barbe dissimulée. Certains étaient déjà maire de petite ville ou conseiller général. D'autres ne connaissaient de la vie politique que les réunions militantes de section socialiste et le collage nocturne d'affiches pour le candidat François Mitterrand. En juin 1981, les voilà candidats aux élections législatives... et victorieux. «Ce fut sans doute mon plus beau jour, se souvient M. Métais. Le 21 juin, je suis sorti sur la place de ma petite commune et j'ai annoncé que j'étais élu. Un député socialiste au cœur de la Vendée, c'était à peine croyable. J'ai vu des vieux républicains et plus de quatre-vingts ans fonder en larmes...»

A quelques centaines de kilomètres, en pleine bocage normand, dans l'Orne, l'élection de M. Lambert suscitait la même incrédulité. Ce professeur de philosophie dans un collège privé, ancien séminariste, militant au PS depuis 1978, s'était retrouvé candidat «complètement par hasard, parce que personne ne voulait partir pour se faire battre». D'autant que son adversaire, M. Hubert Bassot, n'était rien moins que le député sortant, solidement implanté dans cette terre de tradition démocrate-chrétienne et, surtout, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, dont il organisait les voyages présidentiels.

Quelques jours plus tard, à la gare Montparnasse, M. Lambert se plante devant un plan de métro. Il appuie sur le bouton Chambres-de-Députés, pour connaître l'itinéraire. «Vous y êtes? Oui. Moi aussi. La voix était celle d'un autre tout ouvrier élu socialiste de l'Aube, M. Michel Cartelet...»

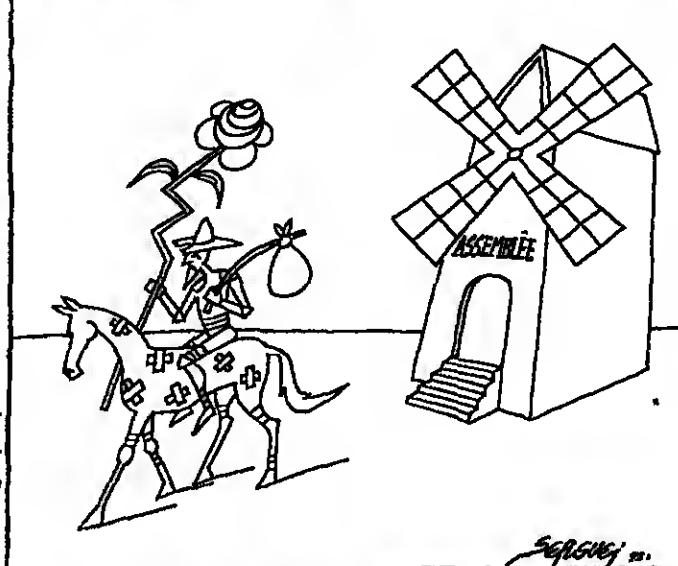
De leurs premiers jours à l'Assemblée, ils se souviennent tous avec émotion. Ils entraînent «dans un autre monde». «J'avais cinquante et un ans, je savais que je ne reprendrais pas la classe», raconte M. Métais, qui venait de confier ses élèves à son épouse. Le bouleversement est encore plus grand pour M. Deschaux-Beaume, qui n'était entré en politique qu'en 1980, après le décès accidentel de sa femme, à laquelle il avait succédé au conseil général, puis au conseil municipal, à la faveur d'élections partielles. «Quand je suis arrivé, je ne connaissais personne, à part les trois autres députés de mon département. Je me suis vraiment senti tout petit...»

Tout petit, mais «tout puissant», raconte M. Lambert. «On démissionnait, on allait tout changer, tout transformer», se rappelle-t-il. Ils ne comptent plus les nuits passées

dans l'hémicycle, à voter la première des lois de décentralisation, les nationalisations, la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés, ou à écouter M. Robert Badinter plaider pour l'abolition de la peine de mort. M. Giovannelli a encore dans les oreilles le discours de politique générale de M. Pierre Mauroy, premier ministre : «C'était Christophe Colomb découvrant l'Amérique! On se disait bien, de temps en temps, qu'il y avait peut-être trop d'enthousiasme, mais on avait tellement envie d'y croire!», ajoute-t-il.

«L'apprentissage des freins»

Les premiers temps, tout est merveilleux. Lorsqu'ils retournent dans leur circonscription, les militants les accueillent, comme des héros et ils sont encore tout surpris de s'entendre appeler avec



déférence «monsieur le Député» par le préfet, se souvient M. Métais. Mais, petit à petit, ils vont faire «l'apprentissage des freins», selon la formule de M. Lambert. Elle d'un département très rural, il découvre avec stupeur, au bout de six ou sept mois, que certaines des propositions du programme socialiste en matière agricole étaient «interdites par l'Europe», que l'on devait «compter avec l'avis du Conseil constitutionnel» et que, «pour transformer nos idées en texte, il fallait des compromis, des amendements et d'interminables navettes parlementaires».

Les militants, eux, ont du mal à réaliser. Surtout lorsque s'impose la pause des réformes et la rigueur budgétaire. «Ils ne comprennent pas que l'on ne puisse pas tout faire. Ils nous disent : «Vous avez promis, donc vous devez tenir», observe M. Deschaux-Beaume. La coupure ira s'aggravant : «Ceux-là mêmes qui avaient tout fait pour nous faire élire, qui s'étaient battus avec nous, ont très rapidement un réflexe anti-élus, antipolitiques. Nous avions changé et nous étions incapables de leur expliquer pourquoi», constate M^{me} Mora.

Normalement, agrégée d'histoire, M^{me} Mora a vécu toute l'histoire socialiste depuis son engagement à l'UNEF, en 1959. En raison de ses fonctions de membre du comité directeur, puis de secrétaire nationale, les couloirs du Palais-Bourbon étaient déjà devenus, pour elle, des lieux familiers, bien avant qu'elle ne fût élue députée. La navette de ses collègues de 1981 l'irrite un peu, et elle s'inquiète très tôt de voir son parti «déconnecté de sa base militante par l'expédition du pouvoir». M. Robert Le Foll (Seine-et-Marne) partage sa préoccupation. «Petit à petit, dit-il, on a cessé de faire de la politique. Les problèmes d'hommes ont pris trop de place par rapport aux idées. Le PS a eu tendance à devenir un parti d'élus, fiers de leurs fiefs, c'est-à-dire tant ce qu'on avait détesté dans la SFIO.»

A partir de 1984, observe M. Métais, «notre fonction de député socialiste a été vraiment démystifiée». Surtout à cause du chômage, ajoute-t-il. On a réalisé que, dans nos permanences, face à nos électeurs, on n'avait plus de réponse à donner, plus de recette à proposer. «Four M. Giovannelli, la vraie coupure se fait en 1986. «On s'est retrouvé dans l'opposition. Et on a vu débarquer toute une bande d'anciens ministres, avec leur cohorte de conseillers, qui ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. Ceux-là n'ont plus eu qu'une seule envie : revenir au pouvoir.»

L'élection présidentielle de 1988, puis les législatives leur redonnent la foi, même si elle n'est pas aussi pure que sept ans plus tôt. «On

tenait un langage réaliste, plein de sagesse», remarque M. Métais. L'embellie est de courte durée. Les déchirements entre les dirigeants socialistes sont à leur apogée : les ambitions ministérielles se réveillent d'autant plus que le temps passe, le dogme du franc fort limite la politique de réformes. «J'ai perdu tout mon enthousiasme lors du débat de l'automne 1989 sur la loi de finances pour 1990, quand j'ai vu que Michel Rocard, l'homme de la politique contractuelle, ne la mettait pas en place», observe M^{me} Mora. «Six mois après la réélection de François Mitterrand, on s'est encalminé, relève M. Giovannelli. On a répondu aux revendications des classes moyennes et on n'a pas pris conscience de l'effondrement du monde rural et des angoisses des plus défavorisés. Les socialistes ont incité les gens à jouer aux courses ou à la Bourse et, après, ils se sont étonnés de les voir devenir individualistes!»

Puis sont arrivés l'amnistie et son cortège d'affaires politico-financières. «Tout le monde nous en a parlé, se souvient M. Des-

chaux-Beaume. Les gens sont conquis par ce si nous avons voté l'amnistie, c'est que nous osons tous quelque chose à nous reprocher. «On m'a traité de «pourri» dans la rue. Rien n'a plus blessé. Lorsque vous êtes accusé de cela, c'est vraiment que quelque chose s'est cassé», soupire M. Lambert. «J'ai la même maison, les mêmes amis qu'avant 1981. Et j'ai aussi une R 25, comme beaucoup de pères de famille nombreuse, mais, moi, on me demande de le justifier!», s'indigne M. Le Foll.

Une extraordinaire aventure

A l'heure des bilans, le ton n'est pourtant pas à l'amertume. Bien sûr, il y a les vraies déceptions, grandes ou petites. Celle très concrète, par exemple, de M. Métais, qui s'en veut de partir sans avoir pu tenir la promesse de faire voter la révision des pensions de retraite aux veuves d'agriculteurs. «Je ne pensais pas que la gauche pourrait leur refuser cela», dit-il avec tristesse. Celle, ressentie par M. Deschaux-Beaume comme par M. Belorgey, que leur inspire la fin de non-recevoir du gouvernement sur le texte relatif à la dépendance des personnes âgées.

Restent, malgré tout, une immense fierté et le sentiment d'avoir vécu une extraordinaire aventure. «Avant, je n'étais confronté qu'aux problèmes de ma profession. Là, j'ai découvert les préoccupations de toutes les catégories socio-professionnelles. Moins d'assistance sociale dans les permanences est sans doute, finalement, celle qui m'a rendu le plus fier», souligne M. Deschaux-Beaume. M^{me} Mora emportera, elle, deux grands souvenirs : «La création du groupe d'amitié avec le Costa-Rica et... la mise hors gel de la voirie Tours-Loches!» «J'ai tissé un réseau de relations, j'ai rencontré et j'ai vécu aux côtés de gens que l'instituteur d'école publique que j'étais n'aurait jamais pu croiser», observe M. Métais.

A l'exception de M. Belorgey, qui ne dispose d'aucun autre mandat électif, tous vont, désormais, retrouver à plein temps la mairie ou le mandat de conseil général ou régional qui, entre-temps, sont tombés dans leur escarcelle. Nombreux sont ceux qui se sont déjà réassignés sur les droits des anciens parlementaires à venir circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon. Tous promettent de revenir régulièrement. Sans regret. Requiescant in pace. Qu'ils reposent en paix!

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Le Parlement à refaire, Gallimard-Le Débat, 1991.

POLITIQUE

Un député «refondateur» negotiations entre le go

Le député socialiste de l'Essonne, M. Claude Bartolone, a été élu président de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez. M. Bartolone a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Pérez, qui a été élu à la présidence de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez, a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Bartolone a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Pérez, qui a été élu à la présidence de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez, a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20.

L'impôt de solidarité sur la

Le député socialiste de l'Essonne, M. Claude Bartolone, a été élu président de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez. M. Bartolone a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Pérez, qui a été élu à la présidence de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez, a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Bartolone a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20. M. Pérez, qui a été élu à la présidence de la fédération de l'Aude, fabiusienne, à la place de M. Jean-Claude Pérez, a été élu à la majorité absolue, avec 15 voix sur 20.

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

L'IMMOBILIER

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Un député «refondateur» dénonce les négociations entre le gouvernement et le PCF

Le vote sur le projet de loi de finances pour 1993 pourrait provoquer l'écroulement du groupe communiste de l'Assemblée nationale. C'est, en tout cas, ce qu'a clairement laissé entendre l'un des contestataires du groupe, M. Jean-Pierre Brard, député de Seine-Saint-Denis, dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 octobre, alors que le gouvernement négociait avec la direction du PCF pour obtenir l'assurance que les députés de ce parti s'abstiendraient lors du vote.

M. Brard ne déçoit pas. Invité, en tant que porte-parole du groupe communiste dans la discussion budgétaire, à participer, dans la soirée de jeudi, à une réunion de négociation avec des représentants du gouvernement, M. Brard,

député de Seine-Saint-Denis et maire de Montreuil, qui se range parmi les «refondateurs» du PCF, a été informé, peu de temps auparavant, que celui-ci avait été annulé. Cependant, arrivant au Palais-Bourbon pour participer à la séance de nuit, il a appris qu'une autre rencontre avait eu lieu, le même jour, à 20 heures, entre le ministre du budget, M. Martin Malvy, entouré de quelques-uns des principaux collaborateurs du premier ministre, et une délégation de la direction du Parti communiste conduite par un collaborateur du comité central, M. Patrick Le Hayric.

Ultré par le fait que les députés communistes avaient été, ainsi, exclus de la négociation, M. Brard a choisi de rendre publiques les bases de l'accord préparé par le PCF et le gouvernement, à savoir l'abaissement de 3,7 % à 3,5 % du plafond au-delà duquel

s'appliquent les dégrèvements sur la taxe d'habitation (en fonction de l'impôt sur le revenu acquis par le contribuable) et l'extension des bourses d'enseignement. Or, a précisé le député, les exigences du groupe portent sur bien d'autres points, tels que le plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties, l'établissement d'un taux plancher pour la taxe professionnelle, une réforme des conditions de financement des logements sociaux et l'amélioration des avantages consentis aux épargnants titulaires d'un livret A.

Selon les représentants du gouvernement, les concessions faites au PCF représenteraient, au total, un coût de l'ordre de 1,7 milliard de francs. M. Brard les évalue, pour sa part, à 700 millions de francs. Selon le rapporteur général de la commission des finances, M. Alain Richard (PS), qui n'a pas participé à ces tractations, mais qui

n'en a pas démenti l'existence, le principal geste en direction du PCF (l'abaissement du plafond pour la taxe d'habitation) représenterait un manque à gagner pour l'Etat de 400 millions à 500 millions de francs. Qu'il en soit, c'est trop peu, nous a indiqué M. Brard, pour que lui-même et plusieurs autres membres du groupe communiste à l'Assemblée nationale acceptent de ne pas participer au vote de la censure.

Embarrasser M. Marchais

A quelques heures du vote sur la première partie du projet de budget, consacré aux recettes, un tel débâchage ne manquera pas, bien entendu, de donner une impression de désordre. La sortie nocturne de M. Brard, destinée à peser dans la négociation avec le gouvernement, pourrait bien, en effet, aboutir à la faire échouer. Elle vise, également, à embarrasser M. Georges Marchais et la direction du PCF : comment celle-ci pourrait-elle expliquer que ses représentants, accusés de trahison sociale-démocrate, soient aussi les plus intransigeants vis-à-vis du pouvoir socialiste ?

Vendredi matin, au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, on contestait toutefois la version et l'analyse des faits évoqués par M. Brard. On affirmait que le maire de Montreuil avait été invité par M. Lajoie à s'associer aux négociations en cours avec le gouvernement, comme c'est au demeurant l'habitude au cours de toute discussion budgétaire. On précisait que M. Brard avait même participé à une réunion de travail, le 22 octobre, au cours de laquelle il avait été question de la mise en œuvre de la loi de finances pour 1993. On ajoutait que M. Brard avait même participé à une réunion de travail, le 22 octobre, au cours de laquelle il avait été question de la mise en œuvre de la loi de finances pour 1993. On ajoutait que M. Brard avait même participé à une réunion de travail, le 22 octobre, au cours de laquelle il avait été question de la mise en œuvre de la loi de finances pour 1993.

JEAN-LOUIS SAUX

La droite s'oppose à la révision du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune

A malin, malin et demi. Pendant quelques instants, jeudi 22 octobre, les députés de droite ont cru avoir supprimé, comme au temps de la cohabitation, l'impôt sur la fortune. Au terme d'un long débat consacré à cet impôt à combien symbolique, le ministre du budget, M. Martin Malvy, venait, assez curieusement, de lever la réserve du vote sur l'article 6 du projet de loi de finances, qui actualise le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Après contestation des députés de l'opposition, le président de séance, M. Raymond Forni (PS), était contraint de procéder à un nouveau vote, par assis et debout. Il lui a fallu, alors, se rendre à l'évidence : la droite ne peut pas empêcher la révision du barème de l'ISF. Ravis d'avoir mis le gouvernement en minorité, les députés

de l'opposition se sont imaginés que, du même coup, l'ISF lui-même était supprimé.

«Je suis content de voir les signes de gauchité de l'opposition», observe le rapporteur du budget, M. Alain Richard. Le croyait que l'opposition était favorable au maintien de l'ISF, mais, apparemment, elle veut la suppression de cet impôt, puis-elle se réjouit d'un vote qui, s'il était suivi d'effet, aurait précisément ce résultat. Le ministre du budget n'est donc, à son tour, pas satisfait de la réaction de l'opposition. «Grâce à vous», a-t-il dit, «l'Etat fait une économie de 200 millions de francs». Le gouvernement souhaite revenir ultérieurement sur cette décision : le barème ne peut, en effet, être relevé. Sans modification des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée, la conséquence pratique pour les contribu-

bles serait donc de payer un impôt d'un montant supérieur à celui de cette année.

Cet épisode plutôt cocasse de la discussion budgétaire illustre la manière dont majorité et opposition cherchent, sous le regard attentif des députés communistes, à alimenter leurs arguments pour la prochaine campagne électorale. Cependant, à de très rares exceptions près, le vote des articles du projet de loi de finances demeure réservé (le Monde du 23 octobre). Outre l'article 6, le gouvernement est parvenu à faire adopter, à l'unanimité, le nouveau dispositif de réduction d'impôts pour les familles d'enfants scolarisés dans le second degré ou dans l'enseignement supérieur, tout en refusant d'en étendre le bénéfice aux parents d'enfants placés en apprentissage.

J.-L. S.

CARNET DU Monde

Mariages

— Anne PORTELLA et Pierre FAUGAM

soit heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité familiale, le 24 octobre 1992.

12, rue Montauban, 75015 Paris.

Décès

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille. Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre ACCARD,

ami de Famille Israëli,

survenu le 21 octobre 1992.

— Les familles Beigbeder et Cadier ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M^{me} Evaline BEIGBEDER,

née Cadier,

le 20 octobre 1992.

«La Grange»,

64490 Ozoir-en-Ardenne.

— Flore Cohen,

son épouse,

Raphaël et Rosine Cohen,

Claude et Micheline Cohen,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice R. COHEN,

le 18 octobre 1992.

Les prières sont dites au 156, rue de Paris, 92100 Boulogne.

— M^{me} Jean Ginolhac,

Ses enfants et petits-enfants,

font part du décès de

Jean GINOLHAC,

inspecteur général honoraire de l'administration,

commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré le vendredi 30 octobre, à 14 h 30, en l'église réformée d'Antony, 53, rue Erlanger, Paris-16^e.

Il rappelle le souvenir de son fils

Jean-Philippe GINOLHAC,

décédé le 15 août 1988.

«Dieu nous a ressuscités ensemble et nous a fait assister, ensemble dans les lieux célestes, en Jésus-Christ.»

Épître, 2 v. 6.

78, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

— La présidente,

Et les membres du conseil d'administration d'information, défense, actionnaire (DIAI).

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 19 octobre à Paris, du

docteur Pierre LESTERLIN,

médecin du travail.

Ses amis garderont le souvenir d'un homme de convictions, dont le dévouement émit à toute épreuve et dont l'habileté chasteuse créait un climat de confiance et d'optimisme.

— Le docteur René Schmitt,

son épouse,

Alain et Pierrette Schmitt,

à Saint-Maxime,

Odile et Jean-Louis Daroussin,

à Muret,

Génévieve et Hubert Gaugier,

à Vaudrey,

Ses enfants,

David, Claire, Loïc,

Véronique et Jérémie Daroussin,

Marie, Nelly et Nicolas Gaugier,

Ses petits-enfants,

M. et M^{me} André Sol,

M^{me} Lucie Magdelaine,

sont dans la peine.

Il font part de la mort du

docteur Maguy SCHMITT,

qui vient de les quitter à l'âge de soixante-dix ans.

Il vous invite à prier avec eux, au cours d'une messe dite en l'église Notre-Dame, 23, rue de la Chapelle, à Metz, sa paroisse, le samedi 24 octobre 1992, à 11 heures.

Il n'y aura pas d'enterrement ; le corps de Maguy sera incinéré et ses cendres dispersées, au printemps, dans la montagne du Queyras qu'elle aimait tant.

12, allée des Frères, 57420 Foy.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Dominique Stolloff, sa femme, Gabriel, son beau-fils, Viviane Forrester, sa mère, Simon et Olga Stolloff, son père et sa belle-mère, Bernard et Jeanette Stolloff, son frère et sa belle-sœur, Julia, sa nièce, Didier et Cornélie Rodelle, Jean et Denise Brard, ses beaux-parents, leurs enfants et petits-enfants, Toute sa famille, Tous ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jean STOLLOFF,

survenu le 17 octobre 1992.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le vendredi 23 octobre au cimetière du Montparnasse.

5, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

— René et Armand Amzalag, Franco et André Tolodano, Annie et Mony Bénéol, ses enfants,

Sébastien et Pierre, Anne, Alexandra et Marc Amzalag, Franck et Isabelle Tolodano, Gilles Bénéol, ses petits-enfants,

Margot Amzalag, son arrière-petite-fille, Les familles Bousira, Partouche, Cohen, ont l'immenable chagrin de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de leur chère «Mamita»

M^{me} Gracia TOLEDANO,

née Bousira,

survenue à Paris le 21 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 23 octobre, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

38, rue Dombasle, 75015 Paris.

Anniversaires

— Le 24 octobre 1991,

Jacques DELACAMPAGNE

nous quittait au terme d'une longue maladie.

So famille demeurait à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir, en ce jour anniversaire, une pensée pour lui.

— Julien GIBBERT

nous a quitté le 23 octobre 1990.

Ses parents rappellent son souvenir à tous ceux qui l'ont aimé.

— Le 23 octobre 1989 disparu

Alain LANDREAU.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

— L'association Mémoire juive de Paris présente sa troisième exposition photographique L'immigration juive et son intégration dans la nation (1880-1940), du 23 octobre au 8 novembre 1992 inclus, à la mairie du dixième arrondissement, 72, rue Saint-Martin, de 10 heures à 18 h 30. Entrée libre. Métro Château-d'Eau ou métro République.

SOCIÉTÉ

Au Sénat

La loi sur le harcèlement sexuel est définitivement adoptée

Le Sénat a définitivement adopté, jeudi 22 octobre, le projet de loi sur l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail. Le PS, le RPR et l'UDF ont voté pour le texte qui modifie le code du travail et le code de procédure pénale. Le groupe communiste s'est abstenu.

Avec l'adoption par le Parlement du projet de loi sur l'abus d'autorité en matière sexuelle, la France devient le premier pays de la Communauté à se conformer aux recommandations de la Commission européenne et à bénéficier d'un dispositif juridique permettant à la fois de prévenir et de sanctionner le harcèlement.

ou aurait refusé de subir, des agissements de harcèlement d'un employeur, de son représentant ou de toute personne qui abuserait de son autorité. Il définit également les moyens de pression et au profit de qui se fait le harcèlement : « Donner des ordres, prêter des menaces, imposer des contraintes ou exercer des pressions de toute nature sur le salarié dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers ».

Afin que les victimes puissent plus facilement qu'aujourd'hui porter la preuve des actes incriminés, le législateur a eu le souci de protéger les témoins en interdisant tout licenciement ou toute sanction à leur encontre. Les sénateurs ont même tenu à préciser qu'il ne devait pas être tenu compte dans la car-



liement sexuel, dans le secteur privé, et même, à la demande des députés, dans le secteur public.

Comme l'a rappelé, lors du vote au Sénat, le secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation, M^{me} Véronique Neiertz, le souhait du gouvernement était de « trouver une solution qui ne soit pas interprétée comme néo-paternaliste, mais qui préserve les relations entre hommes et femmes, et ne tombe pas dans les excès américains ».

Déjà, lors de l'examen du projet de réforme du code pénal, M^{me} Yvette Roudy, députée socialiste du Calvados, ancien ministre des droits des femmes, était parvenue à faire voter un amendement intitulé : « Du harcèlement sexuel à la violence sexuelle ». Cet amendement prévoyait que « le fait, par quiconque abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, d'exercer des pressions afin d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, est puni d'un an d'emprisonnement et de 10 000 F d'amende ». Cet amendement devait entrer en vigueur avec l'ensemble du nouveau code pénal, le 1^{er} mars 1993.

Le texte Roudy caractérisait le harcèlement comme une pression exercée par l'employeur ou un supérieur hiérarchique afin d'obtenir des faveurs d'ordre sexuel. Celui de M^{me} Neiertz, qui modifie cette fois le code du travail et le code de procédure pénale, va plus loin. Il interdit toute sanction et tout licenciement d'un salarié qui aurait subi,

rière d'un salarié - que ce soit pour l'embauche, la promotion, la formation ou la rémunération - du fait qu'il a été victime ou témoin de harcèlement.

Les associations qui ont beaucoup travaillé pour qu'aboutisse ce projet de loi pourront se porter partie civile si elles obtiennent l'accord écrit de la personne intéressée, ou, si celle-ci est mineure, du titulaire de l'autorité parentale ou du représentant légal.

Un chef d'entreprise est tenu pour responsable de la prévention dans son établissement. Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les cas de harcèlement et, dans cet esprit, doit adapter son règlement intérieur. Les députés ont tenu à ce que le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ait son mot à dire, et ils ont obtenu que ce comité puisse « proposer des actions de prévention en matière de harcèlement sexuel ».

Pour éviter les procès-spectacles et préserver la vie privée des personnes, les parlementaires pourront décider que les débats pourront se tenir à huis clos à la demande de l'une des parties.

M^{me} Neiertz a promis de compléter encore ce dispositif juridique en soumettant à l'approbation des législateurs lors de la présente session un projet de loi interdisant les pressions sexuelles dans les procédures de recrutement.

CHRISTIANE CHOMBEAU

MÉDECINE

M. Kouchner souhaite valoriser la formation médicale continue

Un certain nombre de mesures destinées à valoriser les médecins qui suivent une formation médicale continue ont été rendues publiques, jeudi 22 octobre par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Ces dispositions, dont les modalités restent à préciser, devraient permettre d'inciter les patients à aller consulter les médecins qui acceptent régulièrement de mettre à jour leurs connaissances et de confronter leurs pratiques avec celles de leurs confrères.

Dans quelques semaines, chaque médecin libéral devrait ainsi être tenu d'informer ses malades sur son mode d'exercice (conventionné, honoraires libres, non conventionné), sa spécialité, ses particularités (participation aux urgences, stiché de consultation, appartenance à une conférence de consensus...) et sa formation médicale continue. Ces diverses informations devront figurer, selon les cas, sur la plaque du médecin, dans son cabinet ou sur son ordonnance. Les modalités de cette réforme seront rapidement définies par un groupe de travail auquel participeront la direction générale de la santé et l'ordre des médecins.

En outre, M. Kouchner a décidé de faire procéder à une réécriture de l'article 42 du code de déontologie, qui prévoit la nécessité d'une infor-

mation médicale du patient par le médecin. Le ministre de la santé estime en effet que, compte tenu de l'évolution des techniques et de l'information de plus en plus grande des patients, il devient nécessaire de compléter cet article « d'une formation continue des médecins pour leur apprendre à mieux communiquer avec le patient ».

Pour valoriser les médecins suivant une formation médicale continue, M. Kouchner propose, d'une part, de leur permettre de la porter à la connaissance des patients en mettant un label sur leur plaque, d'autre part, de leur donner la possibilité d'avoir accès à ce que l'on appelle les prescriptions réservées. Cette dernière mesure est importante : elle devrait permettre à des médecins libéraux de prescrire des médicaments jusqu'à présent réservés aux seuls hôpitaux.

Avant de mettre en place cette réforme, un dispositif de validation des formations continues offertes sur le marché sera institué. Le label FMC ne sera délivré qu'après que le médecin aura suivi une ou plusieurs formations validées. M. Kouchner n'exclut pas que la participation à diverses actions de santé publique (évaluation, épidémiologie, toxicomanie) soit assimilée à des formations validées.

F. N.

JUSTICE

Le jugement dans l'affaire du sang contaminé

Le procureur avait requis la peine maximale contre le docteur Garretta

exceptionnelle de manipulation. M^{me} Bernard-Requin avait finalement requis une peine de quatre ans d'emprisonnement ferme et 500 000 F d'amende, soit les maxima prévus par la loi sur les fraudes de 1993.

Avant de demander que le tribunal ordonne l'arrestation de l'ancien directeur du CNTS au moment où il rendrait public son jugement, le substitut avait déclaré : « Le docteur Garretta a voulu être seul au pouvoir. Peut-être aura-t-il le courage de tomber seul ou presque seul. »

Une abstention coupable

Contre le docteur Jean-Pierre Allain, ancien chef du département recherche et développement des dérivés du sang du CNTS, le magistrat avait demandé quatre années d'emprisonnement avec sursis et 100 000 F d'amende. M^{me} Bernard-Requin avait essentiellement reproché à ce spécialiste

de l'hémophilie ses « silences » et son incapacité à sortir d'un devoir de réserve qu'il s'était à lui-même imposé. « Les hémophiles ont pourtant pour lui un visage », avait relevé le substitut, faisant allusion aux patients que le docteur Allain soignait personnellement.

Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et le docteur Robert Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, s'étaient vu reprocher de n'avoir pas transmis à leur ministre les informations dont ils étaient les détenteurs.

M^{me} Bernard-Requin notait ainsi contre le professeur Roux : « Depuis janvier 1985, il n'ignorait plus rien des risques du sida et du degré de la contamination dans la région parisienne. Il a gravement failli à sa mission. » Le substitut requerrait alors quatre ans d'emprisonnement avec sursis.

M^{me} Bernard-Requin indiquait, en revanche, que le docteur Netter était « le moins lourdement respon-

sable », même s'il avait omis, en 1985, d'alerter son autorité de tutelle. Une abstention coupable équivalait à de la complicité. Elle demandait contre lui deux ans d'emprisonnement avec sursis.

L. G.

Lire nos informations en première page, et, page 20, le compte-rendu du jugement par LAURENT GRELSAMER.

o L'UDC demande la constitution d'une commission d'enquête sur le sang contaminé. - M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a déposé au nom de son groupe, le 22 octobre, une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur « les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat mis en évidence par la contamination des personnes, hémophiles ou pas, par le virus VIH à la suite de l'administration de produits sanguins ».

dépense sa personne. Des journaux ont publié sa photo encadrée de noir dans un simulacre d'avis de recherche du Far-West.

La justice s'est tranchée, en première instance, sur son degré de responsabilité personnelle. Il n'y a rien d'autre à en dire, sauf à constater que la « curée » dont il a été l'objet est malsaine et ne saurait en rien consoler les familles meurtries et le tiers lieu de résolution, pour le futur, des questions soulevées par ce dossier inédit. Et que son absence au jour du jugement fut une lâcheté, une ignominie ou une faiblesse.

Les leçons à tirer de ce drame sont de plusieurs ordres. L'apport pour la médecine, qui doit, par un retour aux sources de sa mission première, se tenir à l'écart d'un orgueil mêlant les certitudes de l'affirmation à celles de la compétence. L'existence d'un complexe médico-industriel est, pour les disciples d'Hippocrate, contraire.

Léon pour le pouvoir, actuel et futur, il doit se défaire de lui-même, de la complexité de ses réseaux, de la compétition de ses cabinets fonctionnant en circuit fermé, de son éloignement par rapport aux réalités simplement humaines.

Un insidieux procès politique se déroule en arrière-plan du procès pénal. Une épie de Démocrite passe, pour longtemps, au-dessus de certains socialistes, et une éventuelle alternance politique pourrait aboutir à la concrétisation de cette menace de Haute Cour, pour l'instant sans effet pratique mais très efficace en termes de sollicitation de l'opinion et de réputation entachée. Le débat spectaculaire, mais éca-

démique, entre responsabilité et culpabilité, est de ces débats dont la France raffole mais qui sont sans issue. Sauf si l'on veut bien admettre que le degré d'intentionnalité dans le mal agit est déterminant. En l'occurrence, ce qui devrait prévaloir, c'est la position qu'occupait chacun par rapport à la connaissance qu'il avait des conséquences de ses décisions ou des blocages qu'il provoquait. On admettra que le degré de « scandale » dépend de la plus ou moins grande proximité que l'on a avec ce savoir. Mais on admettra aussi qu'il est dû de devoir d'un pouvoir responsable, quel qu'il soit, de ne pas s'abriter en toutes choses derrière les « spécialistes », qui, étant humains, sont eux aussi accessibles à l'erreur. Ainsi qu'on le voit chaque jour dans des dossiers heureusement moins meurtriers.

L'affaire du sang contaminé, que des gens vont encore payer de leur vie, est une leçon pour l'ensemble de la société. Elle doit s'afforcer, tout en comprenant le sentiment qu'éprouvent les victimes, d'en tirer une éthique de la décision, renouvelée et sans anathèmes ou méprisables manœuvres. Les frontières sont floues entre une faute et un délit, entre un délit et un crime. Il ne servirait à rien de continuer à enliser la galerie de portraits des bouca émissaires.

Si chacun, ayant médité ce que l'on sait de cette tragédie, en tire l'idée qu'il n'est pas d'action sans effet ou d'inaction sans risque, un léger progrès serait né d'une tragédie sans retour.

BRUNO FRAPPAT

Ethique et décision

Suite de la première page

Les plus prestigieux d'entre eux étaient devenus les maîtres à penser de la société, et s'enrichissaient de l'activité humaine n'échappait à leurs jugements, à leurs mises en garde. L'affaire du sang les a rendus muets et, de manière évidemment injuste, par emmagasinage, ils ont entravés dans l'ère du soupçon, les « savants » n'ont pas su ou, sachant, ils n'ont pas fait savoir à temps qu'ils savaient.

Un signal d'alarme pour le système complexe de la prise de décision. Le réseau administratif-politique-médical a fait preuve d'une lourdeur, d'une lenteur et de contradictions qui ne constituent, hélas ! pas une découverte. Les exemples abondent, avant, de telles paralysies. La nouveauté tient au fait que des vies étaient en jeu et que le principe d'urgence qu'aurait dû imposer un tel constat s'est éteint devant le principe de routine des dossiers non vitaux.

Dans cette affaire, est apparu clairement, lors du procès, l'existence d'une sorte d'excitation gestionnaire, d'illusion managériale, poussant des apprentis capitaines d'industrie à faire passer, sans autre considération, celles tenant à l'état de leurs stocks, de leur trésorerie, d'autres idées à des positions de force à prendre pour des marchés futurs. Nul ne peut croire que, à quelque stade de la cas-

cade de décisions et de blocages qui a abouti au drame, il y ait eu un désir de nuire. Il ne peut y avoir eu qu'un aveuglement, l'effacement masquant la santé publique.

L'affaire illustre aussi la complexité des relations entre pouvoir et savoir. Les « décideurs » - qu'ils soient des politiciens ou des administratifs de haut rang - sont conduits chaque jour à faire des choix fondés sur des avis d'experts, de techniciens, de connaissances. La drame, en l'occurrence, fut double : les politiques n'ont pas assez agi en s'appuyant sur l'intuition et le simple bon sens, les spécialistes se sont dévoués de la fonction d'alerte qui aurait dû être leur première obsession.

Le dossier du sang contaminé ne pouvait être que passionnel, car il concernait l'ensemble des ingrédients devant conduire à des attitudes pulsionnelles. Il mêle le sang (fluide vital), devenu véritablement « sang impur », la mort, le sida (maladie emblématique des temps actuels), le pouvoir, l'argent, la médecine, la justice (et ses limites), l'injustice (et ses effets), et les médias, sans lesquels les vérités jusqu'à présent ne seraient pas venues à l'appareil. L'insidieux procès politique se déroule en arrière-plan du procès pénal. Une épie de Démocrite passe, pour longtemps, au-dessus de certains socialistes, et une éventuelle alternance politique pourrait aboutir à la concrétisation de cette menace de Haute Cour, pour l'instant sans effet pratique mais très efficace en termes de sollicitation de l'opinion et de réputation entachée. Le débat spectaculaire, mais éca-

Au tribunal de Moulins

Les mutins d'Yzeure condamnés

Le tribunal correctionnel de Moulins (Allier) a condamné jeudi 22 octobre quatre des meneurs de la mutinerie de la centrale de Moulins-Yzeure, qui avait eu lieu le 8 septembre avec prise de vingt-trois otages, à cinq ans d'emprisonnement. Les quatre autres détenus impliqués ont été condamnés à des peines de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

MOULINS

de notre correspondant

Jugés sur citation directe, huit des principaux auteurs de la mutinerie déclenchée le 8 septembre dernier à la maison centrale d'Yzeure (Allier) comparaissaient jeudi devant le tribunal de grande instance de Moulins, où des conditions de sécurité exceptionnelles avaient été mises en place. Poursuivis pour la prise d'otages de vingt surveillants et trois civils, qui se prolongea pendant quatorze heures, les détenus répondaient également de coups et blessures ainsi que de dégra-

dations pour une somme actuellement chiffrée à plus de 50 millions de francs. « Une instruction aurait été nécessaire », selon M^{me} Rafsél Constant, avocate de Thierry Geogheum, qui n'obtient pas satisfaction dans sa demande de renvoi de l'audience où seuls deux des huit inculpés étaient assistés d'un défenseur. « J'ai l'impression que ce procès n'est pas la recherche de la vérité, mais plutôt la nécessité d'obtenir une solution rapidement », note l'avocat.

« Une tribune contre les surveillants » Au cours de l'audience, Funki Pikinto, un Surinamien âgé de trente ans, a reconnu sans difficulté son rôle de meneur et ses agressions particulièrement directes sur l'un des otages civils. En revanche, Thierry Geogheum affirme que la mutinerie était due, selon lui, à « la tension qui régnait à la centrale depuis la fin du mois de août, en particulier avec la grève des surveillants ». Militant de l'Alliance des prisonniers en lutte (APEL), il a même sorti à l'audience une lettre adressée à l'administration pénitentiaire peu avant les faits. « Le climat de provocation et de tension

n'émane pas de tous les surveillants, mais d'un groupe d'une dizaine de personnes. »

M^{me} Constant s'en prit également aux gardiens : « Souvenons-nous du contexte, certains d'entre eux avaient affirmé clairement avoir besoin d'agressions et d'insultes pour faire aboutir leurs revendications », et Thierry Geogheum tenta de lancer : « Nos revendications portaient uniquement contre ce climat, et rien d'autre. C'est pour ces faits que la mutinerie a été déclenchée, et je me sens responsable mais non coupable. » En s'efforçant de replacer le débat sur le strict plan de la mutinerie, Christian Mercury, procureur de la République, prend la défense des surveillants, affirmant « comprendre leur inquiétude et leur exaspération ». La tenue des débats a provoqué la colère de Gilles Sicard, le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), qui, à l'issue de l'audience, déclara : « Les mutins ont transformé ce procès en tribune pour mettre durablement en cause l'institution pénitentiaire et rendre les surveillants et leurs syndicats responsables des faits ».

Le tribunal devait pourtant largement suivre les réquisitions du pro-

cur de la République et condamner à la peine maximum, c'est-à-dire cinq ans de prison, quatre des huit prévenus : Thierry Geogheum, Didier Capé, Funki Pikinto, et Azzidine Bouragha. Pour les autres, Didier Domergue a été condamné à trois ans, Azzidine Bouabib et Paul Ceolin à respectivement dix-huit mois et six mois de prison, et Denis Tortorici à trois mois.

JEAN-YVES VIF

DEVCOM 92
3ème Salon
des Associations
18-19-20 novembre
Palais des Congrès-Paris
Organisation:
THEMATICA
Tel. (1) 34 24 90 90

ensions opposent les év

Le 23 octobre 1992, le tribunal de Moulins a condamné quatre des meneurs de la mutinerie de la centrale de Moulins-Yzeure, qui avait eu lieu le 8 septembre avec prise de vingt-trois otages, à cinq ans d'emprisonnement. Les quatre autres détenus impliqués ont été condamnés à des peines de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

Le tribunal de Moulins a condamné jeudi 22 octobre quatre des meneurs de la mutinerie déclenchée le 8 septembre dernier à la maison centrale d'Yzeure (Allier) comparaissaient jeudi devant le tribunal de grande instance de Moulins, où des conditions de sécurité exceptionnelles avaient été mises en place. Poursuivis pour la prise d'otages de vingt surveillants et trois civils, qui se prolongea pendant quatorze heures, les détenus répondaient également de coups et blessures ainsi que de dégradations pour une somme actuellement chiffrée à plus de 50 millions de francs.

« Une instruction aurait été nécessaire », selon M^{me} Rafsél Constant, avocate de Thierry Geogheum, qui n'obtient pas satisfaction dans sa demande de renvoi de l'audience où seuls deux des huit inculpés étaient assistés d'un défenseur. « J'ai l'impression que ce procès n'est pas la recherche de la vérité, mais plutôt la nécessité d'obtenir une solution rapidement », note l'avocat.

« Une tribune contre les surveillants » Au cours de l'audience, Funki Pikinto, un Surinamien âgé de trente ans, a reconnu sans difficulté son rôle de meneur et ses agressions particulièrement directes sur l'un des otages civils. En revanche, Thierry Geogheum affirme que la mutinerie était due, selon lui, à « la tension qui régnait à la centrale depuis la fin du mois de août, en particulier avec la grève des surveillants ». Militant de l'Alliance des prisonniers en lutte (APEL), il a même sorti à l'audience une lettre adressée à l'administration pénitentiaire peu avant les faits. « Le climat de provocation et de tension n'émane pas de tous les surveillants, mais d'un groupe d'une dizaine de personnes. »

M^{me} Constant s'en prit également aux gardiens : « Souvenons-nous du contexte, certains d'entre eux avaient affirmé clairement avoir besoin d'agressions et d'insultes pour faire aboutir leurs revendications », et Thierry Geogheum tenta de lancer : « Nos revendications portaient uniquement contre ce climat, et rien d'autre. C'est pour ces faits que la mutinerie a été déclenchée, et je me sens responsable mais non coupable. » En s'efforçant de replacer le débat sur le strict plan de la mutinerie, Christian Mercury, procureur de la République, prend la défense des surveillants, affirmant « comprendre leur inquiétude et leur exaspération ». La tenue des débats a provoqué la colère de Gilles Sicard, le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), qui, à l'issue de l'audience, déclara : « Les mutins ont transformé ce procès en tribune pour mettre durablement en cause l'institution pénitentiaire et rendre les surveillants et leurs syndicats responsables des faits ».

Le tribunal devait pourtant largement suivre les réquisitions du pro-

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Avant l'adoption du document final de la conférence de Saint-Domingue

Des tensions opposent les évêques d'Amérique latine

Les trois cent cinquante cardinaux, évêques et experts réunis depuis le 12 octobre à Saint-Domingue pour la quatrième assemblée du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) sont entrés dans la dernière phase de leurs travaux. Depuis le mercredi 21 octobre, les rapports des trente commissions font l'objet de vives discussions. L'adoption d'un document d'ensemble, engageant l'avenir de l'Eglise dans le sous-continent, est prévue à la clôture, mercredi 28 octobre.

SAINT-DOMINGUE

de notre envoyé spécial

La première visite d'un évêque brésilien à Rome remonte à 1870 pour l'ouverture du premier concile du Vatican. C'est dire la longue tradition d'indépendance d'une Eglise latino-américaine qui, avant même Vatican II (1962-1965), avait été ses propres structures régionales, comme le Conseil de l'épiscopat latino-américain (CELAM), dont la quatrième assemblée se réunit à Saint-Domingue. A première vue, cette conférence pourrait apparaître comme un épisode supplémentaire de la tension qui oppose le Vatican à l'Eglise numériquement la plus forte au monde et placée dans une position stratégique pour les relations Nord-Sud. En réalité, ce sont d'autres divagations que l'assemblée de Saint-Domingue fait apparaître.

Le contrôle de Rome avait toutes les allures d'un verrouillage. Les présidents et les secrétaires généraux sont désignés par le pape et non par l'assemblée elle-même. Les listes de délégués, évêques et théologiens, sont soumises à son approbation. Le Vatican va jusqu'à nommer les représentants du clergé, des religieux et des laïcs, récusant les responsables élus par ces groupes, au Brésil par exemple. Les commissions-clés (juridique, votes, rédaction du document et du message final) sont désignées à l'avance, et il a fallu un mouvement de réprobation,

« traditionnelle », « triomphaliste », le préambule contenant les fondements théologiques a été amendé dans tous les sens. La première partie historique, qui énumérait les précédents de Medellin (1968) et de Puebla (1979), a été purement et simplement gommée. Tous les chapitres consacrés à la famille, à la sainteté, aux prêtres et aux religieux sont si denses que les théologiens les moins conservateurs.

En revanche, on retrouve le souffle des précédentes chartes de 1968 et de 1979 dans le travail des commissions consacrées au « scandale » de la pauvreté, à la réforme agraire, à l'écologie, au respect des cultures autochtones, à l'augmentation des déplacements de population, attribuée « à l'extrême pauvreté des zones rurales, à la répartition injuste de la terre et aux politiques gouvernementales qui marginalisent les campagnes et gonflent les villes ». A propos du remboursement de la dette extérieure, les évêques s'interrogent « sur la validité de cette obligation, quand son paiement met en danger la survie des peuples ».

Sur tous ces chapitres à la fois théologiques et politiques, les divergences classiques entre « conservateurs » et « progressistes », « réalistes » et « prophètes » ne correspondent plus à la réalité de l'épiscopat latino-américain. C'est la leçon de Saint-Domingue. Si tous, peu ou prou, sont d'accord sur l'option préférentielle pour les pauvres, sur la désacralisation des situations dramatiques de violence et d'exclusion, y compris sur la nécessité de la vérification théologique imposée par Rome, sur ce tronc commun se greffent des visions distinctes du rôle de l'Eglise.

Autour d'une vision plutôt radicale, on trouve tous les évêques qui, soutenus par une « pastorale populaire » de militants jeunes, ouvriers ou paysans, dénoncent les injustices, mais aussi leurs causes sociales et politiques. Ils veulent que l'Eglise précise son « option pour les pauvres », et tentent de trouver une alternative crédible à la logique néolibérale qui envahit le sous-continent. Ils souhaitent que la lumière soit faite sur le passé et que le pardon soit

demandé aux Indiens et aux Afro-Américains. Ils veulent enfin « inculturer » l'action de l'Eglise dans ces groupes autochtones et dans la culture urbaine et sécularisée d'aujourd'hui.

Une sorte d'économie chrétienne de marché

L'entrepreneuriat est plutôt « néo-conservateur ». Soutenu par des mouvements d'implantation croissante comme l'Opus Dei, le Renouveau charismatique ou Communauté et libération, des évêques dénoncent aussi la pauvreté, mais la définissent prudemment, après Jean-Paul II, comme une « structure collective de péchés » qui est à convertir. Ils proposent une sorte d'économie chrétienne de marché et leur action de « re-christianisation » de la société vise d'abord les classes moyennes et les élites dirigeantes dont ils sont proches. Ils partagent le projet d'éthique planétaire du pape et leur engagement se veut plus moral que social. Ils disent ne pas se sentir responsables des torts faits hier aux Indiens et aux Noirs et sont pleins de projets de communication et de formation chrétienne à l'échelle du continent.

Ces tensions traversent tous les débats de Saint-Domingue. Elles traversent l'extrême enlacement de l'Eglise pour trouver sa place dans l'Amérique latine démocratisée mais appauvrie des années 90. Le document de Saint-Domingue précisera les choix en faveur des Indiens, des femmes, des enfants abandonnés dans la rue. Les survivants de Medellin et de Puebla ne sont pas inquiets pour leur héritage mais ils craignent que la pression de Rome et des « néo-conservateurs » ne vienne éroder, à terme, l'originalité même de l'Eglise des « pauvres » latino-américaine. Pour certains, cette assemblée du CELAM risque d'être la dernière. Ils redoutent en particulier que le « synode inter-américain » annoncé par le pape ne soit le prix à payer par les progressistes pour les concessions, qui leur ont été faites à Saint-Domingue.

HENRI TINCO

REPÈRES

ÉDUCATION

L'UNAPEL demande la libéralisation des dépenses d'investissement en faveur de l'enseignement privé

M. Philippe Toussaint, président, depuis fin août, de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a jugé « satisfaisantes », mercredi 21 octobre, les conditions de la mise en œuvre des mesures engagées dans le cadre de l'accord du 13 juin 1992 signé entre l'éducation nationale et le secrétariat général de l'enseignement catholique. Il a néanmoins affirmé son intention de demander le vote d'un texte de loi qui permette aux collectivités territoriales de financer librement les dépenses d'investissements immobiliers en faveur de l'enseignement privé. Celles-ci sont actuellement interdites pour l'enseignement primaire (depuis 1886), limitées à 10 % du total des dépenses pour les établissements secondaires d'enseignement général (loi Falloux de 1850) et totalement libres pour les établissements d'enseignement technique (loi Astier de 1919) ou agricole (loi Rocard de 1984).

Lors de sa réunion en délégation nationale samedi 24 octobre, l'UNAPEL, qui regroupe huit cent mille familles et affirme vouloir « observer une véritable neutralité politique », entend donc se donner « douze mois pour réussir » et mettre, d'ici les prochaines législatures, « les partis politiques devant leurs responsabilités ».

Les syndicats d'étudiants inquiets du projet de rénovation des premiers cycles

La volonté du ministère de l'éducation nationale de relancer le projet de rénovation pédagogique des premiers cycles universitaires (le Monde du 22 octobre), a surpris l'ensemble des syndicats d'étudiants.

Trois d'entre eux ont réagi. L'UNEF-ID (indépendante et démocratique, proche des socialistes) exige des « garanties sur le carac-

ter national des diplômes » et rappelle que « les étudiants n'ont été ni invités ni associés aux conférences pédagogiques qui se sont tenues au mois de juin ». Cette organisation reconnaît toutefois que la volonté de ne pas toucher au volume horaire des enseignements est un premier pas positif. En revanche, l'UNEF (proche des communistes), exprime sa « colère devant la suppression programmée de dizaines de filières et la remise en cause du caractère national des diplômes (...) et exige que le ministère organise une réelle concertation avec tous les acteurs de la vie universitaire ». Enfin, l'UNI (proche du RPR) se déclare « opposée à cette réforme », et refuse toute négociation sur des enseignements dispensés sous forme de modules.

ÉNERGIE

Nouvelles annonces sur la fusion froide

En dépit du scepticisme de la majeure partie de la communauté scientifique, fondé sur l'absence de résultats d'expériences probantes, les tenants de la fusion froide continuent d'aller de l'avant et de proclamer bien haut qu'il est possible de produire de l'énergie par cette voie. Cinq laboratoires, deux américains (California State Polytechnic University et Hydro-Catalytic Power Corp.), un indien (Bhabha Atomic Research Center) et deux japonais (Hokkaido University et NTT), viennent en effet de faire savoir qu'ils avaient obtenu, à plusieurs reprises et de manière reproductible, d'importants dégagements de chaleur au cours d'expériences électrochimiques mettant en jeu une variété d'hydrogène, le deutérium, en présence d'électrodes en palladium ou en nickel.

Selon eux, cette production difficilement explicable d'énergie serait le résultat de la fusion des noyaux de deutérium entre eux, une réaction nucléaire que les physiciens n'obtiennent qu'au prix de températures de plusieurs centaines de millions de degrés. Le colloque qui se tient actuellement à Nagoya au Japon sur le sujet devrait permettre d'en savoir plus et de discuter

au fond des résultats de ces laboratoires qui affirment avoir observé dans leurs expériences des bilans énergétiques de 20 % à 900 %.

FAITS DIVERS

Le maire de Villeneuve-sur-Lot écroulé pour escroquerie

M. Claude Larroche, maire et conseiller général (UDF) de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), a été inculpé, jeudi 22 octobre, de banqueroute, escroquerie, faux et usage de faux en écritures et abus de biens sociaux par le juge d'instruction Jean-Pierre Cabrol. M. Larroche, qui dirigeait un groupe de onze conserveries, a été placé sous mandat de dépôt et écroué à la prison Saint-Michel de Toulouse « pour les nécessités de l'information ».

Les conserveries Larroche emploient 250 personnes à plein temps et font vivre quelque 500 agriculteurs. Elles affichent aujourd'hui un passif de l'ordre de 500 millions de francs et la liquidation judiciaire devrait être prononcée ces jours-ci par le tribunal de commerce d'Agen. Les locaux sont occupés par les employés « afin de préserver l'outil de travail », l'un des plus modernes dans son secteur.

Démantèlement d'un réseau de voitures volées en Gironde. Les gendarmes de Bordeaux et d'Angoulême ont démantelé, mercredi 21 octobre, un important trafic de voitures volées dans les départements de la Gironde et de la Charente. Quarante-neuf personnes ont été interpellées. Au cours de l'opération, conduites simultanément dans plusieurs villes, les gendarmes ont découvert 45 véhicules volés (Peugeot, Jaguar, BMW, Citroën XM et 605). Selon les documents saisis, le trafic porterait sur près de 200 véhicules depuis le début de l'année. Des conteneurs de pièces détachées provenant de véhicules volés étaient envoyés à destination de plusieurs pays. Deux experts automobiles parisiens ont été interpellés, mercredi, à leur domicile et placés en garde à vue. Les enquêteurs les soupçonnent d'avoir authentifié des documents permettant la mise en circulation de véhicules volés.

DÉFENSE

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres de mercredi 21 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont nommés : adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Lille, le général de brigade Daniel Toulouse ; commandant du matériel du 3^e corps d'armée, le général de brigade Jean-Claude Sauter ; commandant l'artillerie du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le général de brigade Jean-Pierre Barthélémy.

• Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Aymar Pons de Mourou.

• Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Xavier Ducloux et Bernard Laurent ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Yves Gélina, Francis Perblin et Claude Berger. Sont nommés : chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de première classe Jacques Delgandre ; chef du service technique des systèmes de missiles tactiques à la direction des missiles et de l'espace, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Yves Leloup.

• Contrôle général des armées. — Sont promus contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées Bernard Sanders, Maxime Jacob et Georges Burge.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 23 octobre 1992 :

UN DÉCRET
— N° 92-1162 du 20 octobre 1992 relatif à l'enseignement des langues et dialectes locaux.

OUVERTURE
L'ENVIRONNEMENT
TRAVAIL
"Rigoureux, concis, complet, impartial et bien écrit" (Science et Vie)
"...d'évidentes qualités de pédagogie..." (L'Express)
220 pages, 550 F

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

J'ai rendez-vous 20, rue du Télégraphe, dans le vingtième arrondissement de Paris, avec une dame qui a des problèmes de logement. Il fait beau, il fait soleil. J'ai le cœur en fête et je pense à Verlaine... La vie est là, simple et tranquille... Un arbre perdue le toit... J'arrive à l'adresse indiquée, un immeuble relativement neuf, assez coquet, comme tout le pété de maisons. Je pousse la porte. Je me plante devant l'interphone. Voyons voir... Marie-France Courtaut... Quel étage ? Et j'entends une voix dans mon dos : Je vous attendais pour vous montrer le chemin. Faut pas monter, faut descendre, j'habite à la cave.

Je me retourne, stupéfaite, et je me trouve devant une jolie femme bien mise, cheveux blonds tirés en arrière, pauvre sourire au bord des lèvres accroché à ses yeux bleus. Tout en me montrant le chemin, elle se présente : quarante-quatre ans. Séparée de son mari. Six enfants. Les deux aînés ont quitté le nid. Il lui en reste quatre, dont un bébé de dix-huit mois. Elle sort un trousseau de sa poche : Nous y voilà ! C'est à ne pas croire ! Un

séjour à l'hôpital. Et puis, en 1992, ordre de quitter les lieux sur décision judiciaire pour loyers impayés pendant les trois dernières années. Ces 3 280 F par mois, elle va les trouver en faisant des ménages, et à partir de 1987 une saisie-arrest sur le salaire de son mari lui permettra de rembourser petit à petit ses arriérés. Mais, faute d'avoir été interrompue à temps, la décision de justice court toujours. Et le 23 avril 1992... C'était un jeudi matin. Je

reviens de faire les courses, je vais pour mettre ma viande à suer, on sonne à la porte. J'ouvre et en force le commissaire de police, entouré de quatre messieurs.

J'ai eu la peur de ma vie, sûre qu'un des enfants avait fait une bêtise. Mais bon, c'était un hulaïser, un serrurier, représentant des HLM et comment ça s'appelle déjà... Ah oui un commissaire-priseur : Vous avez une demi-heure pour déguerpir. Tout juste elle a le temps de ramasser son sac, un change pour le bébé, idée par une de ses filles qui se jette sur ses livres et ses cahiers, elle avait cours l'après-midi, et il se retrouve à la rue. Nue et crue.

A fond de cave



minuscule couloir, avec un seul dégagement où s'entassent dans des sacs plastiques bien rangés les affaires de ces deux femmes, les peluches élimées du bébé, quelques vêtements et des objets de toilette.

C'est un peu froid, mais bon, voyez, c'est propre... Elle dit bon, à tout bout de mot, Marie, alors, bon... oui, bon... Et moi, j'ai envie de dire méchant. Ils dorment à trois, Marie, Céline sa benjamine et le petit Benoît, sur un méchant matelas de mousse posé à même le sol entre deux murs de béton, sous une méchante couverture recouverte d'un sac de couchage. Pas d'eau, pas de chauffage, pas de réchaud. Méchante lumière au néon commandée par une minuterie qui nous plonge dans le noir toutes les trente secondes. Je m'exclame, hors de moi : Enfin, c'est pas possible ! Elle se méprend, s'excuse, Oh ! pardon, et retient d'une main machinale.

Dernière ce qu'il lui sert de lit, au fond du réduit, une planche posée par terre où s'allient des bibelots de lait froid, des bouteilles d'eau en plastique, un bout de pain, et une boîte de camembert.

C'est pour le petit déjeuner. Les deux aînés habitent chez des copains et reviennent manger, un plat cuisiné, une pizza, avec nous le soir. Le midi, bon, Benoît déjeune chez sa nourrice, Céline à la cantine du lycée, moi je descendais ici grignoter un morceau et bon...

Je l'interromps : C'est insensé ! Comment s'est-elle pu en arriver là ? Elle travaille, elle gagne sa vie et celle de ses gosses, elle ne demande rien à personne...

— Si ! Un logement ! Avant, on habitait la même rue, dans une HLM de la Ville de Paris. Un F4. Et on était onze : ma fille, mon gendre, leurs trois gamins et les miens... Sans compter mon mari, de santé fragile, entre deux

Leurs meubles aussitôt embarqués par la Ville de Paris, elle n'a pu les récupérer, au prix de 12 000 F, qu'en cassant son plan d'épargne populaire. Et louer un box à 700 balles par mois dans un parking pour les y entreposer. Et chercher refuge à droite à gauche chez des voisins.

Très gentille, les voisins. C'est grâce à eux, grâce aux copropriétaires de l'immeuble où elle se terre aujourd'hui, je les ai rencontrés, qu'elle survit depuis six mois. Ils ont multiplié les démarches. En vain. Ils l'emploient, et l'un d'eux lui a prêté son appartement pendant les vacances cet été. La loger décamment ? là ne demanderait pas mieux. Mais le moyen ?

La Ville de Paris les a, elle, les moyens. Elle possède des dizaines d'appartements vides dans le quartier, y compris un immeuble inoccupé rue de Flandrescourt. Les moyens de l'obligation. A partir du 15 octobre, jusqu'au 15 avril, on n'a pas le droit de mettre ou de laisser les gens à la rue. Qu'elle aille donc à Montargis, Marie. Là, on peut lui trouver quelque chose. Non. Trop loin. Trop loin de son lieu de travail et des écoles fréquentées par ses enfants.

— J'ai bien essayé de m'installer dans un foyer-logement avec le petit. Les grands, ils n'en voulaient pas. Ça été l'horreur. On nous flanquait dehors tous les matins à 7 h 30. On ne savait pas où aller. Ici, c'est moche, d'accord, mais bon, le lundi et le mardi, les bains-douches sont fermés et on peut quand même aller se laver au robinet d'eau froide, là où on range les poubelles... Venez, je vais vous montrer.

Quand je me suis retrouvée dans la rue, il ne faisait plus beau, il ne faisait plus soleil, je ne me souvenais plus de Verlaine et je pensais, la rage au cœur, à cette insolente pub à la gloire de Chirac : Paris veille à la santé des petits !

CULTURE

SCULPTURE

Les obèses aux Champs

Paris reçoit les œuvres monumentales de Fernando Botero

Depuis quelques jours, les automobilistes parisiens qui s'engagent sur le rond-point des Champs-Élysées font un tour, puis deux, puis trois autour d'un torse de près de 4 mètres de haut. Une sculpture boursouflée, qui, avec trente compagnes, s'est posée sur l'avenue. Œuvres de l'artiste colombien Fernando Botero, elles sont le point d'orgue d'une série d'expositions qui marquent son retour sur la scène parisienne, après plusieurs années d'absence : outre les bronzes monumentaux, Botero a redessiné les parterres de fleurs environnants. Le Grand Palais annonce une centaine de toiles sur le thème de la corrida pour le mois de novembre, et la galerie Imbert montre une cinquantaine de pastels, aquarelles, dessins et vingt sculptures à l'échelle plus modeste des appartements parisiens.

Enfin, pour commémorer l'événement, la Monnaie de Paris a d'ores et déjà décidé de la frappe d'une médaille. Si le choix du thème de la corrida n'étonnera pas de la part d'un artiste qui fit ses classes dans une école de matadors, les proportions de ses figures ne laissent pas de susciter des commentaires. Pour décrire de pareils morceaux, il faudrait, en fait, la verve d'un Frédéric Dard parlant de M^{me} Bernier. Le monde de Botero est empli d'obèses, de personnages qui oscillent entre l'enflure et le bon gros rassurant.

Leur péu est tendue comme un ballon, mais leur distension s'interrompt à la limite de l'explosion. Cette impression est encore renforcée par une pâte extrêmement mince dans ses toiles, une épaisseur de bronze très faible dans ses sculptures. En fait, la matière est la seule chose maigre chez Botero. On verra dans ses personnages les héritiers d'une longue tradition, qui débute avec les Vénus préhistoriques, passe par Rubens, pour culminer avec Maillol. Lui, se réclame plutôt d'un mélange d'art précolombien et de la Renaissance florentine du Quattrocento.

Mais il est désormais impossible de se souvenir sur un os une quidam calypso sans évoquer le nom de ce Colombien. Et on découvre avec intérêt le goût du maire de Paris pour ces formes plantureuses, goût si affirmé qu'il offre pour la première fois à un artiste la plus prestigieuse des arènes de la capitale.

HARRY BELLET

31 sculptures, de la Concorde au rond-point des Champs-Élysées.

Gildard Imbert, Fine-Art, 19, avenue Matignon, Paris, 8^e, Tél. 45-62-10-40. Jusqu'au 30 janvier.

Au Grand-Palais, 100 peintures sur le thème de la corrida, du 20 au 29 novembre 1992.

PATRIMOINE

Les rares portières de Retz

Deux portières réalisées, à la fin du XVIII^e siècle, pour l'hôtel parisien de Paul-François-Marie de Gondy, duc de la Rochefoucauld, sont sur le point d'être vendues par leur propriétaire anglais.

Ces pièces extrêmement rares, en satin jaune, brodées de fils d'or et d'argent, présentent un décor d'une très grande richesse (motifs de cuir sculptés, entrelacs et éléments végétaux) et représentent en miniature les armoiries de toute la lignée des Gondy, témoignant de l'importance jouée, en France au XVIII^e siècle, par cette famille dont est issu le cardinal de Retz. Souhaitant les acquérir

pour compléter leurs collections d'art décoratif, les conservateurs du Musée Carnavalet ont adressé leur demande au président de la Société des Amis du musée. Celui-ci, devant choisir entre l'achat de ces portières et la restitution du catalogue consacré au musée, a finalement tranché pour la deuxième option, en invoquant des problèmes de trésorerie.

Plusieurs grands musées américains, dont le Getty, sont aujourd'hui sur les rangs. L'occasion de voir ces portières revenir sur leur sol d'origine et enrichir les collections françaises, très pauvres en textiles de ce type, semble, à présent, largement compromise.

Méchacés américains pour le château de Versailles. — Quelques deux cents méchacés américains, membres d'une association constituée outre-Atlantique, Les amis des vieilles maisons françaises (VMP), remettent, le lundi 26 octobre, un chèque de 100 000 dollars (500 000 francs) à la tutelle du domaine de Versailles, pour permettre la restauration de deux sculptures du dix-septième siècle qui ornent les grottes situées à l'entrée de la cour d'honneur du château.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 24 octobre
Drouot-Richelieu, 14 heures : cannes, tapis d'Orient, décorations, médailles ; Drouot Montparnasse, 15 heures : orfèvrerie ; Espace Koenigsbourg, 16 heures : affiches de cinéma.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 24 octobre
Enghien, 14 h 30 : arts d'Asie ; Houma, 10 heures et 14 heures : antiquités architecturales.

DIMANCHE 25 OCTOBRE
Chartres, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Corbeil, 10 heures : faïences de porcelaine ; Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Houma, 10 heures et 14 heures : antiquités architecturales ; La Vallée de la Seine, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Provins, 11 heures : tableaux modernes, 14 heures : tableaux et sculptures modernes ; Sens, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Versailles (Cheval-Léger), 14 h 15 : tableaux et sculptures modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : faïences, porcelaines.

PLUS LOIN
Samedi 24 octobre
Béziers, 14 h 30 : tableaux modernes ; La Rochelle, 14 heures : livres ; Lyon (rue Croisade), 14 h 30 : affiches ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Marseille (Cassini), 14 heures : Mobilier ; 14 heures : mobilier, objets d'art ; Montpellier, 14 h 15 : gravures, livres ; Pau, 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; Reims, 14 heures : mobilier,

objets d'art ; Rouen, 14 h 30 : monnaies, timbres ; Toulon, 10 h 45 et 14 h 30 : livres ; Toulon, 9 heures et 14 h 15 : monnaies.

DIMANCHE 25 OCTOBRE
Alençon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Arles, 14 heures : mobilier, tableaux ; Avignon, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Caen, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Chambéry, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Cognac, 15 heures : mobilier, tableaux ; Desvres, 10 heures et 14 heures : mobilier, tableaux ; Douai, 14 h 30 : tableaux et sculptures ; Dunkerque, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Grandville, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Issoudun, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; La Flèche, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Lille, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Limoges, 14 heures : tableaux modernes ; Lyon (Cronstadt), 11 heures : photographies ; Mayenne, 14 heures : cartes postales ; Mayenne, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nancy, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Pont-Audemer, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; Troyes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Vendôme, 14 h 30 : céramiques, verres.

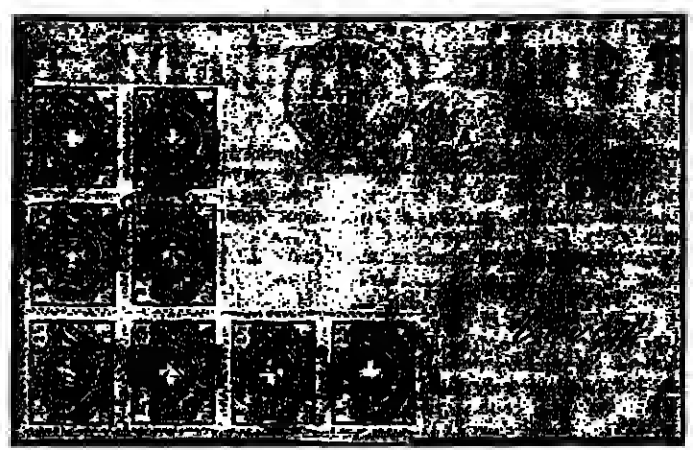
FOIRES ET SALONS
Paris (porte Champerret), Marseille, Périgueux, Angers, Nevers, Mantes-la-Jolie, Pontoise et Saint-Germain-la-Croix.

PHILATÉLIE

Ventes-phares en Suisse

La Suisse s'apprete à connaître une quinzaine philatélique chargée. Une quantité impressionnante de raretés sera dispersée, du 4 au 7 novembre, lors des ventes aux enchères Feldman, à l'hôtel International de Zurich. Au programme, des milliers de lots répartis sur cinq catalogues et plus de 50 millions de francs de cote.

En tête du catalogue Grande-Bretagne et d'outre-mer, une lettre destinée à être vendue de gré à gré, première utilisation connue du « Penny black », oblitération du 1^{er} mai 1840.



Zurich « Winterthur » 1850, lettre oblitérée à 200 000 francs suisses

dont on attend un prix à sept chiffres. Les amateurs de pièces classiques suisses retrouveront la seconde partie de la collection Helvetica (le Monde du 21 décembre 1991), soixante-quinze lots dont un bloc de huit du 2/12 raper (le Winterthur) oblitéré, postale noire sur lettre de Zurich pour Vevey, 22 avril 1850, pièce unique estimée 200 000 francs suisses ou encore une feuille complète de 100 exemplaires du 6 raper de 1846 de Zurich, reconstituée en dix bandes horizontales de dix timbres, pièce de musée cotée 350 000 francs suisses.

Une soixantaine de pièces plus rares les unes que les autres sont réunies dans un volume intitulé *Rarities of the World* : planche du 40 c bisse Cérés, deux panneaux de 150 sur feuille d'essai, paire des 4 retour.

Etats allemands, Pérou, Suisse classique, Togo (occupation franco-allemande coloniale allemande 1915, 2, 3 et 5 marks, estimations 25 000, 80 000 et 60 000 francs suisses).

P. J.

David Feldman, 175, route de Chancy, PO Box 81, CH-1213 Onex, Genève, Corinthe, Bellesrues 34, CH-8034 Zurich, Suisse.

En filigrane

« Timbres au Turkménistan. — Le Turkménistan a proclamé son indépendance le 27 octobre 1991, est devenu membre de l'ONU le 2 mars 1992 et diffuse ses propres timbres... dont la dernière série, qui comprend sept valeurs, émise le 27 août 1992, a été imprimée aux Etats-Unis. Au programme, l'effigie du président Niyazov, traditions et arts locaux et un bloc-feuillet qui représente la carte du Turkménistan.

Renseignements : Turkmenistan Philatelic Bureau, PO Box 560, Rego Park, NY 11374 Etats-Unis.

« Les amis de René Cottet. — La Société des amis de René Cottet est née. Elle a pour but de sauvegarder son œuvre et de la faire plus largement connaître. René Cottet (1902-1982), ancien

élève de l'Ecole Estienne, des Beaux-Arts, Prix de Rome de gravure en 1932, est l'auteur, entre autres, de près de 250 timbres pour de nombreuses administrations postales.

Renseignements : Robert Loisel, 28, rue des Marronniers, 76610 La Havre.

ESPACE CHAMPERRET

22 OCTOBRE AU 1^{er} NOVEMBRE 1992
Présence d'Experts DE 11 H. A 19 H.

BROCANTE DE PARIS

SADEMA
Tél. : 40 62 95 95

33°

SALON DES PAPIERS ANCIENS et des COLLECTIONS

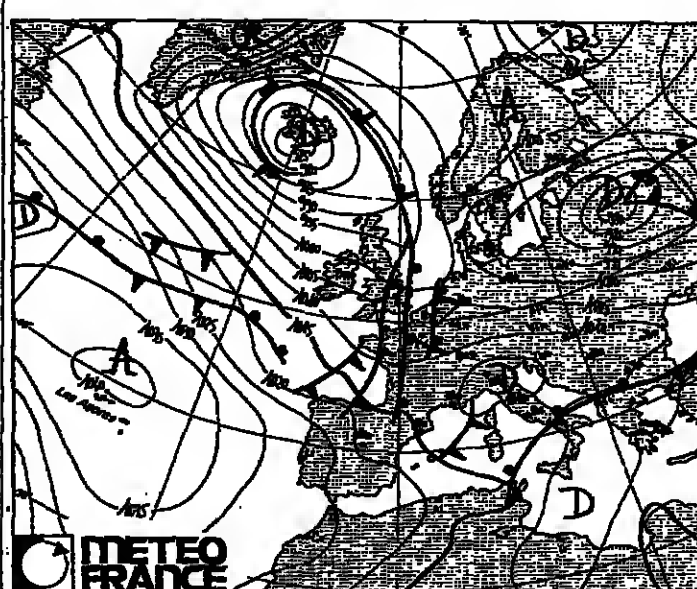
MÉTRO : PORTE CHAMPERRET

L'ASTRADUL

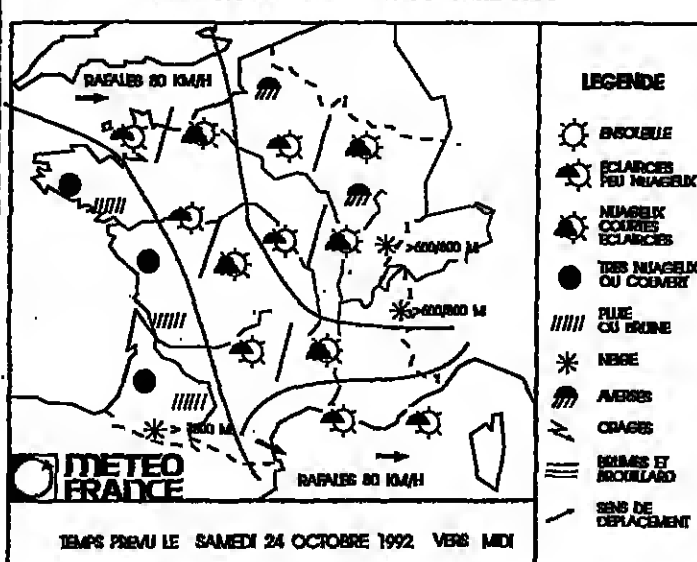
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13
B.P. 225 07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 OCTOBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 24 OCTOBRE 1992



Samedi : vent soutenu, nouvelles pluies par l'ouest. — La journée débutera sous un ciel souvent nuageux. Le soleil ne sera réellement présent que sur la Corse et le pourtour méditerranéen. Des averses se produiront sur un grand quart nord-est du pays le matin. On les trouvera en soirée du nord des Alpes au Nord-Est, avec de la neige vers 600 mètres.

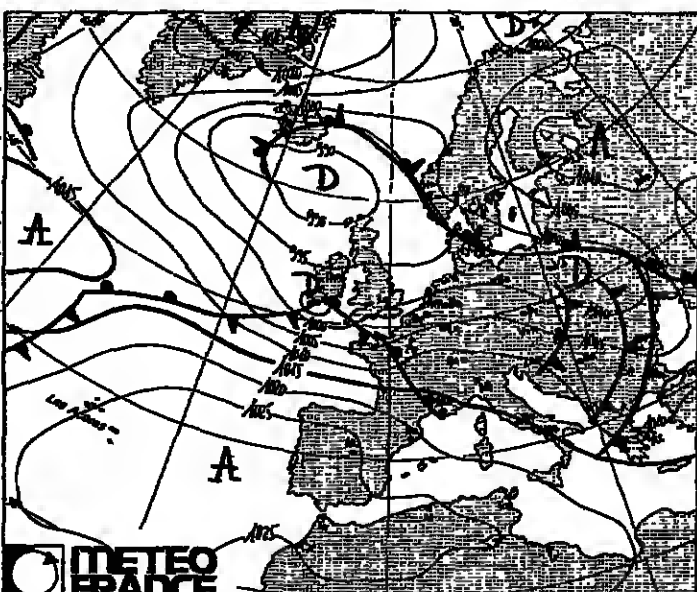
En cours d'après-midi, un ciel couvert et pluvieux gagnera les côtes atlantiques. En soirée, ces pluies s'étendront de la Bretagne et de la Basse-Normandie aux Pyrénées, avec de la neige vers 1 500 mètres.

La vent d'ouest à nord-ouest soufflera à 60 ou 70 km/h près des côtes de Bretagne et de la Manche, 80 à 90 km/h près de la Méditerranée. Sur les côtes atlantiques, le vent d'ouest se renforcera en soirée.

Les températures minimales seront comprises entre 2 et 6 degrés, avec quelques gelées sur Rhône-Alpes, 7 à 10 degrés près des côtes.

Les températures maximales atteindront 7 à 8 degrés en Alsace, 9 à 14 degrés ailleurs, 16 à 18 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 25 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-10-1992 à 18 heures TUC et le 23-10-1992 à 6 heures TUC											
FRANCE											
ALGER	17	8	C	TOULOUSE	13	7	C	LUXEMBOURG	6	4	P
BARCELONE	14	12	C	TURIN	10	5	P	MADRID	14	10	N
BORDEAUX	13	9	N	PORTO-PIRE	22	22	D	MARRAKECH	16	9	D
BRESCIA	10	6	P	ALGER	17	8	C	MEXICO	17	11	C
CAEN	11	7	C	AMSTERDAM	11	7	N	MILAN	17	11	D
CHERBOURG	11	7	C	ATHÈNES	26	17	D	MOSCOU	6	1	C
CLERMONT-FR	11	7	C	BANGKOK	33	26	N	NAIROBI	26	15	N
COCOTTE	12	7	C	BARCELONE	17	6	D	NEW-YORK	12	7	D
DIJON	10	6	P	BELGRADE	14	4	N	OSLO	16	18	N
GENÈVE	12	7	C	BERLIN	3	1	D	PALMA-DE-MAJ	16	18	N
LILLE	12	7	C	BRUXELLES	10	6	P	PÉKIN	14	8	N
LONDRES	6	3	P	LA HAYE	10	6	P	RIO-DE-JANEIRO	—	—	—
LYON	12	6	C	LE CAIRE	30	15	D	ROME	16	8	N
MARSEILLE	13	4	D	COPENHAGUE	4	0	C	SEVILLE	16	8	D
NANCY	5	0	C	DAKAR	32	26	D	SINGAPOUR	32	26	N
NANTES	13	8	C	DELHI	32	18	D	STOCKHOLM	8	1	C
NICE	13	7	D	GENÈVE	10	3	C	SUOY	17	1	D
PARIS-MONTS	10	7	C	HONGKONG	—	—	—	TOKYO	20	12	C
PAU	11	7	C	ISTANBUL	23	14	A	TUNIS	21	18	C
PERPIGNAN	15	6	C	JERUSALEM	23	12	N	VALENTIA	7	1	N
REIMS	12	3	A	LAS VEGAS	10	4	C	VIENNE	16	4	D
STRASBOURG	10	4	N	LONDRES	10	6	C				
	9	4	C	LOS ANGELES	22	16	D				
ÉTRANGER											
</											

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉCONOMIE

Après l'échec des négociations de Bruxelles sur le volet agricole de l'Uruguay Round

Lune de miel

Quel contraste ! Il y a un an exactement les jacqueries embrasées les campagnes, et le président de la République, utilisant tout à tour l'admonestation, voire la menace, et le ton de la bienveillance, avait été contraint d'intervenir pour annoncer, par voie de presse, un programme de développement pour l'agriculture. Aujourd'hui, les préfets respirent. Le monde paysan se calme. La grande manifestation nationale du 14 octobre n'a donné lieu à aucun incident sérieux. Et la turbulente Coordination rurale semble engourdie. Bref, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), la Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et le gouvernement vivent une sorte de lune de miel.

Paradoxalement, c'est l'importance des périls liés aux négociations du GATT qui explique cette paix retrouvée. La position de la France au sein de la CEE, les mises en garde régulièrement répétées contre un accord hâtif et déséquilibré avec les États-Unis sur les dossiers sensibles (céréales, oléagineux) sont saluées unanimement par les leaders paysans. M. Christian Jacob, au nom du CNJA, note qu'« après plusieurs semaines de crispation, l'ajournement des discussions récompense la fermeté française et européenne ». M. Pierre Cormorèche, président des chambres d'agriculture, se plaît à mettre en avant « l'efficacité de la cohésion européenne ». Quant à M. Luc Guyau, patron de la FNSEA, il a déclaré, après avoir rencontré son homologue britannique, qu'ils étaient « tous deux d'accord pour estimer inacceptables les propositions de M. Dunkel, directeur du GATT, et qu'il fallait les modifier considérablement ».

Oubliés les griefs lancés au gouvernement pour avoir trop vite accepté au printemps la réforme de la politique agricole commune (PAC) ? Résolue la crise de la viande bovine ? Régulée la situation financière des agriculteurs lourdement endettés ? Compensées les pertes des arboriculteurs qui, en juillet, ont laissé des dizaines de millions de francs dans les bagages des routiers ? Non évidemment, et les responsables agricoles ne perdent pas une occasion de rappeler que le gouvernement reste toujours sous surveillance, que le ministre responsable s'appelle M. Louis Mermaz (dont ils souhaitent ardemment le départ) ou M. Jean-Pierre Solson, qui, depuis trois semaines rue de Varenne, n'a pas commis le moindre impaire. Le conseil des ministres de l'agriculture des Douze les 26 et 27 octobre à Luxembourg sera, dans ces conditions, son véritable baptême du feu.

FRANÇOIS GROSCHARD

A la suite de l'échec, mercredi 21 octobre, des discussions techniques entre les États-Unis et la CEE sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) (le Monde du 23 octobre), l'administration américaine a tenu, jeudi 22 octobre à Washington, une réunion afin d'étudier notamment « des représailles, sous diverses formes » contre la CEE. De son côté, la Commission européenne de Bruxelles a réaffirmé, jeudi, son souhait de poursuivre les négociations avec les États-Unis afin d'aboutir à « une période politique dans le domaine agricole dans les prochains jours », a déclaré un porte-

parole de la Commission. Le ton est cependant monté, jeudi en fin d'après-midi, entre la France et la Grande-Bretagne.

Une « Lettre à mes amis agriculteurs », signée par M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, et initialement destinée à une publication locale, vendredi 23 octobre, dans le *Journal de la Dordogne*, a en effet suscité l'imitation du premier ministre britannique, M. John Major. M. Dumas écrit notamment qu'« une discussion (sur le GATT) sérieuse ne pourra pas s'engager avant plusieurs mois ». M. Major a aussitôt

réagi devant la Chambre des Communes, affirmant qu'il ferait tout son possible pour faire reprendre rapidement les pourparlers avec les États-Unis. Cet accrochage franco-britannique intervient alors que le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Moellmann, a réaffirmé, jeudi, sa volonté de voir la Commission poursuivre « de façon décidée et orientée vers le succès » les négociations de l'Uruguay Round. De son côté, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne a affirmé vendredi 23 octobre, que « les conditions d'un accord équilibré au GATT ne sont pas réunies ».

Washington étudie d'éventuelles représailles contre la CEE

NEW-YORK

de notre correspondant

Quelques heures après le retour à Washington de M. Joe O'Mara, chargé de mener à bien, à Bruxelles, les négociations États-Unis/CEE sur les échanges agricoles, l'administration Bush a tenu, jeudi 22 octobre, une réunion de crise consacrée aux mesures à prendre après l'échec de ces discussions inscrites dans le cadre de l'Uruguay Round. En fin de soirée, le gouvernement américain n'avait pas fait connaître sa décision et de source proche du ministère de l'Agriculture, on indiquait que Washington étudierait un certain nombre d'options, parmi lesquelles « des représailles, sous diverses formes », mais aussi « d'autres possibilités » qui permettraient d'éviter le déclenchement d'une véritable guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe.

Depuis plusieurs semaines déjà, les autorités américaines ont annoncé qu'elles auraient recours à des mesures de rétorsion si elles n'obtenaient pas gain de cause. Les dispositions de la section 301 de la loi commerciale de 1974 (renfor-

cées sous forme d'une « super 301 » dans le Trade Act de 1981) permettent à Washington d'augmenter de 100 % les taxes sur les exportations de produits agricoles et alimentaires en provenance de la Communauté et à destination des États-Unis. En avril, l'administration avait déjà publié une liste de produits agricoles ou non, importés de la CEE, représentant un volume commercial de 2 milliards de dollars et qui pourraient immédiatement subir cette surtaxe.

Par la suite, le différend portant essentiellement sur les produits agricoles et alimentaires, une seconde liste, dont le détail est encore confidentiel, a été établie pour ne tenir compte que de cette seule catégorie de produits. Elle représente un montant de 1 milliard de dollars d'exportations européennes vers l'Amérique. Dans la première liste figuraient notamment les vins et spiritueux (mais ni les champagnes ni les vins de table), les fromages, le lait, les fruits et légumes en boîte... Autant d'articles qui permettraient de « cibler » les pays à punir, en tête desquels figure la France, considérée par Washington comme le

grand responsable de l'échec des négociations et qui assure, à elle seule, environ 30 % du total des échanges avec les États-Unis. Vient ensuite l'Italie, deuxième exportateur de vin vers ce pays (avec 20 % du total des exportations), l'Allemagne (11 %), les Pays-Bas (8 %) et la Grande-Bretagne (5 %).

La France en accusation

Pour sa part, M. Steve Yoder, le président du syndicat américain des producteurs de soja, habitué à faire le siège du Congrès et de l'administration pour plaider la cause de ses adhérents, a estimé que les mesures de rétorsion contre la CEE étaient « inévitables », étant donné que « l'intégrité du système commercial mondial était en jeu ». M. Yoder a accusé la France d'être à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les négociations, ajoutant que les agriculteurs français « refusaient tout changement et que leur poids politique était énorme ». Il a également indiqué que le régime agricole européen « était protection-

niste » et contraire aux règles du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), à tel point que ce mécanisme avait été déjà condamné à deux reprises par les instances de ce même GATT.

Ces déclarations, alliées aux fortes pressions exercées par d'autres lobbies importants auprès de l'administration font que celle-ci « aura du mal à résister », estime à Washington un observateur de la CEE, spécialiste de ce type de négociations. « Les Américains sont habitués à jouer la quasi-rature pour parvenir à leurs fins. Mais recourir à des représailles est une décision grave, qui appelle à son tour d'éventuelles rétorsions européennes contre les États-Unis », souligne-t-il. « C'est ce qui explique sans doute pourquoi Washington hésite encore à s'engager dans un face-à-face ouvert d'où il éliminerait toutes les mesures intermédiaires ».

Le côté politique du dossier s'est accentué dans le contexte électoral qui est en ce moment celui des États-Unis. Le président Bush a rappelé à plusieurs reprises qu'il souhaitait conclure les négociations agricoles de l'Uruguay Round

avant l'échéance du 3 novembre, celle de l'élection à la Maison Blanche, et les réticences des Européens lui semblent d'autant plus suspectes que des informations accréditées la thèse selon laquelle un certain nombre de pays de la CEE ne sont pas prêts de signer avec une administration « sortante » qu'ils estiment d'ores et déjà « perdante ». L'information rapportée cette semaine par *Newsweek* ne peut que conforter les craintes de M. Bush. Selon le magazine, un émissaire de M. Bill Clinton aurait fait savoir à M. Andreas Van Agt, le représentant de la CEE, que le candidat démocrate à la Maison Blanche considérerait comme une ingérence dans les affaires politiques américaines la conclusion d'un accord commercial précipité qui ne pourrait qu'aider la campagne du président républicain sortant. Interrogé sur cet article, M. Clinton s'est contenté de démentir mollement. Non pas l'information elle-même. Mais le fait que personne ne soit habilité à parler à sa place.

SERGE MARTI

Les conclusions du rapport officiel

Le juge Bingham met en cause le rôle de la Banque d'Angleterre dans le scandale de la BCCI

Alors que le tribunal de commerce de Luxembourg a approuvé, jeudi 22 octobre, le plan d'indemnisation des créanciers de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) proposé au février par l'actionnaire majoritaire, l'émir d'Abou-Dhabi, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a rendu public le même jour le rapport officiel du juge Bingham sur la catastrophe. Ce document, présenté à la Chambre des communes, critique sévèrement le rôle joué par la Banque d'Angleterre, principal organe de supervision de l'établissement bancaire fermé en juillet 1991 pour fraudes à grande échelle.

LONDRES
correspondance

Dans son rapport officiel sur le scandale de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), rendu public par le chancelier de l'Échiquier le 22 octobre, Lord Bingham accuse le département de supervision de la Banque d'Angleterre de « manque de vigilance et de curiosité » devant les informations faisant état de graves malversations financières, transmises dès 1990 par le cabinet comptable Price Waterhouse. Le document réfute l'argument de l'Institut d'émission de Threadneedle

Street selon lequel ses fonctionnaires ne disposaient pas de pouvoirs suffisants pour surveiller la BCCI, dont les activités s'étendaient dans soixante-dix pays.

« Les cabinets comptables ont un rôle à jouer, mais le devoir de supervision bancaire appartient à la Banque d'Angleterre, et c'est un devoir qui ne peut être délégué. C'est la Banque d'Angleterre et non le cabinet d'audit qui est l'organe de réglementation. Dans ces circonstances, l'approche réglementaire de la Banque d'Angleterre de la BCCI était, à mon avis, déficiente », affirme le rapport Bingham. « Selon le rapport, je peux affirmer aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de doute sur l'acte de défection. La Banque d'Angleterre n'a été mêlée à aucune conspiration ou tentative d'effacement », a déclaré M. Lamont.

Organisation opaque

Parmi les réformes annoncées par le ministre des finances, qui exerce la tutelle de la Banque d'Angleterre et est son porte-parole au gouvernement, figure l'octroi de pouvoir explicite permettant à l'Institut d'émission de refuser ou de révoquer une licence bancaire à un établissement dont la structure complexe entrave la tâche de supervision. Avec un siège juridique à Luxembourg, un siège économique à Londres et dans le paradis fiscal des îles Caïmans et un actionnaire principal, l'émirat d'Abou-Dhabi, au Proche-Orient, la BCCI, fondée en 1972 par le financier

pakistanaï Agha Abedi, était contrôlée par un collège de « régulateurs », placé sous la houlette de la Banque d'Angleterre. La permission discrète des « superviseurs » de son département phare, le Banking Supervision, s'est révélée totalement inefficace pour contrôler une organisation opaque, dont les réseaux clandestins faisaient tourner autour de la planète des fonds propres comme des saies.

Le nom de la BCCI transparaît dans plusieurs affaires proprement criminelles politiques. Ainsi, en 1988, après une enquête des services américains, plusieurs de ses cadres avaient été accusés de blanchiment d'argent de la drogue et arrêtés en Floride. Parmi ses autres activités, la banque déchu organisait de vastes escroqueries financières, des services aux terroristes, tel Abou Nidal, l'aide aux services secrets, principalement la CIA, le transport d'armes, des hold-up... Selon les observateurs, l'impact du rapport Bingham sur la Banque d'Angleterre devrait être limité. Son gouverneur, Sir Robin Leigh-Pemberton, a décliné toute possibilité de démission. M. Lamont a annoncé pour sa part la création, au sein de la banque, d'une unité spéciale d'enquête bancaire ainsi que le renforcement de son service juridique. A long terme, toutefois, les lacunes dévoilées aux Communes risquent d'affaiblir un institut d'émission en quête d'une plus grande autonomie vis-à-vis du ministère des finances, dans le cadre de l'Union monétaire européenne.

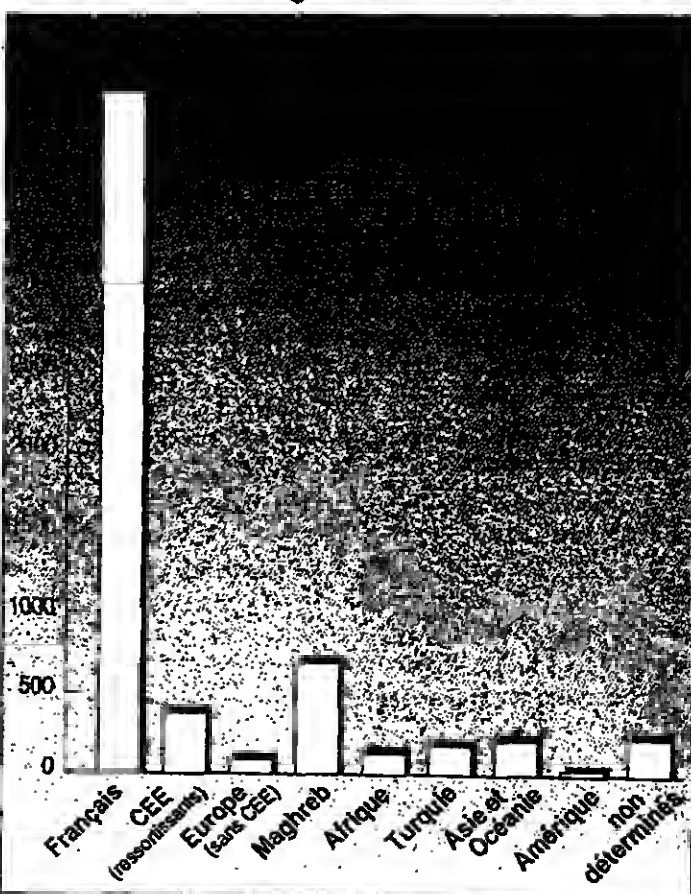
En revanche, l'enquête Bingham lève de tout soupçon le cabinet Price Waterhouse, critiqué seulement pour le caractère trop opaque de son rapport d'octobre 1990 révélant les fraudes. Dans les conclusions, le rôle d'Abou-Dhabi est rapidement évoqué pour ne pas avoir fourni à temps à la Banque d'Angleterre toutes les informations que l'émirat détenait sur les détournements de fonds perpétrés par les responsables de la BCCI. Certains voient derrière cette absence de blâme l'influence du Foreign Office, désireux, semble-t-il, de protéger l'émir Zayed, le chef de l'État, l'un des hommes les plus riches du monde, et un allié traditionnel de la Couronne et de la City.

Le scandale de la BCCI a connu jeudi un autre épilogue : après la Haute Cour de Londres et un tribunal des îles Caïmans, le tribunal de commerce de Luxembourg a approuvé le plan d'indemnisation des créanciers proposé par Abou-Dhabi, prévoyant le versement de 1,7 milliard de livres (14,2 milliards de francs environ) aux 250 000 clients répartis dans quarante pays. Chacun touchera 30 % et 40 % des sommes qui lui sont dues par la BCCI.

MARC ROCHE

Selon le ministère du travail

Les condamnations pour travail illégal ont fortement augmenté en 1988 et 1989



Enregistrées avec retard, en raison des délais de procédure, les effets du renforcement des moyens législatifs de lutte contre le travail illégal commencent à se faire sentir. Selon les données publiées par le ministère de la justice (*Infostat-Justice*, n° 29, septembre 1992), le nombre des condamnations pénales a énormément augmenté en 1988 et 1989 et a porté sur 6 131 personnes, dont contrairement à une idée reçue, sept sur dix étaient françaises.

La répression du travail clandestin représente les deux tiers de ces cas d'infractions sanctionnées, soit 3 951. En 1988, elles auront été dix fois plus nombreuses qu'en 1986, un an après leur correctionnalisation. Et elles ont encore augmenté de 60 % en 1989, alors que la loi avait encore été précisée en 1987. Liés à la fausse sous-traitance, les délits de marchandage ou de prêt de main-d'œuvre ne figurent que pour 6,5 % dans le total des contentieux pénal, mais ont progressé de 60 % pendant la même période.

Quant aux infractions à la réglementation sur les salariés étrangers, qui sont le plus souvent évoquées par l'opinion publique, elles interviennent pour 28 % dans le total des condamnations pour travail illégal, et ne se serent accrues que de 26 % en

cinq ans. Là aussi, l'emploi d'étrangers sans titre de travail (1 673) est autrement plus fréquent que le défaut de carte professionnelle chez les étrangers eux-mêmes (49).

Depuis, et alors que les procédures sont toujours en cours, la lutte contre le travail illégal s'est encore développée. Pour les deux années de 1989 et 1990, 9 400 procès-verbaux ont été établis pour un total de 20 935 infractions. En 1991, il y a eu 5 107 procès-verbaux, correspondant à 12 558 infractions.

Entre janvier 1989 et décembre 1991, le dispositif de contrôle a de nouveau été amélioré avec six nouvelles lois et un nombre encore supérieur de décrets ou circulaires. Un nouveau texte, qui sera discuté à cette session parlementaire, renforcera progressivement en application en 1993. Il obligera notamment les employeurs à déclarer leurs salariés dès le premier jour de l'embauche. Une expérimentation de ce dispositif, à Toulouse, Rennes, Toulon et Troyes, a démontré que 60 % des chefs d'entreprise s'acquiescent déjà de cette formalité, alors que la loi ne les y contraignait pas.

A. Le.

Les cadres FO dénoncent atteintes à la liberté

Les cadres de la Fédération des ouvriers (FO) dénoncent des atteintes à la liberté d'expression et de réunion. Ils accusent le gouvernement d'interférer dans les affaires internes du syndicat. Les cadres FO dénoncent également des atteintes à la liberté d'expression et de réunion. Ils accusent le gouvernement d'interférer dans les affaires internes du syndicat. Les cadres FO dénoncent également des atteintes à la liberté d'expression et de réunion. Ils accusent le gouvernement d'interférer dans les affaires internes du syndicat.

Les cadres FO dénoncent également des atteintes à la liberté d'expression et de réunion. Ils accusent le gouvernement d'interférer dans les affaires internes du syndicat. Les cadres FO dénoncent également des atteintes à la liberté d'expression et de réunion. Ils accusent le gouvernement d'interférer dans les affaires internes du syndicat.

Chânes thématiques s'étendent la houlette de Canal Plus

Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques. Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques. Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques.

Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques. Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques. Canal Plus étend ses chaînes thématiques. La houlette de Canal Plus s'étend sur de nouvelles thématiques.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Lors de leur congrès à Créteil

Les cadres FO dénoncent des « atteintes à la liberté individuelle »

Le congrès de l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière (UCI-FO), qui devait prendre fin vendredi 23 octobre à Créteil (Val-de-Marne), a été enserré à la dernière minute par la nécessité de « préserver la liberté individuelle des cadres », M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI-FO, a dénoncé le développement de certaines techniques de recrutement et « le stockage croissant d'informations à des fins so-disant professionnelles ».

« Quand les concepts et les méthodes ne sont pas étalonnés, l'arbitraire guette », estime M. Bouchet, qui a présenté un rapport orienté vers le réajustement d'un droit d'accès direct permettant aux salariés d'avoir connaissance des données recueillies par les entreprises les concernant directement. Il a également revendiqué que les bilans de compétences soient réalisés par « un opérateur pluridisciplinaire et indépendant » et prévoient une possibilité de contre-expertise. Plus largement, la formation continue des cadres devrait mieux prendre en considération le savoir-buissonnier, celui qui vient de la pratique et ne plus se contenter de « mesurer le savoir académique ». Pour l'UCI-FO, les clauses de non-concurrence – de plus en plus fréquemment introduites dans les contrats de travail – « doivent être exceptionnelles et limitées quant à leur objet et faire l'objet d'une indemnité compensatrice ».

Quant aux pratiques de rupture, elles doivent devenir plus équitables. Alors qu'un employeur peut licencier la « partie de confiance » pour licencier un cadre, il serait souhaitable, proposent les syndicats, de créer une « clause de perte de confiance réciproque » permettant de quitter volontairement l'entreprise tout en obtenant des

indemnités conventionnelles. Enfin, les cadres FO ont souligné que « la guerre au chômage passe par une réduction brutale et constante de la durée du temps de travail ». Une baisse progressive est tout entière amortie par l'accroissement de productivité de ceux qui restent. Face à une baisse conséquente et brutale, les grands donneurs de travail n'auront pas la faculté de compenser. Ils seront contraints d'embaucher », assure l'UCI-FO.

J.-M. N.

DISTRIBUTION

Conditions trop restrictives pour les grandes surfaces

Le Conseil de la concurrence sanctionne trois raffineurs sur la vente d'essence sans plomb

Le Conseil de la concurrence a décidé, mardi 13 octobre, d'infliger trois amendes à Shell, Esso et Elf, estimant que ces compagnies avaient imposé des conditions trop restrictives à la vente en grandes surfaces de leur essence sans plomb à indice d'octane 98 (SP 98). La décision a été rendue publique le 20 octobre. En revanche, le conseil a absous trois autres sociétés pétrolières (Mobil, Total et BP). En outre, il a estimé qu'il n'était pas établi que les raffineries se soient entendues de façon explicite sur les modalités de commer-

cialisation. M. Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie, avait saisi en avril 1991 le Conseil de la concurrence du dossier. En août, les six compagnies s'étaient vu notifier les griefs du conseil sur une éventuelle entente illicite dans la vente de leur carburant et sur leurs pratiques de vente aux grandes surfaces.

Esso et Shell auront à payer respectivement 10 millions et 20 millions de francs pour avoir imposé aux distributeurs n'appartenant pas à leur réseau intégré ou à leur réseau de marque une exclusivité portant sur la totalité de sa gamme, soit sur le seul SP 98. Elf devra acquiescer une amende de 30 millions de francs, car elle n'a accepté « de livrer son carburant SP 98 que si le distributeur s'engageait à commander tous les produits de la gamme Optane » (produits avec additifs). Le conseil leur demande donc de mettre fin à ces pratiques. Esso, dans un communiqué, indique qu'elle n'accepte pas le grief retenu à son encontre par le Conseil de la concurrence et qu'elle a décidé de faire appel.

MONNAIE

La fille de Jean Monnet assigne en référé M. Sapin sur la nouvelle pièce de 100 francs

Quatre millions de pièces de 100 francs à l'effigie de Jean Monnet, le célèbre « père de l'Europe » décédé en 1979, ont été mises en circulation, mardi 20 octobre, par la Banque de France. Ayant affirmé que son autorisation n'avait pas été sollicitée, M^{me} Marianne Monnet, fille de l'ancien commissaire au Plan, a assigné en référé, jeudi 22 octobre, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, devant le tribunal de grande instance de Paris.

L'affaire, plaidée le 22 octobre, n'a pourtant pas abouti. Faute de « voie de fait », le juge du tribunal de grande instance de Paris s'est déclaré « incompétent » pour interdire la mise en circulation de la pièce. M. Francis Cavarroc, vice-président du tribunal, a expliqué que les critères d'une « voie de fait » consistaient par l'État en décidant de battre cette pièce d'argent sans réunir la « voie de fait » suppose en effet, selon M. Cavarroc, un acte qui « porte atteinte à des droits fondamentaux des individus tels leur liberté individuelle ». La compétence revient donc au juge administratif. M^{me} Monnet n'entend pas en rester là : son avocat, M^{me} Marie Vicelli, a en effet décidé de faire appel.

INDICATEURS

ALGÈRE

• Chômage : 21 % de la population active. – 1,268 million d'Algériens ont été concernés par le chômage en 1991, selon les chiffres publiés par l'Office national des statistiques (ONS). Plus d'un travailleur algérien sur cinq est sans travail. Le taux de chômage a augmenté de 8,6 %, soit 105 000 nouveaux chômeurs par rapport à 1990. 63 % d'entre eux sont des chômeurs de longue durée. La catégorie sociale la plus touchée est celle des jeunes, les deux tiers d'entre eux n'ayant pu obtenir un emploi. Le temps moyen pour trouver un emploi a augmenté de 23,3 mois en 1990 à 28,8 mois en 1991.

ESPAGNE

• Produit intérieur brut : + 1,6 % au second trimestre. – Le produit intérieur brut (PIB) espagnol a augmenté de 1,6 % au second trimestre, selon les chiffres publiés, jeudi 22 octobre, par l'Institut national de la statistique. Cette croissance est inférieure de 0,3 point à celle enregistrée au premier trimestre 1992.

FRANCE

• Consommation : + 1,2 % en septembre. – La consommation des ménages en produits manufacturés a augmenté de 1,2 % en septembre par rapport à août, indique l'INSEE. Selon les données de la statistique et des études économiques, la hausse mensuelle s'élève ainsi à 4,1 %. Les achats de produits radio-TV ont augmenté sensiblement. Tout comme l'automobile, qui enregistre une hausse de 0,7 % par rapport au mois précédent. En revanche, les achats en électroménager et en ameublement diminuent légèrement.

• Indices du coût de la construction : + 1,01 % en un an. – L'indice du coût de la construction, qui sert de référence pour les loyers du secteur libre, s'est établi à 1 002 au deuxième trimestre 1992 à comparer avec 1 000 au cours des trois premiers mois. Sur un an, sa hausse est de 1,01 %. Il s'agit d'un très net coup de frein à la dépression du secteur, après plusieurs trimestres de forte hausse.

COMMUNICATION

Avec le début de Canal Satellite le 14 novembre

Les chaînes thématiques s'étendent sous la houlette de Canal Plus

Huit ans et quelques jours après son lancement terrestre, Canal Plus se déploie ainsi en force sur le deuxième marché des chaînes payantes, celui des thématiques, qui succède aux chaînes « d'exclusivité », comme Canal Plus, et précède la troisième vague du paiement à la séance.

Les chaînes du « bouquet » de Canal Satellite appartiennent, en proportions diverses, à Canal Plus et aux principaux câblo-opérateurs. Ces derniers superviseront la commercialisation dans leurs zones. Canal Satellite vise donc, en priorité, les 10,5 millions de foyers en habitat individuel hors de ces zones, espérant en séduire 800 000 à terme. La Grande-Bretagne et l'Allemagne comptent déjà 2,5 et 2,8 millions de foyers recevant des chaînes par satellite.

Kiosque audiovisuel universel

Pour s'abonner, l'utilisateur devra s'équiper d'une antenne parabolique (68 à 82 centimètres de diamètre selon la région) et d'un récepteur satellite, fournis pour moins de 4 000 francs dans le réseau des revendeurs Canal Plus, ou par une autre filiale spécialisée, Satellite Service. L'abonnement mensuel de base (incluant le décodeur Synter nécessaire) est fixé à 136 francs, juste au-dessus du prix du câble. Il comprend cinq chaînes sur quatre canaux : Planète (documentaire), MCM (musique), TV-Sport, Canal J (jeunesse) complétées en soirée par Canal Jimmy (chaîne des séries et baby-boomers). Deux chaînes de films, Ciné-Cinéma et Ciné Cinéma, peuvent s'y ajouter pour 30 francs supplémentaires. Les abonnés à Canal Plus, équipés d'un décodeur, bénéficient d'une réduction.

A côté de ces sept programmes sera lancé sur Télécom 2A ou autre

« bouquet » de trois chaînes au format 16/9 d'écran large que seule permet la nouvelle norme D2 Mac. Canal Plus, Ciné-Cinéma et France 2 en version 16/9 pourront être reçues avec la même antenne, mais grâce à un récepteur satellite approprié, qui intègre le décodeur Eurocrypt nécessaire. Ce second bouquet, devait en théorie être complété d'une chaîne haut de gamme en 16/9 dont Canal Plus finissait « une partie du déficit. Mais son président, M. André Rousselet, n'en parle plus qu'au passé. Ce projet, pourtant prévu dans les accords signés début septembre avec le ministre des PTT, M. Emile Zuccarelli, M. Rousselet l'estime « mal parti, vu la réponse négative des industriels invités à en partager le défi ». A la place, M. Rousselet accueillerait volontiers une autre chaîne thématique, comme Paris Première, qui en fait la demande, ou une chaîne d'information. C'est-à-dire – mais sans trop le dire – une chaîne de plus en Secam.

Le lancement de Canal Satellite marque une étape importante pour la télévision. Il élargit la base économique des chaînes thématiques, leur permettant ainsi d'améliorer leurs programmes (TV Sport en profitera pour coller de plus près aux goûts français). Il élargit le choix des spectateurs partout en France, et pas seulement dans les villes, en leur offrant de composer en « kit » leur propre programme. Il élargit aussi le champ d'action de Canal Plus, dont les décodeurs s'imposent comme le « kiosque » audiovisuel universel. Il n'est pas sûr, en revanche, que s'élargisse le champ de la concurrence, une fois ce satellite fort en thèmes solidement installé au firmament, les antennes francophones braquées sur lui.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA: RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1992.

Le Conseil d'Administration de MATRA s'est réuni le 21 octobre sous la Présidence de M. Jean-Luc LAGARDERE pour examiner les comptes du premier semestre de l'exercice 1992.

Dans le détail, le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992
Chiffre d'affaires	10 630	12 546
Résultat d'exploitation	317	796
Résultat financier	217	47
Résultat courant	534	843
Résultat exceptionnel, divers, amortissement des survoies, et quote-part des sociétés mises en équivalence	(275)	(262)
Impôts sur les bénéfices	(181)	(267)
Part des minoritaires dans le résultat	(14)	(123)
Résultat net consolidé part du Groupe	64	191

La progression du chiffre d'affaires (+ 18 %) et du résultat d'exploitation (multiplié par 2,5) provient principalement des branches Espace, Automobile et Télécommunications.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est multiplié par 3 par rapport au premier semestre de 1991 (soit une progression de + 200 %).

Il n'est pas possible d'extrapoler sur l'ensemble de l'exercice 1992 un même rythme de progression du résultat net consolidé part du Groupe. En effet, le premier semestre 1992 a été particulièrement favorable pour la Défense, l'Automobile et les Télécommunications.

Cependant les prévisions faites antérieurement sont maintenues. Sauf événement exceptionnel, le résultat net consolidé part du Groupe devrait marquer une progression sensible par rapport au niveau de 252 MF atteint en 1991.

MATRA

Il est rappelé que le Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs ou 5, rue Beaulieu - Paris 8^e. (Tél.: 47 66 03 06) et que tous les renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (36 16 MATRA).

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés du constructeur de voitures miniatures

Majorette aux abois

LYON

de notre bureau régional

A deux semaines de l'échéance, le constructeur de voitures miniatures Majorette, de Rillieux (Rhône), attend toujours les concours bancaires nécessaires à la poursuite de son exploitation. Déjà, lors de l'assemblée générale des actionnaires de juin, le fondateur de l'entreprise, M. Emile Véron, avait annoncé avoir obtenu des concours le matin même.

Jeudi 22 octobre, la publication des comptes semestriels de l'entreprise, au Bulletin des annonces légales et obligatoires (BALO), n'est pas de nature à rassurer les financiers. Si l'on inclut les filiales, le groupe Majorette a subi, sur les six premiers mois de l'année, une perte nette (part du groupe) de 80,3 millions de francs, contre un bénéfice au total de 2,7 millions de francs du premier semestre 1991.

La perte attendue, pour l'ensemble de 1992, atteindrait 91 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 400 à 420 millions. Les ventes ont sévèrement diminué (-30,5 %), alors que la société-mère supporte un endettement d'environ 420 millions.

Les ateliers français ont déjà subi deux vagues de compressions de postes, qui ont réduit l'effectif de huit cents à cinq cents salariés, pendant que les usines brésilienne, portugaise et thaïlandaise atteignaient en hausse - le même niveau total d'emploi. Selon son secrétaire (non syndiqué), le comité d'entreprise s'en remet à une expertise, réalisée par le cabinet Secafi-Alpha, pour plaider qu'une délocalisation accrue serait difficile à mettre en œuvre en dix-huit mois : l'atelier asiatique mit trois années pour parvenir à produire trente millions de miniatures par an et cela semble nourrir l'espoir,

parmi le personnel, de solutions de reprise « alternatives ».

Le niveau de la dette rend les perspectives de Majorette alarmantes. Le directeur, mis en place en juin, propose de procéder encore à deux cent cinquante suppressions d'emplois en France, en deux ans, ne conservant dans le Rhône que la fabrication d'une série particulière, les fonctions de conception, de commercialisation et de gestion. Le personnel, souvent actionnaire de l'entreprise, semble de plus en plus inquiet car la cellule spécialisée, mise en place lors du plan de réduction d'effectif de juin, a enregistré seulement huit reclassements, parmi les soixante-douze personnes ayant sollicité ses services, sur un effectif total de cent quarante salariés qui perdaient alors leur emploi.

GÉRARD BUÉTAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

COOPÉRATION

Accord entre PepsiCo et l'Ukraine. - PepsiCo a annoncé, jeudi 22 octobre, la signature avec deux partenaires ukrainiens d'un accord hors du commun de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), le plus important à ce jour entre l'Ukraine et une société occidentale. PepsiCo, les chantiers navals de Zaliw, Ukrprivvost, société ukrainienne de production de boissons, et Fran-Shiping, un armateur indépendant, créent une société conjointe, Ukrainian Development Corporation, basée à Kiev. Cette firme devra vendre pour un milliard de dollars de navires de commerce construits par Zaliw au cours des huit prochains mois. L'argent perçu permettra à PepsiCo de porter de sept à douze le nombre de ses usines en Ukraine et de multiplier par trois ses ventes dans ce pays, où il écoulait déjà environ 240 millions de bouteilles, trois fois plus que son rival Coca-Cola. En outre, PepsiCo pourra construire en Ukraine cent restaurants de sa filiale Pizza-Hut, qui en compte déjà deux à Moscou.

NOMINATION

PSA Peugeot Citroën : M. François Michelin entre au conseil de surveillance. - M. François Michelin, président du fabricant de pneumatiques Michelin, va faire son entrée au conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën. M. Michelin remplacera M. François Rollier, décédé fin juin, qui assurait la représentation du groupe Michelin au conseil de surveillance depuis 1976. Michelin détient 5,82 % du capital (9,15 % des droits de vote) de PSA depuis 1976. PSA a annoncé par ailleurs, jeudi 22 octobre, le départ, pour raisons personnelles, de son directeur général, M. Yves Rapilly. M. Rapilly, qui part à la retraite, était un des principaux artisans de la politique financière du groupe ces dernières années. Il sera remplacé, à compter du 1^{er} novembre, par M. Yves Blondeau, cinquante-sept ans, qui a fait l'essentiel de sa carrière à la Compagnie générale des eaux.

RÉSULTATS

Bolloré Technologies : en baisse de 64 %. - Bolloré Technologies a annoncé, jeudi 22 octobre, un résultat semestriel net (part du groupe) de 69 millions de francs, en baisse de 64 % par rapport à celui du premier semestre 1991, tout en soulignant que la comparaison est « peu significative » puisqu'il s'agit de comptes incluant l'armateur Delmas-Vieljeux, qu'il contrôle depuis l'été 1991. Ce résultat a été atteint avec un chiffre d'affaires semestriel de 13,5 milliards de francs, alors que les 194 millions décaissés au cours du premier semestre 1991 l'avaient été avec un chiffre d'affaires de 9,4 milliards.

NEW-YORK, 22 octobre

Hausse

La séance a été monotone, jeudi 22 octobre, à Wall Street, qui a connu une hausse grâce à une reprise de dernière heure après avoir évolué en légère baisse durant la plus grande partie de la journée. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a terminé la séance à 3 200,88 points, en hausse de 13,78 points soit un gain de 0,43 %. Quatre-vingt-trois millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 884 contre 789 599 titres ont été échangés.

Le marché avait débuté la séance en hausse à la suite de l'annonce d'une baisse des demandes hebdomadaires d'allocations chômage de 15 000 personnes vendredi. Les experts tablèrent sur une progression de 16 000 de ces demandes. Cette attente a, dans un premier temps, fait rebondir la hausse des taux d'intérêt à long terme car elle vient renforcer les espoirs de redémarrage de l'économie américaine. Les taux sont toutefois restés en baisse, les investisseurs se méfiant des résultats trimestriels de plusieurs compagnies américaines.

NEW-YORK, 22 octobre

Hausse

La séance a été monotone, jeudi 22 octobre, à Wall Street, qui a connu une hausse grâce à une reprise de dernière heure après avoir évolué en légère baisse durant la plus grande partie de la journée. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a terminé la séance à 3 200,88 points, en hausse de 13,78 points soit un gain de 0,43 %. Quatre-vingt-trois millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 884 contre 789 599 titres ont été échangés.

Le marché avait débuté la séance en hausse à la suite de l'annonce d'une baisse des demandes hebdomadaires d'allocations chômage de 15 000 personnes vendredi. Les experts tablèrent sur une progression de 16 000 de ces demandes. Cette attente a, dans un premier temps, fait rebondir la hausse des taux d'intérêt à long terme car elle vient renforcer les espoirs de redémarrage de l'économie américaine. Les taux sont toutefois restés en baisse, les investisseurs se méfiant des résultats trimestriels de plusieurs compagnies américaines.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Alcoa	87,18	86,58
AT&T	41,14	41,78
Bell	27,30	27,30
Chrysler	22,78	23,34
Du Pont de Nemours	41,14	41,14
General Electric	62,58	62,58
IBM	85,14	85,14
Intel	78,14	78,14
Johnson & Johnson	30,78	31,34
Merck	81,14	81,14
Microsoft	98,14	98,14
Motorola	85,14	85,14
Novartis	78,14	78,14
Roche	120,14	119,34
Schering	13,14	13,14
Unilever	46,14	46,14
Westinghouse	12,78	12,78
Yale	78,14	78,14

LONDRES, 22 octobre

Progression

Les valeurs ont redonné leur élan jeudi 22 octobre en fin de séance à la Bourse de Londres après un rebond en milieu de journée dû à l'annonce d'un déficit de la balance des paiements courant moins élevé que prévu en septembre. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 12,4 points à 2 868,1 points (+0,4 %).

Les investisseurs ont pris leur bénéfice après deux séances consécutives de hausse mais la tendance de fond reste optimiste dans la perspective de nouveaux abaisslements des taux d'intérêt britanniques. L'annonce d'un déficit de 963 millions de livres des paiements courants en septembre a ravivé la cote à la mi-journée car la plupart des analystes attendaient au moins un milliard de livres.

TOKYO, 22 octobre

Reprise

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse vendredi 22 octobre dans le sillage du marché à terme. À la fin des transactions, l'indice Nikkei a gagné 104,61 points (0,81 %) à 12 717,65 points, son plus haut cours du jour. Cinq cent vingt-trois titres ont été échangés, contre 210 millions la veille.

Si la plupart des intervenants sont restés sur la réserve en ce début de période de publication de résultats de sociétés, les secteurs bénéficiant de la politique d'inflation du gouvernement sont restés au centre de l'attention.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Aluminium	122,00	122,00
Bois	110,00	110,00
Carbone	120,00	120,00
Chimie	120,00	120,00
Énergie	120,00	120,00
Industrie	120,00	120,00
Matériaux	120,00	120,00
Métallurgie	120,00	120,00
Services	120,00	120,00
Transport	120,00	120,00
Autres	120,00	120,00

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 octobre

Ferme

La Bourse de Paris restait ferme vendredi 23 octobre. Après une ouverture en hausse de 0,55 %, les valeurs françaises s'appréciaient de 1,2 % à la mi-séance. Plus tard dans la journée, l'indice CAC 40 s'élevait en hausse de 1,45 %. Toutefois, si la place parisienne a retrouvé un sursis serein, la liquidation boursière restait négative. Alors que le mois boursier grand fin de semaine, la liquidation était perdue de plus de 4 % en milieu de journée.

La bonne orientation du marché des actions s'est appuyée sur la bonne tenue du marché obligataire, alors que le MATIF continuait à battre ses plus hauts niveaux de l'année. Les marchés de taux ont cependant toujours en effet une détente monétaire en Europe. Le taux au jour le jour à Paris a reculé depuis le début de la semaine sous les 10,5 %, à son niveau d'avant la tourmente monétaire, ce qui explique l'essentiel de la bonne orientation de la place.

Aux valeurs, le Crédit lyonnais perdait 3,3 % après l'annonce de Florio Fiorini, président de la SASA, qui se rapproche du départ de bien, ce qui pourrait notamment peser sur la banque française, fortement engagée dans le holding suisse. En baisse également, on relevait Cerus (-8,4 %), et Veolia (-10 %). Après sa forte hausse de la veille (+12 %), le cours de Metra a rebondi à la baisse, perdant 2,92 %, alors qu'Hachette, de son côté, reprenait 1,53 %. En hausse, on relevait L'Oréal, qui gagnait 1,04 %, Mécanique, et le C de Cencosud 2,5 %.

NEW-YORK, 22 octobre

Hausse

La séance a été monotone, jeudi 22 octobre, à Wall Street, qui a connu une hausse grâce à une reprise de dernière heure après avoir évolué en légère baisse durant la plus grande partie de la journée. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a terminé la séance à 3 200,88 points, en hausse de 13,78 points soit un gain de 0,43 %. Quatre-vingt-trois millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 884 contre 789 599 titres ont été échangés.

Le marché avait débuté la séance en hausse à la suite de l'annonce d'une baisse des demandes hebdomadaires d'allocations chômage de 15 000 personnes vendredi. Les experts tablèrent sur une progression de 16 000 de ces demandes. Cette attente a, dans un premier temps, fait rebondir la hausse des taux d'intérêt à long terme car elle vient renforcer les espoirs de redémarrage de l'économie américaine. Les taux sont toutefois restés en baisse, les investisseurs se méfiant des résultats trimestriels de plusieurs compagnies américaines.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Alcoa	87,18	86,58
AT&T	41,14	41,78
Bell	27,30	27,30
Chrysler	22,78	23,34
Du Pont de Nemours	41,14	41,14
General Electric	62,58	62,58
IBM	85,14	85,14
Intel	78,14	78,14
Johnson & Johnson	30,78	31,34
Merck	81,14	81,14
Microsoft	98,14	98,14
Motorola	85,14	85,14
Novartis	78,14	78,14
Roche	120,14	119,34
Schering	13,14	13,14
Unilever	46,14	46,14
Westinghouse	12,78	12,78
Yale	78,14	78,14

LONDRES, 22 octobre

Progression

Les valeurs ont redonné leur élan jeudi 22 octobre en fin de séance à la Bourse de Londres après un rebond en milieu de journée dû à l'annonce d'un déficit de la balance des paiements courant moins élevé que prévu en septembre. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 12,4 points à 2 868,1 points (+0,4 %).

Les investisseurs ont pris leur bénéfice après deux séances consécutives de hausse mais la tendance de fond reste optimiste dans la perspective de nouveaux abaisslements des taux d'intérêt britanniques. L'annonce d'un déficit de 963 millions de livres des paiements courants en septembre a ravivé la cote à la mi-journée car la plupart des analystes attendaient au moins un milliard de livres.

TOKYO, 22 octobre

Reprise

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse vendredi 22 octobre dans le sillage du marché à terme. À la fin des transactions, l'indice Nikkei a gagné 104,61 points (0,81 %) à 12 717,65 points, son plus haut cours du jour. Cinq cent vingt-trois titres ont été échangés, contre 210 millions la veille.

Si la plupart des intervenants sont restés sur la réserve en ce début de période de publication de résultats de sociétés, les secteurs bénéficiant de la politique d'inflation du gouvernement sont restés au centre de l'attention.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Aluminium	122,00	122,00
Bois	110,00	110,00
Carbone	120,00	120,00
Chimie	120,00	120,00
Énergie	120,00	120,00
Industrie	120,00	120,00
Matériaux	120,00	120,00
Métallurgie	120,00	120,00
Services	120,00	120,00
Transport	120,00	120,00
Autres	120,00	120,00

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	4315	4300	Immob. Habitat	1004	1000
B.A.C.	22 70	.....	Immo. Compteur	109	.....
Ban. Paribas	570	570	IPB.M.	52	.....
Ban. Par. Ly.	520	520	Locat.	70	.....
Banque Lyonn.	236	.....	Mare. Com.	285 70	285 70
C.A.L.-de-F. (C.C.I.)	220	620	Motex	140	.....
Cibemont	210	209	N.S.C. Schenker	785	.....
Cinéma	780	741	Publ.Filippoti	380	380
C.I.F.E.P.	155 10	155 10	Rhone-Alp. Ind. Et. L.	308	308
C.F.P.	288	288	Sales Invest. Et. L.	80	82
C.N.I.M.	967	960	Serbis	180	182
Codipar	254 00	.....	Sopis	287	288
Condomina	.....	.....	TFI	320	327
Crédita	108 00	.....	Thomson H. Et. L.	315	320
Dagblin	176	170	Unib.	257	257
Desfrin	486	570	Val. Et. Ch.	95	98
Demotex Worme Co.	350	.....	Y. St-Laurent Group	595	549
Delfines	825	821			

BOURSE DU 23 OCTOBRE

Règlement mensuel														
VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
CAE 3K	4900	4980	4986	- 0.31	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 7K	806	806	802	- 0.50	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 10K	780	780	780	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 15K	750	750	750	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 20K	720	720	720	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 25K	690	690	690	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 30K	660	660	660	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 35K	630	630	630	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 40K	600	600	600	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 45K	570	570	570	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 50K	540	540	540	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 55K	510	510	510	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 60K	480	480	480	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 65K	450	450	450	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 70K	420	420	420	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 75K	390	390	390	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 80K	360	360	360	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 85K	330	330	330	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 90K	300	300	300	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 95K	270	270	270	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 100K	240	240	240	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 105K	210	210	210	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 110K	180	180	180	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 115K	150	150	150	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 120K	120	120	120	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 125K	90	90	90	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 130K	60	60	60	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 135K	30	30	30	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 140K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 145K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 150K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 155K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 160K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 165K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 170K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 175K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 180K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 185K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 190K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 195K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 200K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 205K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 210K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 215K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 220K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 225K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 230K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 235K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 240K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 245K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 250K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 255K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 260K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 265K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 270K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 275K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 280K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 285K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 290K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 295K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 300K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 305K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 310K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 315K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 320K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 325K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 330K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 335K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 340K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 345K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 350K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 355K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 360K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 365K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 370K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 375K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 380K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 385K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 390K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 395K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 400K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 405K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 410K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 415K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 420K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 425K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 430K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 435K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 440K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 445K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 450K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 455K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 460K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 465K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 470K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 475K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 480K	0	0	0	0.00	Orléans	302	302	304	+ 0.67	St. Louis	27	27	27	+ 3.70
CAE 485K	0	0	0	0.0										

COMPTANT (sélection)

[illegible]

SICAV (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission/ Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission/ Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission/ Préale incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.C.	506	.....	Acadia	186 25	181 27	First Association	36 54	36 54	Virv Association	30648 90	30548 90
Alcan Inc.	380	70	Alcan Inc.	7111 08	6838 13	First-Comp.	44	43 35	Profin	363 75	340 24
Alcan Aluminum	77 26	78	Alcan Inc.	590 13	575 85	First-Comp.	240 62	237 08	Quebec	127 17	124 07
African	238	.....	Alcan Inc.	1141 05	1141 05	First-Comp.	389 90	388 54	Rebelle	669 54	646 61
Amalco	440	.....	Alcan Inc.	3076 94	3065 89	First-Comp.	899 78	819 30	Rebelle	182 103	180 23
Anglo American	76 10	.....	Alcan Inc.	1077 93	1065 59	First-Comp.	5197 16	5120 33	Rebelle	3380 47	3329 18
Anglo Paper Corp.	448	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
B. H. H. H. H.	226 10	221 00	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Can. Pacific	55 80	60	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Cable Corp.	130	130	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Chrysler	3 80	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Comptech	605	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Dynalene	270 10	286 10	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
East	19 80	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Gen. (Pac. Land)	323	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Gowat	887	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Guy Holdings Ltd.	85	86 20	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Guyana Tea	320	330	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Guyana and Co (N.Y.)	173	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Hayward Inc.	165	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Industrie	80 16	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Johnson	80 70	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Kellogg	23 80	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Kellogg	36	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Kellogg	74 10	74	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Kellogg	3 70	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	380	380	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	23 83	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	274 70	274 90	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	135	136 50	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	271 20	270 10	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	4 55	4 40	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	22 18	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	165	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	183	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	22	.....	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39
Phar. Inc.	3 52	3 56	Alcan Inc.	176 77	167 36	First-Comp.	15393 24	15306 71	Rebelle	114 40	1120 39

PUBLICITÉ :

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 23/10	COURS actuel
Bourse (Unité 1 (us))	5 128		4
Esc.	8 658		
Capitaine (100 dollars)	338 250		328
Religieuse (100 F)	300 000		15
Pays-Bas (100 F)	301 530		290
Inde (1000 livres)	3 472		
Danemark (100 dollars)	85 70		7
Inde - Singapour (100 dollars)	8 250		2
Inde (100 dollars)	2 615		7
Suisse (100 F)	380 190		387
Ruande (100 lire)	49 530		
Inde (100 F)	81 120		80
Inde (100 F)	82 214		46
Capitaine (100 pes.)	4 761		
Portugal (100 esc.)	3 800		3
Canada (100 dollars)	1 122		3
Inde (100 F)	4 228		4

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES	COURS	COURS
en francs		ET DEVISES	préc.	23/1°
5	54	Or fin (en barre)	58800	58100
10	169	Or fin (en lingot)	58500	58600
20	310	Napoléon (20)	322	321
50	910	Pièce F (50)	446	
100	87	Pièce Suisse (100)	325	320
500	387	Pièce Luthé (200)	320	330
1000	89	Souverain	120	124
5000	388	Pièce 20 dollars	490	490
10000	498	Pièce 10 dollars	1000	1050
50000	6	Pièce 5 dollars	575	
100000	4	Pièce 50 pesos	2085	2130
500000	43	Pièce 10 florins	336	331

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

۵۵/۱۱۱۱۱۱۱۱

AIXION: THÉÂTRE (43-38-74-62). Une nuit de réve : 19 h. Rel. dim., ven., sam., jeu. (démarré) 22 h ; rel. 1 pour la mer., jeu. (démarré) 22 h. 1 pour la route : Sœurs d'amour : mar., jeu. (en anglais), jeu., ven., sam., jeu. (en français) 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Voir ci-dessus.

ANTINE, ven., sam., mar., jeu. (démarré) 20 h 30 ; rel. 15 h 30.

ANTINIE - SIMONE-SERRIAU (42-06-77-13). Amour fou : 20 h 45 ; sam., jeu. 15 h 30 ; rel. 15 h 30.

ARCANES (43-38-19-70). Stelle : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30.

ARTISTIC-AITHAVINS (48-06-38-30). L'Esprit de la fête : jeu. 19 h ; ven., sam., mar., jeu. 20 h 30.

ATLANTE (45-06-11-90). Moulin rouge et noir : 20 h 30 ; Sam., dim. 17 h. Rel. soir, mar.

ATELIER (48-06-48-24). L'Amichrone : ven., sam., mar., jeu. (démarré) 21 h ; dim. 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jovet. Au cœur des ténérailles : 19 h. Dim. 16 h. Rel. dim., soir, mar., jeu. Le Merin (en arabe) : ven., sam., mar., jeu. 21 h.

AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (42-09-32-42). Duo pour trois observés : ven., sam., mar., jeu. 21 h.

BASTILLE (43-74-42-14). Les Aventures du Capitaine Goltard : ven., sam. 19 h 30 ; rel. (dimanche) 15 h 30. Westminster : lun., ven., sam. 21 h ; rel. (dimanche) 17 h.

BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN (43-84-83). Le Métrage et l'Auvergnat : 19 h 30 ; rel. 15 h 30.

SEAUDRONT CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). La Jour de la lune de miel : ven., sam. (démarré) 20 h 30.

BERRY-ZEBE (43-67-61-45). Et Joli : 19 h. Rel. dim., lun. Balaïne-Petit-de-poule : 19 h 30 ; rel. 21 h. Les Champêtres de joi : 20 h 30 ; rel. 20 h 30. Marcel et Roger : ven., sam. (démarré) 22 h.

BOUFFES PARISIENS (42-06-50-24). Le Miroir : 19 h 30 ; rel. dim., ven., mar. 20 h 45 ; sam. 21 h 15 ; rel. 21 h.

CARTELOUS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-33). Les Mots en balade : ven., sam., mer., jeu. 19 h. La Veuve espagnole : 21 h. Rel. dim., ven., sam., mar., jeu. (démarré) 18 h.

LA BRUYÈRE (44-74-76-99). Brûlez tout ! : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soir, lun., mar., jeu. 21 h.

CAPACITÉ DE LA GARE (42-78-52-51). La Gratitude de Boissac : 20 h. Rel. dim., lun. Qui est-ce ? : 22 h. Rel. dim., ven., mar.

CARTOUCHEUR-THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Nuit, la séduction et la guerre du Golfe : 20 h 30 ; rel. 18 h. Rel. dim., soir, lun.

CARTOUCHEUR-THÉÂTRE DE LA TEMPERATURE (42-78-36-99). Salle I. Grand-père et le fils : 20 h 30 ; rel. 20 h 30. Les Prents Marteaux : 21 h ; rel. 16 h 30.

CARTOUCHEUR-THÉÂTRE DU SOLEIL (42-78-36-99). Les Chlophores : 19 h 30 ; rel. 18 h 30. Les Chlophores : 19 h 30 ; rel. 18 h 30. Les Chlophores : 19 h 30 ; rel. 18 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Lococo : 20 h 30 ; rel. 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim., soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Extra-fraîche et sa sucrose... : 21 h ; rel. 16 h 30. Rel. dim., soir, lun.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-36-99). Le Tachisme : sam. (démarré) 20 h 30 ; rel. 20 h 30.

CINEMA DIAMANTS (45-60-51-31). Je ramassais par la vie : mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; rel. 17 h 30.

COLLÈGE NEERLANDAIS (47-97-77-62). L'écriture de Roi mont : sam. (démarré) 19 h 30 ; rel. 19 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-91-00-11). Voltaire : 20 h 30 ; rel. 18 h 15, 21 h 30 ; dim. 20 h 30 ; rel. 18 h 15.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-70-08-24). L'Aide-mémoire : mar., mer., jeu. 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-19). Antiphonies : 20 h 30. Bal masqué : 19 h 30. Les Femmes de France : 20 h 30. Cécile : ven., lun. 20 h 30. La Comtesse d'Escarbagas : George Dandin : 20 h 30 ; rel. 18 h 15.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Espouse rudérale : 21 h ; dim. 21 h 30. Rel. dim., soir, lun.

DALNOUNO (42-81-69-14). Le Canard à deux queues : 21 h ; rel. 15 h 30. Rel. dim., soir, lun.

DÉCHARGÉS (TLD) (42-36-00-02). Direction Critérium : 21 h 30 ; rel. 17 h 30. Rel. dim., soir, lun.

DEUXIÈME AXES (48-08-10-28). Le Traité de mer : 21 h ; rel. 15 h 30. Rel. dim., soir, lun.

HOMMES (45-84-72-70). Mon Homme : dim., mar., jeu. 20 h 30.

LORRAINE (42-78-36-99). Monsieur André : 20 h 45 ; sam. 18 h, 21 h. Rel. dim. Les Maîtres de mon moulin : mar. 14 h 30. Les Maîtres en amour : ven. 14 h 30 ; rel. 15 h 30.

Espace Acteur (42-82-35-00). Yvonne :

princesses de Bourgogne : 20 h 30 ; dim. 18 h.
 RAI, dim. soir, lun.
ESPACE JEMMAPPAS (48-34-31-00), Ichné-
 nare poétique : d. dim. 17 h. Trotter ché-
 mer, mar., jeu. 20 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55), Le Mariage
 de Figaro : 18 h. RAI, dim. soir, lun.
 Feu le maître de madame : 20 h ; dim. 18 h.
 22 h, jeu. soir, mar., jeu. 21 h ; dim. 20 h.
ESPACE PROCRÉANT (42-87-47-51), Mé-
 moires de la terre : ven., sam., dim. 15 h.
 jeu. (dimanche) 20 h ; dim. 15 h.
ESPACE PIERRE (42-72-48-42), Salle la
 Macabre : 20 h 30 ; dim. 18 h. RAI, dim.
 soir, lun. Le Neufrage de l'animal Bouvier : sam.
 15 h.
EDUCATION DEUTSCH-DE LA MEURTHE
 (40-80-57-37), Piment carnavales : i. ven.,
 sam., mar., jeu. (dimanche) 20 h 30 ; dim.
FONTAINE (48-74-74-40), Le Chant
 du monde : 18 h 45 ; sam., dim. 15 h. RAI,
 dim. soir, lun.
LE FUMINAISIEU THÉÂTRE-RESTAURANT
 (42-23-88-83), Chantier à gages : 20 h 30 ;
 dim. 18 h 45 ; sam., dim. 15 h. RAI, dim.
 soir, lun.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18),
 Confidences pour claquette : 20 h 45 ;
 dim. 15 h. RAI, dim. soir, lun.
GRÉGIE CHRISTIAN (42-61-46-04), Un
 homme et son chat : 20 h 30 ; sam., dim.
 15 h.
GRAND EDGAR (43-35-32-31), Liberté, Éga-
 lité, fraternité : 20 h 30 ; dim. 15 h. RAI,
 dim. soir, lun.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61),
 Rendez-vous rue Watt : 18 h. RAI, dim.
 soir, lun. Le Pointeur : 20 h 30. RAI, lun. Le Comé-
 diant : 20 h 30 ; dim. 18 h. RAI, dim. soir,
 lun.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-31),
 Soir : 20 h 30 ; sam. 17 h. RAI, dim. lun.
HÉBERTOT (43-87-23-23), L'Ecole des
 hommes : 21 h ; dim. 15 h. RAI, dim. soir,
 lun. Les Femmes de l'ombre : 20 h 30 ;
 dim. 15 h. RAI, dim. soir, lun. Les Femmes
 de l'ombre : 19 h 30. RAI, dim. lun. Le Lapin :
 20 h 30. RAI, dim. Lunette sur la Butte :
 20 h 30. RAI, dim.
LICÉENNE (40-45-57-34), Théâtre nou-
 veau, La Petit Prince : 18 h 45. RAI,
 dim. L'Ecole des dictateurs : 20 h. RAI, dim.
 Douce : 21 h 30. RAI, dim. Théâtre rouge, il y
 a du monde : 20 h 30 ; dim. 15 h. RAI, dim.
 de Téhéran : 20 h. RAI, dim. Les Soirs d'été
 21 h 30. RAI, dim.
MAELENNE (42-85-07-09), Long Voyage
 vers le nuit : 20 h 30 ; sam. 18 h ; dim. 15 h.
 RAI, dim. soir, lun.
MAISON DE LA POÉSIE TERRASSE DU
FLORIAN DES HALLES (42-36-27-43), La
 Plume fabrique : ven., sam. 20 h 30 ; dim.
 15 h.
MARAIS (42-78-03-53), L'Ecole des
 hommes : 21 h. RAI, dim.
MARIE STUART (45-06-17-80), Savage Love
 (anglais-français) : 21 h. RAI, dim. lun.
 Les Femmes de l'ombre : 20 h 30 ; dim.
 15 h. RAI, dim. soir, lun.
MARIGNY (42-55-04-41), Soir royale :
 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. RAI, dim.
 soir, lun.
MATHURINS (42-65-90-04), Les Palmes de
 M. Schutz : 20 h 30 ; dim. 15 h. RAI, dim.
 soir, lun.
MATHURINS (PETITS) (42-65-90-04), Noc-
 turnes de Richard : 18 h 30. RAI, dim. soir,
 lun.
METAMORPHOSIS (42-81-33-70), Mar-
 chand de rêves : 21 h ; dim. 15 h. RAI, dim.
 soir, lun.
MICHEL (42-65-36-02), Les Aventures : 21 h.
 RAI, dim. soir, lun.
MICHOÛÈRE (42-74-85-22), Le Puce à
 l'oreille : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 18 h. RAI,
 dim. soir, lun.
MODGODAR (48-78-04-04), Les Bas-fonds :
 20 h 30 ; mar., sam. 18 h 45. RAI, dim. soir,
 lun.
MONTPARNASSE (43-22-17-74), Marcel et
 la Belle Excentrique : mer., jeu., ven.,
 21 h ; sam. 18 h 30 ; 21 h ; dim. 15 h 30.
 RAI, dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (43-22-17-74), Le
 Traversé : 21 h ; dim. 15 h 30. RAI, dim.
 soir, lun.
MUSEE DES ARTS ET MÉTIERS
 (40-27-27-65), Les Arts et Métiers en spec-
 tacle : 20 h 30. RAI, dim. soir, lun.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFERTAD
 (43-31-11-89), Les Enfants du silence : ven.,
 sam., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.
 RAI, dim. soir, lun.
OLYMPIA (48-74-42-52), Les Dames de
 l'Opéra : 18 h 45 ; sam. 18 h 30 ; dim. 15 h.
 RAI, dim. soir, lun.
CLYVRE (42-74-25-49), Guy Bodes et Marie
 Bodes : 20 h 30. RAI, dim. soir, lun.
OPÉRA BASTILLE (44-73-13-00), Elektra :
 lun. 19 h 30.
OPÉRA DES CONGRÈS (40-68-07-65), Y a
 eu sans peur tout le monde : ven., sam.,
 jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h.

POKOR SAINT-MARTIN (14-08-00-32).
Kino : 20 h 45 ; mer., jeu. 17 h. 15 h. Rel.
dim. soir, lun. 22 h.

POTINIERE (42-81-44-19). Ministrel : jeu.
dim. 15 h. Rel. dim. 15 h. mer. 17 h ; dim.
15 h 30.

RAMENAGEL (42-88-64-44). Jeux de
masques : 18 h 30 ; dim. 14 h 30. Rel. dim.
15 h. mer. 17 h 30 ; 20 h 30 ; 21 h. 17 h. Rel.
dim. 15 h. mer. 18 h. Huguette : sam., mer., jeu.
22 h.

RENAISSANCE (44-63-05-00). Les mille et
une nuits : sam., dim. 14 h.

SPECTACLE

AGAGEMENIN. Cartoucherie-Théâtre du
Soleil (43-74-24-08), mer. et ven. 20 h 30
(21).

ATOUT COEUR. Savères (Sel de
Savères) (45-34-28-28), mer. 20 h 45

ERIC BLANC. Courbevoie (Centre
culturel) (43-63-63-62), (21).

FANCES. Malakoff (Théâtre 71) (45-
55-43-45), mer., jeu. et ven. 20 h 30 (21).

GRAND PLUME LES STARS. Casino
de Paris (49-95-93-99) (dim. soir, lun.
21 h ; dim. 15 h 21).

LES LETTRES PORTUGAISES.
Paris-Villette (42-02-02-68),
dim. 15 h 30 (21).

ORNIFF. Clamart (CC Jean-Arp) (45-
11-81-87), mer. 20 h 30 (21).

LA PIERRE FATIGUÉE. Maison de la
poésie (Terrasse du Forum des Halles)
(42-36-27-27), mer. et ven. 20 h 30
(20 h 30 et dim. 18 h 21).

SALOMÉ. Théâtre du Temps (43-55-
10-88), mer., jeu. et ven. 20 h 30
(21).

TREKKING. Remelag (42-88-64-44)
dim. 15 h 30 ; 20 h 30 ; dim. 17 h
(21).

LES CHOÉPHORES. Cartoucherie-
Théâtre du Soleil (43-74-24-08), jeu.
19 h 30 et dim. (+ les Euménides)
20 h 30 et dim. 18 h 21.

LES DIET PETITS NÈGRES. Saint-
Cloud (CC des Trois-Fraternités) (46-02-
74-44), jeu. 20 h 45 (22).

OCHTO FAUSTUS LIGHTS THE
LIGHTS. Gannervies (Théâtre) (47-9-
30-30), mer. et ven. 20 h 30 ; 21 h.
mer., jeu. 20 h 30 et dim. 17 h (22).

OU "POUR VOIX OBSTINES".
Auditorium de la Galerie Culturelle
(89-32-42), ven., sam., dim. 18 h, mer.
et jeu. 19 h (23).

ELIE ET OIEUDONNE. Splendit
Saint-Martin (42-08-21-93) (dim., lun.,
22 h) (22).

LECTURE. Centre culturel suisse (42-
71-36-58), jeu. 20 h 30 (22).

SAUVAGE OÏ ROSE. Comédie-
Française (40-15-00-15), jeu. 18 h
(22).

ANNIE ROUMANOFF. Saint-Ouen
Salle Floral-Épaves 1789) (40-11-
63-63), ven. 20 h 30 (22).

ON "L'ORIGINE LES".
Centre Marie-Vieux (89-07-65-53),
ven. 20 h 30 (23).

EN AVANT DOUTE. Combs-la-Ville
(le Couvent) (64-88-68-11), ven.,
sam., lun. 18 h 30, mer., jeu. 20 h 45 et
dim. 17 h (23).

LES EUMÉNIDES. Cartoucherie

JOSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-30). L'illusion
romantique : ven., sam., mer., jeu. 21 h ;
dim. 18 h 30. Les Amours de Jacques le fataliste :
sam., ven. dim. 18 h 30. Comédiens du
Soleil : mer. 18 h 30.

SAINT-GEORGES (43-78-63-47). Une espiè-
gle pour deux : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim.
18 h 30. Rel. dim. 18 h 30.

DIALE BRASLIA (46-07-40-17). Don Juan :
20 h 30 ; 21 h 30. Rel. dim. 18 h 30.

LES CROIXES HAUTES (43-36-37-27).
Le bon Jean : ven., sam., mer., jeu. (dim.
20 h 30).

SPLENDIT SAINT-MARTIN (42-08-21-93).
L'opéra blanc ordinaire : 20 h 30. Rel. dim.
18 h 30. Désordre : ven., sam., mer., jeu.
20 h.

UR RESERVER, ET SIMPLEMENT

TUOIO OES CHAMPS-ÉLYSÉES
(42-07-06-24). L'Une et l'autre : 20 h 30
et 21 h 30. 17 h 30 ; 18 h. Rel. dim. soir, lun.
22 h.

THÉÂTRE D'EGARS (42-21-11-02). D'Alba
et stons... Mais le vélocrout houreux :
15 h. Rel. dim. Brigitte Lathia : 22 h. Rel.
dim. 18 h.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17).
Brick Bessy : 22 h. Rel. dim. lun. Irizario, le
dieu : 20 h 30. Rel. dim. 18 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARIS
(46-84-80-80). Spargnerre ou le Coci imagi-
né : 20 h 30. Rel. dim. 18 h 30. L'opéra, ven.,
sam., mer., dimanche 20 h 30 ; 21 h. Rel.
dim. 18 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR 15 h.

6 NOUVEAUX

THÉÂTRE du Soleil (47-74-24-08), van. 18 h 30 et dim. (+ les Châssés) 15 h (23).

LAGAP*, Charenton-le-Pont (Théâtre) (48-58-58-51), van. 21 h (23).

MURS ET PLACES, Tremblay-en-France (Cé Aragon) (48-53-70-50), van. 21 h (23).

PIAVOËCON, Sarranville (Théâtre) (39-14-23-77), van. 21 h (23).

LE RETOUR DES MALFAISANTS, Paris (42-76-67-03), dim., 22 h 15 (23).

SOPHIE FORTE, Le Bourget (1000 Club) (49-38-44-88), van. 21 h (23).

Y EN AURA PAS POUR TOUT LE MONDE, Palais des Congrès (40-68-58-58), dim., mer., jeu. 2D h 30 et dim., 18 h (23).

ENFIN SEULS (Le Théâtre) (48-88-88-10), sam. 20 h 45 (24).

HOSPITALITÉ, Ransleigh (42-88-10-48), dim., 22 h (24).

MÉNAGE A QUATRE, Saint-Maur-des-Fossés (Salle d'Arsonval) (48-89-89-10), sam. 20 h 45 (24).

LE NAURAGE OU L'AMIRAL SUQUIN, Exposition de Paris (42-78-78-78), dim., 22 h (24).

RACIO RASIN, Bouffine-Théâtre du XIXe (42-38-36-53), sam., dim., lun., mar. et mer. (dimanche) 19 h (24).

LA TEMPÊTE, Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19), sam., lun., (dimanche) 19 h 30 (25).

LE JOURNÉE, Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19), sam., lun., (dimanche) 19 h 30 (25).

ITINÉRAIRE POÉTIQUE, Espace Jemmapes (46-34-01-58), dim. 17 h (25).

MOI HOMME, Quinols (45-64-72-00), dim., mer. (dimanche) 15 h, lun., dim. 19 h 30 (25).

STELLA, Arcane (43-38-19-10) (soul. dim. soir. 20h30 : Comédie des Champs-Élysées (47-20-08-24) (dim. soir. 21h) : sam. : 18 h et d. dim. : 19 h 30 (25).

BALEINE-PÊCHE-DE-POULE, Berry-Zébre (43-57-51-56) (dim. 21h) (27).

LES LETTRES DE MON MOULIN, Eldorado (42-49-80-27), mar. 14 h 30 (27).

LES DEUXES GAROE A TOI, Théâtre de Dix-Heures (46-08-10-17), mar. 20 h 30 (27).

TROTTOIR CHAGRIN, Espace Jemmapes (46-34-01-58) (dim., lun. 20h30) (27).

POUR TOUT C'EST YTHIME INFERNAL, 7 Movies (42-74-14-22), mar., mer. et jeu. 21 h (27).

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLERS (THÉÂTRE DE LA COM-
MUNE) (48-34-67-67). Fautou : ven., sam.
mar., mer., jeu. (dimanche 20 h 30 ; dim. 18 h)
BOIGNY (MAISON DE LA CULTURE)
(48-311-45). Légendes de la forêt vicentine
mar., mer., jeu. (dim. 20 h 30 ; dim. 18 h 30)
LE BOURGET (1000 CLUBS) (48-38-44-85-86)
Sophie Faure : ven. 21 h
BONNEUILLE (LE PONT) (THÉÂTRE)
(48-98-58-61). L'opéra : ven., sam.
(48-98-58-61). L'opéra : ven., sam.
(48-98-58-61). L'opéra : ven., sam.
CHELLES (THÉÂTRE) (48-60-65-00).
Le Maître apprivoisé : ven., sam. (dimanche 12 h)
CHICHY PETIT THÉÂTRE (48-87-12-12)
L'Oréal : ven., sam., mar., jeu. (dimanche 20 h 45)
COMBES-LA-VILLE (LA COUPOLE)
(48-68-68-11). En avant toute : ven., sam.
mar., mer., jeu. (dimanche 20 h 45 ; dim. 18 h)
CRÈTEIL (MAISON DES ARTS)
(48-30-18-68). Petits clubs. Drame : mar., mer., jeu.
(48-30-18-68). Petits clubs. Drame : mar., mer., jeu.
GENVILLIERS (SALLE YVRI-SAGA)
RINE (47-60-38-07). Josephine le cantatrice ou le Peuple des sœurs : ven., sam., dim. (dimanche 20 h 45)
HERBLAY (THÉÂTRE) (47-63-26-26)
Doctor Faust lights the lights (en anglais)
ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dimanche 20 h 30 ; dim. 17 h)
IUVY-SUR-SEINE (THÉÂTRE DES QUAR-
TIERES) (48-38-38-38). Les six villages : 20 h 30, dim. 18 h. Né. dim. soir, lun.
JUVISY-SUR-ORGE (THÉÂTRE DI-
L'EUCPSE) (48-91-80-34). Bouffes : ven., sam.
(48-91-80-34). Bouffes : ven., sam.
MALAKOFF (THÉÂTRE) (47-65-43-45)
Farces : ven., sam. 20 h 30
MONTREUIL (SALLE SERTHELOT)
(48-57-38-01). Le Chêne des éléphants
ven., sam. (dimanche 21 h)
NANTERRE (SALLE DES AMATEURS)
(46-14-70-00). Grande sale. L'Opéra : ven., sam.
20 h 30 ; dim. dimanche 16 h
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLETIC)
(46-24-03-63). Avant d'être les porcs de la
ville : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h
LE PRÉ-SAINT-GERVAIS (ESPACE CUL-
TUEL) (48-44-93-28). Démon saté : ven., sam.
(dimanche 20 h 30)
RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉÂTRE)
(48-38-38-38). Archyves : ven., sam.
ven., sam., mer., jeu. (dimanche 21 h)
SAINTE-DENIS (THÉÂTRE GERARD-PHI-
LIPPE) (42-43-00-58). Grande sale. Le Disque
du 21 : 20 h 30 ; dim. 16 h
SAINTE-MAUDESSÈS (SALLE D'ARTS)
(48-89-99-10). Grande à quarts
sam. 20 h 45
SANTOUILLE (THÉÂTRE ROND-POINT U-
BERTIE) (48-89-99-10). Enfin sauté : sam.
20 h 45
SAINT-OUSTIN (SALLE FLORALES-ESPAC)
1789 (48-10-55-23). Anne Rougemont : ven.
20 h 30
SARTROUVILLE (THÉÂTRE) (48-14-23-77)
Pendolino : ven., 21 h
GURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAROS)
(48-97-88-10). Le Cave de l'enfer : ven., sam.
20 h 30 ; dim. 16 h
TRÉMIEN-LAVALLEE (CC ARAGON)
(48-63-70-50). Mœurs et Dances : ven., 21 h
LES ULIS (CENTRE BORIS-VIAN)
(47-65-65-63). Don Juan d'origine : ven.
20 h 30
VALLÉE (THÉÂTRE LE VANUSSE)

**CENTRE
GEORGES-POMPIDOU**

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie,
Porte des Hauts
(76-82-00)

VENDREUX

Paris, capitale de la mode : La Salle 300 : la mode traditionnelle ; l'École des femmes (1961) ; le Michel Mitrani, le défilé des cosplayers (1963) de Jean-Paul Gaultier ; Mannequins à cover-girls : Publicité Sarah Moon (1963-1968), Mannequin, où il Mais après (1968) de Jean Barra, Tu seras terriblement gentille (1967) de Dirk Sanders, h 30 ; Les cassis blanches à Nicole Fouchet ; Actualités diurnum, Faiblesse (1944) de Jacques Becker, L'été indien, h 30 ; La mode : les Magazines de la mode : Dim Pam Dom (1967) de Daisy Geller, Le (1989) du Pierre Despons, Paris modes (1992) de Pierre Despons, h 4 ; Portraits de modèles : Azzedine Alaïa (1987) de Robert Bresson, Thierry Mugler (1987) de Robert Bresson, h 3 ; Les Passions et la mode : Publicité Dior (1870-1968), La Paris des mannequins (1962) de François Reichenbach, Femmes sous influences (1962) de Marianne Lamour, h 18 ; Le culte de l'architecture : Mon Ode (1958) de Jacques Tati, 21 h ; l'Ere industrielle (1964) d'Eric Rohmer, l'Ami de mon ami (1987) d'Eric Rohmer, 22 h 15 ; Aubervilliers (1946) de E. Lotar, le Désordre et la Nuit (1958) de Gilles Grangier, h 30 ; Trois Parisiennes (1946) de René Clément, Lévy, l'Empereur du monde (1977) de Louis Buisson, h 45 ; Nuit à l'Assemblée : La Salle 100 : Projctions de nos étudiants en architecture, 21 h ; Huk de architecture : Safo 30 : Architecture et urbanisme à Paris (1812-1978), 23 h ; Architecture urbaine 1982-1988 (1988), 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.a.): Épée de
15-44-67-54; Lucernaire, 6
ANTIGONE (Fr.-Al.): Épée du Bois, 6
CHÈNE (Gob., v.a.): 14 Julie Parnasse, 6
15-46-58-10; 14 Juillet, Odeon,
15-55-69-93;
EMPTOYABLE (A., v.a.): Gaumont Marguerite
Cognac, 6 (43-59-92-82); Gaumont Parnasse,
14 (43-35-40-35);
627 (Fr.): Forum Orient Express, 1-
2-33-42-26 36-65-70-67; Bretagne, 6
15-65-70-37; Publicité Saint-Germain, 6
15-62-22-72-80; UGC Champs-Élysées, 6
15-65-82-20-40 36-65-70-88; UGC Opéra, 6
15-75-74-89 36-65-70-44; Les Nations, 12
15-43-04-67 36-65-71-33; UGC Bobine,
15-65-82-19 36-65-70-45; Gaumont
15-65-82-19 (43-58-75-14); 14 Juillet
15-65-75-19; Pathé Clichy, 19
15-42-47-84
EMPIRE MEN (A., v.a.): Gaumont Les Halles,
14 (40-26-12-12); Théâtre Impérial, 2
15-42-72-52; Saint-André-des-Arts II, 6
15-20-80-26; Publicité Champs-Élysées, 6
15-72-70-78-23; La Sestille, 11
15-07-43-60; Gaumont Bobine (ex Fau-
15-72-70-78-23); Gaumont Alsace, 14
15-43-35-40-30; Gaumont Aldéa, 14
15-85-75-14; Gaumont Convention, 15-
15-82-42-27.
LE LONG DAY CLOSES (Int., v.a.): Rellet
Gobelins, 5 (43-54-42-34); Escorial, 13
15-07-28-04; Sept Parnasse, 14
15-20-30-22.
LOUVEAU LA PARLI LES HOMMES
(L. v.a.): 14 Julie Parnasse, 6
15-28-56-00.
LE VIE INDEPENDANTE (Fr.-russe, v.a.):
15-43-35-40-30; (42-71-52-32); Racine
15-35-25-19-09; Les Trois Batacs, 6
15-81-10-93.

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
VENDREDI
Histoire permanente du cinéma : la Merveilleuse
Vie de Jeanne d'Arc (1927), de Marco de Gas-
tyme, 18 h ; Destin (1927, v.o.), de Dimitri Ki-
sanoff, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

SAMEOI 24 OCTOBRE

« Le parc des Buttes-Chaumont, 10 heures, Maison de La Vilette, angle de l'événement Corand-Carlier et du quai de la Charente (Maison de La Vilette).

« Le passage du dix-neuvième siècle, leur origine et leur développement. Une promenade hors du temps, 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris surfeurs).

« Le cimetière Montmartre selon l'humeur du conférencier, 10 h 30 et 14 h 45, devant l'entrée, avenue Raspail (V. de Anglade).

« Le parc des Buttes-Chaumont, du dépôt au promeneur, 10 h 45, entrée du parc, métro Buttes-Chaumont (Rigaudi).

« Salons et jardin de l'hôtel de Broglie, ministère de la culture, 11 heures, 35, rue Saint-Dominique (D. Bouchard).

« La Païe de justice en activité. Histoire et fonctionnement, 11 h 30, 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité, sortie marchée aux fleurs (Conseils).

« Les salons du ministère de la merins (carte d'identité: limités à trente personnes), 14 h 30, 2, rue Royale (D. Fleuriot).

« L'église Saint-Eustache et le quartier des Halles, 14 h 30, 2, rue du Louvre (J. Leprieux).

« Le Palais de la Cité, naissance de Paris, visites maisons de bourgeois, 15 heures, 15, rue de la Harpe (M. L.

- Au Palais-Royal : troie eideie d'histoire et d'histoire», 14 h 30, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 83

DIMANCHE 25 OCTOBRE

«Les Pucés à Saint-Ouen, le plus important marché mondial d'antiquités. Conférence déposées», 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, eu anion Penie sutrefolts.

«Exposition : Fragonard et le dessin français», 10 h 30, dans le hall du Petit Palais (D. Bouchard).

«L'Académie française sous le couple de Le Vau», 11 heures, 23, quai de Cond (Connaissance de Paris)

teature et tombeaux royaux, 14 h 30, entrée de la basilique (Office de tourisme, 03 20 30 10 00).

« Un siècle de musique à l'Opéra-Garnier », 14 h 30, à l'Opéra (Opéra-Garnier, 03 20 30 10 00).

« Le musée du Canal de l'Europe exploité », 14 h 30, musée de la Vierge (Musée de la Vierge, 03 20 30 10 00).

« Les salons », 14 h 45, musée Europe (Musée Europe, 03 20 30 10 00).

« Le jardin », 15 h, devant la fontaine aux Lions (Jardin, 03 20 30 10 00).

« Le Salon de l'ambassade de Pologne et salons et jardin d'un hôtel ministériel », 15 heures, sortie musée Invalides, côté esplanade (D. Bouche, 03 20 30 10 00).

« L'hôtel de Camondo, Les fastes du parc Monceau », 15 heures, 15 h 30, rue de Monceau (J. Hauler).

« L'ancienne cour des Miracles et la rue Monceau », 15 heures, sortie musée Monnaie, Sentier (Rééducation du passé).

« Architecture des années 30 dans la région de Cheliet : Perret, Mallet-Stevens », 15 h 30, rue de la République (J. Hauler, 03 20 30 10 00).

« L'architecture des années 30 dans l'axe Hugo (Paris et son histoire) », 15 h 30, rue de la République (J. Hauler, 03 20 30 10 00).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 OCTOBRE

1, rue des Prouvaires, 15 heures :
Cycles planétaires et devenir de
l'humanité, par J. Gorgus : « La célèbre
prophétie du solitaire d'Orvel »,

TANGOS : Plasson dirige Gardel

EMI
classics

*L'hommage de Plasson
au plus célèbre
des Toulousains.*

25 octobre en soirée
sur France 2

"Musiques au cœur"
d'Eve Ruggieri sera
consacrée à cet
enregistrement

EMI

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 octobre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Une droite au dixième round

C'ÉTAIT l'heure de tourner la bouton. Le soirée avait été riche, et redonnait foi en la télé. A 20 heures, TF1 avait été abasourdi par la femme jeune chômeuse prémonitrice radicalement des listes de l'ANPE (le Monde daté 19-19 octobre); l'absence du docteur Gerretta à son jugement, les accidents de voiture à l'Envoies spécial; la justice chez Anne Sinclair: on avait envie de parler de mille choses.

Et soudain, à l'instant d'éteindre, on fut comme happé par le spectacle inouï d'une souffrance, d'une lutte, de deux désespoirs. C'était un match de boxe, le championnat d'Europe des poids légers (c'est l'appellation officielle). Il opposait un Français à un Anglais. Le Français, Akim Tefer, connaît, connaît, le pauvre, sans parvenir à ébranler cet Anglais qui lui pleuait des droites, des gauches, des directs, et d'autres petits cadeaux encore. Et on restait là, hypnotisé, avec le sentiment rare d'assister à un cyclone, une sorte de catastrophe naturelle qui précédemment ne devait rien à la télévision.

On s'explique. Quand des chanteurs chantent à la télé, ils chantent pour la télé. Quand des hommes politiques exhibent leurs bons sentiments, ils le font évidemment pour la télé. Bref, la télé nous montre à lon-

gueur de soirée des gens qui, pleinement conscients et fiers de passer à la télé, pratiquent le langage-télé, bougent télé, s'habillent télé, pensent télé, sont télé. Là, non. Ces deux-là, qui jouaient sur ce ring leur carrière, leur vie, un appartement pour l'un, un gros paquet de dollars, avaient oublié l'œil noir électronique qui foudroie leur souffrance. Même si des micros, avant chaque reprise, se glissent entre l'entraîneur et eux, volent les conseils et les consolations — impudique innovation! — ils étaient jetés seuls dans la lumière avec leur compagne commune, la souffrance des origines. Et le désir de s'en sortir, et l'instinct de vivre, et la rage d'émerger.

Et puis au dixième round, une droite du Français, l'Anglais dans les cordes, et tout fut terminé. Akim redevenait ce gamin d'Échirolles, dont le tête se poseit tendrement sur l'épaule de son frère. Il entrait un pignon, courait près du commandement, on lui collectait des écouteurs. Et tout d'un coup, fin de l'enchantement. Épuisé, ravi, encore à bout de souffle, il s'en prenait gentiment à l'homme de la télé: « C'est dommage que ce match ne soit pas passé en direct, Jean-Philippe, ça valait le coup. » Même lui, plongé au cœur de la souffrance et du bonheur, à quel point? A la télé, encore!

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-matin. Signification: « s'agit de la télé-révision »; « O Film à voir »; « Ne pas manquer »; « Chef-d'œuvre ou classique ».

Vendredi 23 octobre

TF 1

Sur le câble à 22 h 40

SESSIONS
Série inédite

Avec Elliott Gould

N° 105 05 20 20

20.45 Magazine: Les Marches de la gloire.
22.45 Magazine: En quête de vérité.
23.35 Divertissement: Arthur, émission impossible.

F 2

20.50 Téléfilm: Mariage mortel. De Marc Rivéro.
22.25 Visages d'Europe.
22.30 Magazine: Sportissimo. Présenté par Gérard Holtz.
23.50 Journal des courses. Journal et Météo.

F 3

20.45 Magazine: Thésées.
21.45 Magazine: Caractères. Présenté par Bernard Rapp.
22.50 Soir 3.
23.10 Traverses. Amériques 500, à la redécouverte du Nouveau Monde.

0.00 Continentales. L'Eurojournal: l'Info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm: Un enfant dans la nuit. De Mika Rabe.
22.05 Documentaire: Malmouli, une saison dans la vie d'un lutteur de sumo.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma: Les Maîtres de l'ombre. Film américain de Roland Joffé (1989).

ARTE

20.40 Magazine: Transf. Présenté par Peter Wien. Questions de culture et d'actualité.

22.10 Téléfilm: Que le jour aille au diable! D'Alain Wermus.

M 6

20.35 Magazine: Capital.
20.45 Téléfilm: Seule face au crime. De Michael Switzer.
22.30 Série: Mission impossible, vingt ans après.
23.30 Série: Emotions.
0.25 Magazine: Rapline. Présenté par Olivier Cachin.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Marlene, Charles Rivier, Jean Rodin.
21.30 Musique: Black and Blue. Les nuits du jazz.
22.40 Les Nuits magnétiques. Éloge du Sud. 4. Jours de fête.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Marcelin Pleynet.
0.50 Musique: Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 septembre à Radio-France): Concerto pour orchestre, de Lutoslawski. Turangalila-Symphonie, de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Merck Janowski; sol.: Valérie Hartmann-Clavier, ondes Martenot, Roger Muraro, piano.
23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de l'hôtel Alsace de Clermont-Ferrand: le Trio du pianiste Mulgrew, Miller, avec Deyne Burr, cornettiste, et Tony Redus, batterie.
1.05 Papillons de nuit.

TF 1

13.15 Magazine: Reportages. Le secret de la grotte Cosquer.
13.55 Jeu: Millionnaire.
14.20 La Une est à vous.
17.20 Divertissement: Mondo Dingo.
17.55 Magazine: Trente millions d'émis.
18.25 Série: Premiers baisers.
18.55 Divertissement: Vidéo gag.
19.20 Divertissement: Les Rouesses.
19.45 Divertissement: Le Bébé Show.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal. Essais de F1.
20.45 Série: Colombo.
22.25 Magazine: Ushuaia. Au Kazakhstan (2^e partie): Mission Antares. Les acrobates du pays d'opéra. L'homme des profondeurs. Sésu.
23.30 Magazine: Formule foot. Présentation de la 12^e journée de Championnat de France.
0.10 F1 Magazine. Grand Prix de formule 1 du Japon.

F 2

13.25 Magazine: Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Voyage à Pékin de l'empereur Akhno du Japon.
14.05 Magazine: Animalia.
14.45 Magazine: Sport: passion. A 15.00. Rugby: Test-match France-Afrique du Sud, en direct du Parc des Princes.
18.00 Série: Matt Houston.
18.55 INC.
19.00 Magazine: Frou-frou. Invité: Catherine Lara.
20.00 Journal.
20.45 Magazine: Les courses et Météo.
20.50 Magazine: La Nuit des héros. Présenté par Michel Creton.

22.35 Visages d'Europe.
22.40 Magazine: Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial paranormal.
23.55 Journal et Météo.
0.10 Présenté par Jacques Penin.

F 3

13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 17.00). Télévision régionale.
14.00 Série: Matlock.
16.30 Série: Brigade criminelle.
17.55 Magazine: Montagne. Aux marques des montagnes, de Pierre-Yves Moulin.
18.25 Jeu: Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. Correspondance avec sa mère (1897-1905), de Marcel Proust.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.55, le journal de la région.
20.05 Film d'animation: Les Fables géométriques. Le Crabe et sa fille.
20.15 Divertissement: Yacope. Présenté par Pascal Brunner.
20.45 V comme vengeance. Suite en noir, de Jean-Pierre Marchand.
22.15 Soir 3 et Météo.
22.40 Magazine: Vis-à-vis. Enl et Jevet à Israël-Palestine. L'heure du dialogue, de Patrice Berrat et Kim Spencer. Rencontre entre Eyal, un ancien soldat israélien, et Javed, un combattant de l'intifada à Jérusalem.
23.35 Magazine: Salut Maru. Présenté par Maru Dibango. Continentales club.
0.20

CANAL PLUS

13.30 Magazine: L'Est du cyclone.
14.00 Le Journal du cinéma.
14.05 Téléfilm: Prêcheur en eau trouble. De Robert Gauthier.
15.40 Sport: Cyclisme. Résumé des 1^{er} et 2^e journées de l'Open des nations à Bercy.

16.20 Les Superstars du catch. Sport.
17.00 Football américain. En clair jusqu'à 20.30.

18.00 Dessin animé: Les Razmoket.
18.25 Décade pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm: Fureur douce. De Sheldon Levy.
21.55 Flash d'informations.
22.05 Documentaire: Zibres. De Derack et Beverly Joubert.
23.00 Magazine: Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 12^e journée de Championnat de France de D1.
23.30 Cinéma: Souhaiter ne jamais être invité. Film canadien de Jack Les Thompson (1991).

1.15 Cinéma: Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça! de Pedro Almodovar (1994) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine: Transf. Présenté par Peter Wien. Questions de culture et d'actualité.
18.30 Magazine: Via Regio. Les régions européennes. Histoires de la vie quotidienne en Italie.
19.00 Documentaire: Histoire parallèle. Actualités allemandes et américaines de la semaine du 24 octobre 1992 (v.o.).
20.00 Farnese TV. Les meilleurs moments des émissions de la semaine.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire: Rendez-vous à Tirana. De Lili Bogasi.
22.15 Cinéma d'animation: Le Mot d'ordre ou Parulla. De Gazim Qendro.
22.25 Cinéma d'animation: Le Rêve invulnérable. De Robert Gauthier.
22.35 Sport: Macadam. Mister Swing, de Philippe Rios.

23.45 Série: Monty Python's Flying Circus.

M 6

13.55 Série: Supercopier.
14.50 Série: L'Incorruptible Hulk.
15.40 Variétés: Matchmusic.
16.55 Magazine: Culture rock. La Saga de Jimi Hendrix.
17.25 Série: Amicalement vôtre.
18.20 Série: Les Têtes brûlées.
19.10 Magazine: Turbo. Présenté par Dominique Charpe.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série: Papa Schultz.
20.35 Magazine: Fun glass.
20.45 Téléfilm: Vivre sans elle. De Wladimir Kozlov.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Henri-Claude Cousseau, conservateur du musée de Nantes.
20.45 Dramatique. La Fiancée, de Marion Bierry.
22.35 Musique: Opus. François Bayle.
0.05 Rencontre au clair de la nuit. Louis Magnard, éditeur.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique. Opéra (donné le 19 octobre 1991 au Théâtre national de Munich): Lucia di Lammermoor, de Donizetti, par le Chœur et l'Orchestre de la Radio bavaroise, dir. Michel Plasson; sol.: Edita Gruberova, soprano, Francisco Araiza, ténor, Paquito Gavarrà, baryton, Hans Franzen, basse, Helena Jungwirth, mezzo-soprano.
23.35 Ciné-radio Days. Par François Jany.
0.30 Sortilèges du Flamenco. Par Robert J. Vidal.
1.02 Maestro. Par Hélène Pierrick, Josef Krips.

Dimanche 25 octobre

TF 1

11.00 Magazine: Téléfoot. 12^e journée de Championnat de France. Résumé des matches de Coupe d'Europe.
11.58 Météo.
12.00 Jeu: Millionnaire.
12.25 Jeu: Le Juste Prix.
12.53 Mété. Tréfic info et Journal.
13.15 Côté enfants (et à 17.55).
13.20 Série: Rick Hunter, inspecteur choc.
14.15 Série: Un fil dans la mafia.
16.55 Agence tous risques. Disney parade.
18.00 Série: Starsky et Hutch.
19.00 Magazine: 7 sur 7.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.40 Cinéma: L'Épreuve de force. Film américain de Clint Eastwood (1977).
22.35 Magazine: Ciné dimanche.
22.45 Cinéma: Funny Boy. Film français de Christian Le Monnier (1997).

F 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église Sainte-Thérèse de Montpeller.
12.00 Magazine: L'Heure de vérité. Invité: Édouard Belaud.
12.59 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série: Tequila et Bonetti.
16.50 Dimanche Martin (suite).
17.25 Documentaire: L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.25 Magazine: Stade 2. Football: Basket-ball; Rugby: Cyclisme; Handball; Boxe; Athlétisme; Judo.

F 3

17.30 C'est Ludo.
18.15 Magazine: A vos amours. Présenté par Caroline Trepo. Invité: Franck Huster.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.35, le journal de la région. Invité: Shimon Peres, ministre israélien des affaires étrangères.
20.06 Divertissement: Téléfoot.
20.15 Série: Roland Topor.
20.45 Magazine: La Chasse et les chasseurs. Débat avec Sébastien Roy, ministre de l'environnement et Pierre Dilliant, président de l'Union des chasseurs.
22.05 Magazine: Le Divan. Invité: Terence Young.
22.30 Soir 3 et Météo.
22.55 Dessins animés. Bad Luck Blackie (1949) et Slap Happy Lion (1947) (v.o.).
23.10 Cinéma: La Tour des ambassadeurs. Film américain de Robert Wise (1954) (v.o.).
0.50 Musique: Portée de nuit.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine: Têtes dimanches. Présenté par Michel Dentout.
13.30 Divertissement: La Semaine des Guignols.

14.00 Téléfilm: Chasse à l'horisme dans le Mississippi. De Roger Young.

15.35 Magazine: 24 heures (rediff.).
16.40 Documentaire: Le Pongoon. Chantier de charme. D'Andrew Anderson et Dodo Humphreys.
17.05 Dessin animé: Les Razmoket.
17.30 Magazine: Cascades et cascades n° 21.
18.00 Téléfilm: Papa veut pas que j'épouse. De Patrick Volson.
En clair jusqu'à 20.35
19.25 Flash d'informations.
19.35 Ça cartoon.
20.25 Magazine: Dis Jérôme? Présenté par Jérôme Bonaldi.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma: L'Aurore. Film français de Bernard Giraud (1950).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Magazine: L'Équipe du dimanche. Football; cyclisme.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Téléfilm: Que le jour aille au diable! D'Alain Wermus (rediff.).
19.00 Magazine: Météo. De Martin Melles.
19.50 Chronique: La Dessous des cartes.
20.00 8 1/2 Journal.
20.10 Soirée thématique: La cuisine. Soirée proposée par Philippe Grandjean, Willem Karel et Muriel Rosé.
20.20 Entretien: Nous sommes ce que nous mangeons. De Philippe Grandjean. Avec Claude Fischer, sociologue.
20.30 Documentaire: Révolution de palais. De Willem Karel.
20.40 Documentaire: Une semaine en cuisine. De Jean-Louis Cornil.
21.40 Entretien: Le Plaisir. De Willem Karel. Avec Jean-Claude Carrière, scénariste.
21.55 Entretien: Le Corps de l'entre. De Philippe Grandjean. Avec Jean David Nesto, psychanalyste.
22.10 Documentaire: Le Cochon. De Jean Eustache et Jean-Michel Barjol.
23.05 Entretien: Histoires (et). De Philippe Grandjean. Avec Jacques Le Goff, historien.
23.10 Court métrage: Un dimanche chez le pédiatre.
23.15 Entretien: La Cuisine des dieux. De Philippe Grandjean. Avec

Jean-Pierre Vonnat, professeur au Collège de France.

23.40 Court métrage: La Ricotta. De Pier Paolo Pasolini.

M 6

11.15 Magazine: Turbo (rediff.).
12.00 Série: Mariés deux enfants.
12.25 Série: Jamais deux sans trois.
13.00 Série: Bookers.
13.50 Série: Le Joker.
14.45 Série: Hongkong connection.
15.40 Magazine: Fréquentar.
16.35 Musique: Flashback.
17.10 Série: L'Heure du crime.
18.05 Série: Devil connection.
19.00 Série: O'Hara.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série: Madame est servie.
20.35 Magazine: Sport 6.
20.45 Sommes-nous seuls dans l'univers?
22.25 Magazine: Culture pub. D'Anne Magnien et Christian Blachas. Spécial États-Unis. La saga des élections américaines: La guerre du téléphone; Planète bus.
22.55 Cinéma: Samankas. Film des passions. Film français de Jack Regis (1982).
0.25 Magazine: Métal express.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Un théâtre de guerre.
22.35 Musique: Le Concert donné le 13 octobre à Radio-France. Transcontinentales: sons traditionnels et improvisations jazz. Avec Pablo Cusco, carb, percussions; Didier Paut, violoncelle; Denis Collin, clarinette basse.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.36 Concert (donné le 4 juin à Radio-France): Musique traditionnelle d'Iran, par Hossein Ali Zadeh, tar et setar.
22.33 Auto-portrait. Par Cécile Gilly. Georges Benjamin.
23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lajeunesse et Maguy Lavoine. Thème varié op. 16. Menuet pour piano en sol majeur op. 16, introduction et Toccatina sur piano, de Paderewski; Il Sant'Alessio, extraits, de Landi; Quatuor à cordes n° 1 en ré mineur, de Aranga; Variations sur un thème de Carmen, de Horowitz; Dix sketches pour orchestre de Stravinsky.
1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Iran, Cherem Nazari, chant.

216/9

Le spectacle de votre week-end, grandeur nature

Vendredi 23 octobre: 24 h 24 h. CHAMPIONNAT DE MONDE de la Nouvelle

Samedi 24 octobre: 18 h 30. Rugby. FRANCE - ARGENTINE DU SUD en direct par les chaînes

216/9. Cyclisme. 1^{er} tour des Nations en direct de Paris

Dimanche 25 octobre: 18 h 30. Cyclisme. 2^e tour des Nations en direct de Paris

216/9. Film: DINOPOLOMENITE

Par ailleurs, France 2, 10 h 30, et les autres chaînes proposent, pour le samedi 24 octobre, 18 h 30, 21 h 30, 23 h 30, 24 h 24 h, en clair, les programmes suivants:

Le jugement dans l'affaire du sang contaminé

Un mandat d'arrêt est lancé contre le docteur Garretta condamné à quatre ans de prison

Le docteur Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a été condamné vendredi 23 octobre à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende. Constatant son absence, le président de la 18^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a sur-le-champ décerné un mandat d'arrêt contre celui que le jugement désigne comme « l'inspirateur et le maître d'œuvre » de la tromperie sur la qualité des produits délivrés aux hémophiles.

Comme au premier jour de ce procès, c'est dans un prétoire bondé que le président Jean-Louis Mazières, encadré par ses deux assesseurs, a pénétré à 9 h 30. D'une voix calme, le président a invité le public à s'asseoir : « Le tribunal rend son jugement. Il rejette toutes les exceptions de nullité et d'incompétence. »

Et le président Jean-Louis Mazières a commencé la lecture du jugement qui met un terme provisoire au procès des principaux responsables de la transfusion sanguine auxquels il est reproché d'avoir vendu ou laissé vendre aux

hémophiles, entre le 25 mars et le 1^{er} octobre 1985, des concentrés sanguins infectés par le virus du sida.

Le docteur Garretta, résidant actuellement aux États-Unis, est condamné à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende. Relevant son absence, le président a immédiatement décerné un mandat d'arrêt à son encontre. Le jugement, dans son analyse du rôle du docteur Garretta, note principalement que ce dernier a amplifié par son action une tragédie qui n'avait pas besoin de l'être.

Les juges de la 16^e chambre correctionnelle considèrent d'autre part que le docteur Garretta s'est placé en situation d'être à la fois juge et partie. Plus loin, ils indiquent que l'ancien directeur du CNTS « a refusé d'écouter, et a éliminé ou court-circuité les opposants à sa politique. »

Le docteur Jean-Pierre Allain, ancien collaborateur du docteur Garretta et spécialiste de l'hépatite, se voit infliger pour sa part une peine de quatre ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, est condamné à quatre ans d'emprisonnement avec sursis.

Quelques cris de protestation

fusent alors dans la salle d'audience. Il reste au président Mazières à prononcer la relaxe du docteur Robert Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, puis à lire la partie du jugement consacrée au civil. Ainsi toutes les associations de défense des hémophiles sont-elles jugées irrecevables pour des motifs juridiques, de même que le Fonds d'indemnisation et les caisses primaires d'assurance maladie.

Tous mes clients sont déboutés

La Fondation nationale de la transfusion sanguine est enfin déclarée civilement responsable avec les docteurs Garretta et Allain pour dédommager les parties civiles à hauteur de 300 000 francs, 100 000 francs, 300 000 francs ou 5 000 francs pour plusieurs dizaines de personnes. En revanche, le tribunal déboute les victimes ou proches de victimes ayant fondé leurs plaintes sur la qualification de crime par empoisonnement.

L'audience a duré un quart d'heure. Déjà, les juges se retirent. Un cordon de gentilles coupe le prétoire en deux de manière à éviter que des victimes aient la tenta-

tion d'agresser les docteurs Allain et Netter. Debout, M^{me} Sabine Pagan, avocat de l'Association française des hémophiles, proteste : « C'est extraordinaire, tous mes clients sont déboutés ! »

Une mère crie : « 5 000 mille francs pour la vie d'un gamin, c'est scandaleux ! » Un homme se dresse : « L'Etat est meurtrier, la justice est complice. » Un autre lance : « Où est Garretta ? Nous, on est condamné à vie. » M. Edmond-Luc Henry, hémophile contaminé, déclare : « Je ne me faisais pas d'illusions. Mais je continuerai à soutenir la tenue d'un procès pour empoisonnement. » Déjà, devant le Palais de justice, les militants de l'association de lutte contre le sida ACT-UP se couchent sur la chaussée. Les policiers les tirent de force par les pieds ou les bras.

En contrepoint, le docteur Allain fait une courte déclaration, en s'inspirant d'un texte qu'il a rédigé : « Je suis totalement abasourdi. Mais j'ai la conscience claire aussi bien moralement que professionnellement. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour protéger les hémophiles de l'infection par le HIV. »

LAURENT GRELSAMER

Elaboré par l'association Equilibre

Le projet de faire venir en France un millier d'enfants bosniaques suscite une polémique

Le projet de l'association humanitaire Equilibre de faire venir en France, de novembre 1992 à juin 1993, un millier d'enfants bosniaques accompagnés de leur mère suscite un élan de solidarité de la part des Français, mais provoque aussi une polémique avec d'autres organisations, qui craignent les incidences psychologiques, politiques et pratiques d'une telle opération. Polémique qui survient au moment où le Croix-Rouge internationale a elle-même annoncé, jeudi 22 octobre, qu'elle devait suspendre, pour des raisons de sécurité, l'évacuation de près de six mille enfants et femmes, prévue pour vendredi 23 octobre, de Sarajevo vers Belgrade et le port de Split.

Des centaines de lettres de familles françaises prêtes à accueillir les victimes de la guerre affluent chaque jour au siège d'Equilibre (1). Onze cents médecins ont, pour leur part, déclaré spontanément qu'ils accepteraient de recevoir gratuitement les jeunes et leurs parents qui viendraient les consulter.

Cet enthousiasme n'est cependant pas partagé par tous. Le président de Handicap international (2), le docteur Jean-Noël Serisier, soutenu par le coordinateur de l'UNICEF pour la Yougoslavie, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) et le Conseil français des associations pour les droits des enfants (regroupant une soixantaine d'associations) conteste vigoureusement cette opération d'évacuation temporaire.

Ces organisations, qui se fondent sur les expériences passées, affirment que l'évacuation « n'est en général pas la solution la plus appropriée, qu'elle a fait souvent plus de mal que de bien aux enfants ». Il semblerait en effet que les enfants évacués, quel que soit leur âge, développent un sentiment intense et durable de culpabilité. Il arrive toujours un moment où ils se reprochent d'avoir abandonné des membres de leur famille. Du coup, « le traumatisme de la séparation familiale même partielle est plus important que le fait de rester dans une zone marquée par les hostilités d'un conflit, même dans l'unité familiale ».

Se pose également la question du retour. Qu'arrivera-t-il, au bout des huit mois, le conflit continu ou se dégrade ? Il est difficile d'imaginer un retour dans une zone où une ville dévastée, d'autant qu'existe le risque de perdre, pendant un moment au moins, la trace des personnes restées sur place. Et si les Serbes contrôlent complètement le territoire, accepteraient-ils de voir revenir les enfants ? Il est également important d'envisager les ressentiments qu'ils pourraient éprouver pour avoir fui les périodes difficiles. Enfin, selon Handicap international, « tous les spécialistes de l'enfance sont d'accord pour affirmer qu'une immersion temporaire dans un confort qui sera vécu comme un luxe exceptionnel, suivi d'un inéluctable retour à l'indigence, constituera pour chaque enfant une faille dans son histoire dont les conséquences sont totalement imprévisibles ».

L'impatience des Français

Sur le plan politique, Handicap international craint que cette évacuation ne renforce le sentiment d'abandon dans la population bosniaque : « Au mieux, il s'agit d'une opération humanitaire, qui calme l'impatience et la légitime colère de l'opinion publique ; au pire, c'est le signe que, du point de vue de la France, la débâcle est inéluctable. » Quoi qu'il en soit, « pour les Serbes, qui sont les agresseurs, cette opération n'a aucune chance d'expliquer la détermination française à refuser le fait accompli de l'expansion territoriale et de la purification ethnique. Bien au contraire. » Handicap international reproche en substance à Equilibre de déculpabiliser le gouvernement français en proposant aux Français une valeur refuge pour tous ceux qui ne supportent plus l'incertitude.

A la place de cette évacuation, l'association humanitaire propose de mobiliser les énergies pour apporter sur place l'aide dont les enfants et les familles ont besoin. Si évacuation il doit réellement y avoir, celle-ci devra être organisée sur le sol bosniaque.

A toutes ces critiques, le président d'Equilibre, M. Alain Michel, répond par l'argument du choix entre la vie et la mort. Les difficultés d'accès pour l'approvisionnement, l'ampleur de la violence des combats, sont autant d'éléments qui laissent prévoir des jours plutôt sombres en Bosnie. A son tour, il cite une grande organisation internationale, le Comité international de la Croix-Rouge, qui apporte son soutien à Equilibre, et déclare : « Confronté à des violations répétées du droit international humanitaire et pour éviter le pire, le CICR a le devoir moral de tout entreprendre ».

pour sauver des milliers de civils, même si cela implique le transfert temporaire de groupes vulnérables en dehors de leurs régions d'origine. Il considère que toutes les initiatives prises doivent être accélérées afin de sauver des vies en Bosnie-Herzégovine. »

Comme les responsables de Handicap international, M. Michel déplore l'insuffisance des responsables politiques à régler le conflit et va lancer prochainement une campagne pour montrer l'impatience des Français. Il se dit pleinement conscient de tous les problèmes soulevés par les adversaires de l'évacuation et tente d'y apporter une réponse. Ainsi, la sélection des enfants tant à Tuzla qu'à Sarajevo ou dans les camps de réfugiés se fait-elle sous le contrôle des médecins français qui accompagnent Equilibre et des représentants des organisations caritatives bosniaques « de toutes les ethnies ».

Contrairement à ce qui a été envisagé au début, ce ne sont pas des enfants isolés qui viendront en France (sauf en cas d'urgence médicale) mais des familles entières avec leur mère ou un autre parent. Le principe sera de grouper les familles (quand celles-ci seront trop importantes, Equilibre s'engage à trouver deux maisons proches l'une de l'autre) et les gens d'un même village, d'une même communauté. Le grand nombre de Français volontaires pour assurer l'accueil le permettrait. Des camionnettes feront la navette une fois par mois entre la France et la Bosnie, afin de transporter les colis et le courrier. Equilibre va aussi installer des radios ondes courtes pour qu'au moins une fois tous les quinze jours les enfants puissent communiquer avec les membres de leur famille restés là-bas.

Des visas de trois mois renouvelables

Selon M. Michel, des assistantes sociales rendent actuellement visite à ces familles françaises pour vérifier si l'accueil se fera dans des conditions raisonnables. Des négociations sont ouvertes avec les compagnies d'assurances pour trouver les meilleures conditions de couverture sociale (actuellement, le discussion est ouverte sur la base d'un forfait de 1 200 francs par personne pour les huit mois, à la charge des accueillants. Equilibre espère que d'autres Français, solidaires, contribueront à cette dépense). Les visas accordés par le gouvernement français sont des visas familiaux touristiques de trois mois renouvelables.

« Il me semble légitime de condamner cette évacuation en disant que le retour sera difficile », dit M. Michel. Actuellement, dans les camps, les enfants sont déjà en danger psychologique. Ils sont entassés les uns sur les autres, vivent avec des maladies, des alcooliques, n'ont pas de chauffage, peu à manger et repensent sans cesse à l'épuration vécue, aux gens assassinés. Pour moi, le scandale est de laisser les enfants là-bas alors qu'on peut les sauver. Si je pouvais en faire venir trois mille, dix mille, je le ferais. »

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Equilibre, 14 bis, boulevard de l'Arrière, BP 7124, 69348 Lyon 10^{ème} arr., tél. : 73-73-04-14.

(2) Handicap international, ERAC, 14, avenue Berthelot, 69361 Lyon Cedex 07, tél. : 78-69-79-79.

□ Accord de Génération Écologie avec l'exécutif du conseil régional d'Ile-de-France. — Le groupe Génération Écologie du conseil régional d'Ile-de-France a annoncé, vendredi 23 octobre, qu'il était prêt à voter les orientations budgétaires pour les trois prochaines années, qui seront présentées mardi 27 octobre par le président, M. Michel Giraud (RPR). M. Dominique Simonnet, président du groupe, a annoncé qu'un accord avait été trouvé sur la mise en place d'une agence régionale de l'environnement, l'accélération d'une politique de logement et l'inversion des priorités entre rail et route. Ces amendements devraient également recevoir le soutien du groupe des Verts.

La querelle sur les primaires

L'UDF « déterminée » à respecter la « charte » de l'opposition

Les secrétaires généraux du RPR et de l'UDF, MM. Alain Juppé et François Bayrou, se sont rencontrés, dans la matinée du jeudi 22 octobre, au siège du RPR. Au terme de cette entrevue, M. Bayrou a assuré que « l'ami malentendu » était « dissipé » et que « dans ces conditions, l'UDF et le RPR peuvent consacrer tous leurs efforts au succès de l'union ». « J'ai confirmé, a-t-il ajouté, que l'UDF est déterminée à respecter l'accord signé en 1991 dans tous ses aspects. »

M. Juppé n'a pas fait montre du même optimisme. En déplacement dans la Drôme, jeudi après-midi, le secrétaire général du RPR a réaffirmé son « attachement à l'union » et son souci « du respect de la parole donnée », en précisant, toutefois, que son mouvement tient à ce qu'intervienne, « avant le

31 décembre, un accord sur la procédure à adopter pour désigner un candidat unique au premier tour de la présidentielle, dans tous les cas de figure, en tenant compte d'une possible consultation anticipée ». « Quand cette question sera réglée, a conclu M. Juppé, pour le reste, il n'y a pas de problème », a-t-il expliqué, annonçant qu'il y aura quatre-vingts à cent vingt « primaires » pour les législatives, c'est un premier coup de couteau dans la

charte. (...) Lorsque M. Bayrou annonce qu'il est hostile aux primaires en cas d'élection présidentielle anticipée, c'est un autre coup de couteau. » Pour M. Bernard Bosson, la querelle est inévitable. « Si l'on veut trouver une mécanique intelligente pour les primaires présidentielles, il faut y avoir de tous les côtés », a déclaré le secrétaire général du CD, le 19 et 20 octobre. « Je tiens à dire que nous sommes tous d'accord sur la nécessité de légiférer sur les primaires », a-t-il conclu. « Dans le quotidien de Paris, vendredi 23 octobre, M. Edouard Balladur souligne que la charte, signée en avril 1991, correspond à l'aspiration de ceux qui nous soutiennent, qui sont excités par les rôles, et que nous n'avons pas le droit de désespérer. » Le souhaite, conclut-il, que tout le monde s'en rende compte. »

Le Grand Prix du roman de l'Académie française à François Giesbert

Le Grand Prix du roman de l'Académie française, doté de 100 000 F, a été attribué jeudi 22 octobre à l'Affreux, de François Giesbert (Grasset) par 14 voix contre 13 à Charles et Camille de Frédéric Vitoux (Seuil). Directeur de la rédaction du Figaro, âgé de quarante-trois ans, François Giesbert est l'auteur de plusieurs essais politiques à succès et d'un précédent roman, Monsieur Adrien.

Né d'un père arabe et d'une mère française, le héros de l'Affreux fréquente la banlieue et les HLM. François Giesbert raconte à la première personne les tribulations d'Adrien Calpeau, « comique, cynique, malin et moraliste ». Joseph Savigneau a rendu compte de ce roman dans « Le Monde des livres » du 23 octobre.

M. Dominique Strauss-Kahn invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 25 octobre de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Strauss-Kahn, ancien président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, ancien député socialiste du Val-d'Oise, membre du courant jospinien au PS, répondra aux questions de Pierre-Angel Gay et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Arz et de Jeanine Parrinond, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

COURRIER	
« Ce que j'ai vu à Rosack », par Serge Klarsfeld..... 2	
ÉTRANGER	
Irak : l'opposition veut se doter d'une direction collégiale..... 3	
Plusieurs rapports écolabellés dénoncent les atrocités commises pendant le conflit yougoslave..... 4	
Allemagne : visite symbolique de la reine d'Angleterre à Drasde ; nouvelles attaques racistes..... 4	
Afrique du Sud : le président De Klerk apparaît de plus en plus isolé..... 5	
États-Unis : M. Bill Clinton lance une offensive en direction des communautés ethniques de Colombie..... 6	
Désarmement américain : V. - Criminalité : David, Goliath et les armes à feu..... 6	
POINT : La fédération canadienne : référendum sur un compromis..... 7	
POLITIQUE	
Le débat sur l'usage et le « dépeçage » du Parti socialiste..... 8	
Le président du FLNKS réprévoit la résurgence des vieux démons en Nouvelle-Calédonie..... 8	
La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale..... 9	
SOCIÉTÉ	
Le Sénat a définitivement adopté la loi sur la harcèlement sexuel..... 10	
Avant l'adoption du document final de la conférence de Saint-Denis, des tensions opposent les évêques d'Amérique latine..... 11	
« Quelle histoire », par Claude Seruete : « A fond de cave »..... 11	
CULTURE	
Danse : les nouvelles créations de William Forsythe au Châtelet..... 12	
Cinéma : la Miraga ; Jaux de guerre ; in the Soup ; Tong Tana ;	
Macao, mépris et passion..... 12	
Sculpture : Botero sur les Champs-Élysées..... 13	
ÉCONOMIE	
Uruguay Round : Washington étudie d'alternatives rapides contre la CEE..... 14	
Le scandale de la BCCI : le juge Bingham met en cause le rôle de la Banque d'Angleterre..... 14	
Excédent de 3,7 milliards de francs en septembre pour le commerce extérieur français..... 14	
Communication : les chaînes télévisuelles a-t-elles des plus isolées de Canal Plus..... 15	
SANS VISA	
• Albanie : « Plus tard, je serai réfugié » • Kadsie et les chaînes de la liberté • Un train pour Sissi • « Little India » à Paris • Abidjan : crise au pays de Cocagne • L'homme à la Ferrari..... 21 à 28	
Services	
Abonnements..... 2	
Amorces classées..... 8	
Carnet..... 9	
Jeux..... 26	
Taxi-sec, Loto sportif 9 et 18	
Marchés financiers..... 16 et 17	
Météorologie..... 13	
Philatélie..... 13	
Radio-télévision..... 19	
Spectacles..... 18	
Week-end d'un chineur..... 13	
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 21 à 28	
Le numéro du « Monde » daté 23 octobre 1992 a été tiré à 492 108 exemplaires.	

S A N S V I S A

Albanie : « Plus tard, je serai réfugié »



Est-ce l'Europe, ce pays, plus petit que la Belgique, dont le PNB par habitant avoisine celui du Togo ou de la Mauritanie ?

UNE adresse ? Au téléphone, la voix a eu un zire un peu amer. Non, Ismail Kadare n'a pas d'adresse visible à Tirana. La plaque a disparu, on chercherait en vain le nom de la rue. Elle a disparu, comme bien d'autres références identitaires, dans la folie destructrice qui s'est emparée de l'Albanie, l'hiver dernier, et qui a emporté arbres, bancs d'école, sièges de train, et les vitres surtout, d'innombrables vitres, jusque dans les plus petits villages, et jusqu'à la vitrine du magasin funéraire de la rue de Durrës à Tirana, qui n'a pas résisté, elle non plus, à cette mutinerie.

Une folie qui a laissé un pays sans vitres, ouvert à tous les vents, un pays plein de grilles, de gravats, de cadenas. Des grilles aux devantures des boulangeries, aucun client n'entre plus, on passe le pain à travers un

guichet ou entre les barreaux. Des grilles autour des standards téléphoniques, où se pressent des visages émaciés qui attendent la communication avec Athènes ou Bari. Des grilles aux endroits stratégiques, surtout dit, de l'Albanie nouvelle, les postes et les boulangeries, comme pour protéger le pays de lui-même, de la pulsion d'autodestruction qui suit les grandes déceptions. Puis, qui, six mois après la formation du premier gouvernement non communiste, tend encore à faire de la vie en Albanie une « sorte de cérémonie semi-funèbre », selon l'expression de Kadare.

« Tout est détruit », a expliqué la voix, féminine, au téléphone. Parlé comme par une grève générale, une protestation posthume, après la longue domination d'un parti dit du « travail » albanais. Hors d'âge et maintenant hors d'état, au point que certains diplomates pensent qu'il faudrait mieux achever « au bulldozer » un appareil productif dont ils semblent avoir désespéré (1). Comme si le communisme isolationniste façon Enver Hodja n'avait pas suffi à la ruine, une part des habitants semble avoir été saisie par la rage d'en finir. En finir avec le passé. En finir avec les compromissions, et dans un pays de 3,2 millions d'habitants que peuvent-elles laisser, sinon la haine de soi ? En finir, jusqu'avec ce pays maudit. « Un certain nombre de gens espèrent que c'en sera le fin de l'Albanie. S'il n'y avait plus de pays, on serait obligé de les accueillir à l'étranger. Pour eux, il était devenu un piège », dit un intellectuel.

Tout est défilé, mais rien, dans ce pays passé sans transition, ou presque, de Staline à la démocratie, ne semble pour autant tranché. Ni du point de vue de la politique économique, où la privatisation annoncée est toujours en débat, ni dans les réflexes du langage de la rue. Et l'on entend de drôles d'expressions en Albanie nouvelle, les « mises populaires » sont toujours là, dans les conversations. Et la « dictature de la démocratie » a fait son apparition. Quand ce n'est pas un « Hell Hitler » que l'on surprend. Ou une croix

Certains, en Albanie, parlent d'« anarchie » ; d'autres, de « néo-communisme ». Tous sont déçus et se demandent ce que la démocratie leur a apporté. Petrit est moins indécis sur son avenir : « Plus tard, dit-il, je serai réfugié. »

gammée sur un mur ou sur la couverture d'un cahier d'enfant. Certains disent que c'est « l'anarchie », d'autres, le « néo-communisme ». D'autres encore, qui ont voté, sous Ramiz Alia, pour le Parti démocratique puis moins d'un an plus tard pour le Parti socialiste (ex-communiste), ne savent plus quoi penser. Et de toute façon, disent-ils, le cinquième des habitants du village se sont enfuis vers la Grèce, un paradis terrestre, où les ingénieurs albanais gagnent en une journée le salaire moyen mensuel à Tirana (15 dollars) et en « lavant les vitres ». Tous ou presque sont déçus et se demandent en se chamaillant ce que la démocratie leur a « apporté », sans plus se souvenir qu'ils ont aujourd'hui le droit d'avoir du bétail, une vache pour eux seuls, au lieu de travailler « pour J les autres » à la coopérative. Sans se souvenir que la démocratie leur permet de parler. Et notamment à ces étrangers dont ils ne se séparent qu'au moment, au bord de l'autocar, de l'avion, et même parfois des larmes.

A quelle adresse est logée l'Albanie d'aujourd'hui ? Jusque dans le plus petit village, il se trouve quelqu'un qui parle une langue étrangère, apprise à la manière des prisonniers qui ressortent un jour docteur en sciences. C'est un médecin qui fait part de tous les espoirs qu'il fonde en l'Europe de Maastricht et remercie les Français de leur contribution. Un radiologue, dont le matériel devrait être « au musée », et qui n'a plus de films pour les radiographies. Il marche, le docteur, il va à pied, son parapluie sous le bras, pendant que, sous les arbres, les hommes jouent aux cartes en glissant l'argent des paris, hier interdits, sous le journal

croire, ou exhumé d'un ne sait quel placard où doivent encore se cacher de troubles pensées. Mais l'enfant s'en moquait, l'ignorait. Et avec quelques pages des *Superpuissances* d'Enver Hodja, il faisait des avions de papier qui volaient joyeusement, vision heureuse, enfin une, d'une Albanie réellement libérée.

Ah, pour trouver le domicile de l'écrivain dans ce Tirana d'après-guerre, il faut chercher. Et chercher dans un quartier que l'orthodoxie avait taxé de lupanier décadent il y a encore un an, car on y longe quelques magasins qui vendent des télévisions, des affiches de rock-stars et des disques usagés. La discothèque est en face. L'Albanie, c'est son nom, donne des aigreurs au muezzin, qui dans son haut parleur libyen chante cinq fois par jour qu'Allah est grand.

C'est l'un des acquis de la démocratie, l'appel à la prière, avec le retour des barques sur la mer, de la boxe sur les rings et l'apparition du magazine *Eros*, vite devenu, avec 20 000 exemplaires, le premier tirage du pays. Cent mosquées ont ouvert, avec le soutien financier d'associations d'Arabie saoudite, d'Égypte ou du Pakistan.

De notre envoyée spéciale
Corinne Lesne
Lire la suite page 24

(1) La production a baissé de 30 à 60 % depuis 1990. La moitié des terres n'ont pas été exploitées cette année (le Monde du 21 juillet). Plus de la moitié des ouvriers sont au chômage.

(2) Leur nombre varie selon les estimations de 300 000 à 700 000.

AU SOMMAIRE



Vienne, l'Orient-Express pas mort	p. 22
Tamoule, « Little India » à Paris	p. 23
Abidjan, crise au « pays du cocotier »	p. 25
La Ferrari, voiture très populaire	p. 28
Escalier (p. 22) • Téléc. (p. 22)	
Jour (p. 26) • Table (p. 27)	

PARIS - MONTREAL 1750 F A R

ACCESS

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS VOYAGES C'EST 350 DESTINATIONS A PRIX REDUITES SUR VOLS REGULIERS.

4, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94
LYON - TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

Un train pour Sissi

VIENNE

VIENNE, capitale des Habsbourg pendant plus de six cents ans, arbore encore leurs couleurs. Le jeune impérial du château de Schönbrunn joue toujours avec la lumière d'automne. Jaunes encore, les façades des édifices construits pour héberger l'administration de François-Joseph, au bord de la Ringstrasse, où ils alternent avec des hôtels particuliers vert pistache. Sur cet anneau qui remplace d'anciens remparts des flancs croissent les tramways. Et le claquement des sabots résonne sous les arbres.

Aujourd'hui encore, de décembre à mars, dans les clubs, les grands hôtels et à l'Opéra, les Viennois valent. Pas une corporation qui n'ait son bal. Tenue de soirée onirique obligatoire. La cité autrichienne est ouverte aux rêves, dénieurs impénitents des fastes d'une monarchie finalement bien austère. La jeune Elisabeth l'appart à ses dépens. Au fond du Volksgarten, Sissi, l'impératrice pour scénaristes hollywoodiens, pétrifiée, toujours jeune, toujours fraîche, sourit à son peuple.

Le palais de la Hofburg, auquel les Habsbourg ajoutèrent presque une aile par siècle, marque le cœur de cette ville assez vaste pour abriter 100 kilomètres carrés d'espaces verts : des jardins ouvriers, des forêts, des cultures maraichères, des parcs tranquilles où tous les écurculs s'appellent Hansi. Là, il est tentant de vouloir percer le mystère de cette souveraine, à la personnalité compliquée comme la fin d'une époque, au destin brutal comme une fin d'empire. Dans ses appartements privés trônent des représentations de la belle : bustes, portraits, sculpture grandeur nature... Des images, de sa villa de Corfou, de ses chevaux et de ses chiens favoris, mais pas de ses enfants.

An mur pendent des agrès. Sportive, la souveraine, qui refusait de vieillir, en faisait installer partout où ses perpétuels voyages l'entraînaient. Même pour une seule nuit, dit-on. Celle qui avait toujours fui Vienne, à finalement, rejoint, après son assassinat, la famille des Habsbourg, dans la crypte impériale. Ce caveau est, à lui seul, un véritable catalogue de l'histoire du Vieux Continent, les

fertiles impératrices autrichiennes ayant fourni, en effet, des épouses à bien des monarchies européennes. La tombe d'Elisabeth y côtoie celles de François-Joseph et de leur fils Rodolphe, qui se suicida avec sa maîtresse à Mayerling. Toutes trois sont toujours fleuries. Celle de Sissi le serait souvent par les soins d'admirateurs bongois tandis que celle de son mari aurait la ferveur des Viennois.

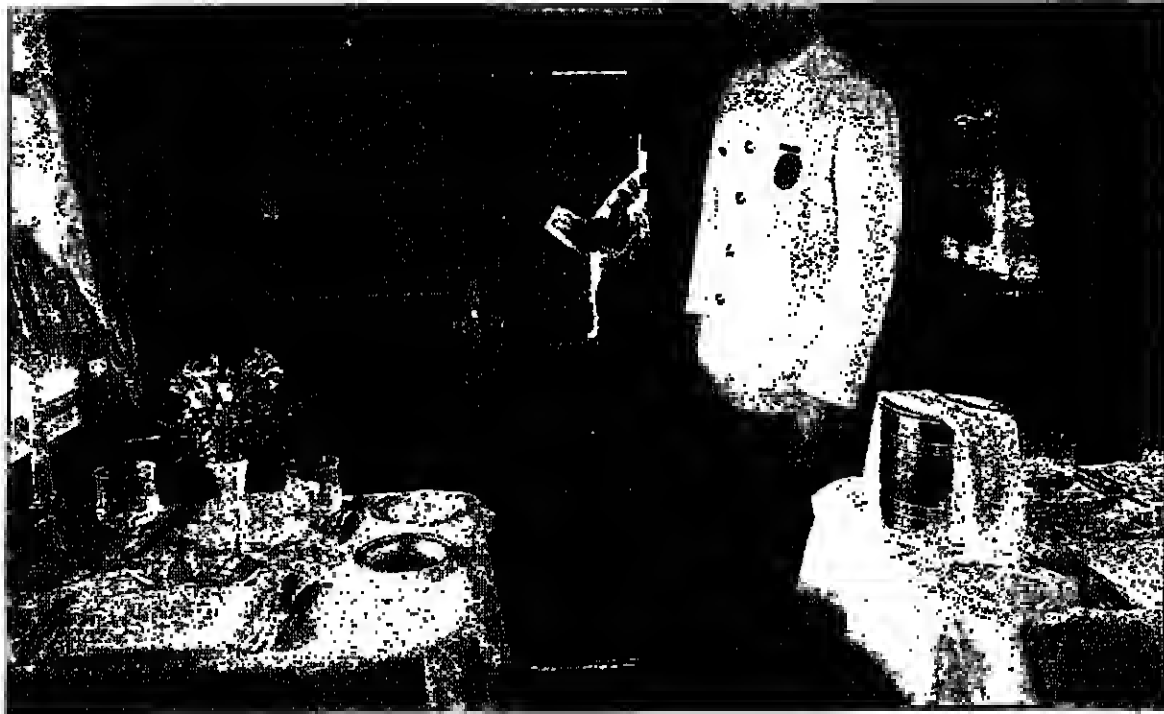
Le temps a-t-il pris ici ? Les cafés de la capitale autrichienne sont restés si connus qu'il est impossible de savoir si un Johann Strauss y a joué autrefois ou s'il vient juste d'en sortir. Qu'importe, centennaires ou nouvellement ouverts, ces salons exhalent tous cette ambiance chaleureuse, délicieusement surannée, des lieux qui ont une âme. Les Viennois viennent y

Continent à la chute des Habsbourg, lorsque le dernier d'archiduc autrichien fut assassiné à Sarajevo. Comment ne pas méditer sur le sort de l'Europe en venant de Vienne ? Surtout lorsque, refusant de voir sa rêverie s'interrompre brusquement, le promoteur s'offre le plaisir de s'en retourner par l'Orient-Express.

Le premier voyage de ce train de légende eut lieu en 1883, de Paris à Constantinople. Depuis, pour rejoindre ce qui était devenu Istanbul, il changea souvent d'itinéraires, en fonction des dangers du moment, longeant certaines frontières, en évitant d'autres, s'immobilisant pendant les deux guerres mondiales, pour finalement passer de mode. En 1977, la Compagnie internationale des wagons-lits vendit quelques voi-

deux façons de traverser l'Autriche puis la Bavière dans ce cocon raffiné. On peut hanter les couloirs, admirer marquetteries et vitres de verre signées Lalique, lire les plaques résumant l'histoire de chacune des voitures. Mais on peut aussi coller son nez à la fenêtre, se fondre dans le paysage. Et sursauter chaque fois que l'on croise un convoi de marchandises, tant il est naturel d'oublier la réalité dans ces cabines plus que confortables surtout lorsqu'on est seul à les occuper. Là réside peut-être le plus rare des luxes.

Pasé Memich, soune l'heure de rejoindre le bar ou le restaurant. A table, certains jouent le jeu et portent d'approximatives tenues des années folles. Les serveurs sont italiens, le pianiste anglais, le chef de cuisine français, comme les



MARTINE VOYEUX/METIS

lire la presse internationale et échanger des nouvelles. Aujourd'hui, c'est du spectacle Elisabeth dont on parle. Présenté depuis septembre au Theater an der Wien, il fait salle comble tous les soirs.

Retracer la vie de l'impératrice par le biais d'une étonnante comédie musicale est, ici, un pari audacieux. Afin de ne pas encourir la boudoir des Viennois, nagère si agacés par le kitsch des films de Romy Schneider, les auteurs ont fait preuve d'un étonnant souci de véracité historique. Ainsi, sur scène, François-Joseph n'a rien d'un prince de conte de fées et Elisabeth flirte en permanence avec la mort. Et quelques danses macabres laissent présager des convulsions qui secouèrent le Vieux

tours aux enchères. James B. Sherwood les acheta et parit en quête de celles qui avaient été dissimulées dans toute l'Europe. Au bout de cinq années de patientes recherches et d'un méticuleux travail de restauration, l'Orient-Express était ressuscité. C'est de Budapest que partent les voitures bleues. Direction Boulogne, puis Londres, en passant par Salzbourg, Munich, Paris. Champagne et caviar à l'embarquement des voyageurs matinaux : l'Orient-Express est un palace sur rails. Mais pas seulement. C'est avant tout un train, un vrai, ancien, qui couine et qui grince. L'air s'engouffre entre chaque voiture - ne dites pas « wagon », mais les tentures de velours bleu qui tapissent les soufflets. Il existe

vins. Restent les petits pains, autrichiens.

Pendant ce temps-là le steward s'active dans la cabine, ouvre le lit, tamise la lumière, enfume le lavabo de faloence dans son cabinet rond. Il suffit d'aborder ce jeune homme stylé pour tout savoir des histoires de « sa » voiture, des belles, des coquines ou des cocasses. Ce train est fait pour rêver, pas pour dormir. D'ailleurs, il n'est pas facile d'y trouver le sommeil. Surtout, cette fois : c'était son effet son dernier voyage. L'an prochain, l'Orient-Express ne desservira plus ni Budapest, ni Vienne. Dommage.

De notre envoyée spéciale
Martine Valo

Cap sur l'Antarctique

A l'extrême de l'extrême. Sur la carte, la pointe effilée de l'Amérique du Sud avec ces lieux mythiques nommés Terre de Feu ou Ushuaia, la ville la plus australe de la planète. Ici, tout est légendaire, qu'il s'agisse du détroit de Magellan, du canal de Beagle, du tempétueux passage de Drake ou du redouté cap Horn. Encore plus au sud, au bout de 1000 kilomètres de navigation, l'Antarctique, ce sixième continent, terre d'épopée où sont gravés dans la glace les exploits de Charcot, Shackleton, Amundsen, Scott, Byrd et autres Vivian Fuchs. Explorateurs et scientifiques sont désormais suivis par une poignée de touristes fortunés qui, pendant l'été austral (de décembre à mars), quand la glace de mer se rétrécit et que les tempêtes sont moins nombreuses, ne résistent pas au privilège d'aller découvrir à leur tour un spectacle exceptionnel.

De Buenos-Aires où l'on embarque, un air de tango dans la tête, on tague jusqu'à Port-Stanley, « capitale » des Malouines (les Falkland pour les Anglais) dont un musée raconte cent cinquante ans d'histoire. Escala à Punta Arenas, la ville la plus australe du Chili, hantée par les fantômes des grands navigateurs, avec un cimetière où reposent pionniers et naufragés. On passe le cap Horn, l'île parmi d'autres îles, rocher du bout du monde, terre de comble de marins et de capitaines pourtant courageux, pour descendre ensuite, plein sud, vers la péninsule antarctique.

Avec l'île des Éléphants (de mer), habitée par une importante colonie de ces imposants mammifères amphibies, on est au cœur du sujet. Y flotte aussi le souvenir de l'Endurance et de son équipage, bloqués par les glaces après une errance de cinq mois. Une mésaventure à laquelle on échappera cette fois pour se faufiler dans le canal Lemaire, un des sites les plus spectaculaires de la Terre de Gribaud. Imaginer : une sorte de fjord où l'on navigue entre des falaises de glace de plus de 1000 mètres de haut ! Un univers fantasmagorique où des montagnes se dressent sur les flots parcourus d'énormes icebergs à la dérive. Et partout cette lumière (à quelques kilomètres du pôle, la nuit n'existe plus), ces reflets offrant un spectacle sans cesse renouvelé. A commencer par celui des animaux locaux, manchots, phoques, éléphants de mer se prélassant sur des plages de sable noir et que l'on va observer de plus près en canot pneumatique. Avec, toujours présent, l'espoir de croiser une baleine à bosse.

Une croisière hors du commun proposée « à des conditions exceptionnelles de lancement » (Compagnie générale de croisières dixit) à bord du *Colombus-Caravelle* de Transocean Tours, paquebot finlandais battant pavillon des Bahamas qui, dans une atmosphère de grand yacht privé, offre à un nombre

limité de passagers (250 au maximum) des cabines élégantes et confortables. Avec restaurant donnant sur la mer, piscine, dix-sept ascenseurs... et coque renforcée. Un luxe qui coûte 34 240 F par personne en cabine double intérieure, la vue sur l'extérieur se payant 40 320 F. Des prix qui incluent les vols de Paris, la pension complète, les excursions et, exceptionnellement pour la croisière du 22 novembre au 9 décembre (si les inscrits sont en nombre suffisant), un accompagnement français et des conférences du contre-amiral François Belloc, directeur du Musée de la marine. Quatre croisières similaires, mais plus chères, sont programmées en janvier et en février 1993. Renseignements dans les agences de voyages.

A lire pour être à la hauteur, *Antarctique, sanctuaire de glace* (collection « Biosphère » chez Nathan) et *Antarctique, continent de l'extrême*, de Claude Lorius (éditions Pléiade-Denoël).

Week-end à Dublin

Une ville d'écrivains (Jonathan Swift, Oliver Goldsmith, James Joyce, William Butler Yeats, Sean O'Casey, Brendan Behan, etc.), le sanctuaire du nationalisme irlandais, des rues géorgiennes, des squares et des jardins, le tout dans un site exceptionnel, cerné de collines, ouvert sur une large baie circulaire, avec la rivière Liffey coupant la cité en deux. Ainsi le *Grand Guide d'Irlande* (« Bibliothèque du voyageur », Gallimard) résume-t-il la ville de Dublin, également comparée à « un paradis démodé, un peu déprimé mais à l'allure indéfectible ». Une ville à l'image de l'Irlande, changeante, tour à tour calme et agitée, prise puis balayée par une lumière à la fois douce et éclatante. Autant de raisons d'aller flâner dans cette ville truffée, d'histoire, de pubs où coulent la Guinness, la gaieté et la mélancolie.

Avec, aujourd'hui, une raison supplémentaire non négligeable, les tarifs week-end proposés sur Dublin (mais aussi sur Shannon ou Cork) par la compagnie aérienne nationale Aer Lingus : 1250 F A/R jusqu'au 31 mars, soit du 15 décembre au 5 janvier et du 20 au 24 février. Tarifs relayés par la filiale touristique de la compagnie, Cara Voyages (agences de voyages et Minitel 3615 Aer Lingus), avec un forfait week-end à 2 040 F par personne (sur la base de quatre personnes) comprenant l'avion, la voiture et l'hébergement pour trois nuits. Également dans la brochure, un forfait à 2 730 F par personne en chambre double au Shelbourne (un des meilleurs hôtels de la ville) comprenant l'avion et deux nuits, certains hôtels offrant la troisième nuit, le dimanche.

Invitations d'autant plus séduisantes qu'il suffit d'un week-end pour saisir l'âme de la ville, parcourir ses différents quartiers (historiques ou rénovés et « branchés » comme Temple Bar), visiter musées et monuments, sans oublier de flâner dans ses parcs et jardins. Pour ne rien dire du shopping et du plaisir de fouiner chez les brocanteurs de Francis Street ou chez les antiquaires de Dawson Street avec de nombreuses foires d'octobre à décembre. Points de passage obligés, les pubs (quelque six cents dans la ville), à l'heure du déjeuner (pour de savoureux snacks) et surtout, le soir, pour y parler, chanter et danser.

Trois moyens de mieux connaître la ville. D'abord suivre à pied les circuits balisés (avec les guides vendus à l'office du tourisme local), qu'il s'agisse de la Cultural Trail (l'architecture dublinoise), de la Georgian Trail (les rues géorgiennes au sud de la Liffey) ou de l'Old City Trail (les anciens quartiers). Ensuite prendre le Dublin City Bus (deux par jour jusqu'en décembre) pour un circuit guidé des monuments. Enfin, circuler à vélo, en groupe et avec un guide.

Ceux qui chercheraient un alibi pour s'évader entoureront sur leur agenda les dates suivantes : Marathon de Dublin le 26 octobre (avec un forfait de Cara Voyages à 3 300 F avec avion et trois nuits d'hôtel), Foire aux antiquités les 7 et 8 novembre, soldes en janvier, France-Irlande de rugby le 20 février, Festival du film du 3 au 11 mars et Festival de musique et chants traditionnels, du 22 mars au 4 avril.

Renseignements à l'office du tourisme irlandais (33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36), où l'on se procurera notamment la brochure *Irlande hors saison 1992-1993* qui recense les bonnes affaires de l'automne.

Guide

• Y aller. Les responsables du Venice-Simpson-Orient-Express viennent, hélas, de décider de se limiter, en 1993, à la destination favorite de leur clientèle majoritaire (anglo-saxonne) : Venise (via Zurich, Innsbruck et Vienne) avec une desserte régulière mais variant selon les périodes. A noter que le train ne circule pas de novembre à fin février. Le trajet simple Paris-Venise - rareté sont ceux qui s'offrent l'aller et retour - coûte 7 850 F, plus 1 450 F pour une cabine individuelle ou 6 350 F pour une cabine double occupée par une personne seule. Ce tarif comprend les repas mais pas les boissons. Les Français, qui ont la réputation de s'y prendre au dernier moment, réservent en général un mois à l'avance. L'adresse : 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 45-62-00-69. Plus classique : des trains « normaux » relient directement Paris à Vienne.

Avec qui ? Jet Tours/Vacances Autrichiennes organise des séjours à thème (« Les fastes de Vienne » par exemple, à partir de 2 540 F pour trois jours) incluant un aller-retour

sur vol régulier Austrian Airlines ou Air France et deux nuits d'hôtel, avec la possibilité de choisir parmi dix établissements sélectionnés dont le Bristol, cinq étoiles face à l'Opéra, un vrai « Grand hôtel » comme on les aime, avec son mobilier d'époque et le service raffiné et attentif d'autrefois (3 740 F de Paris et des départs de Nice et de Genève pour la région Rhône-Alpes). Prévue, la réservation des places de spectacle à l'Opéra : de 330 F à 1 230 F en première catégorie) et des entrées aux bals de la Hofburg. D'autres propositions chez Austro Pauli, Mayerling, Republic Tours, La Fugue-Contrepoint, Jumbo-Airscapes, Nouvelles Frontières et Frantour Train-Hôtel.

Savourer. Presque incontournable, Dammell (14, Kohlmarkt), le plus célèbre mais aussi le plus baroque des pâtisseries-restaurants-salons de thé qui balisent toute promenade viennoise. A voir donc, malgré les touristes qui s'y pressent. Prendre le temps, aussi, de passer d'une des fameuses cafés viennoises. Là, on n'élève pas un chocolat, on le sirote et le serveur vient régu-

lièrement remplir le verre d'eau qui l'accompagne. Trotty out, un temps, ses habitudes au Café Central sur les Hasenrgasse, dont le magnifique cour intérieur vient d'être restauré. En fin de journée, du côté de Backerstrasse, le quartier situé derrière le cathédrale s'anime. Et dans les nombreuses galeries couvertes, les consommateurs débordent des petites tavernes, leur verre de bière ou de vin blanc à la main.

Sortir. Pour ce qui est des spectacles, on s'embarras du choix. Ceux qui souhaitent assister à la comédie musicale *Elisabeth*, feront bien de réserver leurs places (avec une carte de crédit par téléphone huit jours à l'avance), au Vienna Ticket Service, BP 160, A-1043 Vienne, tél. : (1) 587-98-43, fax : 587-98-44.

Se renseigner. A l'Office de tourisme autrichien (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 et Minitel 3615 Autriche) qui diffuse un ensemble très complet de brochures thématiques dont « Scènes d'hiver » qui présente tous les événements culturels et artistiques de la saison.

Premier trophée de golf Beachcomber à l'île Maurice, du 4 au 11 décembre, sur le nouveau parcours de l'hôtel Paradis : 12 500 F par personne (de Paris) avec le vol direct, cinq nuits en chambre double et demi-pension, les transferts, les green fees et la plupart des activités sportives. Renseignements au 42-93-19-12 et dans les agences Sélectour. Un week-end chez Toulouze-Lamotte, au château Malromé, sur les coteaux de Saint-Macaire, près de Langon. C'est ici que le peintre avait établi son atelier d'été et c'est dans ce havre de paix qu'il s'éteignit le 9 septembre 1901. A la carte : visite guidée, rétrospective de l'œuvre du peintre, location de chambres d'hôte (de 300 à 650 F) et initiation à la dégustation des crus du vignoble local. Renseignements au 56-76-44-92.

Paris/Londres pour 920 F l'aller-retour (réduction de 33 % pour les moins de douze ans) jusqu'au 18 décembre et du 4 janvier au 31 mars avec Air UK, qui dessert la capitale anglaise à partir de Paris CDG. A l'aéroport de Stansted, un train conduit en quarante et une minutes à Liverpool Station, au cœur de la City. Les passagers d'Air UK bénéficient d'un tarif négocié

TÉLEX

(128 F A/R) au « ticket desk » de l'aéroport. Billet non remboursable, réservations modifiables uniquement pour un tarif supérieur.

Les anciens Comptoirs français de l'Inde (Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Mahé et Yanam) exposés jusqu'au 28 novembre à la galerie de l'Espace Kronenbourg, 30, avenue George-V, 75008 Paris. Soixante photos noir et blanc de Guillaume Zulli qui seront rassemblées dans un album (Edition Culture et Développement, 150 F) à paraître le 10 novembre.

Le patrimoine paléontologique français, jusqu'au 28 mars 1993 au Musée d'archéologie de Lons-le-Saunier (tél. : 84-47-12-13). Toujours en Franche-Comté et jusqu'au 15 novembre prochain, exposition de dinosaures et reptiles fossiles de France au Musée du château de Montbéliard (tél. : 81-99-23-61). Deux expositions ouvertes tous les jours, sauf le mardi, de 9 heures à 18 heures. Pour les scientifiques, une publication d'accompagnement : « Plateausaurus et l'histoire des dinosaures ».

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Traumard.

C'est les grains du mannequin qui retiennent le regard du passant : jointes du bout des doigts et portées à la hauteur du menton. Elles forment un disque dont nous ne cessons d'admirer la diaphanéité, comme dans la pose opalescente posée au milieu du front. Sa silhouette semble disposée là pour démontrer l'incroyable gracieuseté de tout ce qui est sari, et comme une invite à venir lui offrir un verre vivant. C'est qu'apparemment, chaque jour les vitrines des magasins de la rue Saint-Denis, qui s'étendent le long du Nord du boulevard de la Chapelle.

Là, le sentiment d'urgence, de persévérance et le besoin de rassembler, communs aux peuples déplacés, ont conduit ces derniers à installer les magasins à l'extérieur d'horizon en changeant de mains. Les trois quarts de la communauté tamoule, en effet, se trouvent dans un quartier, une apparence qu'on a déjà cru pouvoir retrouver dans « Little India ». Une petite île ? Plus exactement, un centre d'un quartier, un lieu de rendez-vous, un lieu qui pourrait offrir ce qui manque à ceux qui ont tout perdu : la culture, l'identité et l'avenir, rien que d'essentiel hors l'essentiel : leur pays, Eelam (nom tamoul du Sri-Lanka). Et la répartition assurée de n'avoir pas à abandonner plus à l'hospitalité.

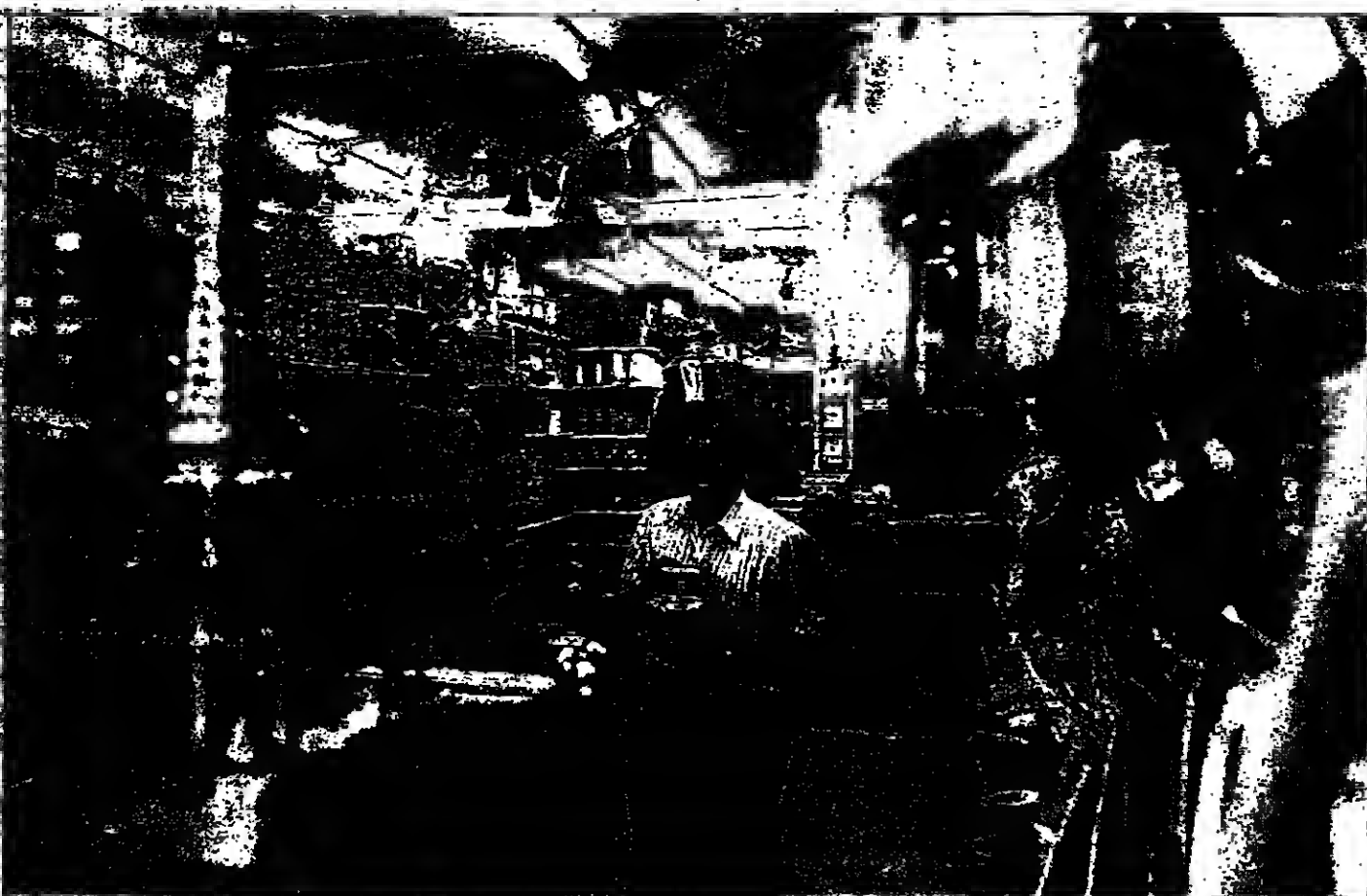
Quarante-trois millions au Tamil Nadu (État de Madras) et un million à Bombay, les Tamouls sont près de deux millions (descendants des autochtones installés deux siècles avant notre ère) au nord du Sri-Lanka. Le centre de l'île est peuplé par un million d'immigrés, ou « Indiens », selon une désuète appellation officielle, enrôlés par les Britanniques il y a cent cinquante ans pour servir le thé de l'Empire, contingent lourd d'une diaspora qui compte aujourd'hui plus de huit millions de personnes éparpillées sur tous les continents.

Comment, pour ces paysans, pêcheurs, artisans, se retrouvent de l'Inde à la Malaisie (un million), de l'île Maurice (la moitié de la population) à la Réunion, de Madagascar à l'Afrique de l'Est et du Sud, de la Guadeloupe à la Guyane. Auxquels s'ajoute, depuis qu'ils sont en guerre contre Colombo (2), une nouvelle génération d'exilés sri-lankais, « politiciens » cette fois, venus chercher refuge au Proche-Orient, au Canada, en Inde (cent cinquante mille au Tamil Nadu) et autant en Europe (Royaume-Uni, Allemagne, Suisse et France), doublement victimes des pouvoirs antagonistes, parfois poussés autant qu'ils le repoussent, car ils leur reversent, contraints ou non, une partie des résultats de leur travail.

Les premiers arrivés à Paris à la fin des années 70, lors d'une recrudescence des tensions avec les Cinghalais. Leur flot s'épaissit après les émeutes anti-tamoules de 1983, pour doubler chacune de ces trois dernières années. Les intellectuels, les techniciens et les employés des débuts sont rejoints aujourd'hui par les plus modestes. Les uns et les autres astreints aux menages, aux gardiennages et aux cuisines pour vivre, partout où le vocabulaire des gestes supplée la langue. Pour chacun des douze mille réfugiés statutairement reconnus, on compterait trois non officiels.

Paris et sa région abritent également quelques milliers de Tamouls de Madagascar et de Maurice, mais aussi des Français venus de Réunion, de Guadeloupe et, surtout, de l'ancien comptoir de Pondichéry. Seule à approcher les Sri-Lankais en nombre, la communauté pondichéryenne, large cercle de trente mille personnes où chacun, de près ou de loin, reconnaît son monde. « Un peu comme si tous les habitants d'Aurillac se retrouvaient en Chine. Pas ceux du Cantal ou d'Auvergne, d'Aurillac seulement », insiste un de ses membres, « porte les effectifs tamouls en Ile-de-France à plus de quatre-vingt mille ».

Car, pour être séparés depuis deux mille ans, Sri-Lankais et Pondichéryens n'en appartiennent pas moins au même peuple dravidien, comme en témoigne leur langue commune, plus visiblement dans sa forme littéraire. « Le tamoul, qui n'a pratiquement pas varié depuis vingt-trois siècles, est assurément l'une des plus anciennes langues écrites vivantes ».



impurs représentants de la caste la plus basse.

Au-delà des obligations du rang, l'aliment essentiel à la survie repose dans les milliers de cassettes vidéo alignées sur les rayons de « Little India ». Madras demeure en effet la plus gigantesque usine à récits chantés et dansés dans des décors de carton-pâte du globe. Une puissance. Poèmes et épopées, digérés à la chaîne, y transforment les archétypes en stéréotypes, mêlant à l'encens des flots d'eau de rose, avec l'obligation absolue de fin heureuse, sanctionnée par un invisible baiser. Ce riz trop léger de l'esprit, aliment quasi unique des loisirs, vaut toutes les privations pour l'achat d'un magnétoscope. Afin qu'au repos Pondichéryens, Sri-Lankais ou Mauriciens puissent, chacun chez eux, murmurer, les yeux mi-clos, les mêmes mélodies devant le même film. Afin qu'ils se trouvent pour la première fois rassemblés lorsque le cinéma défile à Paris ses stars, comme Kishu, pour faire le plein du Cirque d'hiver en plein été.

La communauté tamoule de Paris reste plurielle, mais les signes de rapprochement se multiplient. Les cours de *bharata natyam*, danse purement religieuse à l'origine, devenue moyen d'affirmer le désir de promotion sociale, et à ce titre, longtemps réservée à l'élite pondichéryenne, voient arriver des fillettes originaires de la Réunion ou du Sri-Lanka. La langue elle-même fait retour chez les enfants de ceux qui l'avaient trop volontiers oubliée ou négligée. La présence de cinquante-deux candidats à l'oral de tamoul du baccalauréat cette année et des débats plus discrets à l'écrit manifestent une aspiration nouvelle dans l'intégration qui, par-delà les origines, s'adresse à l'ensemble de la troisième génération.

Jean-Louis Perrier

Comment vit la communauté tamoule installée dans la capitale ? A partir de son centre d'approvisionnement et de rendez-vous, faubourg Saint-Denis, entre la gare du Nord et le boulevard de la Chapelle, enquête sur ces Indiens de Paris.

« Little India » à Paris

au monde, dit M. S. Srinivasan, professeur à Langue O. Seul comparable au sanskrit - dont il ne dérive pas - notamment par la richesse d'une littérature trop longtemps sous-estimée en France, il a su, plus que lui, se maintenir jusqu'à nos jours.

Clivées plus fortement socialement, suivant le système des castes (la langue traditionnelle restant apanage brahmanique ou acquisition de lettrés), que géographiquement, les formes parlées du tamoul ont sensiblement divergé de l'ancien écrit. Pas au point cependant que le militant *Eelam* du Paris, hebdomadaire « d'informations générales » de la communauté sri-lankaise en France (avec des éditions allemande et canadienne), n'ait pu en adopter l'expression littéraire, et tirer à cinq mille exemplaires.

Pas au point non plus que Pondichéryens et Sri-Lankais ne puissent se comprendre, malgré les chausse-trappes des accents, des rythmes et d'un vocabulaire parfois différent, certains Sri-Lankais s'estimant « plus purs » d'utiliser des termes anciens remplacés par l'anglais en Inde. Les reconnaît-il le fait, tout le cinéma vidéographique de Madras, au parler et plus encore au « *ebauter* » standard tamoul, célèbre de part et d'autre du détroit de Palk (3).

Mais alors que l'intégration de réfugiés sri-lankais s'est révélée extrêmement délicate dans l'Inde tamoule, les suspicions policières de Delhi ne la rendant que plus précaire, leur installation à Paris a réveillé les nostalgies des Pondichéryens. Avec, chez ceux de la seconde génération, qui, lorsqu'ils comprennent encore la langue de leurs parents, ne la parlent pas forcément, des interrogations sur leur histoire et leurs origines.

Condition de l'insertion économique des premiers arrivants des ex-établissements français dans l'Inde, l'acquisition du français a souvent conduit à la négligence de la langue maternelle. Fonctionnaires pour la plupart, s'ils ont par là même passé contrat avec son administration avant qu'avec la France, ils ne s'en sont pas moins engagés dans la voie d'une assimilation sans retour, qui les a conduits, au prétexte de l'avenir, à rejeter les acquisitions du passé.

« C'était trop ou pas assez, commente l'un d'eux, car nous avons maintenant le sentiment de n'appartenir tout à fait ni à la culture

française, ni à la culture tamoule ». Cet inconcompréhension, cette déchirure parfois, se manifeste souvent dans la distribution des rôles au sein du couple. A l'homme de s'engager pleinement dans le nouveau monde, à la femme de rester dépositaire de l'ancien.

Tandis que l'un, solidement francisé, part au bureau, l'autre demeure à la maison, dans le circuit clos de la tamoulophonie. Elle demeure gardienne discrète de la conformité à la caste, qui continue d'orienter les choix au moment décisif du mariage, malgré la plongée supposée dans le double bain chrétien et républicain. Elle fera barrage. A l'occasion, aux liaisons extra communautaires, préférant retourner dans l'Inde lointaine chercher une femme « traditionnelle » pour son fils. Comme s'il lui était enjoint de lui faire répéter sa propre expérience.

La seconde génération, plus autonome, souvent brillante, n'a pas toujours les moyens de résister à ces pressions, attentive à ce que même les mariages dits « d'amour » ne prennent pas trop de libertés avec la question de la caste. Quant à ceux qui, à coups de haute diplomatie, ont su gagner leur indépendance sans distendre les liens familiaux, ils reconnaissent à la tradition un seul territoire inaliénable : la cuisine, rien moins que « ce qui demeure quand on a oublié tout le reste ».

En disposant les lourds sacs de riz basmati, base et sommet du repas quotidien, les paniers de légumes, d'herbes et d'épices (gombos, moutardes, courges, curry, coriandre fraîche, tamarin, cardamome, safran, curcuma) dans les magasins du faubourg Saint-Denis, en se regroupant au débouché des chemins venus des Sables, Villiers-le-Bel, Cergy-la-Goussier, ils ont aussi fourni un terrain d'accueil où sauraient se repérer les égarés, une mémoire active immédiatement accessible à tous les Tamouls.

Les Sri-Lankais sont plus entrepreneurs, plus dégoûtés, plus aventureux que nous, commente un Pondichéryen. Cela leur est d'ailleurs indispensable s'ils veulent survivre. La conscience de la précarité de l'existence (je n'en connais aucun qui n'ait eu de vicine parmi ses connaissances) ren-

force leur volonté. En outre, s'ils veulent sortir du dénuement, leurs femmes doivent travailler. Plutôt anglophones, ils se sont rapidement rendus compte de l'intérêt d'une collaboration avec les Pondichéryens, bien intégrés, parfaitement francophones, et qui peuvent les aider à éviter de s'enfermer dans un ghetto. On en est arrivé au point où deux communautés qui s'ignoraient totalement commencent à s'apprivoiser.

Brutalement arrachés à la culture tamoule, les Sri-Lankais, profondément hindouistes, ont rendu visible aux Pondichéryens

ce qu'ils étaient en train de perdre. Avec, pour conséquence, un retour perceptible de la religiosité, une restauration ou un renforcement des rites qu'accompagne parfois un regain de superstition. Les chrétiens vishnouïstes arborés sur les cassettes des bazars témoignent d'un syncrétisme où l'hindouisme conserve le dernier mot en musique. Les strates d'une société éclatée se reconstituent par fragments, jusque dans la présence des barbiers, qui n'ont pas seulement pour fonction d'offrir un parlour aux hommes, mais aussi d'accomplir la toilette du mort, à ce titre

Paris-Cancun.
A des prix qui réchauffent le Dieu-Soleil.

5960 F*
Un vrai prix pour découvrir la mer turquoise des Caraïbes Mexicaines et les dieux Mayas.

*Prix à partir de 5960 F comprenant:
• Le vol sans escale Paris/Cancun/Paris en Boeing 767 Aeromexico et 6 nuits en hôtel 3 étoiles à Cancun, en chambre double.

Contactez nous:
Voyages Au Mexique
10, rue de la République - 75001 Paris
01 47 70 11 11

aeromexico

Albanie : « Plus tard, je serai réfugié »

Suite de la page 21

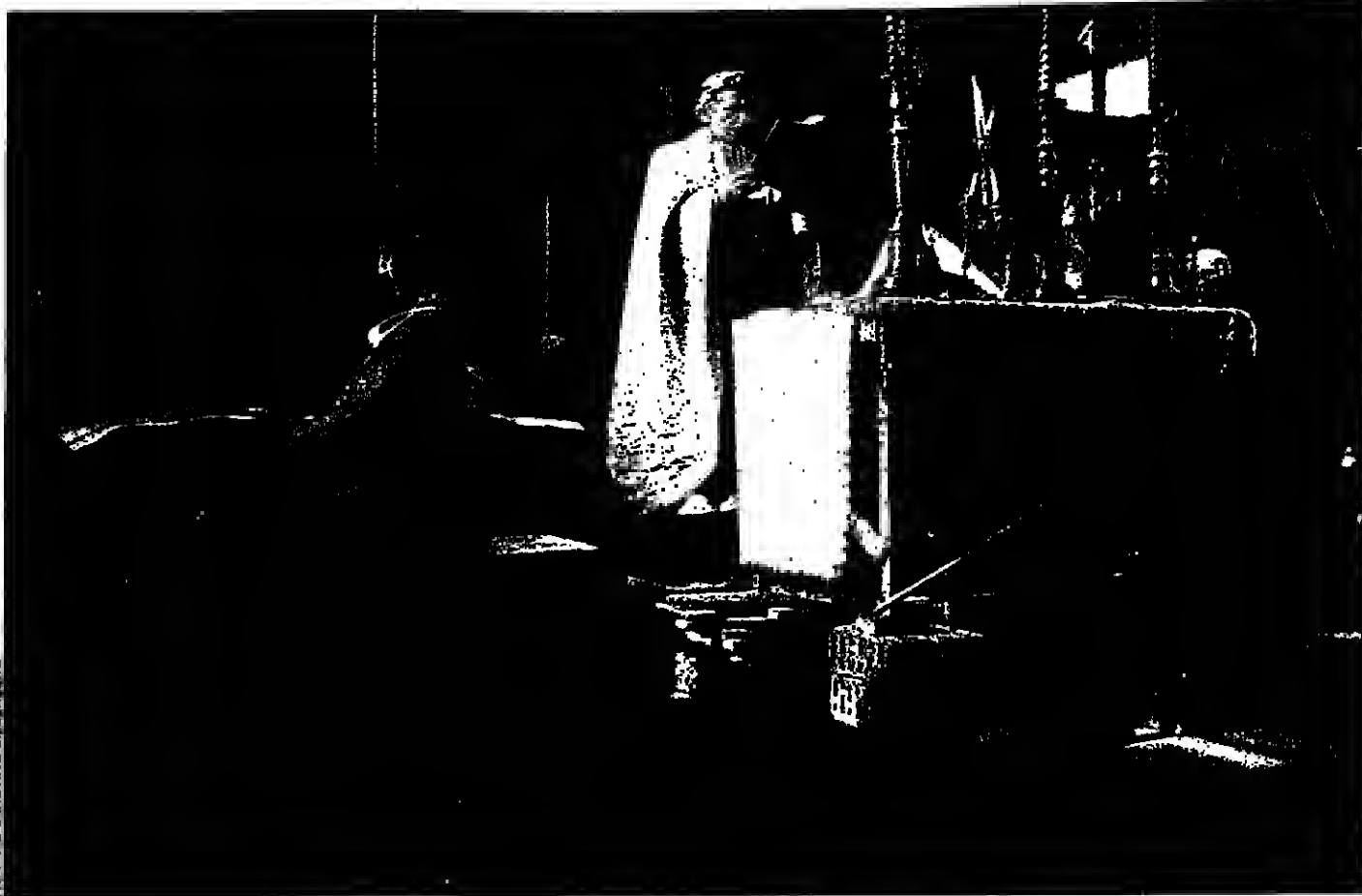
Les églises aussi rouvrent dans le Sud. Les icônes regagnent leurs niches, le prêtre est sorti de prison, les chapelles de leurs fauteuils de cinéma (3). Cela aussi, c'est l'Albanie nouvelle. Démocratique et toujours balkanique. Au Nord, on se préoccupe du Kosovo. Au Sud, on vote pour le Parti des droits de l'homme, qui défend la minorité grecque, et l'on peint des graffiti en l'honneur de « l'Épire du Nord », comme l'on dit à Athènes. « Je ne suis pas albanais. Je suis grec », proclame un enfant devant l'église byzantine de Mésopotame.

Et même à Gjakovë, le muzeu chante. Gjakovë, la ville natale de Kadaré. Et aussi d'Enver Hodja, dont la statue assise sur un trône a été déboulonnée, ce qui semble avoir suffi à la vindicte car la localité est moins aimée. La « ville de pierre » est forcément décevante, moins extravagante, moins en cascades que ce que le génie de l'écrivain en a fait. « Tout s'est terni, tout est devenu plus fade », dit lui-même Kadaré. Le muzeu, tout jeune, vient d'arriver de Skopje, en Macédoine ex-yougoslave. Son école coranique est encore timide. Le visiteur n'est pas obligé de se déchausser tout à fait et les femmes peuvent entrer sans se couvrir la tête. Mais déjà on croise en Albanie des jeunes filles voilées.

Pas d'adresse, a dit la voix à Tirana, mais « tout le monde sait où c'est ». Et chacun peut rencontrer l'écrivain, se promenant au bras de son épouse ou montant dans la Fiat flambant neuve des policiers qui assurent sa sécurité. Il suffit donc de demander son chemin aux passants, aux pions qui marchent encore au milieu des rues où dépit du progrès, car c'est devenu dangereux, les voi-

tures ont fait leur apparition, plus qu'une apparition, une invasion, il en arrive mille par mois. C'est l'autre révolution de l'Albanie nouvelle, l'acquis le plus fascinant aux yeux des habitants, la revanche la plus éclatante qui soit sur le parti qui, seul, était motorisé. Mais tout est à apprendre en même temps, les trottoirs, les klaxons, la conduite, quoi que, à 80 dollars les cours à l'école italienne, on se passe de permis sans regret. La capitale ne possède qu'un appareil d'échographie, c'est même le seul pour tout le pays, mais elle a désormais son « marché aux voitures », où les émigrés de retour au pays, millionnaires en six mois, viennent revendre leur *Giuletta* d'entente main. Un marché où des personnages un peu louches proposent des Mercedes subtilisées dans les rues de l'Europe bourgeoise pendant qu'un petit malin essaie de faire passer une R-12 pour une R-5, en vendant le bolide, qui plus est, 1 000 dollars, mais on doit pouvoir l'emporter pour 200, si tant est qu'il veuille bien démarrer.

Kadaré habite là, assure un curieux qui tient à monter aussi. Un immeuble sans porte d'entrée, tout près de l'hôtel Tirana. Plus qu'un hôtel, le Tirana, un gratte-ciel, l'immeuble le plus haut d'Albanie, avec douze étages, dont trois de fabrication soviétique, six autres chinois, et les derniers faits maison. D'ailleurs, l'eau n'y monte pas, elle ne fait qu'en dégringoler en inondations. Mais qui s'en soucie, de tous ces murs détrempés ? Les femmes de chambre sont assises dans les canapés et elles sont maigres, c'est la démocratie. Dans le hall du Tirana, ces temps-ci, on croise toutes sortes de visiteurs de l'Est, un eurocrat, un moine suisse, des militaires italiens en tenue léopard venus distribuer l'aide alimentaire européenne et une déléguée du



Les églises rouvrent, les icônes regagnent leurs niches, le prêtre est sorti de prison.

CICR exodée, mais les prisonniers politiques, heureusement, ont été libérés et la délégation va fermer. Et dehors, au lieu du silence, le grand silence albanais, on entend un murmure constant, le chuchotement des dollars qui se comptent et s'échangent contre les vieux leks imprimés en Chine et réduits au même état de délabrement que l'ensemble du pays.

Kadaré habite au deuxième étage, en face d'un terrain vague où devait s'installer le Sheraton, mais le promoteur est en fuite; c'était un Albanais du Kosovo qui se promenait en Rolls dans Tirana dégingolée et qui a déserté sous la pression d'Interpol.

L'écrivain a retrouvé son appartement d'avant. Un bureau de tôle, un canapé de style Hôtel Albatros et quatre petites malles écaillées que la police politique avait saisies lors de son départ en 1990 et que la police démocratique lui a restituées après récupération aux archives d'État. Rien ne manque, ni les manuscrits, ni les photos, ni même les deux revolvers, un souvenir de famille. Et de pareils scrupules bureaucratiques amusent l'écrivain. « Ce que c'est strict, le dogmatisme ! »

L'auteur du *Printemps albanais* est rentré le 24 septembre. C'est un nouveau retour, après celui de mai, qui devait être définitif; chaque retour

est, mais l'écrivain est trop sollicité pour pouvoir rester. « Tout le monde a des problèmes. Personne ne me laisse travailler. » En mai, Ismail Kadaré affirmait ne pas trop craindre le grand saut dans la démocratie (4). Par sa longue amitié avec l'Europe, disait-il, l'Albanie y était peut-être même « mieux préparée » que les autres pays. On le voit aujourd'hui un peu plus loquace. Et un peu effrayé par sa responsabilité, comme bappé par ses amitiés et sa notoriété. « C'est un grand paradoxe : moi qui essayais de préserver ma liberté sous la dictature, je risque de la perdre sous la démocratie. En tant qu'écrivain, je dois être plus prudent

maintenant. » A côté de l'entrée, une bougie attend de recueillir le visiteur, prête à l'éclairer. S'il n'a pas d'adresse, Ismail Kadaré, dans sa cage d'escalier en béton gris, n'a pas non plus d'électricité.

De notre envoyée spéciale
Corinne Lesnes

(3) La religion avait été interdite en 1967. Aujourd'hui, le gouvernement estime que 70 % des 3,2 millions d'Albanais sont musulmans, 12 % catholiques et 18 % orthodoxes.

(4) Entretien réalisé par Nicole Zand et José-Alain Fralon (Le Monde du 7 mai).

Le château

C'EST une histoire kafkaïenne, l'histoire de gens qui n'y étaient pour rien. Peut-être avaient-ils un père ou un frère qui s'étaient plaints qu'ils ne vivaient pas bien, du moins, on les en accusait, on avait des témoins. Ils furent donc déplacés, internés, relégués dans des villages où personne n'avait le droit, ni le courage, de leur parler. Et quand la démocratie fut venue et qu'ils furent libérés, on leur proposa, s'ils ne savaient où aller, de les reloger dans l'immeuble où était, jusque-là, formée l'élite de la dictature qui les pourchassait : l'école du parti.

La plupart des anciens prisonniers politiques n'avaient pas le choix. Ils se sont installés dans cette école construite sous l'occupation italienne, bien contents d'avoir trouvé un morceau de logement à Tirana. Ils sont plusieurs centaines qui occupent les bureaux de l'administration, les entrées, jusqu'aux locaux des compteurs électriques. Chacun a mis son cadenas sur son petit coin de bureau et installé sa machine à coudre ou sa cuisine dans les couloirs carrelés. Les familles bénéficiaient de l'assistance sociale (environ 60 F par mois, ce qui ne couvre pas le lait pour le bébé, dit une mère). Et pour certaines, une aide dix fois supérieure de Caritas Italie. Sur la façade, personne n'a effacé l'ode aux prolétaires que l'union devait rendre un jour invincibles.

Parmi eux, un homme aux cheveux blancs et au regard perçant, qui s'est installé dans un ancien laboratoire photo. Son nom est Frédéric Tashko. Il est le fils de Koço Tashko, un ancien compagnon d'Enver Hodja, qui fut le premier ambassadeur de l'Albanie communiste en URSS puis vice-ministre des affaires étrangères avant d'être exclu du parti en 1960 pour s'être opposé à la rupture avec Moscou. Frédéric Tashko avait alors dix-huit ans

et suivait les cours d'une école d'aviation en URSS. On l'a rapé. Et interloqué avec ses deux sœurs et ses parents dans une maison près du village de Ballsh. Après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, Koço Tashko, alors âgé de soixante-dix ans, a été emprisonné, comme par une sorte de mesure préventive. La famille aussi, et elle a passé dix ans en prison. Plusieurs générations d'écoliers albanais ont entendu parler de Koço Tashko dans les cours d'histoire du parti sans se douter de son sort, sans même d'ailleurs s'interroger.

La vindicte du dictateur ne s'est éteinte qu'avec la mort du dissident en 1984. La police a occupé la famille qu'elle pouvait « faire une demande pour s'installer ». Comme échappatoire, l'une des sœurs a trouvé à se marier avec un homme âgé de dix-huit ans de plus qu'elle et qui, retraité, n'avait, dit-elle, « rien à perdre ». Ne sachant pas où aller, le reste de la famille est resté dans ce qui était devenu la « maison familiale ». La mère y vit toujours.

Après le effacement de régime, plusieurs membres de familles de victimes ont allés régler leurs comptes avec des policiers et magistrats, ce vertu de la « reprise du sang », la vendetta albaïoise. Frédéric Tashko, lui, a repris le fardeau de son père dans les locaux et les meubles du parti. Son voisin de cellule est un policier qui a surveillé un temps la famille internée avant de subir à son tour les rigueurs de l'internement lorsque son propre fils a été convaincu de vol. Frédéric Tashko se sent « oppressé », dit-il, et jusqu'à la « dévotion ». Mais il est toujours communiste. C'est Enver Hodja qui, selon lui, ne l'était pas.

C. L.

Kadaré et les chaînes de la liberté

Chez lui à Tirana, entretien avec l'écrivain Ismail Kadaré.

« Six mois après la formation du premier gouvernement non communiste de l'Albanie, comment jugez-vous la situation ? »

« Il est évident qu'il y a beaucoup de problèmes. C'est inquiétant car il y a une sorte de incompréhension entre le peuple qui veut des changements très rapides et l'administration d'État qui essaie de justifier toute cette impasse économique. La situation est un peu tendue. C'est encore toute la pensée qui se tend du côté du négatif et non vers quelque chose de positif ou de constructif. Avec une sorte de plaisir, un peu pervers parfois, on parle jour et nuit des souffrances de la dictature. On oublie qu'il faut vivre. C'est normal. Ceux qui ont vécu dans l'esclavage ne sont pas de l'aise dans la liberté et cherchent une justification à leur longue soumission. »

« Mais, qu'ils le veuillent ou non, les Albanais ont ce président. Et qu'il le veuille ou pas, Sali Berisha est le président de tous les Albanais. Les deux côtés doivent comprendre cela. C'est un contrat qu'il ne faut pas briser. »

« Comment expliquer ces pensées destructrices ? »

« Il y a eu les destructions physiques, brutales, comme casser les magasins. Et certains s'en sont pris aussi aux valeurs culturelles. Ils ont commencé à parler contre les personnages historiques comme Fan Noli (1), qui est peut-être le plus grand personnage albanais du vingtième siècle. Et contre la langue albaïoise unifiée. La seule chose vraiment positive pendant la dictature, cela a été l'unification de la langue, qui était divisée en deux dialectes principaux. Ce n'était pas l'affaire du commu-

oisme mais un vrai souci des intellectuels. Et Enver Hodja, qui était un grand démagogue et se sougeait qu'à sa gloire, a laissé faire. Et, maintenant, les extrémistes disent qu'il faut casser aussi la langue. Ce sont des gens qui veulent justifier leur lâcheté après avoir été muets pendant des années. Ils pouvaient mettre moins d'enthousiasme dans leurs applaudissements. Jamais ils n'ont troublé la fête. »

« A qui faites-vous allusion ? »

« A personne en particulier. Il y en a partout, à tous les niveaux. Vous savez, les Albanais, les Balkaniques, aiment beaucoup la gloire. Toutes sortes de salauds, toutes sortes de porte-drapeaux, sortent maintenant pour essayer de trouver de la gloire dans une époque pas du tout glorieuse. »

« Les dernières élections locales fin juillet ont été de nouveau remportées par l'ancien Parti communiste. »

« Les gens ont voté pour le concret. Parmi les socialistes, il y a beaucoup de personnes bien et qui sont très capables. Les électeurs votent pour le médecin, l'économiste. Et les socialistes sont très riches en cadres. Il ne faut pas mélanger, prendre ce résultat comme une sorte de doute. C'est fini le communisme ici, pour toujours. Les Albanais en sont maintenant cooavies. Mais, ce même temps, ils sont assez intelligents pour ne pas échanger le communisme contre le fascisme. Il n'y a pas de cercle vicieux fatal tel que du communisme naît le fascisme. L'Albanie n'est pas la Roumanie. Je suis très étonné qu'il puisse de nouveau remporter les élections. »

« Est-ce que le facteur religieux peut constituer une menace ? »

« Les trois religions s'entendaient bien pendant des siècles. Pour la première fois, des forces politiques, pour des raisons partiales, essaient de stimuler l'hostilité entre les religions. C'est vraiment un crime. Ajoutez encore ce malheur, ce sera trop pour l'Albanie. »

« La situation politique semble un peu confuse. Les fondateurs du Parti démocratique sont divisés, et Gramoz Pashko, l'un de vos amis, qui en a été écarté, vient de fonder une Nouvelle Alliance démocratique. Des journalistes se plaignent de la censure. Et Ramiz Alia vient d'être placé en résidence surveillée. »

« Depuis mon arrivée, le 24 septembre, j'ai parlé deux fois avec le président Berisha. Il m'a assuré qu'il n'est pas prêt à faire des concessions à l'aile radicale du parti. Quant à mes amis, j'éprouve une grande tristesse de les voir divisés. Au commencement, tous étaient mes amis, ils le restent. Ils sont dans un malentendu total. »

« Notre dictateur était très cruel. Si on parlait contre lui, il était difficile de rester vivant. Avec tous ces amis, nous avons

dit des choses horribles directement contre lui. C'était un test pour savoir si l'on était trahi ou pas. Ce ne sont pas des trahisons ni les uns ni les autres. Et maintenant, ils s'accusent de trahison. »

« Beaucoup de gens semblent déçus. Les réformes économiques vont-elles assez vite ? »

« Dans le domaine des lois, il manque beaucoup de choses. C'est une sorte de paralysie. On attend les investisseurs étrangers et on n'a pas les lois suffisantes pour organiser leur activité. Et, parfois, le Parlement est occupé à des choses ridicules, comme la chasse, qui pourrait attendre. Le Parlement, j'ai vu ses travaux, j'ai été un peu déçu. J'attendais un peu plus de sagesse, d'intelligence. »

Propos recueillis par
Corinne Lesnes

(1) Ecrivain et chef de l'État démocratique albanais en 1924.

NOMADE

Randonnées & découvertes
aux 4 coins du monde

CONTACTOUR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél. : (1) 42-96-02-25.

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.
- * Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél. : (1) 42-96-02-25.

crise a

Abidjan

« C'est dur aussi au pays de cocagne », en Côte-d'Ivoire, ce pays qui avait pu sembler bénéficier d'un « miracle » nourri de cacao et de café jusqu'à la chute brutale des cours mondiaux ces dernières années. Abidjan par temps de crise...

« En Côte-d'Ivoire, nous avons tout gagné. Merci Félix Houphouët-Boigny », depuis la victoire du « vieux » à la dernière élection présidentielle d'octobre 1990, ce slogan est resté placardé dans de nombreux quartiers d'Abidjan, la capitale ivoirienne. Il apparaît encore, inscrit en larges caractères, sur une immense photo où, au milieu d'enfants souriants, le président de la Côte-d'Ivoire est présenté comme le protecteur de sa « grande famille ». Mais, trahissant au cœur du quartier populaire de Treichville, l'éclosion politique rassemble fort à une provocation.

Treichville est pourtant loin d'être le quartier le plus misérable de l'agglomération abidjanaise (2,3 millions d'habitants). La plupart des habitations y sont en dur et le sol presque partout goudronné. Mais la misère, avec son cortège de paradoxes, s'y dévoile, nue, dans chacune des cages d'escalier nauséabondes qui bordent les axes; elle se travestit ensuite pour se faire oublier dans la chaleur des marchés colorés, surpeuplés, car il est vrai que chacun mange ici à sa faim, dans ce pays « béni des dieux »; elle se déshumanise pourtant aussitôt, à chaque contraste créé par la présence insolente des quelques bâtiments administratifs enclos logés ici.

La véritable administration du pouvoir de la Primature - le gouvernement ivoirien - est ailleurs. Il faut continuer l'autoroute jusqu'au pont Général-de-Gaulle et traverser la lagune. Là, on saisit enfin qu'en Côte-d'Ivoire certains ont assurément « gagné ». Entouré aux deux tiers par les grands bassins de la lagune Ebrié, le « Manhattan » du pays du cacao se dresse avec fierté, arrogant. Et sa trentaine de tours ultramodernes n'ont rien à envier aux quartiers luxueux des capitales les plus riches. Bâti à l'heure du « miracle » ivoirien, dans les années 70, le Plateau couvrait sur 2, soit seulement un cinquième environ de la superficie totale d'Abidjan.

« C'est le quartier des grottes », lance Bakou, un jeune Burkinabé de quinze ans, utilisant le terme réservé ici pour désigner les riches. Et l'appellation est chargée d'une évidente connotation péjorative - l'argent de la « magouille » - qui avait inspiré en 1990 une pièce de théâtre jouée à Abidjan et intitulée *En attendant mon grotto* Bakou, lui, n'habite pas au Plateau. C'est que l'endroit est avant tout le poumon administratif et financier d'Abidjan. Chaque matin, il se gonfle de fonctionnaires - au nombre de 110 000 - et d'hommes d'affaires venus des plus proches banlieues.

Surtout, de plus loin, il magnétise des centaines de milliers de *baraginis* : ceux qui viennent chercher du travail, de l'argent, de l'espoir. Et ils sont de plus en plus nombreux, car la crise économique qui frappe le pays depuis 1987 n'a guère épargné que les hauts dignitaires et les hommes d'affaires du cru. Entre 1986 et 1991, le produit intérieur brut nominal du pays a chuté de près de 20 % et le produit national par habitant est tombé en 1990 au-dessous du seuil de 740 dollars (3 700 francs), perdant près de 11 % en cinq ans.

Dès l'aube, les Abidjanais arrivent donc au Plateau, entassés dans les bus, agglutinés sur les bateaux qui sillonnent la lagune. Par milliers, ils s'engouffrent également dans les « mille kilos » (camionnettes) et prennent d'assaut les *budjans* (taxis-brousse) qui drainent leurs occupants vers le centre. L'appel matinal du muezzin a ici cédé la place au cri strident du caco.



« Manhattan », quartier moderne, se dresse avec fierté. Pour la population de la ville, c'est là que sont les « grottes », les riches, qui ont profité de l'expansion économique.

5 000 francs CFA par an (100 francs).

Autour de ce havre de paix et de quiétude, Abidjan s'étale au loin. L'agglomération a grandi dans l'espace au fur et à mesure que la crise économique a perduré dans le temps. En sept ans, des bidonvilles proches du Plateau ont été détruits; les *baraginis* ont été repoussés au loin. Et c'est au loin qu'ils ont reconstruit leurs baraquements de bois. C'est là-bas aussi, au loin, que le *koutourou* (vin de palme) sévit, que la drogue prospère et que le sida touche, selon certains, jusqu'à plus de 20 % des habitants - un préservatif coûte 50 F CFA (1 franc). « Heureusement qu'il y a l'école française », déclare une Française, mère de famille et résidente de Cocody. Pourtant, il reste « Washington ».

Situé en bordure de Cocody, ce bidonville a été baptisé ainsi par ses habitants : le miroir de « Manhattan ». Il sont sans doute plusieurs milliers à vivre ici, dans des cabanes en bois, couvertes de toiles, plantées dans la terre de latérite. Au sommet de la falaise qui tombe dans l'eau de la lagune, des affaires sèchent au soleil; certains enfants jouent, d'autres regardent devant eux. Car seule la vue sur le Plateau est ici imprenable. Dernier défi central face au jayva ivoirien, les habitants de « Washington » iront sans doute bientôt rejoindre ceux d'Adjame, de Yopougan ou d'Abobo. Ils iront « loin », jusqu'à cet autre édifice dont on parle, plus au nord, celui de Yamoussoukro : la gigantesque basilique Nôtre-Dame-de-la-Paix, l'« éléphant blanc » du régime. De « Washington », en attendant la migration, Mamadou fixe le Plateau. Avec un large sourire, il se retourne et laisse agir l'ironie... pour supplanter : « Ne dites-vous pas, en France, loin des yeux... loin du cœur ? »

De notre envoyé spécial
Olivier Piot

(1) Sacrifices dans la ville : le citoyen chez le devin en Côte-d'Ivoire (p. 176), d'Abdou Touré et Yacouba Konaté, Editions Doug, Abidjan.

crise au « pays de cocagne »

dent du caco. Juché à l'arrière des véhicules, il scande les destinations : « le Plateau ! » « Cocody ! » Marchand moderne de rêves urbains, il sait bien que les arcades de « Manhattan », la crise aidant, parlent plus au cœur des Abidjanais que les vieux génies du village. Deux écrivains de la capitale le notent à leur manière : « Les Abidjanais considèrent qu'il y a des *marabouts* qui disent la vérité, surtout ceux qui ne prennent pas beaucoup d'argent (1) ».

Bakou prend tous les jours sa place dans ces flux quotidiens. Né dans la grande banlieue d'Abidjan, à Yopougan, la plus grosse concentration populaire, située à 20 kilomètres au nord du centre-ville, il vient avec ses deux jeunes sœurs - sept et neuf ans - pour vendre des « rien-du-tout » au Plateau. Leurs parents sont arrivés il y a quinze ans du Burkina-Faso, comme des millions d'autres. Les Burkinabés représentent environ deux des douze millions d'habitants de la Côte-d'Ivoire. Au total, le pays compte près d'un tiers d'« étrangers » même si, depuis la crise, les flux ont nettement diminué, voire se sont en partie inversés.

C'est que, par-delà les frontières proches, on s'est passé le mot : « C'est dur aussi au pays de cocagne ! » La manne du cacao et du café est bel et bien finie. Représentant encore 48 % des exportations du pays en 1990, ces deux produits ont vu fondre leurs cours dans des proportions historiques : en sept ans, le prix du cacao a chuté de 65 % et celui du café de 80 %. Affectant l'ensemble du commerce de la Côte-d'Ivoire - les volumes sont en baisse régulière - l'écart de prix entre les exportations et les importations de la Côte d'Ivoire a évolué très défavorablement : les termes de l'échange se sont détériorés de 50 % entre 1985 et 1991.

Le grand frère de Bakou, lui, reste la nuit au centre de la ville. Comme des centaines d'autres, il est gardien d'immeuble et passe ses nuits sur un siège de fortune à surveiller les allées et venues, et à lutter contre le sommeil. « Si je m'endors, termine le travail, l'oubabou (le blanc) va pas s'en faire et il va me dodo (chasser les fesses) ! » La crise a considérablement gressé le secteur des activités non salariales du fait du manque d'investissements - en baisse de 37 % pour les seules deux dernières années - et du nombre

important des licenciements. Le secteur « informel » s'est accru, diversifié. A l'est d'Abidjan, sur la route d'Abobo, une immense pelouse borde la route périphérique. Au soleil, des milliers de taches de couleur égayent la pauvreté des environs : des vêtements, des draps sèchent ainsi, trois fois par semaine. Un véritable réseau, constitué de plusieurs familles Doukhal - les musulmans, ici considérés comme les « rois » du petit commerce - passe tous les deux jours dans les quartiers populaires pour ramasser le linge et le laver dans la petite rivière toute proche. Le « pressing » de la capitale, en quelque sorte !

Un peu plus bas, des dizaines de femmes vendent dans les rues de gros savons noirs de mauvaise qualité. Une industrie ? Ces Abidjanaises recueillent en fait les dépôts blanchâtres de savon d'huile de palme qui, à la sortie des grandes usines, descendent lentement au sud, vers la mer. Résidus traités, malaxés, fournissant aux pauvres cette vernisse « recyclée » des savons pour *grottes* vendus dans les boutiques du Plateau.

Dès 8 heures du matin, « Manhattan » est déjà envahi. Se faufilant entre les nombreuses voitures de luxe, des milliers de taxis orange sillonnent les deux axes périphériques qui entourent le Plateau. Embauchés par des Libanais - propriétaires de véritables parcs, les chauffeurs « courent » après les 40 000 francs CFA (800 francs français) qu'ils doivent récolter tous les jours. « Si tu ramènes pas les 40 000, le patron te décompte : tu peux ainsi finir le mois avec rien du tout, ou juste 5 000 francs CFA », explique Kouassi, un jeune Ivoirien Baoulé, l'ethnie majoritaire dans le pays, celle de « Son Excellence ».

« Et il te faut payer les vous (policiers et militaires) », ajoute-t-il, amusé. Entre deux et dix fois par jour, selon, les chauffeurs doivent ainsi verser un petit « cadeau » pour continuer à travailler. Une véritable « institution », connue de tous, et qui touche l'ensemble des automobilistes, à l'exception, bien sûr, de ceux qui, dans l'administration, affichent qu'ils sont au-dessus des vous.

Boulevard de la République, en plein cœur du Plateau, le marché grouille. Chacun est venu vendre, qu'il des tomates, des pommes de terre, qu'il des melons, des citrons ou des ananas. Les plus chanceux vendent des produits au kilo, d'autres se promènent, brandissant

trois citrons et un sac de haricots. Au milieu du marché, les *maguils* (tavernes) improvisés s'animent : l'heure du déjeuner approche. Les femmes ont préparé les trois plats de base des Ivoiriens : le *foutou* (semoule de banane plantain nu d'igname), l'*aftiché* (purée de manioc) et le riz. Chacun de ces plats est vendu en parts copieuses d'environ 100 francs CFA (2 francs).

Parcourant les rues géométriques de « Manhattan », les enfants - 50 % des Ivoiriens ont moins de quinze ans - tentent seuls de vendre des cigarettes ou des noix de coco. Depuis la crise, leur présence ici est plus forte. Et puis n'est-ce pas la rentrée scolaire ? Des étalages de fortune se sont rangés le long du boulevard central. Ils se sont généralisés avec « les temps difficiles ». Des adolescents y vendent des cahiers, des livres, des cartables : certains sont neufs, la plupart usagés. Un petit cahier de poche dont les trois premières pages sont déjà griffonnées peut se traiter à environ 200 francs CFA (4 francs). Mais attention : « Approche ton oreille », chuchote Zadi, un Bété, la deuxième plus importante ethnique, celle de Laurent Gbagbo, leader du Front populaire ivoirien (FPI). Et le prix s'est fixé qu'ainsi, dans le secret de la transaction, au creux de l'oreille auditive. Ne s'agit-il pas d'une « affaire » ?

Un peu plus loin, sous les arcades, les librairies modernes étalent des vitrines de livres flamboyants. Un ouvrage de géographie du cours moyen (CM) est vendu à 300 francs CFA, soit l'équivalent de cinquante-deux des petites brochettes de viande vendues à côté par les aînés.

A deux pas, une pharmacie digne du boulevard des Batignolles offre sa collection de potions miracles : la boîte d'Aspic y est vendue 1 800 francs CFA, le flacon d'antibiotiques 1 620 francs CFA. Là encore, la crise a creusé un fossé social en faisant de la santé un article de luxe : la consommation nationale de médicaments a chuté de 25 % en trois ans !

En allant vers l'ouest, la tour de la « Poste » dresse ses quelques trente étages de verre fumé au-dessus de la lagune. Toute proche, la maigrelette ambassade de France a des airs de maison de gardien de phare. Enfin, presque à l'extrémité nord du Plateau, la cathédrale Saint-Paul présente son immense croix moderne aux lointains quartiers orientaux, comme un rappel au respect. Certains racontent que

l'artiste, un Italien, - très apprécié par le « Vieux » - a voulu profiler une trompe d'éléphant, symbole de la Côte-d'Ivoire. En face, de l'autre côté de la lagune, le Neully abidjanais étale sa luxuriante végétation : c'est Cocody.

Tous les dignitaires locaux y sont installés, de même que l'essentiel de la communauté française. Des villas somptueuses s'y succèdent, bercées par l'atmosphère champêtre des parcs, discrètement surveillées par les *vous*. Mais ici le racket n'est pas de mise; le client n'est-il pas roi ? Il s'agit seulement de contrôler les identités, d'autant que depuis janvier le gouvernement exige que tous les *boyorodjans* - celui qui vient de loin, - les non-nationaux, paient une carte de séjour pour

CUBA CHOC 4.980

OFFRE SPÉCIALE
SUR LES VOLS
DES 1^{er} ET 15 NOVEMBRE

VILLAGE PLAYA GIRON

Offre spéciale:
pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits),
nous vous offrons la deuxième semaine,
gratuite, selon disponibilité.
*Inclus: vol, séjour plage,
transfert aéroport-village-aéroport

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES
3615 OT. CUBA
TÉLÉPHONEZ AU (1) 44 79 08 66
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE

cubatur

№ 1507

Philippe Brugnion



39. THEINE (ETHNIE)
Michel Charlemagne
et Michel Duguet

no 1510

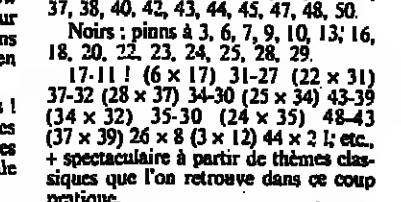
1

a b c d a f g h

Blancs (5) : Rd8, Tg4, Fa5, Pf6, b6.
Noirs (4) : R66, T62, Fa7, Pb4.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

no 737



no 447

Definition of Success in the Study

NOTES

a) Premier indice de la personnalité de Sijizow dans cette fermeture du jeu qui traduit le refus de simplifier dans une ouverture classique.

b) Pour certains experts, 4.42-38 constitue une infime faute position-

d) Face à un pion blanc en pointe à 29, l'occupation de la case 25 peut

n) Mêmes remarques pour cette pénétration dans le trio-trac à l'instant de l'attaque 33... (1-6) serait facile 34. 30-45 (6 x 17) ; 35. 27-22 (18 x 27) ;

p) Cinq pièces face à cinq pièces !
est exceptionnel. L'enfer pour les
teurs, et les délices pour les analystes
tibles devant écran dans une salle
oisine.

7) Si 65... (40-44), la dame à 4 garde le contrôle de la diagonale 4 à 36 avec

Noirs : pions à 3, 6, 7, 9, 10, 13; 16,
8, 20, 22, 23, 24, 25, 28, 29.
17-11 ! (6 x 17) 31-27 (22 x 31)
17-32 (28 x 37) 34-30 (25 x 34) 43-39
34 x 32) 35-30 (24 x 35) 48-43
(37 x 39) 26 x 8 (3 x 12) 44 x 2 !; etc.,
spectaculaire à partir de thèmes clas-
siques que l'on retrouve dans ce coup

Chauds les marrons !

PAR une grâce singulière, le marchand de marrons a survécu, sur le pavé parisien, au métallier, au teneur de chiens, au repasseur de ciseaux. Et, lorsque octobre revient, on le voit, comme par le passé, s'installer à l'angle des cafés, remuant d'un geste paisible les marrons brûlants sur la tête percée de trrus de son immuable fourneau. Châtaignes et marrons sont les fruits du même arbre : *Castanea sativa*, de la famille des fagacées, originaire du Caucase et implanté en Gaule depuis la nuit des temps, constituant dans les pays pauvres et siliceux de montagne d'immenses forêts entrecroisées. Le fruit nourrissait, et le bois faisait la fortune, si l'on peut dire, de Jacquou-le-Croquant.

Ecobuage, ce mot d'un poème de Saint-John Perse, désigne le brûlis fertilisant que l'on opère au pied des châtaigniers. Cela se passe en Ardèche, ou du moins dans les châtaigneraies qui subsistent encore. Car ce sont de vrais jardins cultivés, comme le rappelle l'écrivain anglais Kenneth White dans ses *Lettres de Gurgonnel* (1).

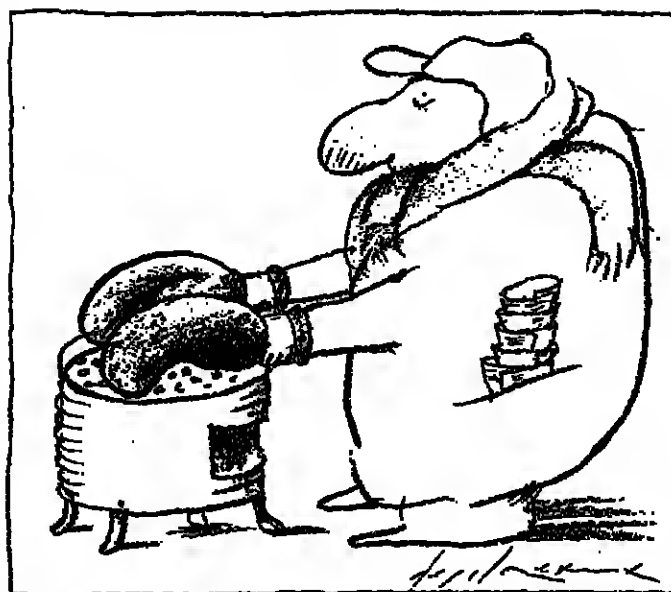
La châtaigne, cela donne soif. Un régal avec un godet de cornas, un saint-joseph ou bien un petit vin du Vivarais. Châtaigne

ou marron, l'éclatier qui joue avec le fruit du marronnier - *Æsculus hippocastanum* - a déjà fait la différence. La *châtaigne du cheval*, ou marron d'Inde, ne se confond pas avec le beau marron de Privas, qui est un fruit à une seule graine, et grâce auquel se maintient à Lamastre, chez *Buraldo* (place Seignobos; tél. : 75-06-41-50), la tradition du soufflé glacé aux marrons. La châtaigne, elle, procure sous le même périsperme plusieurs graines. Du marron, l'amande est entière. C'est celle que l'on fait confire. Les Cévennes, l'Ardèche et la Corse sont les terroirs classiques de la châtaigne.

Les bords locaux ne manquent pas, d'E. de Vogüé à J. de Pesquidoux. Il est vrai que Virgile, déjà, par la voix de Tityre, disait à Méléagre : « *Sunt nobis mita poma castaneae molles et preciosa lactis* » - « Nous aurons de bons fruits, fromages en abondance, et de tendres châtaignes » (2). Proposition bonnette s'entend, car le marron est plutôt populaire et bon enfant. Ce sont les plaisirs du pauvre. Fait exception le marron glacé, comble du luxe et du raffinement. On connaît sa recette qui date du début du dix-septième siècle. C'est un travail artisanal, nous rappelle Ariane Bruneton (3). Privas en est la

capitale, où Clément Faugier eut l'idée de reconvertir un personnel féminin de sériculture en confiserie, à la suite du déclin de la mégisserie. La fameuse crème de marron vient de chez Faugier (4). Cependant, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à la belle vallée de Thuyets, comme aux alentours de Largentière, le parc châtaignier se vide. Faute de main-d'œuvre pour entretenir ce jardin et ramasser le fruit, aussi à cause de la parasitose myco-dermique. Le tiers du volume de châtaignes produit en France est ardéchois : 16 000 tonnes en 1990.

Adieu, cependant, snupes, bouillies et pain de châtaignes; la Corse connaît encore cet art de vivre. En haute cuisine, c'est de Claude Peyrot, le chef-poète du Vivarais (192, avenue Victor-Ringo; Paris-16; tél. : 45-04-04-31), natif de Saint-Félicien (Ardèche), que l'on attend le miracle. Il se produit naturellement avec le marron qu'il associe à la vanille dans un magnifique dessert. Alain Passet, à L'Arpège (84, rue de Valenciennes, Paris-7; tél. : 45-51-20-02), compose une fantaisie cévenole de marrons - bûchette à Vincent d'Indy ? - en un délicat velouté, en ragout avec des épepes parfumées de romarin, ou bien parées - la belle idée ! - comme garniture d'un



perdreau de fusil. On imagine-rait avec ce plat un saint-julien d'anthologie, par exemple un ébène-branier 1982. Chez *Laprouse* (51, quai des Grands-Augustins, Paris-6; tél. : 43-26-68-04), Gabriel Biscay sert une compote de lièvre garnie de marrons, avec une première côte-de-boye. Châtaignes et gossiers sont très souvent ensemble... Paul Valéry était, avec le philosophe Alain, un des

familiers des petits salons de *Laprouse*, récemment rénovés. La civilisation de la châtaigne n'est plus qu'un souvenir magnifiquement évoqué par Kenneth White. Etre Ardéchois, dit-on, c'est avoir une grande capacité de survie dans un pays splendide autant qu'ingrat, et encore être capable d'« aller mieux », soit de partir le sac à l'épaule sans oublier la maison, basse et trapue, au pied du Mézenc, non

lain du lapin de châtaignes, et la bannière cuisine d'autrefois comme chez la mère Mains, du côté de Vernaux, ses bolets, son saucisson et son confit.

Signe des temps, Jnll Rnubchan, avec la complicité de Patricia Wells, livre aux *ménages* une rutilante recette de « *confit de châtaignes, noix, fenouil et oignons* » (5); autre tradition, salade de celle-là, du « *très bon gâteau de marrons* » (6). A Paris, le marchand de marrons, comme « le Vieux Saltimbanque » de Charles Baudelaire, est toujours là, avec « les boutiquiers ambulants pour compenser les mauvais temps de l'année ». Chauds les marrons !

Jean-Claude Ribaut

- (1) *Lettres de Gurgonnel*, de Kenneth White, Grasset, 1986.
- (2) *Bucoliques* I, traduction Paul Valéry, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade ».
- (3) *Châtaignes et marrons*, d'Ariane Bruneton-Governatori, Messidor, 1991.
- (4) Clément Faugier, chemin du Logis-de-Roi, 07000 Privas. Tél. : 75-64-07-11.
- (5) *Le Meilleur et le Plus Simple de Robochon* (130 recettes présentées par Patricia Wells), Robert Laffont, 1992.
- (6) *Sologne gourmande*, de Marie-Christine et Didier Clément, Albin Michel, 1992.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNES
BRUT MILLÉSIME ROSÉ
Propriété R. M. Dubois P. & F.
« Les Almarches » 51480 Verneuil.
Tél. : 26-09-97. Fax : 26-50-63-46.
Vignoble des fûts de châteaux.
« Cuvée LE DÉDÉPTEUR brut 1985 ».
Tarif sur demande, visite/rendez-vous.
Rech. exportateur CEE.

* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. »

NOE L'ANTIQUAIRE DU VIN
VEND ET ACHÈTE
VINS CAVES COMPLÈTES.
aux meilleurs prix ainsi que tous
OBJETS ANCIENS DE QUALITÉ
se rapportant aux arts de la table et aux vins.
12, rue Malher, 75007 Paris
45-50-29-79

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06009 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisir centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, climo.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Eti-hiver, plus haute comm. d'Europe.
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.
HÔTEL LE VILLARD***
Tél. : 92-45-82-08
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

SAVOIE

Saint-Jean-d'Arves
Vivez sport, détente, nature, dans un
village authentique de la vallée de
l'Arvan, face aux aiguilles d'Arves.
Ski, grand large, au cœur du vaste
domaine (Saint-Jean d'Arves, la Toussaire,
le Corbier, Saint-Sorlin)
de 1 400 à 2 600 m 200 km de pistes
63 remontées. Tout sous la main :
tous types d'hébergements disponibles
à tous prix, pour tous les goûts,
de toutes capacités.
Locations de : studios, appartements,
chalets, collectifs, en pension,
hôtel ** - chambres d'hôtes.
Tous renseignements : Office de Tourisme
73530 Saint-Jean d'Arves.
Tél. et Fax 79-59-72-97.

SAVOIE

Chales de POULE ROUGE***
LOISIR DE FRANCE (guide Auto-Journal).
« Famille SURRIER », la Chal 73530
Saint-Jean-d'Arves, tél. : 79-59-70-99.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur, D. 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Suisse

LEYSIN (Alpes Vaudoises)
HÔTEL LE GRAND CHALET***
pour vos sports d'hiver
Demi-pension, dès 76 FS (env. 295 FF)
Tél. 19-41/23-11-36. VTT.
Fax 19-41/23-14-16-14.
CH-1854 Leysin.

TOURISME

SKI DE FOND
Haut-Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme fran-
comtoise du XVII^e, confortables,
rénovée, chbraa 2 personnes
avec s. de bns, w.-c. Ambiance
conviviale, détente, rapns.
Accueil 14 pers. mexi., tablas
d'hôtes. Cuisina mijotée (produits
maison et pain cuit au vieux four
à bois). Poas. rand. pédestres,
patin à glace, tennis, VTT.
Pension complète + vin + maté-
riel de ski + accompagnement
2 450 F à 3 050 F pers./semaine.
Renseignements et réservations
(16) 81-38-12-51
LE CRÉT-L'AGNEAU
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Semaine gourmande

La Grosse Tartine

On connaît cet excellent restau-
rant de cuisine «poissonneuse» (et
d'une dame d'ARC, Odette Pimès),
avec ses deux salles dont une sous
verrière (ouvrant aux beaux jours).
Une nouveauté pour la rentrée : la
carte-menus, choix d'une dizaine
d'entrées, autant de plats et de des-
serts, café et petits chocolats com-
pris, pour 169 F. Avec d'excellents
vins de prix honnêtes eux aussi.
Découvrez les sardines en esca-
bèche, le tourin landais, les souris
d'agneau aux poivrons et tomates, la
tortillera landaise. Frais de car-
de canard maison. A la carte, compter
200 F à 300 F.

► La Grosse Tartine, 91, boule-
vard Gouvion-Saint-Cyr (17^e),
tél. : 45-74-02-77. T.L.J. Parking
porte Maillot. CB - AE - DC.

L'Orée du Bois

J'ai souvent dit ici combien sont
agréables les immenses tables de
hors-d'œuvres (poissons, viandes,
salades diverses) et de desserts, où
l'on peut se servir soi-même selon la
«trouvaillie», le goût, la découverte
inattendue, puis revenir garnir une
deuxième, voire une troisième
assiette. C'était le plaisir de l'Es-
pace Cardin par exemple, courtois
de tout le show-bizz, et «ambiant»
à l'extrême.

Jacques Collard, bête parait des
lieux, y contribuait grandement. Le
voici à présent à *L'Orée du Bois*,
dans un cadre encore plus «cam-
pagne» qu'aux Champs. Et dans
cette maison des salons (pour
mariages et autres réceptions au pre-
mier étage) il a inspiré une renaiss-
sance des restaurants, disons mieux
des salles et jardins, en organisant
avec l'aide du chef Daniel Feyt des
buffets imposants, de savoureuses
variations, et bien attrayants. L'on y
peut donc, pour 140 F, faire un
repas (de plusieurs visites auxdits
buffets) complet. Mais on peut
aussi, entre la visite «entrées» et la
visite «desserts», tester un des qua-
tre ou cinq plats du jour, dont les
classiques (blanquette à l'ancienne,
cassoulet, pint-au-feu, bran-
dade, etc.). Et cela pour 180 F (plus
le vin - honorable bordeaux à
130 F).

C'est dire que, avec l'atmosphère
chaleureuse dont Collard et ses amis
du spectacle sont avertis, ce sont
de charmants repas, du déjeuner à
tard le soir, que vous ferez à *L'Orée
du Bois* ressuscité.

A signaler aussi, les jolis ven-
dredis et samedis, dans une salle
voisine, des dîners dansants.

► *L'Orée du Bois*, 1, allée de
Longchamp, Paris (16^e) ; tél. :
40-87-92-50. Fermé lundi. Voi-
turier. CB - AE - DC.

Le Clos Morillons

Philippe Delacourcelle est un cu-
siner de recherche, mais qui sait
raison garder. On le jugera en se
régalant de ses petits-pois et cou-
gettes en bouillabaisse d'épices, de la
queue de lotte au curry avec un
chutney de pommes fruits, de la
canette de Chaland aux calmars et
pieds de veau hachés, de sa joue de
boeuf aux macarons... avant une
belle variété de desserts au chocolat.
Superbe carte, notamment de vins
de Loire. Menus à 195 F et 285 F
(ce dernier, vrai découvert, peut
être accompagné d'un verre de vin
différent pour chaque plat et coûte
alors 355 F). A la carte, compter
350 F-400 F.

► Le Clos Morillons, 50, rue des
Morillons, 75015 Paris; tél. :
48-28-04-37. Fermé samedi
midi et dimanche. CB.

Le Diamant rose à La Colle-sur-Loup

J'ai annoncé l'arrivée au «piano»
de cette magnifique maison domi-
nant la mer azurquoise, et en place
de Jacques Maximin, du bon chef
Marc Daniel. Outre le plat du jour
«tradition» (coq au vin du mardi),
brandade du mercredi, canard à
l'orange du jeudi, bouillabaisse du
vendredi, bourguignon du samedi et
pot-au-feu dominical), la carte fait
largement appel à ce qui vient de la
mer (blinis de tourteau avec oignons
frits et huîtres tièdes, turbotin
vapeur, beignets de langouste et
homard du vivier), mais aussi une
cotriade de queues d'écrevisses, un
pot-au-feu de pigeon au fige gras, de
bons desserts et des fromages
«chauds». Très belle cave proposée
par Philippe Jury. A la carte, com-
pter 600 F-800 F, avec des menus à
230 F, 350 F et 480 F.

► Le Diamant rose, route de
Saint-Paul, 06480 La Colle-sur-
Loup. Fermé lundi. CB - AE - DC.

La Belle Epoque à Châteaufort- en-Yvelines

L'excellent cuisinier qu'est Alain
Rayé, exproprié de la rue du Cili-
sés, s'est découvert l'âme basiliou-
sarde et a repris cette belle maison
(où Michel Feignaud s'était illustré).
Décor inchangé mais cuisine bien
personnelle d'Alain, des huîtres en
nage glacée à la tête de veau Belle-
Epoque et aux desserts somptueux
(blanc-manger à l'amande amère et
mangue fraîche). Et, naturellement,
le gibier de saison! Très grande
cave. Accueil de charme de
Madame. Compter 450 F-600 F.

► La Belle Epoque, 10, place de
la Meirie, 78117 Châteaufort,
tél. : 39-56-21-66. Fermé
dimanche soir et lundi. CB.

La Reynière

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans
d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intactes les
saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité
que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC aux la plupart des
grandes tables en France, comme LA LANTIERIE à Lambertart.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

GASTRONOMIE

Au cœur de St Germain-des-Près !
De 12 h à 3 h du matin.
L'ARBUCI
L'ambassadeur de la cuisine
25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44-41-14-14
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

VISHNOU

13, rue de Clit-Mouchotte (14^e)
Tél. : 45-38-92-93
Au pied de la tour Montparnasse
et mitoyen du Méridien.
Gastronomie de l'Inde
7 jours sur 7
Dernière commandes : 23 h 30

La Taverne
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.
24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

**On peut être très Turbot
et savourer lentement.**
Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vitor de humeurs et de langoustes.
10, place de Clit Paris 9^e
Réservation : 111 40 74 14 70 - Fax : 111 42 88 63 10
CHEZ HANSI
L'Ancien de Hansi dans un décor unique.
3, place du 16-Juin-1940 Paris 8^e
Angle Montparnasse ligne de Rennes
Réservation : 111 45 60 96 42 - Fax : 111 45 44 55 48

L'homme à la Ferrari

Aujourd'hui, l'homme à l'Hispano roulerait en Ferrari. Mais comment rouler-on en Ferrari et comment le monde vous voit-il ? Première, deuxième...

OUI, c'était un jeu déraisonnable, et cette voiture, si un terme aussi général peut convenir à une Ferrari, le monstre, plutôt, le carrosse rouge qu'aucune citrouille de conte ne revendiquerait pour progéniture, bref cette autre chose à quatre roues avait vite apporté la preuve de l'inco-

gnit. Un jeu idiot : conduire une 512 TR, dernier modèle de la marque au cheval cabré, dans une ville en crise. Rouler, frimer dans Paris l'après-midi. Pour rien, pour voir, pour de mauvaises raisons. Pour l'insatiable ou la jubilation des gardiens de la paix, rue de la Paix, pendant l'expérience d'un stationnement oblique en double file ; pour se sentir puissant, différent, à l'abri dans la ruche urbaine déprimée. Inconsciemment, pour susciter la grogne sociale, les richesses, les basements d'épaules écorchés d'un peuple privé de Ferrari.

Avec une infatigable courtoisie, l'équipe de Ferrari-France avait pourtant prévu : « C'est plutôt un second véhicule. De loisir. Au soleil. » Autant dire un fantasme pour grands espaces. Un rêve d'enfance préservée, une histoire de Petit Prince mécanisé qui se rit des contraintes d'ici-bas. Pas un piège à filles, place Saint-Germain-des-Près. Pas un cabas roulant, pour le marché, ni un car de ramassage scolaire, pour la garde-rie. Rien qui serve, au fond, à aller plutôt faire un peu d'auto-

route. Pourquoi ne pas les avoir écoutés ? Dès la première rue de Levallois, au sortir du garage, il fallait d'urgence se rappeler les

conseils de Ferrari-France. Qu'est-ce qu'ils avaient mentionné, à propos du rayon de braquage ? De la dangereuse hauteur des trottoirs ? La 512 TR dégorgeait ses démentes caractéristiques sous la pression de ses milliards de chevaux fous furieux. Ce type, devant, dans sa modeste berline qui freinait trop sec, il avait compris que le bolide était dépourvu de pare-chocs ? Le voyait-il seulement dans son rétroviseur ? 113 centimètres de hauteur, même en rouge, c'était diablement insignifiant, à l'échelle des embouteillages !

Beaucoup trop longue, trop large, trop basse, des amortisseurs de charrette à bras. Et misogynie, avec ça. L'embrayage, pour « fort des Halles », la boîte de vitesses aux cliquetis de crécelle devaient exclure les femmes. D'ailleurs, dans cette TR - pour Testarossa - on n'y montait pas. On y descendait. Genux relevés. L'habitacle, le poste de pilotage plutôt, était des plus spartiates. Minimum de cadrans, un frein à main, contre la portière, qu'il fallait rabaisser pour s'extirper. Rien de snob, de m'as-tu-vu. Aucune concession, mais alors aucune, au confort moderne. Une bombe maso, et résolument anti-british.

Heureusement, l'interminable ruelle s'était écartée avec bienveillance. Immeubles, trottoirs, voitures et pékins étaient sortis indemnes de la montée des vitesses. Alors, d'où venait cette peur ? Pourquoi une rencontre, qui promettait, commençait-elle si mal ? Le prix d'achat. Au garage, ils avaient lâché l'information sans ostentation. 1 200 000 francs. Ils devaient avoir l'habitude de l'incroyable dans les regards, ne s'en justifiaient pas. Ils paraissaient sûrs du monstre, et attendaient patiemment votre retour, et votre adhésion de décapité.

À ce prix, bico évidemment, il fallait fuir la ville, pour s'épargner une permanente comptabilité. À combien le pbare embouteilli ? Le rétroviseur arraché ? Sucres froides : le jeu consistait à garder cette 512 TR deux journées. Mais où coucher une telle fortune dans



La 512 TR, le dernier modèle sorti des usines Ferrari.

Paris ? Les quelques parkings souterrains bico gardés avaient des peotes d'accès trop étroites. Sucres.

Une petite pointe sur l'autoroute, malgré l'obstination des contemporains sans Ferrari à emprunter aussi cette voie rectiligne, allait alléger provisoirement ces tourments. Et, bien sûr, les énigmes du monstre tombaient les unes après les autres. Cette 512 TR n'avait qu'une vocation : offrir à quelques initiés le bonheur fou de composer eux-mêmes leur symphonie de sons, de varier les aigus et les graves d'uo moteur qui prenait toute la place, jusqu'à toucher votre ouïe. Trop basse, mais collée à l'asphalte. Médiocre braqueuse, mais géoiale dans les courbes. Trop large, comme un avion, mais c'était un avion. Un rêve, mais un rêve de petit garçon, une histoire d'hommes qui n'avaient pas reconocé à leur querelle avec la vitesse.

Mais le jeu était en ville, et il fallait bien y retourner. Ralentir, redevenir encombrant et pataud. Se garer au coin des boulevards Malesherbes et de Courcelles, c'est-à-dire en bordure de ville, sans audace, parce que les tourments avaient repris, et que ça valait bico un verre. Perdre des yeux l'avion aux ailes inutilisées ? Trop risqué. Trouver un bar avec brasserie extérieure était une nécessité, malgré le froid.

L'entrainement mit deux minutes à se former. Boo-cofant et connaisseur. Des jeunes, des vieux, deux gardiens de la paix admiratifs, avec de la lumière, rouge, dans les yeux. Où se cacher ? Ils étaient bien quelques-uns à vous avoir vu arriver, remonter sans grâce à la surface. En dix minutes, la présence de la 512 TR contre le trottoir tournait à l'embouteillage. Des passants en oubliant de traverser à leur tour. Madonna en tenue d'Eve aurait

moins perturbé le cours monotone de ce carrefour. La Ferrari valait manif, elle contrevénait à l'ordre public.

Fuir encore, alors, reprendre son exil doré, avant de se débarrasser, au garage, de cette fortune roulante. Opter pour la banlieue, entre la Plaine-Saint-Denis et Clichy, parce que là, au moins, il devait y avoir de l'espace pour se ranger des voitures et des hommes, des terrains vagues anonymes et des gens au travail. S'asseoir, dehors, pour comprendre ce qui, dans ce bolide rouge, pouvait bien réveiller les passions masculines. Elle était belle, c'est vrai, cette Ferrari sur food de lépre urbaine. Fuselée, tirée au cordon par Pininfarina. Elle aurait mérité d'être garée devant le Musée d'art moderne. Au repos, c'était une œuvre parfaite.

Les premiers à s'approcher étaient trois jeunes beurs en balade désœuvrée. Ça s'éraflait à coups de clé, une 512 ? Dans ces

cas-là, nn attaque d'abord le pilote ou le bolide ? Le jeu devenait provocation. Ils s'assirent pourtant, eux aussi, comme à la messe, le souffle coupé. Ils aimaient l'art moderne. Ils avaient les mots de Coluche : « Ils le vendent, ça ? » Taire la vérité sur l'affaire du million de francs. Biaisier, teoter de s'eo sortir en expliquant que ce n'était qu'un prêt, pour une heure, et bico encombrant. Et que la lutte des classes avait manqué quelques cibles. Peine perdue, l'un d'eux connaissait le prix du monstre, et l'information les rendait heureux. Plus de deux cents fois le SMIC ? Le SMIC, ils ignoraient ce que c'était, mais Ferrari, ils le confiaient, agités, en se coupant la parole, était de leur mode. « Je le dis, au début, les Ferrari étaient jaunes ! »

Deux routiers arrêtaient leur babut. « Salut, tu me la feras rouler ? » Exécution, applaudissements des gamins et sifflément entendu du routier. Un employé, au volant d'une petite auto en piteux état : « Cher, mais ça vaut ça. J'en avais déjà vu une, sur la Côte. » Plus qu'un attroupement, la 512 provoquait maintenant un évènement culturel, dans ce ooman's land d'outrepiots en attente des bulldozers. Ils étaient dix, quinze à tutoyer le monstre et soo pilote d'un jour, à se raconter des histoires de Ferrari, à défendre les suspensions dures, et la boîte de vitesses centenaire. « Le petit bruit sur le métal du levier, ça va avec le moteur. » Evidemment !

Aucun n'était mécano, les gamins de la seconde génération n'avaient jamais trafiqué que des cyclomoteurs, mais ils étaient tous du club, familiers de cette épopée d'huile et de pistons, habitués - par quelle culture ? - de la légende de la marque. Ils ne possédaient jamais de Ferrari, peut-être même jamais une voiture de simple mortel, mais le cheval cabré d'Italie se rangeait assurément parmi les quelques miracles qui valaient la peine de s'obstiner, ici-bas.

Philippe Boggio

LIVRE

Rome à la table de Rome

Deux chercheurs au CNRS, Nicole Blanc et Anne Nerecassian, ont laissé frémir leur savoir sur le feu des fourneaux de la Cuisine romaine antique. Très savoureux.

MANGEONS léger, mangeons romain : trois olives le matin, quelques fruits, un quignon de pain et un restant de fromage ; même régime à midi en attendant le soir où l'on fait bombance avec des pois chiches et une saucisse achetée chez l'épicier du coin. C'est l'ordinaire plébien, qui n'aurait que médiocrement nourri les annales culinaires de la Rome antique si la classe dirigeante n'avait pris les affaires en main et démontré jusqu'à quelle démesure, et parfois démente, pouvaient être portés chez elle les plaisirs de bouche. Société agressive contre laquelle la République devait tenter de sévir par la promulgation de lois - les lois somptuaires - qui iront jusqu'à réglementer le nombre de convives et les sommes investies dans les agapes. En vain, car il s'agissait non seulement de s'empiffrer, mais aussi de paraître et de faire connaître l'état de sa fortune au risque de la jouer en deux ou trois banquets. On peut trouver des remèdes contre l'indigestion, plus difficilement contre la fringale et l'appétit de gloire.

Ce degré flamboyant de décadence fut moqué et combattu par tous les esprits sobres ou acides du temps, sans qu'aucun frein ne puisse être mis à ce qui semble avoir été le sport national et le loisir le plus riche d'émotions des personnages installés aux bons gradins de la société. Le

Satiricon ne passe rien à Trimalcion et à son festin ridicule, mais le parvenu, qui en a vu d'autres, sait que d'autres Trimalcins viendront après lui reprendre le flambeau de ces redoutables et mortelles grandes bouffes, marques de défi éternel et partage affirmé entre ceux qui mangent et ceux qui regarderont toujours les autres manger.

Voilà donc nos Romains éfrilés et poncés de frais - on passe aux thermes avant de partir s'allonger à table - prêts à en découvrir avec le dîner, la cena. Si tous les invités connaissent l'enjeu et les risques pris par le maître de maison, tous savent aussi à quelles mésaventures ils s'exposent en entrant dans la salle à manger et en s'installant sur le triclinum, le lit (à trois, puis à huit places), qu'on va leur assigner. Premier moment d'émotion, premier doute ou premiers points gagnés : l'empilement, qui, selon son rang ou la cote du moment, échoit au mangeur. C'est important pour ces affamés qui savent trop les mauvaises surprises que peuvent réserver certains bouts de table, servis par des grossiers et approvisionnés à la diable, car les mets seront proposés selon un ordre allant de l'excellent au plus fo au moins cuisiné. À partir du point rayonnant de la salle à manger, intraitable, incorruptible, le nomenclator, l'huissier, installe ses hôtes. On a revêtu une tunique légère, la cenatoria, sorte de Lacoste mi-cuisses avec manches courtes (coloris au choix), ou la synthesis, mousseline des grands soirs, pour être à l'aise et se débattre plus souplement dans la mêlée qui va suivre.

À coutume vient d'Orient. Dîner couché est la marque la plus distinctive et la moins pratique qu'ont trouvée les princes et les bourgeois, les sénateurs et les auteurs à la mode, les fournisseurs aux armées et les généraux de retour des pays chauds pour s'enflammer aux prépara-



tions de la vulve de truie farcie ou au foie de poisson - recette dite « co abyme » - longuement travaillé dans d'autres foies au milieu desquels agonisent doucement... un poisson. Subtil. Passant les plats, tranchant, découpant, sautant les convives, réparant les dégâts, les serviteurs tentent de pallier l'anarchie qui peu à peu s'est installée sur le champ de bataille. On mange avec les doigts, c'est l'étiquette ; de la coupe aux lèvres, le chemin est parfois long.

Des artistes viennent pousser la chansonnette, des poètes se lèvent et déclament ; d'un sanglier s'envolent des grives ;

nn jette les os de poulet et les coquilles d'huîtres à même le carrelage - cadeaux offerts à l'âme des morts. Dégâts au sol, ravages en altitude. Sur les lits, enfin unie dans une unique et réconfortante fraternité, l'assemblée réchauffée grogne son contentement et lorgne sur d'autres plaisirs. Les gîtions aux yeux de gazelle - achetés à prix d'or pour rouler des hanches en passant les aiguilles - commencent à produire leur effet ; des cuisses et des seins se dévoilent ; des émotions s'expriment. D'autres plats viennent réveiller les ardeurs, du vio requinquent les tristes et relancer la fête. Pourquoi caler ? Dans

leurs cages, machonnant des restes de chrétiens, les lions songeaient à des jours meilleurs où, dans des zôos moins barbares, on tiendrait davantage compte de leur régime.

TOUTE cette bambocherie avait un saint et patron, un homme qui s'était engagé loin dans la curiosité inventive et perverse de ce monde romain qui ne se débarrassait à coups d'ablutions du goût salé du sang que pour mieux y revenir. Apicius est le personnage que l'Antiquité retient pour ses extravagances culinaires qu'on lui fait mettre en forme dans un ouvrage souvent copié et abondamment enrichi, le *De re culinaria*. Langues de flamant rose, ragout de crêtes de coq (prélevées sur l'animal encore vivant), talons de chameau, tétines de truie farcies aux oursins, sont quelques-unes des inventions de ce « chef » riche et dilettante qui préféra en terminer dans ses recherches en lampant, un soir où l'inspiration tardait à venir, une coupe de poison de sa préparation. « Suprême breuvage, jamais Apicius, dira Martial dans l'oraison funèbre, tu ne te montras plus gourmand. » Nû si perient dans sa sortie, car c'était à l'évidence la seule manière un peu élégante d'échapper à la spirale infernale qui finirait par emporter l'ensemble des mangeurs de l'empire.

Livre très érudit (dont nous n'abordons ici que les chapitres ayant trait aux manières de table), l'ouvrage de Nicole Blanc et d'Anne Nerecassian, notons-le, est soutenu dans sa démonstration par une remarquable iconographie mise en page par Pierre-Louis Hardy.

Jean-Pierre Quélin

La Cuisine romaine antique, collection « Le verre et l'assiette », Editions Glénat, BP 177, 38008 Grenoble Cedex, 398 F.